



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

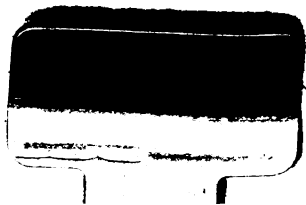
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



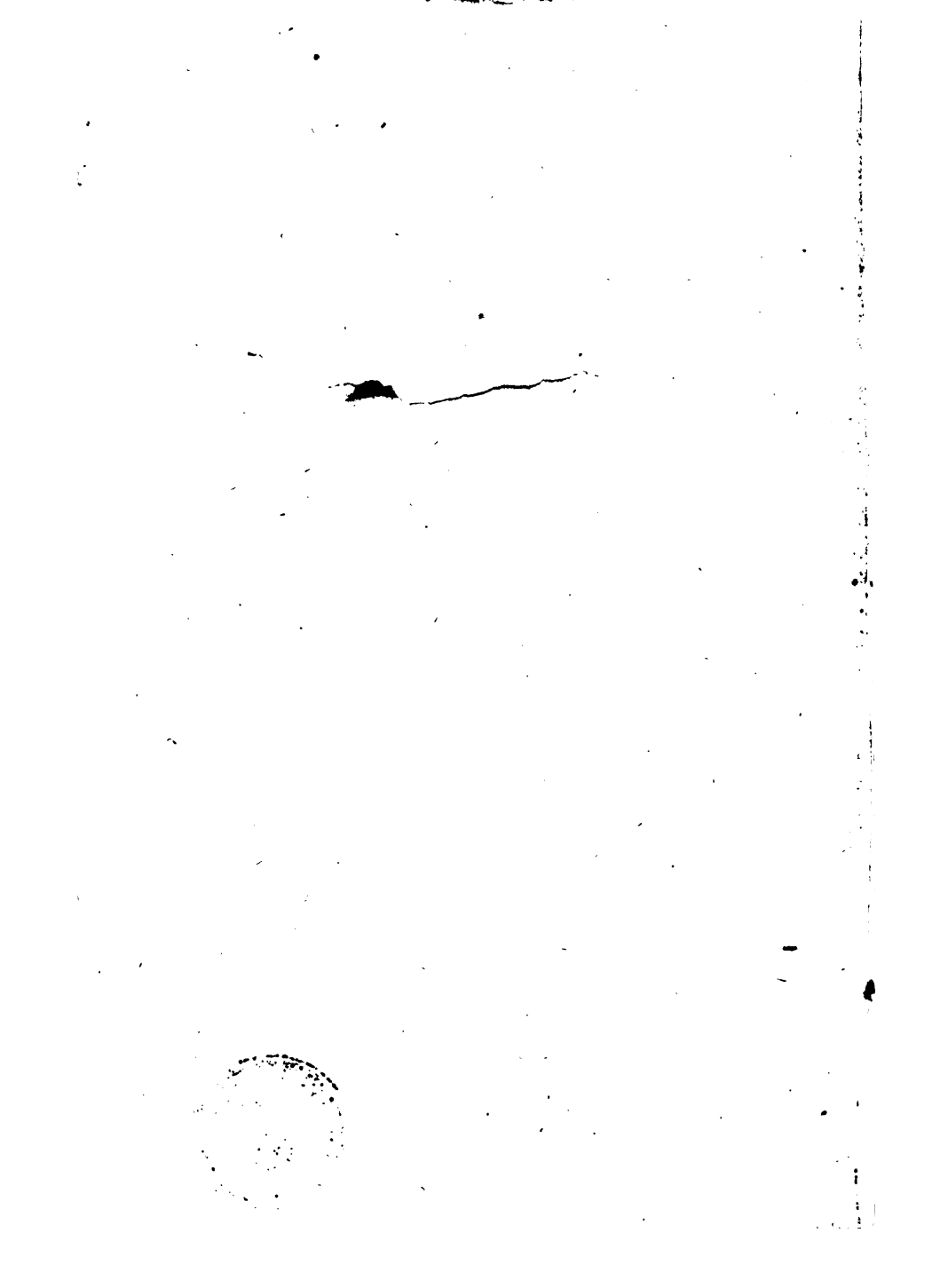




BCU - Lausanne



\*1094148186\*



A P P E L  
A U T R I B U N A L  
D E

L'OPINION PUBLIQUE

Du Rapport de M. Chabroud, et du Décret  
rendu par l'Assemblée Nationale le 2 Octo-  
bre 1790. Examen du Mémoire du Duc  
d'Orléans et du Plaidoyer du Comte de  
Mirabeau, et nouveaux Eclaircissemens sur  
les crimes du 5 et du 6 Octobre 1789.

Par M. M O U N I E R.

L O N D R E S.

1 7 9 1.



---

## AVERTISSEMENT.

SI cet Ouvrage eût été fait avec moins de précipitation, il auroit été possible d'adopter un meilleur ordre que celui qui a été suivi par M. Chabroud; il est resté à l'impression pendant près de deux mois. Ceux qui veulent sincèrement connoître la vérité, doivent pouvoir supporter une discussion de témoignages qui ramène souvent les mêmes réflexions. Il ne faut pas perdre de vue que je donne ici un nouveau Rapport d'un procès criminel; mais du procès criminel le plus important qui ait jamais fixé l'attention générale.

Comme j'emploie souvent le mot *populace*, moi que les Démagogues voudroient pouvoir bannir de la langue, je dois expliquer la signification qu'il a pour moi. J'appelle *populace* cette portion du Peuple que son extrême pauvreté et son ignorance rendent incapable de résister à ceux qui veulent la séduire; cette portion du Peuple dont le Gouvernement doit tâcher d'améliorer le sort avec tout l'intérêt qu'inspire l'infortune, mais qui ne peut elle-même influencer sur le Gouvernement sans consommer la perte de l'Etat.



# A P P E L

## A U T R I B U N A L

### D E

### L'OPINION PUBLIQUE

---

Si jamais on a cru que la force tiendrait lieu de justice et de raison, c'est lorsqu'on s'est permis de publier en même tems la procédure du Châtelet, le rapport de M. Chabroud et le Décret du 2 Octobre 1790. On ne devoit pas espérer que ceux qui liroient les témoignages se laisseroient séduire par les sophismes, les réticences et les contradictions de ce rapport.

Je ne conçois rien de si révoltant que les efforts de M. Chabroud pour justifier les plus affreux attentats, son indulgence pour les assassins, sa haine pour les victimes, ses

outrages contre les témoins, contre les juges, le ton menaçant du Duc d'Orléans et du Comte de Mirabeau, l'empressement avec lequel sans examen, sans discussion on s'est hâté d'admettre les conclusions du Rapporteur. Rien de tout cela ne devoit me surprendre et cependant m'a fait éprouver une indignation presque égale à celle que j'avois ressentie le 5 et le 6 Octobre 1789; et peut-être l'apologie du crime devoit encore inspirer plus d'horreur que le crime lui-même.

J'étois occupé d'un ouvrage qui aura pour titre et pour objet : *La Recherche des causes qui ont empêché les François de devenir libres, et des Moyens qui leur restent pour acquérir la liberté*, lorsque j'ai vu paroître le Rapport de M. Chabroud. J'ai suspendu ce travail pour appeler au Tribunal de l'opinion publique. Je ne confondrai pas avec le jugement de ce Tribunal les décisions de ces hommes vils pour qui tout est justifié par le succès, de ces flatteurs de la tyrannie qui applaudissent à toutes ses fureurs dans l'espoir de profiter de ses usurpations. Je sais que l'opinion publique est enchaînée dans ma Patrie; mais elle ne peut l'être long-tems. J'interpréterai le silence des hommes de bien. Je ne serai pas combattu par un seul; d'ailleurs, je n'appelle pas seule-

ment à l'opinion publique de la France, mais à celle de l'Europe entière.

Et j'ai quelques droits pour recourir à l'opinion publique. J'ai donné le premier récit fidèle des crimes du 5 et du 6 Octobre ; l'ouvrage qui le contenoit a précédé la dénonciation faite par les membres du prétendu Comité des Recherches de Paris. Il leur en a fait sentir la nécessité et les a forcés de reconnoître, *que des attentats aussi atroces, s'ils restoient sans poursuite, imprimeroient à l'honneur de la Capitale une tache ineffaçable* [1]. Je n'ai

---

(1) M. Blonde, Avocat de M. Augeard, dans une lettre écrite au Président du Comité des Recherches de Paris sur la fin de Décembre 1789, reproche aux membres du Comité d'avoir attendu deux mois pour dénoncer les assassinats du 6 Octobre, et soutient que mon Ouvrage avoit été nécessaire pour leur *donner l'éveil*. Cette lettre a été imprimée.

Avant la publication du Mémoire intitulé : *Exposé de ma conduite*, tous les Journalistes du parti dominant parloient avec éloge des crimes commis à Versailles le 5 et le 6 Octobre 1789. M. Mercier dans ses *Annales Patriotiques*, appelloit ces attentats *la prompte et nécessaire expédition de Versailles*. Le Comte de Mirabeau disoit que l'armée Parisienne avoit eu *la gloire de la rapidité dans la conquête, la sagesse de la conduite dans les campemens, et la douceur de la modération après la victoire* ; et M. Brissto de

pas sans doute entendu former le complot qui dirigea ces crimes : mais présidant alors l'Assemblée Nationale, j'en ai été en quelque sorte plus environné , plus à portée d'étudier leur marche , leur caractère et leurs conséquences. Je suis d'ailleurs cité dans toutes les pages de la procédure , ce qui rend de ma part plusieurs explications nécessaires ; et comme simple Citoyen je puis me plaindre de la violation de toutes les loix , de l'esclavage des Tribunaux , et de l'impunité des plus horribles forfaits.

Je veux seconder de tout mon pouvoir le triomphe de la vérité , et repousser les imputations qu'on s'est permises contre ces intrépides Gardes du Roi , qui , pour ne pas livrer la Famille Royale à la fureur des brigands , se sont eux-mêmes dévoués avec un si noble courage. Je sais que leur gloire est hors de l'atteinte de leurs calomniateurs , et que mes soins ne peuvent leur être utiles : mais en soutenant une cause aussi belle , je n'ai point d'autre prétention que celle de leur rendre

---

Warville , membre du Comité des Recherches , et qui signa depuis la dénonciation des assassinats du 6 Octobre , avoit trouvé très-naturel que les Parisiens fussent allés à Versailles pour *punir les Gardes du Corps , amener le Roi à Paris et l'enlever à l'influence des Aristocrates.*



hommage et de céder à la reconnaissance que leur doivent tous les bons Citoyens.

Je ne crains pas, en montrant un intérêt aussi vif, de rendre suspect le témoignage que j'ai porté dans la procédure. Il ne contient que des renseignemens sur la nature et les circonstances des délits. Tous ceux qui le connoissent savent si la passion l'a dicté. On a même blâmé mon extrême réserve, et je dois avant tout expliquer la cause du silence que j'ai gardé sur un fait pour lequel j'ai été cité par deux témoins.

J'avois ardemment désiré de pouvoir rassembler un corps de preuves pour dénoncer moi-même les coupables. J'ai déjà eu occasion de le dire, je ne connois de dénonciations odieuses que celles qui sont faites aux tyrans contre la liberté. Elles deviennent alors *délations*, crime si fréquent aujourd'hui ! si fréquent dans tous les tems de tyrannie et que le Comte de Mirabeau a mis au nombre de *nos nouvelles vertus*. Personne n'auroit confondu sans doute les vils délateurs qui servoient le despotisme de trente tyrans d'Athènes, ou des Décemvirs de Rome, avec ceux qui dénonçoient au Sénat ou au Peuple ces usurpateurs de tous les genres d'autorité (1).

---

(1) Je me suis trompé d'expression dans mon Ex-

N'ayant pu me procurer des preuves suffisantes, je dénonçai dans les premiers jours de Novembre les crimes, et non pas les coupables ( 1 ).

Sur la fin du mois d'Avril, je fus prévenu que le Châtelet se proposoit d'adresser une commission à Grenoble, lieu de ma résidence, pour y recevoir mon témoignage. Dès que les Agens des factieux en furent instruits, ils se hâtèrent de publier que ma déposition seroit suspecte, et que la délicatesse ne me permettoit pas d'être témoin. Quand la commission fut arrivée, l'officier qui devoit m'entendre fut

posé, et j'ai dit *délation* pour *dénonciation*; ma phrase dans cet état a paru si convenable au prétendu Comité des Recherches de Paris, qu'il m'a cité dans un de ses Rapports: mais il auroit bien dû voir que le sens rectifioit l'erreur de l'expression, puisque les délations qu'il se permettoit étoient précisément du nombre de celles que j'avois proscrites comme faites en faveur de la tyrannie contre l'intérêt de la liberté.

( 1 ) Si j'eusse suivi la doctrine du Comte de Mirabeau, il m'eût été facile d'indiquer un grand nombre de coupables; car dans sa lettre écrite au Comité des Recherches pour justifier sa délation calomnieuse contre M. de St.-Priest, il a soutenu que c'est un devoir sacré d'accuser *sur de simples soupçons, sur des oui dire.*

forcé par des menaces à la renvoyer au Châtel; et la crainte de mon témoignage fut une des causes des dernières persécutions qui m'ont été suscitées et qui m'ont contraint de chercher un asyle dans un Pays libre et conséquemment hors de France (1).

Une nouvelle commission fut adressée à Genève dans les premiers jours du mois de Juillet. J'avois vu de la part des dénonciateurs tant d'affectation à laisser dans l'oubli les crimes du 5 Octobre, tandis que ceux du 6 Octobre n'en étoient qu'une continuation, que je craignis si je parlois de faits antérieurs à ces deux époques, et qui ne pouvoient s'y lier que par conjectures, d'être soupçonné d'avoir outrepassé les limites dans lesquelles je devois me restreindre, d'avoir écouté des sentimens de haine particulière. Ce qu'on dit comme témoin, on le dit impunément. C'étoit avec une extrême répugnance que j'entrevoyois tout ce qui

---

(1) Quand le Juge auquel étoit adressé la commission l'eut renvoyée pour éviter les violences qui étoient publiquement annoncées, les amis de la *Constitution* osèrent imprimer dans un Journal calqué sur le modèle des feuilles de Carra et de Camille des Moulins, que ce Magistrat avoit refusé de prendre mon témoignage, parce qu'il me considéroit comme un témoin suspect et partial.

pourroit me faire accuser d'avoir voulu profiter d'une pareille circonstance pour me venger de mes Adversaires.

Si j'avois eu sur la procédure quelques renseignemens, si j'avois pu savoir que MM. Bergasse et Regnier parleroient du propos qui m'avoit été tenu par le Comte de Mirabeau et que je leur avois répété à Versailles, je n'aurois pas été trompé par un semblable motif, puisqu'il étoit prouvé que j'avois fait connoître ce propos long-tems avant que je pusse prévoir les crimes du mois d'Octobre et l'information du Châtelet : Mais j'ignorois absolument le contenu de la procédure ; et le Magistrat , chargé de prendre mon témoignage, n'avoit reçu aucune instruction, aucune note pour m'interroger.

Sur la foi du serment j'exposai à ce Magistrat les deux conversations que j'avois eues dans le mois de Juillet 1789 avec le Comte de Mirabeau. Je lui fis connoître en même tems les motifs qui m'engageoient plus qu'un autre, à ne citer aucun fait qui n'eût la plus évidente connexité avec ceux de la plainte. Les deux conversations du mois de Juillet ne lui parurent pas avoir un rapport assez direct avec la requête du Procureur du Roi pour que je fusse obligé de les rappeler ; j'en jugeai de même dans cet instant, et

cette partie de mon récit ne fut pas écrite. J'eus cependant la précaution de faire insérer dans mon témoignage, que je croyois qu'il *avoit existé deux factions , une pour disposer du trône ; l'autre pour faire une République :* mais que je ne pouvois pas affirmer que les deux factions ou l'une d'elles eût dirigé l'insurrection du 5 Octobre et les assassinats du six, devant me borner sur-tout à ce qui étoit relatif à la plainte, et ne pouvant pas établir des relations par des conjectures ( 1 ).

---

( 1 ) Je vais donner ici les détails des deux conversations du mois de Juillet 1789 ; je le dois à MM. Bergasse , Regnier , à moi-même, et sur-tout à la vérité.

Pendant que Paris étoit environné de troupes , le Comte de Mirabeau étant avec M. Duroveray de Genève , dans la cour des *Menus* à Versailles , aborda MM. Bergasse , de la Fayette , Duport et moi. Il nous pria de passer avec lui dans l'un des Bureaux ; il nous fit part de la résolution où il étoit d'engager l'Assemblée à demander l'éloignement des troupes. Il n'étoit point encore question de la manière dont devoit être dirigée l'adresse au Roi sur ce sujet. Nous fûmes tous de son avis. M. le Marquis de la Fayette sortit ensuite. Les autres continuèrent leur entretien. Le Comte de Mirabeau , après avoir parlé de la nécessité de mettre obstacle aux projets que pouvoit avoir la Cour , nous tint le discours suivant. « Messieurs , j'ai rencontré hier M. le Duc

Ce n'est plus comme témoin que je vais parler. Je ne serai plus borné par les expres-

---

*d'Orléans, à qui j'ai dit, Monseigneur, vous ne pouvez pas nier, que nous ne puissions avoir bientôt Louis XVII au lieu de Louis XVI, et si cela n'étoit pas ainsi, vous seriez au moins Lieutenant-Général du Royaume. Le Duc d'Orléans m'a répondu, Messieurs, des choses fort aimables ».*

Je réfléchis sur ces expressions du Comte de Mirabeau, et lorsque le Roi eut répondu qu'il n'avoit jamais eu le dessein de nuire à la liberté de l'Assemblée, et que, s'il lui restoit sur la présence des troupes les moindres inquiétudes, il offroit de la transférer à Soissons, je résolus de combattre toute nouvelle proposition sur ce sujet. Je voulois éviter entre l'autorité Royale et l'Assemblée une guerre qui me paroissoit également dangereuse pour l'une et pour l'autre ; je fis part de ma résolution à beaucoup de Députés. Le Comte de Mirabeau, qui avoit fait de vains efforts pour empêcher qu'on ne fût satisfait de la réponse du Roi, ne perdit point l'espérance de rengager le combat. Il travailloit à une seconde adresse. Il me fit appeler dans un des Bureaux où je le trouvai avec MM. Bûsot et Robespierre. Il s'efforça de me faire abandonner l'opposition dont j'avois formé le projet. J'y persistai ; je lui dis que j'étois excessivement allarmé de toutes les manœuvres employées à Paris pour occasionner une défection dans les troupes, que la première adresse paroissoit suffire pour prouver au Gouvernement qu'on avoit les yeux ouverts sur ses desseins.

sions d'une plainte juridique et la forme d'une procédure. Je prends un rôle qui me convient mieux,

que plusieurs phrases qu'il renfermoit étoient infiniment propres à égarer les soldats, qu'une seconde adresse accroîtroit le danger, que dans cette situation un Prince ambitieux paroissant au milieu de l'armée après avoir fait distribuer de l'argent et des libelles pourroit s'emparer du Trône. Il me répondit : *mais bon homme que vous êtes, je suis aussi attaché que vous à la Royauté : mais qu'importe que nous ayons Louis XVII au lieu de Louis XVI, et qu'avons-nous besoin d'un bamba pour nous gouverner ?* Je voulus alors prouver combien étoit criminel, tout ce qui pouvoit conduire à un changement de dynastie ; qu'un pareil changement avoit de si terribles conséquences, qu'il falloit pour le justifier qu'un Prince se fût baigné dans le sang de ses sujets : *mais savez-vous, me dit-il, que la manière dont les membres des Communes ont été repoussés du lieu de leurs séances avant la déclaration du 23 Juin étoit un acte bien coupable, et qu'il y auroit là un beau prétexte pour un manifeste.* Je repliquai, que je reconnoissois dans cette mesure une imprudence très-blâmable, qu'avant d'ordonner les préparatifs pour la séance Royale, on auroit dû prévenir les Communes pendant que les membres étoient assemblés, et ne pas interrompre le cours de l'ajournement ; mais qu'enfin, si je connoissois un homme qui eût le dessein de profiter des circonstances pour s'emparer du Trône et que je pusse en prévoir une probabilité de succès, je me ferois un

c'est celui d'Adversaire du Duc d'Orléans et du Comte de Mirabeau : mais d'un Adver-

---

devoir de le poignarder. Le Comte de Mirabeau changea subitement de ton et de contenance, et tâcha de me persuader qu'il ne falloit pas prendre littéralement tout ce qu'il m'avoit dit. Je quittai M. de Mirabeau. La séance venoit de finir. Je rencontrai MM. de Maubourg et de la Coste qui se retiroient. Ils furent frappés de mon air rêveur et voulurent en savoir la cause. Je leur racontai ma dernière conversation avec le Comte de Mirabeau et même la précédente. MM. de la Fayette et Dupont qui survinrent entendirent mon récit. Je compris par quelques mots que me dit M. de la Fayette, qu'il étoit encore plus instruit que moi.

J'eus occasion quelque tems après, me trouvant chez M. Bergasse, de l'instruire en présence de M. Regnier du propos que m'avoit tenu le Comte de Mirabeau dans notre dernière entrevue. Je vois par la procédure que M. Bergasse ne s'est rappelé qu'une partie de la phrase qu'il avoit entendue lui-même, le jour où nous étions avec MM. de Mirabeau, Dupont et Duroveray.

Qu'on ne croie pas que ce récit inséré dans ma déposition, eût rien changé dans le rapport de M. Chabroud et dans le Décret qu'il a fait rendre. S'il eût attaché au propos répété par MM. Bergasse et Regnier l'importance qu'il a feint d'y mettre, il auroit demandé qu'il fût permis au Châtelet de poursuivre les Députés accusés par la procédure, ou il auroit fait ajourner la décision ; il n'ignoroit pas



sairé qui ne les combat par aucun motif d'intérêt particulier , et seulement par zèle pour sa Patrie.

Si l'on juge des résultats que doit offrir la procédure du Châtelet , par des circonstances qui l'ont précédé et suivie , si l'on considère les menaces contre les témoins , les émeutes suscitées contre le Tribunal , les intrigues , les obstacles de tous les genres , le grand nombre des intéressés , on doit être surpris qu'elle ait pu répandre autant de lumières sur les attentats du 5 et du 6 Octobre. On sait que dans les crimes de parti , plus il y a de complices , moins il est facile d'avoir des preuves ; car ceux qui le trahiroient auroient à redouter trop de vengeances.

Je négligerai les *ouï dire* , les dépositions qui n'apprennent rien pour m'arrêter aux dépositions importantes. M. Chabroud glisse légèrement sur celles qui lui sont contraires , et lorsqu'il en rencontre qui le démentent trop évidemment , il prend le parti beaucoup plus

qu'il pouvoit y avoir addition de plainte et d'information , et qu'au recolement chaque témoin doit ajouter ce qu'il a omis , expliquer ce qui a besoin de l'être ; mais n'anticipons pas sur ce qui doit résulter de l'examen du rapport.

simple de les passer sous silence. On va bientôt juger la méthode dont il fait usage pour tâcher d'obscurcir la vérité. J'adopterai l'ordre qu'il a suivi dans son Rapport.

*Les crimes commis à Versailles le 5 et le 6 Octobre 1789, avoient-ils été préparés par un complot ?*

Un complot est prouvé dans chaque page de la procédure et par une réunion de circonstances que personne ne peut ignorer. M. Chabroud a tenté d'anéantir ces preuves.

120. 126.. Deux témoins, MM. Dufraisse et Taillardat, membres de l'Assemblée Nationale, attestent que le 17 Juillet M. Coroller, Député de Bretagne, se vantoit à un déjeuner chez M. Mallouet d'avoir été l'un de ceux qui avoient dirigé la défection des troupes, les outrages faits à M. l'Archevêque de Paris, et qui s'étoient proposés de faire mettre le feu au Palais Bourbon, si le renvoi de M. Necker n'eût excité l'insurrection qu'ils desiroient.

M. Chabroud fait sortir M. Coroller d'embarras sans beaucoup de peine. Il se contente de répondre que ce Député s'étoit *joué de la liberté de la conversation*, avoit abusé de son triomphe parce qu'il supposoit le *nouvel ordre*

*ordre de choses peu agréable aux autres convives.*  
Il taxe l'indiscrétion de M. Coroller d'*ironie légère*, de *vain persiflage*, et reproche aux témoins d'avoir violé l'*intimité d'un déjeuner*.

Le fanatisme politique est capable de s'énorgueillir de ses forfaits ; mais qu'on se dise l'auteur des crimes dont nul ne peut révoquer en doute la réalité et cela pour paroître gai, par ironie ou pour abuser de son triomphe, c'est ce que M. Chabroud s'efforce vainement de persuader, et ce que personne ne pourra croire.

M. Perrin, Avocat aux Conseils, avoit 143  
entendu dans le mois de Juillet 1789, au Palais-Royal faire la proposition de déferer à M. le Duc d'Orléans la Lieutenance-Générale du Royaume. Dans le même tems M. Bergasse avoit entendu le Comte de Mirabeau annoncer un 4  
semblable projet, en ajoutant que M. le Duc d'Orléans lui avoit dit à cet égard *des choses fort aimables*. Deux mois après le Comte de 140  
Mirabeau avoit instruit le Comte de Virieu des vues qu'on avoit eues précédemment sur le Prince, qui, à l'époque de la prise de la Bastille, devoit entrer dans le Conseil, offrir d'employer son influence à calmer le Peuple et demander le poste de Lieutenant-Général pour prix de sa médiation.

Ces trois dépositions donnent la preuve d'un fait certain, c'est qu'on avoit le projet de profiter des troubles du mois de Juillet pour faire M. le Duc d'Orléans Lieutenant-Général du Royaume : mais M. Chabroud répond que *ce n'est ni le tems, ni le lieu d'examiner quelle mesure pouvoit être alors légitime* ( 1 ).

La Lieutenance-Générale du Royaume donne le même pouvoir que la Régence. Elle rend dépositaire de l'Autorité Royale ; l'armée, les Finances, tout est à la disposition d'un Lieutenant-Général. Il peut donner tous les ordres que donneroit le Roi lui-même.

A l'exception de Charles-Dauphin, Lieutenant-Général pendant la captivité du Roi Jean son Père, il n'a point existé de Lieutenans-Généraux que dans les tems de trouble, et au milieu des désordres de la guerre civile. Henri V, Roi d'Angleterre, gouverna la France en cette qualité, lorsque s'étant lié avec la faction de Bourgogne, et profitant de la démence de Charles VI, il eut fait prononcer en sa faveur l'exclusion de l'héritier du Trône. Après sa mort le Duc de Béfort son frère conserva

---

( 1 ) On voit que M. Chabroud, qui n'a joué l'indignation sur le propos répété par MM. Bergasse et Regnier que parce que je n'en parlois pas, avoit une réponse toute prête, si je l'eusse rappelé dans ma déposition.

quelque tems la même autorité. Un Duc de Guise exerça sous ce titre le despotisme le plus absolu pendant les derniers mois du règne de Henri II et le règne de François II. Le Duc d'Anjou fut Lieutenant-Général sous Charles IX, le Duc de Mayenne fut élevé à ce grade sous Henri III par les rebelles connus sous le nom de *Ligueurs*. Enfin, pendant la minorité de Louis XIV, en 1652 le Parlement de Paris nomma Lieutenant-Général, par un arrêt, Gaston, Duc d'Orléans, qu'il voulut faire chef des révoltés, et conducteur de la ridicule guerre de la Fronde.

Un Monarque absent de son Royaume, ou éloigné des affaires par des infirmités, pourroit choisir lui-même un Lieutenant ou Régent; et si son choix ne tomboit pas sur le plus proche héritier, il auroit de grandes précautions à prendre pour conserver la Couronne à son légitime successeur; mais sans un acte de la volonté libre du Roi de France, la Lieutenantance-Générale ne peut exister légitimement que lorsqu'il est mineur, prisonnier de guerre ou en démence. S'il étoit contraint par des factieux à nommer un Lieutenant, il seroit obligé de lui remettre les rênes de l'Etat; il ne lui resteroit plus qu'un vain titre, objet de la jalousie du Lieutenant-Général et propre

à lui inspirer les desseins les plus criminels. Dès l'instant où celui-ci voudroit comme les anciens Maires du Palais ajouter la dignité à la puissance, il en auroit la faculté ; sur-tout si son ambition étoit excitée par le desir d'élever sa famille, si le Roi et ses héritiers étoient confiés à sa garde.

Ceux qui auroient formé le projet de nommer M. le Duc d'Orléans, ou de contraindre le Roi à le nommer Lieutenant-Général du Royaume, auroient donc eu le dessein d'ôter à Louis XVI le gouvernement de l'Etat, de mettre les droits de la succession au Trône en péril d'être violés ; ils seroient donc coupables du crime de lèse-Majesté.

Quoi ! parce que des Conseillers imprudens avoient persuadé au Roi qu'il étoit nécessaire de faire approcher une armée de Paris pour prévenir les insurrections et en imposer à ceux qui fomentoient les troubles, M. Chabroud ose dire qu'il n'examinera point *quelle mesure pouvoit être alors légitime*. Ah ! sans doute il étoit légitime de la part des Députés de témoigner au Roi les allarmes que devoit leur inspirer ce rassemblement de troupes sur la liberté des suffrages, de demander qu'elles fussent éloignées du lieu de leurs délibérations, d'inviter le Prince à recourir à des moyens

plus dignes de sa bienveillance. Il eût été légitime de repousser la force par la force, si l'armée eût été employée hostilement pour soumettre les Citoyens au joug de la servitude, tandis qu'elle n'auroit dû l'être qu'à protéger le maintien de l'ordre : mais parce qu'une armée est auprès de Paris, s'occuper des moyens de dépouiller le Roi de son autorité pour la remettre dans les mains de M. le Duc d'Orléans ; ce projet ne pouvoit être conçu que par des hommes capables de livrer la France à tous les désordres, de la déchirer par le fer et la flamme pour l'intérêt de leur ambition ou de leur cupidité.

En parlant de la déposition de M. le Comte de Virieu, M. Chabroud demande *où est le motif de blâmer* le projet de faire obtenir du Roi, la Lieutenance-Générale en faveur du Duc d'Orléans pour prix de sa médiation.

Le sang couloit dans Paris. La Cour étoit dans les plus vives allarmes ; il étoit difficile de prévoir, à quel terme s'arrêteroit une populace furieuse qui avoit déjà immolé plusieurs victimes. Le discours de M. de Mirabeau à M. de Virieu suppose qu'il étoit au pouvoir de M. le Duc d'Orléans de rétablir l'ordre et la paix ; il suppose que ce Prince eût dû se présenter au Conseil, et qu'il auroit dû dire : "je

puis d'un mot arrêter les troubles de Paris : mais je mets un prix à mes services ; que le Roi se désaisisse en ma faveur de son autorité, que je sois Lieutenant-Général du Royaume. Si je n'obtiens ma demande , je reste tranquille spectateur de tous les maux qui peuvent suivre ; que le sang coule encore , que m'importe , puisque je ne trouverois point d'avantage à l'empêcher de couler , et que les dangers ne sont pas pour moi ,,,

Et le projet d'une pareille démarche , que le plus audacieux des scélérats auroit rougi d'avouer en présence du Conseil du Roi , est jugé par M. Chabroud très-juste et très-convenable ; car il dit avec beaucoup de franchise : *et où étoit , je vous prie , le motif de blâmer ?*

Parmi les preuves d'un projet antérieur au mois d'Octobre pour forcer le Roi à se rendre à Paris , M. Chabroud ne choisit que ma déposition et celle de M. Faydel. J'avois attesté  
148 que ce projet existoit plusieurs mois avant le 5 Octobre , et que les Ministres avoient souvent reçu des avis alarmans. M. Faydel a dit que huit ou dix jours avant le 5 Octobre , deux soldats de la Garde de Paris lui avoient annoncé qu'ils devoient venir chercher le Roi. M. Chabroud oppose à ces témoignages ceux



de MM. la Fisse et Roussille de Chansereu, suivant lesquels, dit-il, les conjurés desiroient la fuite du Roi. Il en conclut que, *forcer le Roi à se rendre à Paris et compter sur sa fuite, sont des mesures différentes qui ne peuvent appartenir au même projet.*

La conclusion n'est point juste. Si l'on avoit désiré la fuite du Roi, ce n'étoit pas une fausse mesure que d'agir comme si l'on eût voulu le forcer à se rendre à Paris. Il eût été très-naturel d'espérer, que, pour ne pas céder à cette contrainte, il pourroit prendre le parti de se réfugier dans une autre Ville.

Mais moi qui ai beaucoup de peine à croire que les ennemis du Roi eussent été assez mal avisés pour vouloir fournir ainsi des moyens de légitimer sa fuite, qui pense qu'ils ont dû faire entrer la possibilité de cette fuite dans leurs calculs comme procurant une autre chance, et non pas la désirer et se la proposer comme but principal, je n'attache point aux dépositions de MM. Lafisse et Roussille de Chansereu l'importance que cherche à leur donner M. Chabroud. Le premier de ces témoins n'a rapporté sur le dessein d'obliger le Roi à prendre la fuite qu'un bruit vague dont il n'a point indiqué les auteurs. Le second, d'après des propos de société, a dit que la

faction d'Orléans ( ce sont ses expressions )  
 doit profiter de l'évasion du Roi à Metz.  
 Nous verrons bientôt ce qu'il faut penser de  
 ce prétendu projet d'évasion.

Au surplus , pour démontrer qu'avant le mois  
 d'Octobre , on avoit pris la résolution d'enlever  
 le Roi et de le conduire à Paris , il faut joindre  
 120 à la déposition de M. Faydel celle de M.  
 136 Dufraisse Duché , qui en étoit instruit dès  
 le mois d'Août , et celle de M. Taillardat de  
 Maison-Neuve qui en avoit entendu parler  
 long-tems avant le 5 Octobre.

« L'incertitude n'est pas fixée , ajoute M.  
 „ Chabroud , parce que disent quelques té-  
 „ moins , qu'une insurrection du Peuple étoit  
 „ annoncée plusieurs jours auparavant ; car  
 „ ce n'est pas dans l'*insurrection* elle-même  
 „ que peut être le délit , il seroit dans l'*in-*  
 „ *trigue* qui l'auroit provoquée et dans le  
 „ *secret dessein* qui en auroit été l'objet „

Je ne m'occuperai point de réfuter la doc-  
 trine de M. Chabroud qui ne voit point de  
 délit dans une *insurrection*. Comme il veut  
 bien reconnoître qu'il y auroit un délit dans  
 l'intrigue qui l'auroit provoquée , je lui deman-  
 derai seulement comment une *insurrection*  
 peut être annoncée sans qu'elle soit connue  
 d'avance , comment elle peut être connue

d'avance sans qu'elle ait été projetée, comment elle peut être projetée sans *intrigue* et sans *dessein secret* ?

Des témoins ont parlé des lettres anonymes, reçues par M. de Lalli-Tolendal, M. Mallouet et moi. M. Chabroud croit que notre patriotisme n'auroit pas été muet sur des avis de quelque importance ; et qui a pu lui dire que nous avions gardé ces avis pour nous seuls ? Il sait même le contraire, puisqu'un de ces avis transmis par M. Mallouet à M. le Comte d'Estaing, a été trouvé dans les papiers de celui-ci et dénoncé par des Membres du Comité des Recherches de l'Assemblée Nationale dans la séance du 21 Novembre comme la preuve d'un crime de *lèse-Nation*. Si M. Chabroud a pu l'oublier, il n'est pas un bon Citoyen qui n'ait conservé le souvenir de la fermeté, du courage et de la noble éloquence de M. Mallouet qui força ses ennemis même à reconnoître que les accusateurs seuls méritoient d'être punis, et s'ils ne le furent pas, c'est que l'excès de leur zèle pour le parti dominant devoit leur obtenir son indulgence.

Le Marquis de la Fayette a dit qu'étant sur 193 la place de Grève, quelques soldats pressant le départ de Versailles, avoient prononcé les

*mots de Conseil de Régence et autres expressions qui ne paroissoient dans leur bouche que des répétitions de ce qu'ils pouvoient avoir entendu. Cette circonstance est encore attestée*

30. 40. par deux autres témoins. Un soldat de la Milice Parisienne avoit déclaré à M. Duberville que ,  
 128 si l'on n'eût trouvé à Versailles ni le Roi ,  
 ni le Dauphin , on auroit proclamé M. le Duc  
 d'Orléans. Un Député avoit dit le 5 Octobre  
 149 dans la nuit à M. Guillermin qu'il falloit nommer  
 un Régent , et trompé sans doute par le desir  
 qu'il en avoit , il croyoit que la séance qu'on  
 venoit d'annoncer au son du tambour étoit  
 destinée à cette nomination , et il vouloit que  
 le choix fût en faveur de M. le Duc d'Orléans.  
 M. Chabroud soutient que ceux qui parloient  
 ainsi *ne savoient ce qu'ils disoient*. Cette  
 explication n'a pas dû lui coûter beaucoup  
 d'efforts. Il ajoute que ceux qui trament  
 des complots ne font pas leurs confidences  
 au Peuple : mais quand on veut faire exécuter  
 un complot par le Peuple , il faut bien lui  
 suggérer une partie de ses desseins. L'art  
 des conspirations n'est-il pas de faire demander  
 par une populace imbécille ce qu'on desire  
 d'obtenir , de lui cacher le but secret et les  
 premiers auteurs des intrigues qui la font  
 mouvoir ?

MM. Bergasse et Regnier me citent pour leur avoir répété le propos de M. de Mirabeau : “ *Qu'importe que nous ayons pour Roi Louis XVI ou Louis XVII* „ ?

Pour cette fois M. Chabroud se montre indigné ; il n'a pas *lu de sang-froid ces abominables paroles* ; mais son indignation va bientôt cesser. Il court à ma déposition ; j'ai passé ce fait sous silence. Toutes ses allarmes sont dissipées ; et pour convaincre que mon silence ne laisse aucun doute sur la fausseté de l'anecdote , il a soin d'observer que ma déposition n'est pas concise , que j'ai dit tout ce que je savois , tout ce que je présumois.

L'effroi de M. Chabroud étoit évidemment supposé. Si son indignation eût été réelle , il ne lui eût pas été aussi facile de se rassurer ; il n'auroit pas sur-tout cherché à rassurer les autres par un mensonge ; car il est faux que j'ai dit *tout ce que je présumois*. Ma déposition même prouvoit évidemment le contraire ; en déclarant que je croyois qu'une faction avoit voulu disposer du Trône , sans dire les motifs qui fondonient cette croyance , en déclarant que je devois me borner à ce qui étoit *relatif* à la plainte et ne pas établir des *relations* par des conjectures , j'indiquois assez clairement que je ne disois pas tout ce que je savois , d'antérieur au

cinq Octobre , qu'une délicatesse scrupuleuse dictée par ma position particulière, m'avoit rendu trop circonspect dans l'examen des faits, qui pouvoient être *dépendances* de la plainte du Procureur du Roi : mais du moins je ne devois pas m'attendre à me voir reprocher d'avoir dit tout *ce que je présufois*. Si M. Chabroud eût fait dépendre le sort de la question soumise à la décision de l'Assemblée Nationale , des paroles que j'avois entendues , il étoit si simple de faire ordonner la continuation de la procédure. D'après la méthode qu'il emploie pour interpréter tant d'autres circonstances qui ont un rapport plus direct aux crimes dénoncés , on peut juger des soins qu'il auroit pris pour tâcher de donner au propos cité par MM. Bergasse et Regnier une explication favorable , s'il eût été confirmé par mon témoignage.

24 Dix ou douze jours avant le cinq Octobre , le Comte de Mirabeau dit à M. Blaisot, libraire , qu'il croyoit *appercevoir qu'il y auroit des événemens malheureux à Versailles* ; mais que *les honnêtes gens , et ceux qui ressembloient à M. Blaisot n'avoient rien à craindre*. Ce fait est certain ; car M. de Mirabeau ne l'a pas nié. M. Chabroud n'y découvre que l'indice d'une inquiétude qu'on ne pouvoit guère alors ne pas avoir.

Quoique le Comte de Mirabeau ait aban-

donné à la censure sa vie privée, comme il soutient que sa vie publique est exempte de blâme, et qu'il compte pour rien la première, il pense qu'il est convenable quand il parle des honnêtes gens de se compter dans ce nombre. Or il annonçoit des événemens malheureux à Versailles, où les *honnêtes gens n'avoient rien à craindre*. Il est donc indubitable que lui-même estimoit qu'il n'avoit rien à craindre, non plus que tous ceux qui suivoient le parti dominant ( 1 ).

Mais qui donc avoit à craindre dans les malheureux événemens que prévoyoit M. de Mirabeau ? N'est-il pas évident que tous les dangers devoient être pour le Roi, sa famille et ceux qui lui restoient fidèles ? Ainsi M. de Mirabeau avoit dix ou douze jours avant le 5 Octobre la connoissance de ce qui devoit arriver : mais il en concevoit peu d'allarmes, puisqu'il n'appercevoit aucun péril pour ceux qu'il appelloit les *honnêtes gens*.

M. Mallouet a dit dans sa déposition, qu'à

[ 1 ] Je n'ai garde de comprendre M. Blaisot dans le nombre de ceux que M. de Mirabeau appeloit les *honnêtes gens*. Il est probable que ce Député entendoit lui faire un compliment qu'il ne falloit pas prendre à la lettre,

peu-près vers le tems de l'arrivée du Régiment de Flandres , il étoit , ainsi que ses amis , accablé *des plus noirs pressentimens*. M. Chabroud , qui n'a pas cru devoir s'affliger des événemens dont il avoit à présenter les détails , et qui même s'est cru permis d'outrager la décence et l'humanité jusqu'au point d'y trouver plusieurs fois des sujets de plaisanterie , s'est moqué de l'histoire des *pressentimens de M. Mallouet*; et cependant il lui a paru très-simple que M. de Mirabeau ait pu prédire dix ou douze jours avant le cinq Octobre , à M. Blaisot , les malheurs qui devoient arriver à Versailles. Il étoit impossible , dit M. Chabroud , *de ne pas avoir de l'inquiétude*.

Cette inconséquence n'est pas la seule que nous aurons occasion de faire appercevoir. Nous remarquons que les inquiétudes de M. Mallouet n'étoient pas de la même nature que celles de MM. de Mirabeau et Chabroud ; car le premier trembloit pour les *honnêtes gens* , ceux-ci au contraire étoient persuadés que les *honnêtes gens* n'avoient rien à craindre , et conséquemment leurs inquiétudes devoient être beaucoup moins vives. Cette différence vient de celle qui existe entre les honnêtes gens suivant M. Mallouet , et les honnêtes gens suivant MM. de Mirabeau et Chabroud.



M. Chabroud feroit de vains efforts pour détruire les conséquences de la prédiction de M. de Mirabeau. Elle prouve bien évidemment l'existence d'un complot. Il ne peut pas dire qu'elle fût relative au prétendu projet d'enlèvement du Roi pour le conduire à Metz ; car M. de Mirabeau n'auroit pas cru que les honnêtes gens, tels que lui, n'avoient rien à craindre de l'exécution d'un semblable projet.

Un particulier avoit parlé chez M. Blaisot, plusieurs jours avant le 5 Octobre, d'une lettre qu'il avoit reçue de Toulouse et qui lui annonçoit des événemens sinistres à Versailles. M. la Bouche a dit qu'étant à Toulouse le 29 58 Septembre, on lui avoit appris que, s'il tarδοit quelques jours de venir à Versailles, il n'y retrouveroit plus le Roi. M. Chabroud applique au prétendu projet d'enlever le Roi pour le conduire à Metz, qui n'est nullement prouvé, un discours qui s'adapte si naturellement au projet bien certain et bien démontré, et par des prédictions antérieures et sur-tout par son exécution, je veux dire le projet d'enlever le Roi pour le conduire à Paris.

M. Chabroud s'arrête avec beaucoup de complaisance à la déposition de Marguerite 236 Andel, ouvrière en linge ; il soutient qu'elle renferme des faits contraires à toute vraisem-

blance : mais j'observe comme lui , que les détails qui paroissent romanesques dans ce témoignage , n'existoient point dans les déclarations qu'elle avoit faites précédemment. Si le récit extraordinaire, qu'elle a depuis ajouté, avoit été dirigé par quelque influence particulière , je crois que l'opinion publique auroit bientôt décidé , lesquels de ceux qui vouloient la punition des crimes du 5 et du 6 Octobre, ou de ceux qui vouloient qu'ils restassent impunis , auroient dû desirer qu'on insérât dans la procédure un témoignage peu vraisemblable et qui pût paroître l'effet de la séduction. Si les premiers eussent été assez vils pour dicter le récit de Marguerite Andel, ils en auroient choisi un plus concluant et plus propre à séduire. Oh! nous avons eu dans cette révolution de grands maîtres en intrigues ! Heureusement les témoins ne sont pas solidaires , et la confiance qu'on doit aux uns ne reçoit point d'atteinte de la défiance que peuvent inspirer les autres (1).

---

[ 1 ] Je suis excessivement frappé d'une circonstance ; c'est que dans la réserve du Duc d'Orléans contre les témoins qu'il accuse de faux témoignage , il n'est pas dit un seul mot de Marguerite Andel , qui prétend avoir reçu d'un inconnu une lettre pour M. le Duc d'Orléans, sur laquelle étoient représentés

MM. Henri de Longuève et Turpin, mem- 155. 162.  
bres d'un ancien Comité des Recherches de  
l'Assemblée Nationale, ont vu deux plaques  
aux armes d'Orléans, dont l'une avoit pour  
devise : *vive d'Orléans*, et qui leur avoient été  
montrées par le Comité des Recherches de la  
Ville. Ces plaques étoient, ainsi que l'a remar-  
qué M. Henri, de la grandeur d'une demi-feuille  
de papier.

M. Chabroud répond que ces plaques  
avoient été ordonnées en 1788 pour être atta-  
chées à des poteaux et marquer des limites ;  
que le Sr. Simon en avoit fait le modèle,  
et qu'elles avoient été exécutées dans l'hiver  
suivant en plomb par Rousseau, et en fonte  
par Gibiard.

Cette explication paroît bien claire, mais  
j'avoue qu'elle ne me satisfait point. Si M. Cha-  
broud eût analysé plus exactement les dispo-  
sitions relatives à ce fait, l'explication eût été  
plus embarrassante; il a voulu simplifier la  
difficulté.

Il est très-vrai que le Sr. Simon, graveur,  
a fait, par ordre de M. de la Touche, Chan- 207

---

sous des emblèmes l'espérance, la concorde, une cou-  
ronne ornée de trois fleurs de lys, dont celle du  
milieu étoit renversée.

celier de M. le Duc d'Orléans, un modèle pour des plaques de plomb destinées, a-t-il dit, à être mises sur *des plateaux de limites*; 180 que le Sr. Rousseau, par ordre du Sr. Simon, les a fondues en plomb, au nombre de 500, dans le courant de l'hiver 1788.

Mais voici ce que M. Chabroud a eu grand soin de taire. Le Sr. Rousseau a dit expressément que les mêmes plaques ont été exécutées en fonte de fer par le Sr. Gibiard, d'après le modèle qu'il lui a communiqué sur la fin du mois de Juin, ou au commencement de Juillet 1789 (1); que le Sr. Gibiard avoit ajouté au *haut la légende : vive Orléans*; et au *bas, fait par moi Gibiard*; qu'une de ces plaques lui avoit été représentée au Comité des Recherches, et qu'une des siennes y étoit également déposée.

En effet les membres du Comité des Recherches de Paris ont montré deux plaques à M.M. Henri et Turpin, l'une sans légende, l'autre avec les mots *vive d'Orléans*; et le Sr. Simon ayant représenté l'une des plaques

---

[ 1 ] Rousseau a déposé le 23 Avril, et il a dit que Gibiard avoit fondu les plaques *il y avoit environ dix mois*, ce qui indique la fin de Juin ou le commencement de Juillet.

conformes à son modèle, elle a été décrite dans sa déposition.

Or je conçois bien comment les plaques gravées par le Sr. Simon, et fondues par le Sr. Rousseau en 1788, pouvoient être destinées à marquer des limites : mais ce que je ne conçois pas, c'est l'usage qu'on vouloit faire des plaques gravées par Gibiard dans les mois de Juin ou de Juillet 1789, sur lesquelles on avoit mis les mots *vive d'Orléans*, qui me sembleroient très-extraordinaires sur des poteaux placés dans les terres même de M. le Duc d'Orléans. Leur légende et l'époque de leur fabrication auroient exigé qu'on eût pris des renseignemens positifs. Si les membres du Comité des Recherches de Paris eussent déposé au greffe du Châtelet toutes les pièces de conviction qu'ils s'étoient procurées, et notamment la plaque où se trouvoit la légende *vive d'Orléans*, les Commissaires de l'instruction l'auroient représentée à Gibiard, qui dans sa déposition n'a point parlé des plaques qu'il a fondues, qui auroit dû être interrogé sur ce fait, et qui le seroit sans doute si la procédure étoit continuée.

MM. Henri et Turpin ont parlé de lettres déposées au Comité des Recherches de Paris, adressées à diverses personnes de la maison

de M. le Duc d'Orléans, les adresses de quelques-unes paroissant écrites de la main même de ce Prince. M. Chabroud a dit à cette occasion que *le secret des lettres est un des droits les plus sacrés* ; et cette fois l'Assemblée l'a dit comme lui, puisqu'elle n'en a point ordonné l'ouverture : je suis loin de vouloir contredire cette doctrine : mais je ne sais comment la concilier avec l'usage que ce Rapporteur s'est permis un moment après des lettres enlevées chez M. le Comte d'Estaing.

S'il n'est pas légitime de violer le secret des lettres de M. le Duc d'Orléans, lors même que le Châtelet l'a jugé *paroitre dans le cas d'être décrété*, comment un Comité d'Inquisiteurs dont aucune loi n'a autorisé l'institution, qui, en supposant même son institution régulière, n'auroit eu d'autre droit que celui de recueillir des renseignemens pour les soumettre à l'examen de la Commune ou de l'Assemblée Nationale, et qui n'avoit aucun motif de se croire revêtu d'une autorité judiciaire, comment ce Comité a-t-il osé violer la liberté personnelle jusqu'au point de pénétrer dans la maison de M. le Comte d'Estaing dont la conduite n'avoit été l'objet d'aucune plainte juridique ? Comment a-t-il osé s'emparer de tous ses papiers et commettre ainsi le double crime

de la violation du domicile et de celle de *secret des lettres*, et comment M. Chabroud, dans l'instant même où il compte le respect de ce secret au nombre de nos droits les plus sacrés, n'a-t-il pas rougi de profiter d'un pareil attentat et de publier des lettres enlevées dans la maison d'un Citoyen ?

Je pourrois observer encore que le parti dominant dans l'Assemblée Nationale ne s'étoit pas montré aussi pénétré de respect pour le secret des lettres, lorsque le 9 Octobre 1789, plusieurs Députés dénoncèrent le district de Saint-Roch qui s'étoit permis d'intercepter leurs lettres et de les ouvrir; cette plainte fut renvoyée au Comité des Rapports afin de ne plus en entendre parler. Dans la séance du 5 Décembre on n'avoit point ordonné la punition des Officiers-Municipaux d'Angoulême, qui non-seulement avoient fait retenir à la poste les lettres de MM. de Blignères et de Biraudin, mais s'étoient fondés sur les réflexions qu'elles renfermoient pour emprisonner ceux qui les avoient écrites.

Mais reprenons l'examen du Rapport de M. Chabroud. M. de la Tontinière, suivant 33<sup>e</sup> sa déposition, fut informé dans le mois de Septembre par diverses personnes de sa maison, que le nommé Blangez, domestique de

M. Laimant, Directeur de la Ménagerie ; étant ivre, avoit dit qu'on lui avoit offert *une bourse de louis pour assassiner la Reine*. Allarmé de ce qu'il venoit d'apprendre, il va le lendemain matin chez M. Laimant qui ne savoit où prendre son domestique. M. de la Tontinière le cherche, le trouve dans un *poulailler* à l'extrémité des cours. Cet homme étoit furieux. Il disoit qu'il se *rappeloit ce qu'il avoit dit la veille, qu'il se regardoit comme un homme perdu*. Il proféroit ces mots assez haut pour être entendu par un nommé Pierre ; il avoua qu'il persistoit dans son dessein d'assassiner la Reine, qu'il avoit refusé l'argent qu'on lui avoit offert, parce qu'il se sentoit le courage d'exécuter cet assassinat sans récompense. M. de la Tontinière s'efforça de calmer ce malheureux, de lui inspirer quelques remords sur l'affreux projet qu'il avoit conçu. Il réussit et le fit revenir chez son maître, où Blangez raconta qu'en *sortant du cabaret la veille à sept heures du soir, il avoit été arrêté par un jeune homme sortant de l'auberge du Juste*, dont il donna le signalement ; que s'étant livré en sa présence à des propos contre la Reine, ayant même dit qu'il seroit heureux s'il pouvoit en délivrer la France, ce jeune homme l'avoit félicité sur ses sen-



Amiens, et se retirant à l'écart près de la boutique d'un cordonnier lui avoit offert une bourse pleine d'or et d'argent, et lui avoit donné un rendez-vous à Paris, où il trouveroit soixante personnes qui avoient formé le même complot; qu'il avoit refusé l'un et l'autre, mais promis de remplir leurs vues; qu'en réfléchissant sur ce projet, sa tête s'étoit échauffée; qu'il avoit poursuivi à coups de bâton un homme jusqu'à la porte de la Ménagerie; qu'on lui avoit ôté cet homme des mains; qu'il ne savoit plus depuis ce moment ce qu'on avoit fait de lui; mais que le lendemain il s'étoit trouvé couché dans l'écurie. M. de la Tontinière et M. Laimant crurent devoir instruire M. de Villedeuil, alors Ministre de la maison du Roi. M. Laimant consentit à garder son domestique afin de le faire surveiller et tâcher de découvrir par son moyen ceux qui avoient de si horribles desseins.

M. Laimant assigne une autre date aux aveux de Blangez. Il les place dans le mois 35<sup>1</sup> de Juin ou au commencement du mois de Juillet: mais il paroîtroit qu'il a plutôt donné la véritable date, que M. de la Tontinière; car il est d'accord sur ce point avec un autre témoin, Pierre Bouche.

M. Laimant n'est point entré dans d'aussi 35<sup>2</sup>

grands détails. Il a dit simplement que Blangez lui ayant demandé la permission d'aller dîner à Versailles avec deux de ses amis, elle lui fut accordée, et qu'il revint le soir à la Ménagerie sur les huit ou neuf heures. Il a répété ce que lui avoit dit Blangez, mais d'une manière plus abrégée que M. de la Tontinière. Suivant lui Blangez n'auroit d'abord été arrêté que par un particulier qui lui auroit offert *de l'argent pour assassiner la Reine* ; mais il en survint un second. Il dit ensuite qu'il n'a point vu Blangez dans l'après-midi, mais seulement le lendemain à dix heures, qu'il lui fut *amené par M. de la Tontinière qui l'avoit trouvé dans un poulailler*. M. Laimant parle aussi de l'avis donné à *M. de Villedeuil*, qui le fit prier de garder ce domestique encore quinze jours. Il ajoute que M. Clos, Lieutenant-Général de la prévôté de l'Hôtel, fut également instruit et le fit inviter à passer chez lui pour concerter ensemble les moyens de surveiller Blangez. Il garda cet homme à son service jusqu'au 15 Août 1789.

352 Pierre Bouche a dit que Blangez étant revenu ivre à la Ménagerie, et *s'étant permis des propos répréhensibles* pendant qu'il lui en faisoit des reproches, *survint M. de la Tontinière*, que ce dernier lui ayant fait aussi des repro-

ches, il répondit qu'il étoit *un homme perdu*; qu'il n'avoit que deux partis à prendre, de se tirer un coup de pistolet ou de se jeter à l'eau. Bouche prétend qu'il ne se souvient pas des mauvais propos tenus par Blangez.

Il est donc prouvé par trois dépositions que Blangez a parlé d'une offre d'argent qui lui avoit été faite *pour assassiner la Reine*; que de plus il a témoigné lui-même le dessein de l'assassiner.

M. Chabroud a fait de ces témoignages la critique la plus minutieuse et la plus ridicule. Il demande pourquoi l'on n'a point pris de renseignemens sur le jeune homme sortant de l'auberge du Juste, sur la personne qui a été frappée par Blangez, sur ceux qui l'ont secouru: mais ces renseignemens étoient-ils possibles, puisque Blangez ne les avoit pas nommés? Il demande *comment le secret d'une conjuration peut être confiée à un homme ivre*: mais il a dû voir que celui qui aborde Blangez ne se nomme point, et que Blangez lui-même l'a mis fort à son aise, puisqu'il lui communique ses intentions criminelles. — *Comment Blangez a pu voir de l'or et de l'argent dans la bourse malgré l'obscurité?* — A sept heures du soir, au mois de Juin ou de Juillet, même de Septembre, on voit très-bien ce que peut contenir une bourse. — *Comment*

*Blangez a été conduit près de la boutique d'un cordonnier d'où l'on pouvoit être entendu ? On peut fort bien être placé près d'une boutique, de manière à parler en sûreté. — Comment Blangez auroit conservé la mémoire de cette rencontre et perdu le souvenir de ce qu'il devint pendant la nuit jusqu'au lendemain ? — D'après le récit répété par M. de la Tontinière, Blangez avoit eu le soir un accès de fureur qui l'avoit mis hors de lui, et dans un pareil état il n'est pas surprenant qu'un homme perde la connoissance et ne se rappelle le lendemain que ce qui a précédé le moment de crise.*

M. Chabroud soutient que la déposition de Pierre Bouche contrarie les deux autres, et voici comment il prétend le démontrer. On cherchoit Blangez, dit-il, Pierre Bouche étoit avec lui, il pouvoit donc avertir. La réponse n'est pas difficile, et M. Chabroud auroit dû la prévoir. Pour que Bouche avertisse, il auroit fallu qu'il fût averti lui-même qu'on ne savoit où prendre Blangez. M. Chabroud paroît surpris que Bouche ne se rappelle pas les propos de Blangez ; que peut-on en conclure ? Tout au plus que ce témoin auroit eu trop de ménagement pour un de ses anciens camarades : mais cette réticence n'empêcheroit point sa déposition de s'accorder entièrement avec les

deux autres dans tout ce qu'elle renferme!

M. Laimant ayant répété le récit de Blangez après avoir dit qu'il étoit revenu à huit ou neuf heures du soir à la Ménagerie, et ayant ensuite observé qu'il n'avoit vu cet homme que le lendemain matin, lorsqu'il lui avoit été ramené par M. de la Tontinière, M. Chabroud a prétendu qu'il avoit d'abord voulu dire qu'il avoit vu Blangez le soir, et qu'il s'étoit retracté pour ne pas être en contradiction avec un autre témoin. *Il me semble*, dit M. Chabroud, *que M. de la Tontinière est derrière qui lui dit: j'ai conté cela autrement, ou que quelqu'autre l'a dit à sa place.*

M. Chabroud fait une supposition si absurde et si injurieuse aux deux Commissaires de la procédure et aux deux notables adjoints, que je crois inutile de la combattre. Il est très-simple qu'en rédigeant la déposition de M. Laimant qui avoit omis de donner la date du récit fait par Blangez, on l'ait placée à la suite de ce récit. Voici les expressions tant critiquées par M. Chabroud. *Dépose . . . . que ledit Blangez est revenu le soir sur les huit ou neuf heures à la Ménagerie; qu'il a dit à lui déposant.* ( Suit le récit de Blangez ). *Observe qu'il n'a point vu son domestique dans l'après-midi, qu'il lui a été amené le lendemain par*

*M. de la Tontinière , et que ce fut alors que Blangez lui fit les déclarations ci-dessus.*

Quand M. Laimant a dit que Blangez s'étoit retiré le soir à huit ou neuf heures , il a confirmé ce que M. de la Tontinière avoit attesté d'après Blangez lui-même , et c'est aussi de son domestique qu'il avoit appris cette circonstance : mais M. Laimant n'a pas dit un seul mot pour faire entendre qu'il eût vu Blangez le soir. S'il avoit eu d'abord cette intention , comme le soutient M. Chabroud , il se seroit exprimé ainsi : *Blangez étant revenu sur les huit ou neuf heures du soir , lui a dit , etc.* Au lieu qu'il sépare le récit et n'en désigne le moment qu'après l'avoir répété. M. Chabroud n'a point copié exactement dans son rapport la phrase qu'il a voulu citer comme une contradiction.

362 M. de Rebourceaux a dit que le premier Octobre , à la suite du repas donné par les Gardes du Corps , on fut danser sous le balcon du Roi , où l'on se livra à l'enthousiasme de la joie , mais qu'un Dragon se livra au désespoir en disant qu'il étoit un malheureux d'avoir reçu de l'argent pour trahir son maître ; qu'il vouloit se tuer , et qu'on lui ôta son sabre.

381 M. de Miomandre Châteauneuf a donné sur ce sujet de plus grands détails. Après avoir

passé un quart d'heure sur la terrasse, il voulut aller à l'Œil de bœuf, il rencontra un Chasseur des Trois-Evêchés dans le passage qui conduit au grand escalier. Cet homme étoit désespéré, il annonçoit qu'il vouloit se tuer. M. de Miomandre cherchoit à le consoler et à pénétrer la cause de son chagrin; se trouvant seul un moment avec lui, le soldat prononça ces mots, *notre bon Roi... Cette brave maison du Roi... Je suis un grand gueu, les monstres! qu'exigent-ils de moi?* — Qui lui demanda, M. de Miomandre? ... Ce *J. F. de Com-mandant et d'Orléans*, répondit-il. On ne put l'empêcher de se blesser. On le fit porter au corps de garde. On avoit le projet d'avoir de lui d'autres aveux: mais plusieurs de ses camarades s'avancèrent, et un d'entr'eux lui donna des coups de pied dans l'estomac, en disant que c'étoit un mauvais sujet dont ils vouloient se débarrasser.

Ces deux témoins se réunissent donc pour attester que le premier Octobre, un Dragon ou Chasseur vouloit se tuer de désespoir d'avoir reçu de l'argent pour trahir son maître. M. de Miomandre Châteauneuf donne des détails, dont ne parle pas M. de Rebourceaux, parce qu'il s'est trouvé plus près du Chasseur et qu'il l'a suivi. M. Chabroud voit une con-

tradiction entre les deux témoignages ; l'un , dit-il , place la scène sous le balcon du Roi ; l'autre , dans le passage qui conduit au grand escalier : mais M. de Rebourceaux , qui dit qu'on dansoit sous le balcon du Roi , n'affirme pas que ce fût dans le lieu même où l'on dansoit *qu'un Dragon voulût se tuer.*

Pourquoi , dit M. Chabroud , n'avoir pas fait déposer le soldat et M. Duverger cité par M. de Miomandre ? On auroit pu les entendre dans la suite , puisque le Châtelet avoit ordonné la continuation de l'information ; d'ailleurs , il étoit peut-être difficile de retrouver le soldat : mais enfin le fait est attesté par deux témoins.

M. Chabroud soutient que le Chasseur étoit ivre. Cela peut être : mais les témoins ne le disent pas ; et quand il auroit été ivre , son aveu n'en seroit pas moins remarquable. L'ivresse peut suggérer et faire excuser des propos injurieux ; mais n'inspire point l'aveu d'un crime qu'on n'a pas commis. Il est étonné de ce qu'un événement si singulier est le secret de deux personnes. Il étoit de notoriété publique à Versailles ; deux témoins seulement en ont parlé : mais on n'a pas fait assigner tous ceux qui ont pu le connoître.

M. Chabroud *ne peut pas* , dit-il , concilier la bassesse de l'homme qui se vend , avec



*Héroïsme de celui qui se tue pour s'être vendu.*  
 Il est évident qu'il ne croit pas aux remords ,  
 et certes l'auteur d'un semblable rapport avoit  
 besoin de ne pas y croire. Il fait expirer ce  
 soldat de deux coups de pieds , quoique les  
 témoins n'aient rien dit de semblable : mais  
 il a imaginé cette circonstance pour rendre  
 la scène plus théâtrale , car il prétend que  
*tout cela a l'air d'un coup de théâtre.* Enfin  
 il n'a pas pu présumer que le soldat ait voulu  
 se tuer de désespoir pour avoir eu le dessein  
*de trahir son maître :* mais il pense qu'il a  
 voulu se tuer *pour avoir manqué l'escalade du*  
*balcon du Roi.* Ce dernier sujet de désespoir  
 lui paroît plus naturel , plus vraisemblable que  
 le premier. D'ailleurs , comment M. Chabroud  
 n'auroit-il pas préféré cette explication ? Elle  
 lui a été fournie par M. le Cointre , qui à la  
 vérité convient de n'avoir pas vu le soldat ,  
 qui n'étoit pas du repas des Gardes du Corps ,  
 ni de la promenade sur la terrasse , et qui n'a  
 rappelé ce fait que par ouï dire : mais enfin  
 ce ouï dire est dans une déclaration où M.  
 le Cointre a parlé de tant de choses à sa ma-  
 nière. Cette déclaration sera si utile au système  
 de M. Chabroud , qu'on ne doit pas être  
 surpris de la lui voir opposer gravement à  
 des dépositions qui le gênent.

Nous renvoyons à l'examen de faits plus essentiels pour faire connoître M. le Cointre et sa déclaration.

139. 146.

161

M. Chabroud se plaint de ce que M. le Comte de la Châtre, M. le Vicomte de Mirabeau et M. de Bouthilier ont rappelé dans leurs dépositions un propos qu'ils disent avoir entendu tenir par M. l'Abbé Sieyes le 5 Octobre, au moment où un particulier lui annonçoit l'arrivée des Parisiens. Le voici tel qu'ils l'ont rapporté ; *je le sais : mais je n'y entends rien, ça marche en sens contraire.* M. Chabroud dit qu'ils ont répété des expressions indifférentes avec le ton qu'on prend pour faire sous-entendre un sens profond : Il ne peut avoir aucun prétexte pour blâmer le ton qu'ils ont pris, puisqu'ils se sont bornés à répéter les expressions de M. Sieyes.

210

M. Diot, Député, a dit que le 5 Octobre, vers les sept heures du soir, s'étant arrêté près d'une baraque à l'entrée de l'avenue de Paris, il entendit de l'autre côté de cette baraque trois hommes qui causoient ensemble, que l'un d'eux engageoit ses compagnons à se joindre à d'autres pour aller dans le Château le lendemain matin, *assassiner la Reine et les gardes du Roi* ; qu'il leur promit cinquante louis pour chacun ou pour tous les deux, *qui leur seroient payés par une*

*une personne attachée à M. le Duc d'Orléans;*

Ils acceptèrent , et au même instant l'un des trois habillé en femme , ayant passé du côté de M. Diot , lui porta un coup d'épée. Ce dernier para le coup avec sa canne et parvint à le désarmer.

M. de Barras a dit qu'entre dix et onze heures du soir , à l'entrée de la place d'armes , il a entendu la conversation de trois hommes , 115  
dont l'un disoit aux deux autres *qu'on seroit bientôt en force , que les Milices alloient arriver , qu'il falloit aller au Château se saisir du Roi et de la Reine et des coquins qui les entouroient , qu'il falloit se débarrasser de ce fardeau.* L'un de ceux à qui il adressoit ce discours répon-  
doit , *oui tu as raison.* M. de Barras donne le signalement du principal interlocuteur ; il ajoute qu'il voulut leur faire sentir toute l'horreur de leurs complots : mais on lui dit à quoi bon un Roi , plus de tout cela.

Les dépositions de M. Diot et de M. de Barras indiquent deux faits différens , tous les deux de la même nature ; mais qui ne se sont passés ni à la même heure , ni dans le même lieu , ni entre les mêmes personnes. M. Chabroud ne craint pas d'outrager ces deux témoins , en disant *qu'ils ont l'air de vouloir se rencontrer , et que cependant ils ne se rencontrent pas.*

Des conjurés , dit M. Chabroud , ne se livrent pas dans un lieu public à des indiscretions. On ne séduit pas des coopérateurs deux à deux de crainte d'être trahi : on n'attend pas l'instant d'un grand crime pour recruter les scélérats qui doivent le commettre.

Aucune de ces observations ne peut porter sur le témoignage de M. de Barras. Il ne parle pas d'une conspiration confiée mystérieusement, mais d'une conversation entre trois scélérats qui raisonnent ensemble sur l'exécution de leurs projets.

Quant aux trois hommes de M. Diot, ils vouloient parler en secret, et ce n'est pas la première fois que des coupables préparant le plan de leurs crimes ont été entendus avec l'intention de ne pas l'être. D'ailleurs, comment l'indiscrétion qui frappe M. Chabroud pourroit-elle surprendre dans cette cruelle nuit du 5 au 6 Octobre, où les brigands arrivés de Paris proféroient avec des cris de rage, les imprécations et les menaces les plus atroces, se montraient altérés de sang, et attendoient avec impatience l'instant fatal où ils assouviroient leurs fureurs ; dans cette nuit tous les scélérats pouvoient sans danger s'enorgueillir de leurs projets ; certains de trouver des applaudissemens et même une foule de complices

Dans cette populace effrénée qui inondoit toutes les rues de Versailles.

Suivant M. Chabroud l'obscurité devoit empêcher M. Diot et M. de Barras d'appercevoir l'un l'épée qui le menaçoit, l'autre la personne dont il a donné le signalement. Pour prouver que l'obscurité fut profonde cette nuit-là, il cite Vincent Arnaud, qui entre onze heures et minuit n'a pu distinguer ceux des 26 Députés qui criaient *braves Parisiens*; et M. Gneroult du Valmet, qui étant en sentinelle à la Grille, avoit vu tirer des coups de fusil à la hauteur des Casernes des Gardes Françaises, 129 et n'avoit pu voir sur qui ces coups étoient dirigés. Il étoit sûrement plus facile à MM. Diot et de Barras d'appercevoir les personnes qui les touchoient immédiatement, qu'il ne pouvoit l'être de voir à cinquante pas de distance, ou de reconnoître dans une foule. D'ailleurs, je puis attester, et tous les membres de l'Assemblée Nationale attesteroient comme moi, que lorsque les Députés alloient chez le Roi entre onze heures et minuit, l'obscurité n'étoit pas tellement profonde qu'on ne vit fort bien à ses côtés.

M. Desronet a déposé que les femmes qui étoient entrées chez le Roi le 5 Octobre à 21<sup>re</sup> sept heures du soir, ayant fait connoître la

réponse qu'elles avoient obtenue ; plusieurs proposèrent de retourner à Paris : mais que beaucoup d'autres femmes dirent qu'on leur avoit *donné ordre exprès de rester*. Pourquoi faut-il, dit M. Chabroud, que M. Desronet *entende seul parmi une multitude de témoins*. Un témoin peut entendre ce qui échappe à l'observation d'un autre, et il ne seroit pas surprenant que les femmes qui ont été tout-à-la-fois Actrices dans les horribles scènes du 5 et du 6 Octobre, et témoins dans la procédure, n'eussent pas dit tout ce qu'elles savoient.

M. Chabroud se plaint de ce que M. Desronet ne désigne pas les femmes qui parloient ainsi : pour toute réponse je l'interpelle de me désigner celles qui, le 5 Octobre dans l'Assemblée Nationale, proposèrent de diminuer le prix de la viande et du pain. M. Chabroud est cependant forcé d'avouer une difficulté, c'est *que les femmes restèrent*, et il est bien évident que celles qui restèrent avoient encore un autre but que la réponse du Roi.

Voici une preuve de la légèreté avec laquelle M. Chabroud a parcouru la procédure dont il étoit chargé de faire le rapport. M. le Clerc a dit que M. Jannet, Député, s'étant rendu le 6 Octobre à la salle de l'Assemblée sur les neuf heures du matin, il entendit plusieurs coups

de fusil qui lui parurent dirigés contre lui, qu'ayant fait part à d'autres Députés qu'il rencontrait, des dangers qu'il venoit de courir, on lui avoit répondu qu'on n'en étoit pas surpris, *parce qu'il n'avoit pas une manchette déchirée et le morceau attaché avec une épingle sur la manche.* M. Chabroud, dans l'empressement de ridiculiser le témoignage de M. le Clerc, a supposé que ce témoin, au lieu de parler de M. Jannet, avoit parlé de lui-même. M. le Clerc vient de réclamer contre cette supposition, et il a soutenu qu'il n'avoit répété que ce qui lui avoit été dit par M. Jannet en présence de deux autres personnes.

Il est prouvé par quatre dépositions, que (p. 89. 152. 317.) dès le jour de l'arrivée du Régiment de Flan- dres, on avoit changé des prostituées du soin de séduire les soldats. On ne s'étoit pas borné à cette infâme précaution, on leur distribuoit de l'argent. On en avoit également distribué dans la multitude à Paris pour la disposer à se rendre à Versailles. M. Dupont a développé plusieurs fois depuis ce tems dans l'Assemblée Nationale, la tactique employée pour susciter des mouvemens populaires. Les perfides manœuvres qu'il a si bien décrites furent mises en usage avec le plus grand succès pour préparer les crimes du 5 et du 6 Octobre. M. Cha-

broud est obligé de dire en parlant des distributions d'argent, *je ne cite pas les témoins, ils sont en grand nombre* ; après cet aveu, qui sembleroit le mettre dans l'impossibilité de nier ces distributions, il choisit quelques *ouï dire* et quelques faits particuliers, tâche de les réfuter, et finit par déclarer qu'il reste  
 „ entre le soupçon et la croyance, que,  
 „ si l'on ajoute quelque chose, il pourra  
 „ croire, que si l'on ôte, il n'osera plus même  
 „ soupçonner „

On va juger si M. Chabroud pouvoit de bonne foi révoquer en doute les distributions d'argent.

89 M. de Quennelet, Capitaine au Régiment de Flandres, a déclaré savoir qu'on avoit donné de l'argent aux soldats de ce Régiment.

182 M. de Montmorin, Major en second du même Régiment, a vu le 5 Octobre pendant que ses soldats étoient sur la place d'armes,  
 „ plusieurs femmes passer dans les rangs, l'une  
 „ d'elles portant un panier d'osier, couvert  
 „ d'une toile, dans lequel il y avoit de l'ar-  
 „ gent qu'elle distribuoit aux soldats „

294 M. le Clerc, Capitaine au bataillon de Tur-  
 renne, qui étoit aussi sur la place d'armes le 5  
 Octobre, a dit que „ les brigands et les femmes  
 „ ne cessoient de se jeter sur le Régiment de



„ Flandres pour lui distribuer de l'argent, que  
 „ lui déposant a vu faire cette distribution  
 „ d'argent et a tenté inutilement, ainsi que  
 „ plusieurs Officiers du Régiment de Flandres,  
 „ de l'arrêter „.

La femme du sieur François Basset, marchand limonadier à Versailles, a dit que quelques jours 20 après le 6 Octobre, trois soldats du Régiment de Flandres prenant de la liqueur chez elle, l'un d'eux tira de sa poche des écus de 6 liv. en disant “ c'est un plaisir d'aller à Paris, on „ en revient avec de l'argent „.

M. Duval a déposé que les soldats disoient 317 publiquement qu'on leur avoit distribué 45000 liv. à Saint-Denis.

Je néglige les *ouï dire*, et je m'arrête à ces cinq dépositions. Ne sont-elles pas uniformes sur le fait qu'on a distribué de l'argent aux soldats du Régiment de Flandres? Pour réfuter des témoignages aussi précis, M. Chabroud se contente de parler de celui de M. de Montmorin, parce qu'il imagine qu'il pourra persuader que cet Officier *a cru voir et ne voyoit pas*. Il soutient qu'un panier plein d'argent est un poids trop lourd, et il trouve trop perçans des yeux qui de loin et *lorsque le jour tomboit* pouvoient voir à travers une toile : mais M. de Montmorin a dit qu'une femme dis-

Il duoit l'argent qui étoit dans un panier. Il a donc vu distribuer cet argent et n'a pas eu besoin de regarder à travers la toile, ce qui au reste n'étoit pas difficile, et c'est M. Chabroud lui-même qui l'a placé dans l'éloignement et dans l'obscurité. M. de Montmorin n'a point dit dans sa déposition que la nuit approchoit. Il a fait entendre au contraire que la distribution avoit eu lieu un moment après l'arrivée de la populace de Paris.

Passons maintenant aux distributions d'argent faites dans le Peuple.

10. 36. Des femmes et des brigands, couverts de  
199.272. haillons, montroient avec ostentation l'argent

387. qu'ils avoient en leur pouvoir; nous citons  
cinq témoignages très-précis ( 1 ).

49 Nous ajouterons que M. de Grand'Maison  
a vu plusieurs fois et notamment dans les  
jours qui ont précédé l'invasion de Versailles,

[ 1 ] Pour faire paroître ridicules ces témoignages, M. Chabroud a dit, qu'à les en croire, *les hommes et les femmes tout en demandant du pain avoient beaucoup d'argent, que c'étoit de pleines poches, de pleins tabliers.* Je lui soutiens qu'aucun témoin n'a parlé de la sorte. Un seul, le 387<sup>e</sup>, a dit seulement, qu'il a vu deux femmes ayant les poches de leurs tabliers pleines d'écus de six francs, ce qui ne ressemble point à *de pleines poches, de pleins tabliers.*

diverses personnes distribuer de l'argent au Palais-Royal; que la veuve Héricourt, mar- 235 chande d'ébénisterie à Paris, a entendu plusieurs personnes dire dans sa boutique, qu'elles avoient reçu de l'argent, sans désigner ceux qui le leur avoient donné.

M. Pérault, Officier de Cavalerie, a entendu 316 le 6 Octobre, entre huit et neuf heures du matin, un homme qui disoit à une femme à laquelle il donnoit le bras; *nous n'avons pas volé notre argent.* M. Rigonneau de la Garde 338 et M. Taillardat de Maison-Neuve, ont en- 126 tendu plusieurs personnes avouer qu'elles avoient reçu de l'argent. Enfin M. Callemant, 373 qui étoit alors Commis au Secrétariat de l'Assemblée Nationale, a vu plusieurs des femmes, qui entroient le 5 Octobre dans la salle de l'Assemblée, *montrer de l'argent qu'elles venoient de recevoir*; et vers les neuf heures du soir, il vit devant la salle *plusieurs hommes distribuer de l'argent aux gens à pique, aux femmes, aux hommes déguisés en femmes.*

Voilà, je crois, un assez grand nombre de dépositions pour que le plus incrédule soit forcé d'avouer, s'il est de bonne foi, que, pour exciter les crimes du 5 et du 6 Octobre, on a distribué de l'argent.

M. Chabroud voudroit, dit-il, que les témoins eussent connu les distributeurs. Il voudroit devant lui ceux qui ont reçu : mais alors il n'auroit pas manqué de soutenir que les témoins avoient *crû voir*, et que les faits étoient contraires à la vraisemblance. Au surplus, ces explications ajouteroient à la connoissance des coupables, mais n'ajouteroient rien à la preuve de la *distribution*.

Et comment M. Chabroud pourroit-il regarder comme peu vraisemblables les distributions d'argent, tandis qu'elles sont devenues le mobile ordinaire de tous les désordres ? Dans tous les Régimens où les soldats se sont révoltés contre leurs Officiers, leur rébellion n'a-t-elle pas été précédée de perfides et d'abondantes largesses ? Un Officier n'a-t-il pas présenté à l'Assemblée Nationale, de la part d'un Caporal d'artillerie, la somme qui lui avoit été remise pour le corrompre ? Dans la plupart des villes du Royaume, n'a-t-on pas remarqué des hommes qui, avant la révolution, vivoient dans la détresse, et qui depuis plus d'une année jouissent d'une certaine aisance au milieu de la misère publique, sans autre profession que celle de tromper la multitude et de la maintenir dans la licence et dans l'aveuglement ?

M. Chabroud, satisfait d'avoir combattu quelques témoignages par de faux raisonnemens et de misérables subtilités, prétend avoir démontré qu'aucun complot n'a précédé les crimes du 5 et du 6 Octobre. Nous allons rassembler d'autres preuves dont il a eu la précaution de ne rien dire.

Dès l'instant où l'on a su qu'il existoit un *déficit* dans les finances, et qu'on a parlé de la convocation des Etats-Généraux, tous les regards se sont portés sur l'avenir. Tous les intérêts, toutes les passions ont calculé les événemens. L'ambition et la haine ont jugé le moment favorable. Les uns ont cru que, dans les convulsions de l'anarchie, ils pouvoient parvenir à disposer de l'autorité suprême, et se réserver les faveurs et les graces qu'elle avoit autrefois la prérogative de dispenser. Les autres ont conçu un dessein d'une exécution plus facile, celui d'anéantir toutes les distinctions auxquelles ils ne pouvoient prétendre, d'abaisser jusqu'à eux tout ce qui excitoit leur jalousie, de tout niveler, de tout confondre, de s'entourer de ruines, d'enivrer le Peuple du poison de la licence, qu'on lui présenteroit sous le nom de la liberté, pour exercer seuls au milieu de cette ivresse un véritable despotisme, pour régner par la fureur

de la multitude qui deviendrait l'instrument de leur pouvoir.

Dans ces deux factions se sont jetés tous ceux pour qui la Cour n'avoit jamais été assez prodigue au gré de leur cupidité, tous ceux qui, ayant quelque ressentiment à satisfaire, ont eu la bassesse d'attendre que leurs ennemis fussent accablés par le nombre pour se mêler dans la foule de leurs persécuteurs; et tant d'hommes de lettres subalternes, qui bien plus avides de réputation que dignes de l'obtenir, ont cru se rendre célèbres en outrageant l'idole qu'ils avoient autrefois encensée, et tant de prétendus philosophes qui ne connoissent d'autre droit que celui de la force, d'autres règles que celles de leurs passions, pour qui rien n'est sacré et qui font consister toute la science à braver les remords. Aussitôt on a vu les hommes fameux par leur ingratitude et la bassesse de leurs sentimens, et ceux qui étoient perdus de dettes et d'honneur, se placer dans presque toutes les parties du Royaume à la tête du Peuple, calomnier ses vrais défenseurs, s'associer une foule de gens sans courage, prêts à courber la tête sous le premier joug qui leur est présenté, ou d'ambitieux subalternes qui n'ont pu résister à l'espérance de jouer un rôle. On les a vu

entraîner une multitude ignorante et par-tout assujettir la majorité des Citoyens dont ils ont enchaîné les suffrages, et dont ils ont usurpé les droits ; et les gens de bien, qui gémissaient déjà précédemment sur la corruption de leur siècle et de leur pays, ont apperçu, avec une surprise mêlée d'effroi, le nombre prodigieux d'hommes gangrenés dont la révolution a démasqué l'hypocrisie.

Les chefs de ces deux factions devbient nécessairement employer les mêmes moyens. L'une et l'autre ne pouvoient réussir qu'en affectant la popularité, ressource ordinaire de ceux qui ambitionnent la tyrannie. L'une et l'autre avoient un égal intérêt à laisser le Monarque sans défense, à détruire son armée, à créer des forces militaires qui ne lui fussent pas soumises, à exciter la rage du Peuple contre tous ceux qui se rallioient au Trône, à favoriser la licence, dût la France périr au milieu de l'anarchie !

Une de ces factions n'auroit pas voulu dans le principe anéantir l'Autorité Royale ; on ne cherche pas à détruire ce qu'on desire de ravir ; mais ne pouvant se passer de l'approbation de la multitude, elle a été forcée de rivaliser avec la faction démocratique, en zèle supposé pour les intérêts du Peuple ; et

celle-ci a su profiter de ses efforts. Maintenant que la première a vu ses projets avortés, elle a été forcée de faire avec la Démocratie une alliance plus étroite, de confondre les deux partis en un seul, de conserver l'apparence de la Royauté pour en imposer au Peuple; mais d'en sapper tous les fondemens pour qu'elle ne pût jamais diriger sur leurs têtes coupables le glaive de la Justice.

C'est ainsi que s'explique naturellement la conduite de quelques hommes qui, placés autrefois parmi les oppresseurs du Peuple, le dédaignoient avec tant d'insolence et qu'ils soutiennent aujourd'hui la Démocratie absolue. On se demande que peuvent-ils espérer, quel est le but auquel ils veulent atteindre? Ils étoient dans un rang élevé. Ils étoient dans l'opulence. Leur conduite passée ne permet pas de les supposer assez généreux pour n'être dirigés que par l'enthousiasme du bien public?... Ce qu'ils peuvent espérer! l'impunité de leurs criminelles intrigues.

Je fonde ce que je viens de dire sur des faits que personne n'ignore et dont les conséquences n'ont pas échappé à un seul observateur; je le fonde sur ce qui m'a été dit au mois de Juillet, sur les liaisons intimes d'un certain nombre d'hommes connus par



la perversité de leurs mœurs et la méchanceté de leurs intentions ; sur un bruit public tellement répandu qu'il est impossible de croire qu'on ne trouve pas des preuves évidentes lorsque la liberté publique sera établie , et que les hommes timides , qui sont en bien grand nombre , pourront à l'abri de la Loi faire entendre la vérité. Je le fonde sur les horribles libelles distribués avec tant de profusion contre la Famille Royale , sur les absurdités qu'on eut soin de faire circuler à Paris et dans les Provinces , pendant le mois de Juillet 1789 , lorsqu'on supposoit à la Cour l'intention d'assiéger la Capitale et de la mettre à feu et à sang , lorsqu'on faisoit croire au Peuple qu'on vouloit égorger les Députés et même qu'on avoit établi des mines sous le lieu de leurs séances. Je le fonde sur l'envoi d'un certain nombre d'Agens dans toutes les Provinces à la même époque , pour armer le Peuple , le frapper de la crainte des ennemis ou des brigands , le rassembler sous ce prétexte , le tromper par de faux ordres du Roi ou de faux Décrets , et le conduire ensuite au pillage , au meurtre , à l'incendie. Je fonde ce que je viens de dire sur l'impunité de tant de crimes , sur la protection ouvertement accordée aux coupables , sur les

ordres arbitraires envoyés aux Tribunaux pour suspendre le cours de la Justice. Enfin je fonde ce que j'ai dit de la faction démocratique ; sur ce qu'il existe évidemment un parti dans l'Assemblée Nationale, qui n'a pas voulu que les décisions sortissent d'une discussion paisible, de la conviction libre de la majorité ; mais qui a voulu les arracher par la crainte, qui avoit un plan secret d'attaque contre l'autorité du Roi, qui, pour le faire prévaloir, a tyrannisé les opinions et fait prononcer les Décrets les plus importants à travers les cris menaçans de la populace.

Il est certain que des hommes très-peu habiles en institutions politiques, bien peu instruits des leçons de l'histoire, mais bien habiles dans l'art de tromper le Peuple, ont profité de tous les événemens. On a vu dans le mois de Juillet 1789, quel avantage ils ont su tirer des imprudences de la Cour, et comment ils ont réussi par des mensonges à mettre toute la France en armes ; comment dans le mois de Septembre ils ont soulevé la populace de Paris pour un mot qu'elle n'entendoit pas lorsqu'on discutoit sur la sanction Royale ; on a vu comment ils l'ont conduite par degrés à des actes de férocité qu'on n'auroit pas cru devoir souiller dans ce siècle les Annales de l'Europe. Une fois  
les

les liens brisés , il n'a plus été en leur pouvoir de la contenir ; car je ne crois pas qu'ils aient dirigé tous les crimes : mais je dis que ceux du 5 et du 6 Octobre étoient le résultat d'un complot.

Il étoit conforme aux intérêts de ceux qui vouloient anéantir l'autorité du Roi , de le conduire à Paris où les Démagogues étoient plus sûrs de le tenir dans leur dépendance , où , environné de leurs gens , privé de tout appui , il seroit contraint de leur obéir , et de leur prêter sa signature et même ses démarches pour donner à leurs volontés une apparence plus légale aux yeux du Peuple accoutumé à respecter son nom.

Pour parvenir à l'exécution de ce projet , il falloit éloigner les Gardes du Roi et tous ceux qui auroient pu défendre sa liberté. On craignoit le courage de la Reine , il falloit la dévouer à la fureur du Peuple.

Ceux qui avoient eu le dessein de s'emparer de la Puissance Royale , purent agir de concert avec ceux qui desiroient de la détruire ; il n'étoit pas contraire à la vraisemblance de présumer que dans un grand mouvement de rage populaire , les jours même du Roi seroient en péril. Je ne souillerois pas ma plume d'une pareille horreur , s'il n'étoit constaté par la

procédure, que le 5 et le 6 Octobre, des menaces ont été faites contre la vie du Roi (1). On pouvoit espérer que, s'il échappoit au danger, et s'il étoit conduit à Paris, la fermentation ne seroit pas si promptement calmée et formeroit de nouveaux orages (2); enfin, quoique les factieux dussent craindre que, si le Roi s'enfuyoit à l'approche des révoltés, sa fuite ne fit naître des événemens propres à déconcerter leurs vues, ils durent prévoir aussi qu'elle pourroit entraîner pour le Monarque des conséquences funestes et leur présenter de grands avantages.

On profitoit de toutes les occasions pour exciter le Peuple. Dans le mois de Septembre lorsque la populace fut rassemblée au Palais-Royal, et que *Saint-Heuruge* se proposoit de la conduire à Versailles, on parloit déjà d'enlever le Roi et le Dauphin, et de proscrire les membres de l'Assemblée qui défendroient la Sanction Royale. On annonçoit aussi d'horribles desseins contre la Reine. L'exécution

(1) Voyez les 27, 48, 115, 214, 377<sup>es</sup>. témoins.

[2] On sait que pendant les premiers jours après l'arrivée du Roi la ville de Paris fut dans les plus vives allarmes, qu'on s'attendoit aux plus grands malheurs, et que des maisons furent marquées pour être incendiées.

de ce projet fut différée : mais la tentative ne fut pas vaine ; car on connoît l'influence qu'elle eut sur la prérogative la plus essentielle du Trône.

Après l'emprisonnement de Saint-Heuruge (1), on persista dans le dessein de faire une incursion à Versailles. Je répète sans crainte d'être démenti que les Ministres recevoient chaque jour sur ce sujet les avis les plus allarmans, que les Gardes du Roi furent plusieurs fois obligés de passer la nuit prêts à monter à cheval. On paroissoit alors décidé à repousser par la force ceux qui pourroient entreprendre de violer le séjour du Roi.

M. de la Fayette écrivit dans le courant du mois de Septembre à M. de Saint-Priest, pour lui annoncer qu'on avoit " mis dans la tête des  
 „ Grenadiers, d'aller la nuit suivante à Ver- 379  
 „ sailles... Que cette velléité étoit entièrement  
 „ détruite par les quatre mots qu'il leur avoit  
 „ dits, et qu'il ne lui en étoit resté que l'idée  
 „ *des ressources inépuisables des cabaleurs* „  
 Donc M. de la Fayette, qui étoit à portée d'être

---

( 1 ) On sait qu'il fut élargi sans aucune condamnation peu de tems après que le Roi eut été conduit à Paris. Il disoit pour sa défense qu'il n'avoit que proposé, ce que le peuple avoit depuis exécuté.

instruit , savoit que *les cabaleurs* agissoient auprès de la Milice Parisienne.

Il étoit du devoir des Ministres de prendre les mesures nécessaires pour résister en cas d'attaque. Il auroit été bien imprudent de croire que la Milice entière seroit constamment soumise au Marquis de la Fayette. L'événement a prouvé qu'on eut raison de ne pas être si confiant. Paris pourvoit jeter subitement dans Versailles une populace immense. Si la Milice se révoltoit et marchoit avec elle au lieu de la contenir, on n'avoit pas des forces suffisantes à lui opposer. Déjà le Roi n'avoit plus assez de puissance pour ordonner un changement de garnison , il fallut implorer l'autorité municipale. Le Comte d'Estaing , Commandant de la Milice de Versailles , fit assembler le Comité de cette Milice le 18 Septembre , lui communiqua le billet de M. de la Fayette , et lui proposa d'engager la Municipalité à demander au Roi un Régiment d'infanterie. Cette proposition fut admise , la Municipalité consentit ; mais elle vouloit avoir une lettre pour autoriser sa délibération ; et comme on craignoit de nuire à M. de la Fayette en imprimant sa lettre , on en obtint une de M. de Saint-Priest , à qui celle de M. de la Fayette étoit adressée , le requisitoire du Comité de la

Milice contenoit ces expressions remarquables :

“ Les Députés soussignés sont venus déclarer  
 „ l'insuffisance de leurs forces , attendu les avis  
 „ plus allarmanés les uns que les autres qui se  
 „ succèdent continuellement „.

Outre le billet de M. de la Fayette, le Comité de la Milice de Versailles avoit donc eu de nombreux avis sur l'insurrection qu'on vouloit exciter dans la Capitale contre la sûreté du Roi. Il y avoit donc un complot, et M. Chabroud sera bien embarrassé pour nier cette preuve ; car au nombre des sept signataires du requisitoire , je vois le nom de *M. le Cointre*.

Le 21 Septembre, on annonça dans l'Assemblée Nationale l'arrivée du Régiment de Flandres, et on lut la délibération de la Municipalité de Versailles. Elle ne plut point au Comte de Mirabeau, qui vouloit que la Municipalité vînt rendre compte de ses motifs. Plusieurs autres Députés désapprouvoient hautement cette augmentation des forces militaires dans la ville de Versailles.

Dans tout le cours de cette révolution, les précautions employées pour résister aux factieux ont été si foibles, ou ils ont été si habiles qu'ils sont parvenus à s'en faire de nouveaux moyens. Aussi saisirent-ils avec ardeur l'arrivée du Régiment de Flandres pour semer l'effroi dans le

peuple de Versailles et sur-tout dans celui de Paris , en supposant à la Cour des projets contre la liberté publique ( 1 ).

La Commune de Paris fit des réclamations contre l'arrivée du Régiment de Flandres. M. Bailli écrivit que les ouvriers de l'Ecole Militaire avoient été sur le point de partir, et qu'il les avoit arrêtés avec beaucoup de peine.

Or les ouvriers de l'Ecole Militaire ne pouvoient pas prendre subitement la résolution de courir à Versailles , parce que la Municipalité de cette Ville avoit demandé un Régiment , si ces ouvriers n'avoient pas été excités , alarmés par les auteurs d'un complot.

Dans la séance du 23 Septembre , on lut deux lettres de M. de la Tour du Pin. Dans l'une de ces lettres , il étoit dit que , sur l'avis „ que des gens mal-intentionnés se proposoient „ de troubler le séjour du Roi et de l'Assemblée Nationale „ il avoit donné les ordres nécessaires. Ce fut le même jour que le Régiment de Flandres entra dans la ville de Versailles.

---

( 1 ) M. Brissot de Warville , dans le N°. 52 de son Journal , dit qu'on avoit persuadé aux Parisiens que de nouveaux corps de troupes alloient environner leur ville.



Nous avons vu que , dès l'instant de l'arrivée du Régiment de Flandres , on fit des efforts pour le séduire. Mille hommes de plus dans une ville où se trouvoit une *Garde Nationale* nombreuse , à peu de distance de Paris où elle auroit eu tant d'auxiliaires , ne pouvoient seconder aucun projet contre la liberté publique. Ainsi ceux qui desiroient leur défection n'avoient évidemment d'autre but que de faciliter le succès de leur complot.

Des factieux qui veulent exciter la faveur du Peuple , et qui ne peuvent lui indiquer un sujet réel de mécontentement , sont forcés d'employer des prétextes. Ils considérèrent avec raison comme un moyen puissant , l'idée qu'ils avoient suggérée aux anciens Gardes Françoises , qu'il étoit de leur honneur de reprendre leurs postes auprès du Roi, quoiqu'ils persistassent à rester sous les drapeaux de la ville de Paris. On peut voir sur ce sujet les dépositions de M. Faydel et de M. la Bouche. 58. 148

M. de Blaire , deux ou trois jours avant le 5 Octobre , entendit parler du projet de faire une invasion à Versailles ; et M. Bergasse dit que plusieurs jours avant les événemens du 5 et du 6 Octobre , on annonçoit publiquement une insurrection contre la Famille Royale , qu'on avoit commencé à parler de cette insur-

rection lors de l'arrivée du Régiment de Flandres : mais les factieux n'ayant pu réussir à soulever le Peuple en lui inspirant des alarmes sur l'arrivée de ce Régiment, furent contraints de créer d'autres ressources

Le premier Octobre, les Gardes du Roi donnèrent un repas aux Officiers du Régiment de Flandres, suivant l'usage qui se pratique dans toutes les garnisons lorsqu'il arrive de nouveaux Corps. Des officiers de la Milice de Versailles y furent invités. Sur la fin du repas des soldats du Régiment de Flandres et des Chasseurs des Trois - Evêchés entrèrent dans la salle. Un grand nombre de personnes étoient présentes à cette fête. Le Roi, la Reine et le Dauphin vinrent un moment jouir de ce spectacle. Leur présence causa le plus vif enthousiasme. Ces Militaires crurent devoir leur donner de leur fidélité et de leur amour des témoignages d'autant plus expressifs, qu'ils connoissoient leurs justes sujets d'alarmes, et qu'ils voulurent les convaincre que pour les défendre ils sauroient s'immoler jusqu'au dernier.

Ce repas offrit aux factieux un prétexte dont ils avoient besoin. Ils le firent annoncer par leurs Folliculaires et leurs Agens à Paris et Versailles, comme le signal du réveil de l'Armée.

*toératie.* Ils renouvelèrent leurs calomnies contre la Reine. Ils dirent que les Gardes du Roi avoient outragé l'Assemblée Nationale et la cocarde de Paris ( 1 ). Les Gardes du Roi leur étoient devenus sur-tout odieux, parce qu'on connoissoit leur attachement pour la Famille Royale, et parce qu'on les soupçonnoit avec raison de contribuer à maintenir les autres Corps dans le devoir par leurs discours et par leurs exemples. Ainsi, en excitant contr'eux la fureur du Peuple, on trouvoit le double avantage de favoriser l'exécution d'un ancien projet, et de punir dans un tems où tant d'hommes trahissoient leur Roi, ceux qui s'obstinoient à lui rester fidèles.

---

[ 1 ] Ces mensonges avoient été tellement répandus dans le Peuple, que les détails que j'ai donnés dans *mon Exposé* n'ont pu être garantis entièrement de leur influence. Ils m'ont fait dire, que le repas des Gardes du Corps étoit une imprudence dans un tems de calamités; tandis qu'il n'étoit que l'observation d'un usage constant, et que la veille, la Milice de Versailles avoit donné un semblable repas où avoient été invités les Officiers de tous les Corps, à l'occasion de la bénédiction des Drapeaux. Ils m'ont fait dire encore qu'on avoit crié, *vive la cocarde blanche*, tandis que ces mots n'ont point été prononcés, et qu'à cette époque les Gardes du Roi n'avoient point quitté la cocarde blanche, et ne pouvoient pas être dans le cas de la reprendre.

On craignoit encore que la haine inspirée contre la Reine, contre les Gardes du Corps, ne pût pas causer un soulèvement assez général. On mit en usage un autre moyen déjà plusieurs fois éprouvé, celui de créer une disette, d'en accuser ceux qu'on nommoit les *Aristocrates*, de faire entendre que l'abondance étoit à la disposition d'un Prince sans pouvoir, et d'associer ainsi le sentiment de la vengeance au sentiment du besoin ( 1 ).

---

[ 1 ] M. Brissot de Warville, *membre de la Commune et du Comité des Recherches*, a été forcé de s'exprimer ainsi dans son Journal, N°. 64, au sujet de l'insurrection du 5 Octobre. « Il régnoit depuis quelques jours cette même disette apparente dont nous avons déjà parlé. Cette disette n'existoit point réellement. . . Le Peuple, triste jouet de ces manœuvres, étoit las d'acheter sa subsistance chaque jour par une perte de tems considérable et souvent par des querelles. Ce n'étoit point ses chefs, ni militaires, ni civils qu'il accusoit. Le parti des Aristocrates de Versailles étoit le seul objet de ses clameurs ». M. Brissot a bien voulu faire entendre ensuite, que cette disette étoit le fruit des intrigues du parti qu'il appelle *aristocratique*. Nous ne chercherons pas à démontrer combien il étoit absurde d'accuser de ces manœuvres ceux qui devoient en être les victimes, tandis qu'il eût été bien plus juste de conclure, que, puisque les *Aristocrates* de Versailles étoient l'objet de la haine du Peuple, cette haine

Les Représentans de la Commune de Paris, dans l'Adresse qu'ils présentèrent le 10 Octobre à l'Assemblée Nationale pour la presser de se rendre dans cette Ville, après avoir exprimé la joie que leur causoit le séjour du Roi dans la Capitale, s'écrioient : "*Jetons un voile sur ces événemens, sur les manœuvres affreuses qui les avoient préparés* „. Donc les Représentans de la Commune croyoient qu'un complot avoit dirigé les événemens ( 1 ).

---

étoit excitée par les partisans de la Démocratie. Toujours est-il vrai, que M. Brissot avoue que la disette étoit *FACTICE*, et conséquemment qu'il existoit un complot.

( 1 ) Les Représentans de la Commune voulurent aussi accuser de ce complot le parti prétendu *aristocratique*. Ils dirent dans une Adresse aux Municipalités, que le soulèvement avoit été causé par les ennemis de l'ordre nouveau. M. Chabroud, dans le nombre des conjectures qu'il a présentées, n'a pas oublié celle-ci. Il faut avouer que les ennemis de l'ordre nouveau auroient étrangement protégé leurs Adversaires, et qu'ils auroient employé un bien singulier moyen, celui de se livrer eux-mêmes aux assassins sans avoir rassemblé des forces suffisantes pour leur résister. La fameuse *théorigne de Méricourt*, qui, suivant plusieurs témoignages de l'information, s'est distinguée le 5 et le 6 Octobre, ne passoit pas cependant pour une ennemie de l'ordre nouveau; et ceux des Députés que menaçoient les

Une preuve très-évidente , suivant moi , que l'insurrection du 5 Octobre avoit été le résultat d'un complot , c'est la crainte qu'a témoigné le parti dominant d'en rencontrer les auteurs. Connoissant ses dispositions , les Députés , que les crimes du 5 et du 6 Octobre avoient le plus indignés , ont cru long-tems qu'il étoit inutile et dangereux de solliciter un Décret pour en obtenir vengeance. Lorsque le Comité des Recherches de Paris eut lieu de présumer que ces crimes étoient trop connus pour que son silence ne fût pas blâmé dans les Provinces , il fit une dénonciation le 23 Novembre ; mais il eut grand soin de ne pas dire un seul mot du 5 Octobre. Il ne parla que du " forfait exécrable qui a souillé le „ Château de Versailles dans la matinée du „ 6 Octobre , et qui n'a eu pour INSTRUMENT „ que des bandits qui , POUSSÉS PAR DES MA- „ NŒUVRES CLANDESTINES , se sont mêlés „ et confondus parmi les Citoyens „.

Ainsi les intrigues pour faire marcher à Versailles la Milice Parisienne et la populace ,

---

rébelles ne passaient pas pour en être les amis. Plusieurs des menaces faites contre les Députés accusés d'Aristocratie , ( on sent bien que j'étois de ce nombre ) sont consignés dans les dépositions des 61 , 115 , 148 , 149 , 208 , 224 , 280<sup>es</sup>. témoins.

paroissoient innocentes au Comité des Recherches. M. le Procureur du Roi au Châtelet, pour éviter les obstacles qu'on auroit suscités contre la procédure, fut obligé de borner sa plainte à la dénonciation qu'il eut soin de transcrire. La forme de cette plainte a pu circonscrire beaucoup de témoignages, et surtout favoriser la résolution de ceux qui ne vouloient déclarer, que ce qu'ils n'auroient pu taire sans manquer à leur serment.

Les libelles, les émeutes contre le Châtelet dans le mois d'Avril 1790, les plaintes d'un grand nombre de Districts qui dénoncèrent ce Tribunal à l'Assemblée Nationale, tout indiquoit la crainte de voir exposer au grand jour, ce qu'on auroit désiré ensevelir dans les ténèbres. Le Comité des Recherches de Paris, pendant qu'on menaçoit les Juges, eut soin de faire afficher l'avis suivant. " Instruit qu'on  
 „ étend sa dénonciation sur des faits qui se  
 „ sont passés la veille... considérant que, s'il  
 „ gardoit le silence, on pourroit lui imputer  
 „ de vouloir poursuivre CEUX QUI ONT EU  
 „ PART AUX ÉVÉNEMENTS LES PLUS IMPOR-  
 „ TANTS DE LA RÉVOLUTION, il déclare qu'il  
 „ n'a dénoncé que l'attentat commis dans la  
 „ matinée du 6 Octobre, c'est-à-dire, l'irrup-  
 „ tion violente et soudaine, faite dans les appar-

„ temens sur les six heures du matin , et le  
 „ massacre de quelques Gardes du Corps qui  
 „ a suivi cette irruption , que toute poursuite  
 „ au - delà de ces faits lui est étrangère „  
 Cette déclaration fut faite le 23 Avril.

Puisque le Comité des Recherches de Paris auroit craint, en poursuivant les auteurs de l'*insurrection* du 5 Octobre, et conséquemment les premiers auteurs de tous les crimes du 5 et du 6, d'être accusé de poursuivre ceux qui avoient eu part aux événemens les plus *importans de la révolution*, il croyoit donc qu'ils avoient dirigé cette *insurrection*. Ce ne sont donc plus les ennemis de la Constitution qui l'ont préparée, ainsi qu'on a osé le dire dans l'Adresse de la Commune aux Provinces. Elle avoit donc été précédée par un complot, et ce complot dont on ne vouloit pas faire connoître les auteurs avoit donc été formé comme tant d'autres par des protégés du Comité des Recherches, par des ennemis du Trône et des partisans de l'anarchie ( 1 ).

---

[ 1 ] M. Mercier prétendit à cette époque dans ses *Annales Patriotiques*, que les événemens du 5 et du 6 Octobre avoient été conduits par la Providence. Le Châtelet, disoit-il, oseroit faire la guerre à la Providence. Il voudroit punir les 33 mille instrumens qu'elle a employés dans cette occasion pour sauver



Le 15 Mai, une députation du Châtelet vint déclarer à l'Assemblée Nationale, que la dénonciation du Comité des Recherches de Paris avoit été la seule base de la plainte du Procureur du Roi; elle le pria d'ordonner à son Comité des Recherches, de lui remettre les renseignemens qu'il s'étoit procurés; cet ordre lui fut accordé. La démarche du Châtelet fut un acte de prudence pour obtenir la liberté de continuer la procédure : mais si nul membre de l'Assemblée Nationale ne put se flatter de faire rendre un Décret pour enjoindre au Tribunal de poursuivre ouvertement les auteurs de *l'insurrection* du 5 Octobre, et pour protéger des Juges qui venoient avouer l'asservissement du Ministère public, on peut se faire une idée des grands intérêts qui s'opposoient à la découverte des plus coupables, c'est-à-dire des auteurs du complot ( 1 ).

---

*la France entière.* Ce Journaliste, en écrivant ces odieuses paroles, savoit qu'on n'exécutoit pas les anciennes Ordonnances contre les blasphémateurs.

[ 1 ] Le droit d'ordonner la punition des crimes ne devoit pas appartenir à l'Assemblée Nationale; mais elle s'en étoit emparé depuis long-tems. Elle avoit rendu des Décrets pour faire commencer des procédures sur de prétendus délits de la plus foible importance. D'ailleurs, il étoit bien avéré que le Roi ne pouvoit rien ordonner lui-même sur les crimes du 5 et du 6 Octobre.

Il y a plus; toujours dans la crainte de poursuivre ceux qui ont eu part aux événemens les plus importans de la révolution, le Comité des Recherches de Paris a refusé au Châtelet les pièces qui avoient été mises en son pouvoir, et qui probablement auroient donné de grandes lumières puisqu'il les a retenues; en voici la preuve.

La députation du Châtelet, en présentant la procédure à l'Assemblée Nationale dans la séance du 7 Août, a dit : « Nous venons  
 » déposer sur le bureau toute la procédure  
 » instruite dans l'affaire de la matinée du 6  
 » Octobre, et les pièces dont nous sommes  
 » redevables au Comité des Recherches de  
 » l'Assemblée Nationale. Nous n'avons pas  
 » obtenu la même justice du Comité des  
 » Recherches de la ville de Paris, quoique  
 » nous ayons observé qu'il résulloit des dé-  
 » libérations du Comité de l'Assemblée Na-  
 » tionale, et de l'instruction, qu'un grand  
 » nombre de pièces y avoient été portées. Un  
 Décret de l'Assemblée ordonna que le Comité des Recherches remettroit ces pièces au Procureur du Roi.

Le 10. Août, les membres du Comité des Recherches de Paris vinrent à la barre; ils déclarèrent que le Procureur du Roi et trois membres

„ membres du Châtelet , quelques mois après la  
 „ dénonciation des délits commis le 6 Octobre ,  
 „ leur avoient proposé d'ajouter à cette dénon-  
 „ ciation , celle de plusieurs faits vrais ou faux  
 „ qui leur avoient paru étrangers à la pour-  
 „ suite provoquée par le Procureur - Syndic  
 „ de la Commune , et dont quelques-uns leur  
 „ sembloient plutôt dignes de la reconnois-  
 „ sance publique que d'une procédure crimi-  
 „ nelle „ Ils dirent que le bruit s'étoit ré-  
 „ pandu , *que le Chatelet faisoit le procès à la*  
 „ *révolution* , et qu'il avoit été dénoncé à l'As-  
 „ semblée Nationale par la très-grande majorité  
 „ des Districts ; que le Procureur du Roi leur  
 „ ayant demandé les pièces qui étoient en leur  
 „ pouvoir , ils avoient répondu qu'ils n'en avoient  
 „ aucune *qui pût se rapporter aux délits dénoncés.*  
 „ Ils ajoutèrent , “ nous nous croirions grande-  
 „ ment coupables , si nous avions dénoncé  
 „ la journée du 5 Octobre ; nous n'avons pas  
 „ plus dénoncé la journée du 6 ; le Procu-  
 „ reur-Syndic a dénoncé seulement les délits  
 „ commis dans la matinée du 6 , au château  
 „ de Versailles... Nous protestons de plus  
 „ que nous n'avons aucune pièce que nous  
 „ puissions remettre à M. le Procureur du Roi ,  
 „ comme relative aux délits du 6 Octobre „  
 „ Ainsi le Comité des Recherches de Paris

ne put nier qu'il avoit les pièces dont le dépôt étoit constaté par l'instruction et par les délibérations du Comité de l'Assemblée Nationale. Il soutint seulement qu'il n'en avoit pas de relatives aux délits commis dans la matinée du 6 au château de Versailles ; et comme il pouvoit cependant exécuter le Décret du 7 Août , il promit obéissance et respect pour ce qu'il plairoit à l'Assemblée de lui ordonner. Sans doute elle devoit persister dans son Décret précédent. M. l'Abbé Maury voulut monter à la Tribune , il auroit démontré la partialité du Comité des Recherches et la nécessité d'ordonner l'exécution du Décret du 7 Août ; mais le parti dominant desiroit qu'il ne fût pas entendu. En commençant son discours , il prononça ces mots : *mon caractère, de Ministre des autels*. Aussi-tôt des huées , des éclats de rire ne lui permirent plus de parler. Il quitta la Tribune ; toute réclamation étant interdite avec autant d'indécence , le Décret du 7 Août ne fut révoqué , ni confirmé , et le Châtelet ne pouvant plus s'appuyer de l'autorité du Roi , fut forcé de laisser impunie la désobéissance des membres du Comité aux ordres de la Justice.

Ainsi dans le tems où l'on craignoit encore la fidélité des Provinces , on rejettoit sur les

ennemis de la révolution le crime de l'insurrection du 5 Octobre ; on disoit alors qu'on tiroit le voile sur le soulèvement préparé par ceux qui vouloient *détruire l'ordre nouveau*, et que la trame avoit tourné contre ceux qui l'avoient ourdi ( 1 ) : mais après avoir profité de la crédulité des Provinces pour les enchaîner, on a déchiré le voile sans pudeur, on a hautement publié que c'étoit *faire le procès à la révolution*, que de poursuivre les coupables des crimes du 5 et du 6 Octobre en exceptant seulement *les délits commis au Château dans la matinée du 6*. On a dit qu'on se croiroit *grandement coupable*, si l'on dénonçoit la journée du cinq.

Le Comité des Recherches, après avoir refusé au Châtelet toutes les pièces qui pouvoient concerner d'autres faits que les délits commis dans la matinée du 6 Octobre, s'est empressé de remettre à M. Chabroud celles qui pourroient favoriser son système, quoiqu'elles fussent relatives à tous les faits qui se sont passés à Versailles depuis le premier Octobre jusqu'au départ du Roi. La partialité du Conseil des Recherches de Paris et celle du Rappor-

---

[ 1 ] Expressions de l'Adresse de la Commune de Paris aux Municipalités.

teur sont-elles assez démontrées ? Mais tout n'est pas dit encore pour M. Chabroud.

Ce Rapporteur tâche de prouver qu'il est beaucoup plus vraisemblable que les crimes du 5 et du 6 Octobre doivent leur existence à des causes particulières sans aucun complot antérieur , et *indépendamment de toute prévoyance mystérieuse*. Ici son rôle change. On l'a vu jusqu'à présent vouloir obscurcir tous les faits , se refuser à l'évidence et combattre

Examen  
des causes  
particu-  
lières de  
l'insurrec-  
tion, indi-  
quées par  
M. Cha-  
broud.

les témoignages les plus dignes de foi , maintenant tout sera démonstration pour lui ; il convertira les plus foibles probabilités en certitudes. On sent bien qu'il reprendra son scepticisme quand il discutera les charges qui concernent M. le Duc d'Orléans et M. de Mirabeau l'aîné. En réfutant ses sophismes , nous aurons encore occasion d'ajouter aux preuves si multipliées de l'existence d'un complot.

2. 30. 35. M. Chabroud commence par rappeler la  
40. 80. harangue d'un Grenadier de la Milice Nationale à M. de la Fayette pour le forcer à se rendre à Versailles. Ce Grenadier parloit de la disette des subsistances. Il disoit que *la source du mal étoit à Versailles*, qu'il falloit *aller chercher le Roi, exterminer le Régiment de Flandres et les Gardes du Corps*. Le Rapporteur ne relève point les mots *Conseil de*

*Régence*, qui furent proférés, ainsi que l'attestent plusieurs témoins et notamment MM. Desfaucheret et le Marquis de la Fayette. 30. 193.  
 M. Chabroud auroit dû observer que cette harangue s'accordoit peu avec ce qu'il avoit dit lui-même (page 33 de son Rapport) que la Garde Nationale de Paris étoit allée à Versailles pour contenir le Peuple.

M. Chabroud entre dans quelques détails pour prouver que la rareté du pain a contribué à l'insurrection du 5 Octobre ; personne ne peut contester qu'elle n'ait influé ce jour-là sur les mouvemens populaires ; il est démontré par une foule de témoignages, que dans les attroupemens soit à Paris, soit à Versailles, beaucoup de femmes se plaignoient de ne pouvoir se procurer du pain. Le Sr. Maillard, orateur de celles qui parurent à quatre heures dans l'Assemblée Nationale, fit de la disette le principal sujet de ses remontrances ; car M. Chabroud a tort de dire que cette députation ne demandoit que du pain : mais il est question de savoir si la disette étoit une des causes premières de l'insurrection, ou si elle servoit seulement de moyen.

Il est certain que, parmi les femmes qui se rendirent à Versailles le 5 Octobre, plusieurs étoient de bonne foi et n'avoient été conduites

que par la rareté du pain ; on ne sauroit en douter , quand on réfléchit que plusieurs retournèrent avec le Sr. Maillard à Paris , dès qu'elles eurent les Décrets et les ordres du Roi , relatifs à l'approvisionnement de la Capitale , dont on leur remit une copie pendant que j'étois encore auprès de Sa Majesté. On sait même que celles qui m'accompagnèrent chez le Roi parurent très-satisfaites et criaient : *vive le Roi* en sortant du Château : mais quand elles rendirent compte de leur mission aux femmes qui étoient sur la place d'armes , les dernières furent tellement irritées de leur satisfaction , qu'elles les maltraitèrent et furent sur le point de les pendre ; ce qui prouve  
 183. 187. qu'elles vouloient autre chose que des ordres  
 38 pour des subsistances.

Je ne m'arrêterai point à cette circonstance  
 211 rapportée par M. Desronnet , à qui un des ouvriers de l'Ecole Militaire assura le 12 Octobre qu'on leur donnoit du mauvais pain , fait depuis huit jours à meilleur marché que l'autre ; il suffit de remarquer que ceux qui avoient occasionné cette disette eurent grand soin de rétablir l'abondance après l'arrivée du Roi ; cette abondance subite fut avouée par la Commune dans son Adresse à l'Assemblée Nationale , elle est aussi reconnue dans la



*Consultation* pour M. le Duc d'Orléans.

M. Chabroud, d'après une déclaration faite au Comité des Recherches de Paris par trois Officiers de la Milice Nationale de Versailles, les Srs. le Cointre, Mettereau et Durupt de la Baleine, dit que, pour faire appeler le Régiment de Flandres, M. d'Estaing, après avoir fait promettre par serment de garder le secret, avoit lu au Comité de la Milice Nationale de Versailles une lettre écrite par M. de la Fayette, que la Municipalité vouloit faire imprimer cette lettre ; mais que, pour ne pas le compromettre, on y avoit substitué une lettre de M. de Saint-Priest.

M. Chabroud blâme ce secret et ces précautions.

Il n'examine point ici le degré de foi qu'on peut ajouter à des déclarations extrajudiciaires qui n'ont pas été faites sous la foi du serment, et qui sont même la violation d'un serment antérieur. C'est une singulière délicatesse que celle des Srs. le Cointre et Durupt de la Baleine, qui laissent à la décision du Comité des Recherches s'ils peuvent violer le serment qu'ils ont fait à M. d'Estaing de garder le secret sur la lettre de M. de la Fayette, et qui reconnoissent ainsi dans ce Comité illégal le pouvoir de les absoudre du

parjure. La délibération du Comité est plus remarquable encore : " Nous avons décidé ,  
 „ disent-ils , que le salut de la Patrie délie  
 „ M. le Cointre du serment qu'il a prêté „

Mais enfin considérons comme clairement prouvé le récit fait par M. Chabroud , qui est confirmé par le 379<sup>e</sup>. témoin. Quel motif peut-il supposer à M. d'Estaing pour avoir demandé le secret sur la lettre de M. de la Fayette et pour en avoir refusé l'impression ? M. Chabroud a déjà observé lui-même qu'il avoit craint de compromettre celui-ci ; mais envers qui pouvoit-on craindre de le compromettre ? N'est-il pas évident que c'étoit envers les soldats dont il annonçoit les intentions ? La Municipalité s'étoit-elle moins décidée en connoissances de cause , et M. de Saint-Priest ne pouvoit-il pas faire passer en son nom les avis qu'il avoit reçus ? Le vœu de la Municipalité et du Comité de la Milice de Versailles ne suffisoit-il pas pour déterminer le Roi , qui sûrement , quoiqu'en dise M. Chabroud , auroit eu , sans cette demande , le droit de faire venir un ou plusieurs Régimens , quoiqu'il n'en eût pas le pouvoir ?

“ Mais , dit M. Chabroud , on voulut le 19  
 „ Septembre consulter les Compagnies de la  
 „ Milice , et la majorité refusa son consente-

„ ment „. C'est-à-dire, qu'instruit des manœuvres employées pour soulever le Peuple , on prenoit toutes les précautions qui paroissent propres à le satisfaire ; mais il seroit trop absurde de prétendre que , pour permettre dans Versailles l'entrée d'un Régiment , le consentement de la majorité de la Milice fût absolument indispensable.

M. Chabroud dit qu'on menaça deux personnes employées dans les bureaux des Ministres de la perte de leurs emplois , parce qu'elles n'avoient pas obtenu de leurs Compagnies le consentement désiré. Il étoit du devoir de MM. le Breton et Durupt de la Balue de faire leurs efforts pour donner au Roi cette preuve d'affection. Ils n'ignoroient pas qu'un Régiment de plus étoit nécessaire ; ils devoient donc , autant qu'il étoit en leur pouvoir , applanir la difficulté. Le Comte d'Estaing , lorsqu'il put croire que le refus de leurs Compagnies provenoit de leur négligence , fut donc fondé à leur témoigner quelque mécontentement , jusqu'à ce qu'il fût assuré qu'ils avoient eu moins de crédit que de zèle. On pouvoit certainement leur faire entendre sans crime que des personnes employées par le Roi devoient lui être plus particulièrement dévouées.

M. Chabroud dit que le changement de cocarde aigrit les ressentimens du Peuple. Il cite pour le prouver la déposition de M. de  
 119 Foucault de Lardimalie, et la proclamation faite par les Représentans de la Commune le 4 Octobre.

M. de Foucault n'a point attesté ce changement de cocarde dont se plaint M. Chabroud ; il a dit seulement , qu'étant le 4 Octobre au Palais-Royal, il " entendit parler au milieu des „ attroupemens de la cocarde noire , qu'on sup- „ posoit avoir été prise à Versailles „.

La cocarde Parisienne n'étoit point à cette époque généralement adoptée. On ne l'avoit pas encore fait donner par le Roi aux troupes réglées. Un grand nombre de *Milices Nationales* dans les Provinces avoient conservé la cocarde Française , c'est-à-dire , la cocarde blanche. Beaucoup d'étrangers et les Militaires lorsqu'ils n'étoient pas en habit uniforme, avoient conservé l'usage d'une cocarde noire. Ces deux couleurs ne devinrent si odieuses le 4 Octobre , que parce qu'on avoit persuadé au peuple de Paris , que celle qu'il appeloit *Nationale* , avoit été insultée par les Gardes du Corps. La proclamation rappelée par M. Chabroud n'étoit qu'un de ces ordres arbitraires qui ont été tant de fois répétés par les

Officiers-Municipaux , soit de la Capitale , soit des Provinces pour obéir à la multitude ; car de quel droit les représentans de la Commune usurpant l'autorité législative , pouvoient - ils interdire aux Officiers des Troupes réglées, la cocarde de leur Régiment , et aux Etrangers celle de leur Pays ? De quel droit , en copiant le style des ordonnances du Prince , pouvoient-ils enjoindre au Commandant de la Garde Parisienne qu'ils travestissoient en Officier de Police , de tenir la main à l'exécution de leurs réglemens ; c'est-à-dire, d'employer la force pour enlever la cocarde blanche ou noire ? N'étoit-ce pas inviter le Peuple à déclarer la guerre à tous ceux qu'il trouveroit avec une pareille cocarde ? Aussi plusieurs témoins ont-ils parlé de violences 120. 8r<sup>e</sup> exécutées sous ce prétexte.

M. Chabroud , d'après les déclarations des Srs. le Cointre et Mettereau , soutient que le quatre Octobre trois Dames distribuoient des cocardes blanches dans la galerie du château de Versailles ; j'ignore si ce fait est vrai. Ces déclarations ne sont que des certificats accordés à l'intérêt d'un parti. La déposition même juridique du Sr. le Cointre n'auroit pu mériter aucune confiance ; mais où auroit été le crime ? Quelle Loi obligeoit donc dans Versailles à porter la cocarde de Paris ? Pourquoi n'eût-il

pas été permis de préférer la couleur qui fut dans tous les tems celle de nos drapeaux ? Pourquoi , dans un jour où la famille Royale étoit menacée , n'auroit-on pas rallié tous les hommes courageux à ce signe de fidélité ?

Etoit-ce avec six cent Gardes du Corps , avec un détachement de Chasseurs , un bataillon de Gardes Suisses et mille hommes d'infanterie , qu'on pouvoit opérer une *contre-révolution* ; et tous ceux qui vouloient exciter le zèle en faveur du Roi , pouvoient-ils avoir un autre but que celui d'assurer sa défense ? Quoiqu'il en soit , ces prétendues distributions de cocardes , qui , faites dans la galerie du Château , ne pouvoient pas être fort nombreuses , n'auroient eu aucune influence sur l'insurrection qui eut lieu à Paris le lendemain , puisqu'elle avoit été publiquement convenue au Palais-Royal dès le 4 Octobre dans l'après-midi , et que les Srs. le Cointre et Mettereau disent avoir vu distribuer des cocardes blanches le même jour .

Ici l'auteur du Rapport se plaint amèrement de ce que les Srs. le Cointre et Mettereau n'ont pas été assignés dans l'information , quoique leurs noms se trouvassent dans la liste des témoins fournie par le Comité des Recherches de Paris à M. le Procureur du Roi

au Châtelet. Les Avocats de M. le Duc d'Orléans ont également reproché à ce Magistrat de n'avoir pas fait entendre les personnes dont les témoignages leur auroient convenu ; mais le Ministère public n'étoit pas sans doute obligé de diriger ses poursuites sur les ordres absolus du Comité des Recherches. Il devoit choisir les témoins d'après ses propres lumières, et non d'après les indications de ce Comité ; il n'auroit même dû faire entendre aucun de ceux qui étoient intéressés à déguiser les crimes commis le 5 et le 6 Octobre, tandis qu'on ne peut se dissimuler que plusieurs des personnes qui ont déposé avoient intérêt à ce que la vérité ne fût pas connue. Le Sr. le Cointre sur-tout ne devoit pas être assigné ; car on verra bientôt quelle a été sa conduite dans ces deux horribles journées.

On doit observer que le Sr. le Cointre est convenu dans sa déclaration qu'il n'a pas vu les assassinats commis dans la matinée du 6 Octobre, qu'il n'a répété sur ce sujet qu'un seul *ouï dire* dont il a nommé l'auteur, que le Sr. Mettereau n'en a pas dit un seul mot dans la sienne. Cependant le Comité des Recherches, qui a tant protesté de son intention de restreindre rigoureusement les poursuites aux délits commis dans la matinée du 6 Oc-

tobre, vouloit faire recevoir les témoignages des Srs. le Cointre et Mettereau. Ne trouve-t-on pas dans cette circonstance et dans la nature des déclarations qu'il a reçues, de nouveaux motifs de conclure qu'il auroit fait informer sur les crimes du 5 Octobre, s'il n'eût pas vu que l'information seroit nuisible à *ceux qui ont eu part aux événemens les plus importants de la révolution ?*

M. Chabroud cherche à découvrir un autre sujet d'insurrection dans le prétendu projet d'enlever le Roi pour le conduire à Metz.

108 Nous allons parcourir les preuves qu'il en donne; il cite d'abord la déposition du Sr. Lous-talot, auteur d'un Journal fameux parmi les Journaux incendiaires, intitulé *révolutions de Paris*, que le trépas vient d'enlever à la révolution, au *club des Jacobins* dont les membres ont porté son deuil jusques dans l'Assemblée Nationale. Ce témoin, certainement suspect, prétend que le 5 Octobre *le Public paroissoit être dans l'opinion que le Roi devoit être enlevé et emmené à Metz*. Je soutiens que le Public qui vint à Versailles le 5 Octobre ne connoissoit pas ce sujet de plainte; je donnerai bientôt la preuve de ce que j'avance.

317 M. Chabroud cite ensuite la déposition de M. Duval pour prouver *que la fuite du Roi*



avoit été prédite dans des harangues au Palais-Royal ; suivant M. Duval dans le mois de Septembre 1789 , un Frénétique , nommé Camille Desmoulins , voulant faire soulever la populace pour empêcher qu'on ne reconnût la nécessité de la sanction du Roi , employa les mensonges qu'il croyoit les plus propres à séduire la foule qui l'entouroit ; il disoit que la vie du Comte de Mirabeau étoit en danger , *que l'Empereur venoit de faire la paix avec les Turcs pour pouvoir attaquer la France , que la Reine voudroit aller le joindre , et que le Roi ne voudroit point la quitter.* Il proposoit de députer quinze mille hommes en armes pour emmener le Roi et faire enfermer la Reine.

Ainsi M. Chabroud a la mauvaise foi et la mal-adresse de citer la preuve d'un complot , pour persuader qu'il n'y avoit point de complot. Une imposture imaginée pour hâter l'exécution du plus coupable projet , il l'appelle *une prédiction de la fuite du Roi* ; mais quand l'attroupement fut dissipé , le Peuple dut bien voir que le Comte de Mirabeau vivoit encore , que la paix n'étoit pas faite avec les Turcs , et qu'ainsi le motif donné par Camille Desmoulins pour faire craindre le départ du Roi et de la Reine , étoit de la plus grande fausseté.

*Les murmures*, dit M. Chabroud, *alloient prenant de la consistance à la fin de Septembre ; le nom de M. de Bouillé étoit mêlé dans ces présages.* Il cite à ce sujet la déposition de Louis Prière. Ce témoin a dit " qu'à la fin du mois 95 „ de Septembre, il entendit parler, par diverses „ personnes dont il n'avoit pas les noms pré- „ sens, du voyage du Roi à Metz et de M. de „ Bouillé comme d'un homme capable. Il a „ observé que c'étoit après le repas des Gardes „ du Corps qu'il avoit entendu ces propos „. Le repas des Gardes du Corps avoit été donné le premier Octobre ; ainsi ce ne pouvoit pas être sur la fin de Septembre qu'il avoit entendu parler du voyage du Roi à Metz. M. Chabroud, qui se montre ordinairement si difficile en preuves, s'est contenté cette fois d'un *oui dire* aussi vague, répété par un seul témoin pour affirmer que le bruit d'un voyage du Roi à Metz prenoit de la consistance sur la fin du mois de Septembre.

240 M. de la Fond d'Agulhac a déposé qu'il „ avoit entendu dire quelque tems avant le „ 5 Octobre, par plusieurs personnes et en- „ tr'autres par M. de la Prade, que le Roi pour- „ roit se retirer à Metz, que ces projets paroïs- „ soient chimériques, qu'il a vu M. de la Prade „ et

„ et deux autres inconnus, vêtus d'un habit  
 „ uniforme vert, paremens rouges, qu'il igno-  
 „ roit ce qu'étoit cet uniforme „, qu'après  
 le 5 Octobre M. de la Prade avoit disparu et  
 qu'on le croyoit à Londres.

Dire que le Roi pourroit se retirer à Metz,  
 n'étoit pas annoncer qu'il avoit le dessein de s'y  
 rendre. Mais comment jugera-t-on l'extrait qu'a  
 donné M. Chabroud de ce témoignage ? Il s'est  
 permis d'ajouter que *cet uniforme n'appartenoit*  
*à aucun Régiment de l'armée*, comme si le  
 témoin avoit fait lui-même cette remarque ;  
 elle n'est pas cependant dans sa déposition,  
 à moins qu'elle n'en ait été retranchée par  
 l'Imprimeur.

M. de Chansereu a parlé de propos tenus le 31  
 27 Septembre dans une société sur un prétendu  
 plan de guerre civile, et il a dit que le pre-  
 mier Octobre " il fut mandé dans une société  
 „ où l'on avoit projeté de lui déclarer des  
 „ motions qu'il prit par écrit sous la dictée  
 „ de M. Sentex, docteur en Médecine, et  
 „ en présence de M. Duquesnoi „ ; il a ajouté  
 que ces motions consistoient en un enrôle-  
 ment sous le nom de Gardes du Corps sur-  
 numéraires, dans l'annonce de divers Régi-  
 mens, dans le projet de faire enclouer les  
 canons de Paris, et qu'on lui avoit assuré

que M. le Comte d'Estaing étoit d'intelligence pour l'exécution de ce projet , et *qu'il s'agissoit de favoriser l'évasion du Roi à Metz*. C'étoit un singulier complot que celui dont on pouvoit faire circuler ainsi les articles secrets dans les sociétés par forme de *bulletins*. Ce qui démontre l'absurdité des avis donnés à M. de Chansereu , c'est qu'on mettoit M. d'Estaing au nombre des conjurés ; et M. Chabroud a eu soin de le laver de ce soupçon par la lecture de ses lettres. MM. Duquesnoi et Sentex , cités 41. 42. par M. de Chansereu , n'ont rien dit sur ce sujet dans leurs dépositions. Je ne prétends tirer aucune conclusion de leur silence ; mais M. Chabroud , qui n'omet jamais les remarques de ce genre , quand il croit pouvoir en profiter , a eu grand soin de ne pas en parler. Il lui importoit trop d'accréditer des bruits aussi incertains que ceux qu'a répétés M. de Chansereu ; car d'où venoient les motions qu'il a copiées ? Quels en étoient les auteurs ? Quel pouvoit être le but de ceux qui affectoient de les répandre ? Ce n'étoit pas celui de leur trouver des partisans ; on ne les dictoit pas dans cette intention à M. de Chansereu. N'est-il pas évident qu'on ne les faisoit circuler que pour inculper les personnes , qui s'y trouvoient désignées ?

M. Chabroud demande si l'habit uniforme vu à M. de la Prade par M. d'Agulhac, ne seroit point celui des *surnuméraires* dont a parlé M. de Chansereu, comme si des Gardes du Roi surnuméraires pouvoient avoir d'autre habit uniforme que celui du Corps auquel ils seroient attachés.

M. Chabroud cite ensuite la minute d'une lettre écrite à la Reine par le Comte d'Estaing; elle a été enlevée parmi les papiers de celui-ci. M. Chabroud ne craint pas de se servir d'un titre que la violence et la tyrannie ont remis en ses mains, de se rendre ainsi complice d'un délit dont il devoit solliciter la punition. La majesté du Trône ne sauroit l'arrêter; il a trop perdu de sa puissance pour qu'il croie encore lui devoir des égards. Ce qui a été écrit dans l'intimité de la confiance est par lui livré au Public, et le respect du secret des lettres ne lui paroît un *droit sacré* que pour celles qui appartiennent à M. le Duc d'Orléans.

Suivant la minute de la lettre citée par M. Chabroud, M. d'Estaing écrivoit à la Reine  
 “ qu'on lui avoit dit dans la bonne compagnie  
 „ qu'on prenoit des signatures dans le Clergé  
 „ et la Noblesse „. On remarque de plus dans cette lettre les phrases suivantes. “ Les uns pré-

„ tendent que c'est d'accord avec le Roi,  
 „ d'autres croient que c'est à son insçu. On  
 „ assure qu'il y a un plan de formé, que c'est  
 „ par la Champagne ou par Verdun que le Roi  
 „ se retirera ou sera enlevé, qu'il ira à Metz...  
 „ M. de Bouillé est nommé par M. de la  
 „ Fayette, *qui a dit qu'à Metz, comme ailleurs,*  
 „ *les Patriotes étoient les maîtres* „... M. d'Es-  
 taing ajoute “ que M. le Comte de Merci est  
 „ malheureusement cité comme agissant de  
 „ concert „, que l'Ambassadeur d'Espagne a  
 causé avec lui *de ces faux bruits, de l'hor-*  
*reur qu'il y avoit à supporter un plan im-*  
*possible* ; mais il ne cache pas à la Reine  
 une circonstance qui lui inspire les plus vives  
 allarmes ; c'est qu'il tient de cet Ambassadeur ,  
 „ que quelqu'un de considérable et de croya-  
 „ ble lui avoit appris qu'on lui avoit proposé  
 „ de signer une association „.

Ainsi M. d'Estaing vivant lui-même à la  
 Cour, ne connoissoit sur le prétendu projet  
 du voyage de Metz, que des bruits de société  
 qui lui auroient paru *une fausse nouvelle, une*  
*idée sans fondement*, s'il n'eût conçu de l'in-  
 quiétude, de l'*ouï dire* répété par l'Ambassa-  
 deur d'Espagne, *ouï dire* dont on ne peut  
 apprécier le caractère, puisqu'on ignore si  
 celui qui en étoit l'auteur méritoit d'en être  
 cru sur son assertion.

Quel ménagement perfide de la part de M. Chabroud , que de déclarer qu'il fait grace du commentaire qui seroit *délicat , périlleux , inutile*. Le texte *n'étant pas équivoque*, il lui étoit impossible d'en donner un plus méchant , plus injuste que celui qui est renfermé dans ses expressions.

M. Chabroud cite encore deux procès criminels , celui de M. Augeard et celui de MM. de Douglas , de Livron , de Commeiras , etc. On sait aujourd'hui que le Mémoire dont on avoit fait un crime à M. Augeard , lui avoit été dicté par l'indignation après le 5 et le 6 Octobre , et ne contenoit point de projet antérieur aux atrocités commises à Versailles. Dans le second procès criminel , on n'a recueilli que des bruits sans fondement.

Dans toutes les autorités rassemblées par M. Chabroud sur une prétendue conspiration pour conduire le Roi à Metz , on n'apperçoit pas la plus légère preuve ; on pourroit seulement en conclure que la nouvelle , vraie ou fausse , de l'existence de ce projet , a été répandue dans quelques sociétés ; mais quelle en étoit l'origine ? Ne seroit-il pas possible que ceux qui ont provoqué l'insurrection du 5 Octobre eussent d'abord compté la supposition d'un voyage de Metz au nombre de leurs moyens , et qu'ensuite ils

aient négligé de s'en servir , soit parce qu'ils l'ont jugée trop contraire à la vraisemblance , soit parce qu'elle leur devenoit inutile.

Comment concevoir en effet que la Noblesse et le Clergé eussent pu prétendre alors obtenir quelque avantage dans l'enlèvement du Roi pour le conduire à Metz ? Pouvoient-ils lutter contre tout le Peuple du Royaume , irrité de cette audacieuse entreprise , et des projets qu'elle auroit supposés ? Où étoit l'armée prête à seconder de pareils desseins ? M. de la Fayette l'avoit dit à M. d'Estaing ; à Metz , *comme ailleurs* , “ ceux que l'on appeloit les Patriotes étoient „ *les mattres* „ ; et dans la vérité un très-grand nombre de Citoyens de toutes les classes auroient pu s'associer pour défendre leur Roi s'il étoit attaqué par des rebelles ; mais quels partisans auroient pu espérer le Clergé et la Noblesse seuls , si l'enfermant à cette époque dans une Ville de guerre , ils avoient voulu dicter des Loix en leur faveur ?

S'il étoit vrai que des Citoyens se fussent engagés par des signatures , s'il étoit vrai qu'on eût songé à une retraite pour le Roi , ne seroit-il pas plus probable qu'on auroit voulu seulement se préparer pour le défendre , le jour où l'on verroit se réaliser les menaces faites depuis long-tems ? Et quel fidèle sujet du Roi auroit



pu refuser d'entrer dans une pareille association ; dût le Comité des Recherches appeler *crime*, son attachement à son premier devoir ?

Je n'oppose pas , comme M. Chabroud , de vains raisonnemens à des faits positifs ; mais j'oppose la vraisemblance à de simples oui dire. M. Chabroud lui-même n'a pas prétendu que la conjuration de Metz. fût prouvée ; il déclare qu'il n'a cherché *que les indices d'une allarme* , c'est-à-dire , qu'il a voulu montrer son influence sur l'insurrection du 5 Octobre ; je soutiens qu'elle n'y a point contribué. M. Antoine est le seul de tous les témoins de l'information qui déclare avoir entendu dire le 5 Octobre , par des gens armés , arrivant de Paris , *qu'ils venoient au secours du Roi qu'on vouloit enlever pour le conduire à Metz.* Dans les plaintes portées à l'Assemblée Nationale par les femmes qui s'y présentèrent le 5 Octobre à 4 heures du soir , on n'entendit pas prononcer un seul mot sur la prétendue conjuration de Metz ; si les révoltés en eussent seulement soupçonné l'existence , ils en auroient parlé dans leur députation au Roi , dans leur députation à l'Assemblée Nationale , ils l'auroient publiquement dénoncée ; ils auroient demandé qu'on en punit les auteurs.

Parcourons toutes les dépositions des représentans de la Commune , parcourons celles des femmes qui sont allées à Versailles , et qui devoient bien connoître les moyens employés pour les séduire ; celle du Sr. Maillard , leur orateur , qui a donné tant de détails sur les sujets de leur ressentiment ; celles de tant de témoins Officiers ou soldats dans les Milices de Versailles et de Paris ; voyez les motifs donnés à M. de la Fayette par les soldats qui vouloient le contraindre à marcher avec eux. Est-il jamais question de la conjuration de Metz ? Les révoltés n'avoient-ils donc pas intérêt à rappeler une circonstance qu'ils auroient cru pouvoir atténuer leurs crimes ?

Ainsi , quand même M. Antoine auroit entendu quelques personnes lui parler le soir du 5 Octobre d'un complot pour conduire le Roi à Metz , il n'en seroit pas moins évident que la crainte de ce complot n'a pas favorisé l'insurrection , puisque les insurgens ne l'avoient pas mis au nombre de leurs prétextes , et qu'elle n'étoit pas dans la bouche de tous les révoltés , comme la rareté du pain et l'honneur de leur cocarde.

Les bruits qu'on dit avoir été répandus dans le mois de Septembre sur la prétendue conjuration de Metz , avoient si peu de publicité

que les Journalistes de la révolution, échos de tous les mensonges imaginés pour tromper le Peuple, et distributeurs des poisons du fanatisme et de la calomnie, gardèrent sur ce sujet un silence absolu ; à l'exception du Sr. Loustalot, qui, en parlant des allarmes et des menaces des Parisiens, occasionnées par l'arrivée du Régiment de Flandres, observa qu'on disoit que ce Régiment devoit *favoriser la fuite du Roi pour la ville de Metz*, d'où il reviendrait à la tête d'une armée de Confédérés ; comment croire, ajoutoit-il, *à de telles invraisemblances ?*

Mais si les bruits sur la prétendue conjuration de Metz n'ont pas été employés à propager l'insurrection, ils l'ont été à la défendre. Il falloit prévenir dans les Provinces l'horreur que devoient inspirer tant de crimes. Le huit Octobre cette conjuration est dénoncée. ( Remarquez bien le huit Octobre ). On accuse, on emprisonne, et depuis ce jour les Gazetiers du parti dominant ont associé la conjuration de Metz à tout ce qu'il leur a plu de dire des forfaits du cinq et du six. Les Démagogues eurent raison de penser qu'il leur importoit plus que jamais de multiplier les mensonges, sans s'occuper de concilier les contradictions qui échappent toujours au vulgaire. Ce fut alors qu'on dit aux Provinces " *tout étoit pré-*

„ *paré par les ennemis de la Constitution ; mais*  
 „ *la trame a tourné contr'eux* „ ; ce fut alors  
 qu'on leur dit “ les Aristocrates vouloient enle-  
 „ ver le Roi ; et les Parisiens , en se chargeant  
 „ eux-mêmes du soin de le garder , viennent  
 „ de sauver le Royaume „ ; ce fut alors qu'on  
 „ osa leur dire „ , une immense populace s'est  
 rendue de Paris à Versailles. Quinze mille  
 hommes en armes l'ont suivie. Après avoir ex-  
 pulsé , désarmé , ou massacré les Gardes du  
 Roi , on a demandé A GRANDS CRIS qu'il  
 quittât son séjour et qu'il vînt habiter la Ca-  
 pitale , où l'avoient précédé deux têtes de ses  
 Gardes portées publiquement sur des piques.  
*Mais tirons le voile , le Roi est venu libre-*  
*ment à Paris.* Le Roi est libre à Paris ; ana-  
 thème et la mort à celui qui refusera de croire  
 qu'il est libre. —

Une des choses qui dans le Rapport de M.  
 Chabroud m'a le plus indigné , c'est la noir-  
 ceur avec laquelle il a voulu lier à la prétendue  
 conjuration de Metz , une circonstance qui peut  
 faire penser que pendant quelques momens ,  
 on eut le 5 Octobre l'intention de dérober à  
 la fureur du Peuple , le Roi , sa Famille et ses  
 Gardes ; je veux parler de l'apparition des  
 voitures du Roi et de la Reine , arrêtées par  
 la Milice de Versailles.

M. Chabroud prétendrait-il , que le Roi et sa Famille n'avoient pas le droit de se soustraire au danger dont ils étoient menacés ? Les croyait-il tellement prisonniers à Versailles, qu'ils fussent obligés de se dévouer sans résistance au fer des assassins qui annonçoient publiquement leurs horribles projets ? S'ils avoient le droit de se mettre en sûreté dans une autre Ville , quelle absurde méchanceté que de vouloir faire considérer une fuite , alors nécessitée par le péril , comme la preuve du dessein d'une fuite volontaire ? Et quel autre que M. Chabroud eût pu penser sans un profond sentiment de douleur , à cette partie de la Milice de Versailles, qui dans le moment où la Famille Royale étoit environnée d'ennemis , ne vouloit ni la défendre , ni lui permettre de se retirer dans un autre lieu.

Mais , dit-il , la *résolution subite de partir donneroit lieu de croire que les préparatifs avoient été pressés* ? Lorsqu'on cède à la violence, aux menaces , lorsqu'on veut s'éloigner pour conserver ses jours , fait-on d'autres préparatifs que ceux que permet une telle situation ? Comment M. Chabroud n'a-t-il pas prévu qu'on lui citeroit comme un exemple des voyages faits sans préparatifs , le départ du Roi pour la Capitale ?

M. Chabroud entreprend ensuite de développer "les sujets de mécontentemens que le  
 „ Peuple avoit conçus contre les Gardes  
 „ du Roi „ ; il veut bien attacher peu d'importance *aux propos indécens* que M. le  
 62 Fèvre dit " avoir entendus tenir par plusieurs  
 „ jeunes Gardes du Corps en face de l'Hôtel  
 „ du Château , mais dont il a ouï réprimer  
 „ les inconséquences par plusieurs de leurs  
 „ camarades „. Il ne veut pas être aussi indulgent pour les *surnuméraires* dont a parlé  
 M. de Chansereu ; il lui plaît de présenter cette circonstance comme certaine , quoiqu'un  
 seul témoin l'ait rappelée d'après un ouï dire.  
*Etoit-ce à leur insçu qu'on recrutoit , ajoutait-il , et s'ils le savoient , comment l'expliquer à leur décharge ?* Ainsi pour les trouver coupables , il faut trois suppositions ; que cette  
 recrue ait eu lieu , que les Gardes du Roi l'aient connue , et que le motif n'en fût pas légitime.

Le 5 Octobre , suivant les déclarations faites par les Srs. le Cointre et Mettereau , dans une Assemblée des Officiers de la Milice de Versailles , le premier demandoit qu'il fût proposé au *Comte d'Estaing* de faire monter à cheval les Gardes du Roi , de leur faire prêter le serment civique entre les

*main de la Municipalité*, et de leur donner la cocarde Nationale. Un des membres de l'Assemblée dit, qu'il avoit servi vingt ans dans ce Corps, et que les Gardes du Roi *ne se soumettroient jamais à cette demande* : mais quand ce fait seroit vrai, comment les Gardes du Roi pourroient-ils être responsables du jugement d'un Officier de la Milice de Versailles ? D'ailleurs, n'est-il pas évident que cet Officier n'entendoit parler que de la juste répugnance qu'ils devoient avoir pour obéir aux volontés des chefs de la Milice, pour quitter sur leur commandement la cocarde de l'armée Française, tandis qu'ils ne pourroient recevoir de pareils ordres que du Roi ? Ce qui prouve que c'étoit là le motif de ses réflexions, c'est qu'il citoit l'expérience que lui avoit donné un service de vingt ans parmi les Gardes du Roi. Il ne vouloit donc pas parler de leurs opinions sur la révolution présente ; mais des sentimens d'honneur qui les avoient toujours animés.

M. Chabroud, bien convaincu de l'inutilité de ses efforts pour tenir la gloire des Gardes du Roi, ne néglige ni les soupçons, ni les oui dire, même ceux qui ne les concernent point. M. le Fèvre a déposé que le premier 62 Octobre, il a vu dans les cours du Château des soldats, des Dragons, des Gardes, et " que

„ plusieurs personnes lui dirent qu'ils avoient  
 „ ouï cette soldatesque se répandre en propos  
 „ injurieux contre le Tiers-Etat „ ; ce qu'il  
 étoit absurde de supposer ; car les Dragons  
 et les soldats du Régiment de Flandres au-  
 roient-ils injurié le *Tiers-Etat* , et se seroit-on  
 permis de l'injurier en leur présence ? M. le  
 Fèvre a de plus déposé qu'il a entendu dire ,  
 que M. le Clerc , Officier au bataillon de Tour-  
 renne , étant entre deux Gardes du Corps , avoit  
 crié , *au diable l'Assemblée Nationale* ; et M.  
 Chabroud répète gravement cet ouï dire pour  
 lequel il a été démenti par M. le Clerc qui  
 l'a traité de *calomniateur*.

- 15 “ Pourtant , dit M. Chabroud , David le  
 „ Sieur sait que la cocarde blanche fut haute-  
 „ ment proposée aux convives dans le repas  
 „ des Gardes du Corps , et le Sr. le Cointre ,  
 „ qu'elle fut acceptée par le Sr. Varin fils , qui  
 „ la portoit le 4 Octobre ,,,

David le Sieur s'est exprimé ainsi dans sa  
 déposition ; “ il a appris par la voix publique  
 „ que , sur la fin du repas quelques Gardes  
 „ du Corps , pris de vin , proposèrent de prendre  
 „ la cocarde blanche ,,. Ainsi M. Chabroud  
 altère malicieusement la déposition de ce témoin.  
 Ce que celui-ci n'attribue qu'à quelques indi-  
 vidus , il l'impute à tous les Gardes du Corps ;



ce qu'il dit avoir appris par la voix publique, il décide qu'il le savoit ; il ajoute que la proposition fut faite hautement, ce que David le Sieur n'a point exprimé. Il est également faux que le Sr. le Cointre ait dit que M. Varin fils avoit accepté la cocarde comme le sachant par lui-même ; il a bien dit qu'il *avoit vu le Sr. Varin fils* porter la cocarde blanche : mais le fait que les Gardes du Corps la lui avoient donnée, M. le Cointre a déclaré le tenir du Sr. Varin ; ainsi on ne rencontreroit encore ici qu'un ouï dire, si le Sr. le Cointre pouvoit être cru (1).

Mais la musique a exécuté l'air : "*O Richard !  
 „ ó mon Roi ! l'univers t'abandonne ;* et le Sr.  
 „ le Cointre ajoute que l'anecdote de la mu-  
 „ sique fut un signal auquel on escalada les  
 „ loges, *jeux significatifs peut-être* „.

---

[1] Comment pourroit-on ajouter foi à la relation que le Sr. le Cointre a donnée du repas des Gardes du Corps ? Il n'avoit pas été invité, et voilà une des grandes causes de sa haine. Il a laissé entrevoir lui-même avec beaucoup de naïveté le chagrin qu'il eut d'avoir été oublié. *Le lendemain*, dit-il, dans sa déclaration, *M. le Comte d'Estaing vint chez moi et me témoigna du regret de ce que je n'avois pas été invité. Général, lui répondis-je, on parle fort mal de la journée d'hier ; on peut juger si cette réponse n'étoit pas celle d'un homme piqué.*

Toujours des additions perfides pour faciliter des interprétations odieuses ! Le Sr. le Cointre dans sa déclaration a dit que “ la „ Cour s'étant retirée , la fête se changea en „ une orgie complète , que les musiciens exécutèrent l'air „ : *ô Richard* , etc. ; mais il n'a point dit que cet air ait été le signal de l'escalade des loges ; il a dit au contraire que lorsqu'il fut fini , on exécuta la marche *des Houlans* ; qu'ensuite on sonna la charge , et que ce fut dans ce moment que les loges furent escaladées. Est-il bien surprenant que dans une fête militaire , des guerriers qui entendent sonner la charge veulent par divertissement figurer un assaut ?

L'air : *O Richard ! ô mon Roi !* ne peut-il pas avoir été exécuté sans intention ou par le seul choix des musiciens ? M. de Canecande , cité par M. Chabroud , a dit qu'il avoit demandé l'air : *où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille* ; que le maître de musique avoit répondu qu'il ne l'avoit pas ; il ignore si c'est de son propre mouvement qu'il y substitua l'air : *O Richard ! ô mon Roi* : mais enfin supposons qu'un des convives eût demandé cet air , parce qu'il pensoit à la position du Roi Louis XVI , n'étoit-il pas chaque jour abandonné par une partie de ses soldats ?

Ses

Ses ordres pour le maintien de la tranquillité publique, n'étoient-ils pas méprisés ? Les efforts de ses ennemis pour séduire la garnison et la Milice de Versailles, n'étoient-ils pas publiquement connus, et ne devoit-on pas dans cette occasion employer tous les moyens propres à rappeler des idées de fidélité ?

*Le Sr. le Cointre déclare*, suivant M. Chabroud, *que la santé de la Nation fut rejetée dédaigneusement* : mais le Sr. le Cointre n'étoit pas au repas, et c'étoit bien assez de répéter ce qu'il avoit dit, *que cette santé fut proposée et rejetée par les Gardes du Corps*, sans ajouter une expression dont il ne s'étoit pas servi. M. Chabroud cite encore une lettre écrite à la Reine par M. d'Estaing, où il est dit " que „ la santé de la Nation avoit été omise de „ dessein prémédité, qu'on lui avoit déclaré „ formellement qu'on ne vouloit pas boire à „ la Nation „ ; mais quand il seroit vrai, que révolté de l'abus qu'on faisoit depuis quelques mois du mot *Nation*, instruit que la populace de Paris lorsqu'elle avoit massacré d'innocentes victimes, celle de Versailles lorsqu'elle avoit arraché un parricide de l'échaffaud, s'appeloient *la Nation*, et crioient *vive la Nation*, un des convives auroit marqué quel-

que répugnance à l'invitation de M. d'Estaing, pouvoit-on en imputer le reproche à tous ceux qui se trouvoient au repas ?

Si un Rapporteur Impartial avoit pu s'avilir jusqu'à citer des copies de lettres enlevées chez un Citoyen, il auroit remarqué que M. le Comte d'Estaing, en se plaignant des suites funestes du repas des Gardes du Corps, n'a point apperçu d'autre imprudence que celle d'avoir négligé *de boire à la Nation*. Il auroit remarqué que, snivant l'expression de ce Commandant, tout ce qui s'est passé dans le repas *a été interprété à contre-sens* : enfin il auroit remarqué que, connoissant l'attachement de la multitude pour les nouvelles couleurs, M. d'Estaing eût certainement blâmé tout ce qu'on auroit pu dire d'offensant pour la cocarde Parisienne.

“ J'ajoute, dit M. Chabroud, un billet du Sr. Hiver à M. d'Estaing du 3 Octobre ; il y atteste qu'un homme ivre cria sur la terrasse après le dîner : *vivent le Roi, la Reine ; au F... l'Assemblée Nationale et M. le Duc d'Orléans* ,”

M. Hiver, qui dit vaguement dans son billet, *il est vrai que ce propos a été tenu sur la terrasse par un homme ivre*, n'a pas expliqué comment cette prétendue vérité est venue à sa connoissance. M. Chabroud, qui en parlant

d'un Chasseur ivre ( pag. 30 de son Rapport ) a considéré son ivresse comme propre à détruire les conséquences de son aveu , oseroit-il attacher quelqu'importance aux propos injurieux d'un homme ivre , en les supposant prouvés ; car sûrement on ne pourroit pas citer le billet du Sr. Hiver comme une preuve ? Cependant M. Chabroud dit audacieusement ( pag. 52 ) que les Srs. le Cointre , le Fèvre et Hiver affirment qu'on envoya l'Assemblée Nationale *au diable* ; tandis que M. le Fèvre n'a fait que répéter un ouï dire qui attribuoit cette injure à M. le Clerc , que M. Hiver a parlé d'un Dragon ivre , sans expliquer s'il l'avoit entendu lui-même , et que le Sr. le Cointre n'en a rien dit dans sa déclaration.

*Le déjeuner du 3*, dit M. Chabroud , *jeta dans un brasier des matières combustibles ; mais il ne peut indiquer ce qui s'est passé de répréhensible dans ce second repas ( 1 )*. Il ne peut citer que la déposition de M. de Cane-cande , suivant laquelle un homme portant le petit uniforme des Gardes , dont les autres vêtemens n'étoient pas semblables aux leurs , et n'étoient pas même tolérés parmi

---

(1) Il ne fut qu'une suite du premier : on vouloit achever quelques paniers de vin qui n'avoient pas été bus le premier Octobre.

eux, se permettoit des propos incendiaires ; il se vit observé et il disparut pendant qu'on cherchoit à le reconnoître.

Ainsi les propos incendiaires, bien loin d'être usités parmi les Gardes du Corps, étoient une indication que l'homme capable de les prononcer ne pouvoit pas leur appartenir.

Après tant de calomnies, tant de récits envenimés, voilà donc à quoi se réduisent les prétendues fautes commises par les Gardes du Corps dans leur repas du premier Octobre. M. Chabroud n'a donc pu parvenir qu'à nous citer des ouï dire et une lettre de M. d'Estaing, où il est parlé du refus de boire *à la santé de la Nation*, refus qui n'ayant pas été délibéré par tous les convives, ne seroit jamais que le refus d'un ou de plusieurs particuliers. Que sont des bruits incertains, publiés avec tant d'affectation le 4 et le 5 Octobre, par ceux qui vouloient soulever le Peuple ? Qu'est la déclaration du Sr. le Cointre, l'ennemi des Gardes du Corps ? Comment pourroit-on les opposer sérieusement aux témoignages des gens d'honneur, qui présens à leurs repas, ont déposé dans la procédure qu'il ne s'y étoit rien passé contre la décence et le bon ordre ?

M. Chabroud déclare qu'il ne dira pas que tous les torts qu'il impute aux Gardes du Corps sont prouvés ; mais que les deux

festins du premier et du 3 Octobre furent dénoncés au Peuple comme des orgies coupables ; et il ajoute qu'il ne recherche pas tant ce qui s'est passé, que ce qu'on en disoit publiquement. Il veut donc persuader que les crimes du 5 et du 6 Octobre n'ont eu d'autres causes que ces bruits publics , c'est-à-dire qu'une insurrection , prévue depuis long-tems , n'a été occasionnée que par les bruits répandus le 4 et le 5 Octobre , quoique M. de Mirabeau l'eût annoncée 10 jours auparavant. N'est-il pas démontré que M. Chabroud prend encore ici un moyen pour une cause ?

Mais enfin supposons avec lui qu'avant le repas du premier Octobre il n'existoit point de complot, ceux qui firent circuler dans le Peuple des calomnies contre les Gardes du Roi et qui profitèrent de la disette pour en accuser leurs Adversaires, ne formoient-ils pas un complot bien coupable ? Qu'importe après tout la date de leurs projets, s'il est démontré qu'ils en ont eu de criminels ? Pouvoient-ils se tromper sur le vrai caractère des circonstances qu'ils dénatureroient ainsi ? Pouvoient-ils croire qu'aux portes de Paris, on feroit une révolution nouvelle avec deux mille hommes de troupes ?

Supposons même que tous les bruits que M. Chabroud prétend avoir été répandus

eussent un fondement certain ; supposons que dans le repas du premier Octobre la cocarde blanche ait été proposée, la révolution condamnée , et qu'une conspiration ait été formée pour enlever le Roi et le conduire à Metz , seroit-on en droit de prétendre que la marche des révoltés vers le séjour du Roi et les assassinats du 5 et du 6 Octobre devenoient légitimes ? Cette conjuration , ne suffisoit-il pas de la dénoncer pour la détruire ? Les Gardes du Roi étoient-ils au nombre des conjurés , tandis que le premier Octobre, le jour même du repas tous ceux qui formoient le *guet d'Avril* étoient partis pour retourner chez eux ; et quel monstre oseroit penser que des propos tenus dans un festin puissent autoriser des assassinats ? On sait d'ailleurs qu'au repas du premier Octobre, il n'y avoit pas la sixième partie des Gardes du Corps qui étoient à Versailles.

M. Chabroud , examinant les causes qui peuvent avoir excité le ressentiment contre la Reine le 5 et le 6 Octobre , les trouve dans les faits suivans.

La Reine avoit donné des drapeaux à la Milice de Versailles ; une députation lui en témoigna sa reconnoissance le premier Octobre, et la Reine en terminant sa réponse dit qu'elle étoit *enchantée de la journée du Jeudi*



*de cette journée*, dit M. Chabroud, *que le Peuple détestoit*. Pouvoit-elle savoir que les impostures des factieux avoient rendu cette journée odieuse au Peuple ? Dans les courts instans où elle avoit paru au festin des Gardes du Corps, qu'avoit-elle pu voir sinon l'enthousiasme qu'inspiroient la présence du Roi et la sienne ? Et si elle eût prévu que cette journée seroit odieuse, l'auroit-elle rappelée aux Députés d'une Milice dont elle sentoit bien qu'il falloit ménager l'affection ? Si M. Chabroud avoit voulu paroître juste, n'auroit-il pas été forcé de reconnoître, que, puisque la Reine avoit dit si publiquement qu'elle étoit enchantée de la journée du Jeudi, il étoit évident que cette journée ne lui avoit rien présenté qui pût déplaire au Peuple, qu'elle avoit cru pouvoir exprimer sa reconnoissance aux Députés de la Milice de Versailles, parce que des Officiers de cette Milice avoient assisté au repas du premier Octobre, et qu'elle devoit croire qu'ils avoient partagé les sentimens d'amour dont la Famille Royale avoit reçu les témoignages ?

M. Dwal a déposé que, quelques jours avant le 6 Octobre, un Officier de la Garde <sup>317</sup> Nationale de Versailles s'étant présenté aux jeux de la Reine, il fut refusé, *sous le prétexte*

*qu'il étoit en uniforme*, tandis que les Officiers du Régiment de Flandres étoient admis comme étant de la Garde du Roi; et il dit en se retirant : *Nous verrons qui entrera Dimanche.* Comme ce propos auroit indigné l'existence d'un complot, M. Chabroud a eu soin de dire ( pag. 16 de son Rapport ), *c'est du Sr. Dwal que nous tenons ce fait : un propos et un seul témoin ne font peut-être pas charge.*

Jusqu'ici je suis parfaitement d'accord avec M. Chabroud; ce fait me paroît d'autant moins prouvé, que M. Dwal ne dit pas s'il s'est passé en sa présence, ni comment il en a été instruit. Au surplus, c'étoit en effet l'usage qu'on n'entroit pas chez la Reine avec un habit uniforme, à moins qu'on ne fût de la Garde du Roi. L'huissier de la chambre auroit bien pu interpréter lui-même cet usage sans la participation de la Reine.

Mais voici ce qu'il est essentiel de remarquer. M. Chabroud, qui ne trouvoit pas le fait prouvé ( pag. 16 ), à raison de la menace qui auroit indiqué un complot, le trouve prouvé ( pag. 54 ) pour le refus d'admettre l'Officier; car il dit affirmativement en parlant de la Reine, *l'habit national avoit été à sa porte un titre d'exclusion*; et il indique encore ce refus comme un des sujets de la fureur populaire.

Pourquoi M. Chabroud prend-il l'inutile soin de rechercher des prétextes aussi frivoles ? Qui peut donc ignorer en Europe , que plusieurs des chefs du parti qui a voulu la ruine de la Monarchie , avoient voué depuis long-tems à la Reine une haine implacable , que depuis long-tems ils s'efforçoient par leurs calomnies de lui faire perdre l'affection du Peuple , et que même aujourd'hui , ni son courage , ni l'excès de ses malheurs n'ont pu désarmer ces lâches ennemis.

M. Chabroud dit que le *desir d'amener le Roi à Paris se joignit naturellement aux impressions diverses*, que , s'il ne voit pas d'abord que *cette idée d'engager le Roi à se rendre à Paris ait été générale*, il a lieu de croire qu'elle étoit *celle de plusieurs* ; qu'elle fut proposée et applaudie dans la matinée du six , et peut-être dès la veille , et que *sur-tout elle ne fut pas due au hasard d'un moment*.

Il est impossible de reconnoître plus formellement l'existence d'un complot. Puisque plusieurs vouloient *amener le Roi à Paris*, plusieurs vouloient donc le faire enlever ; car un Roi qu'on amène est un Roi qu'on emprisonne. Il est vrai que M. Chabroud emploie ensuite une expression plus douce , en disant

*P'engager à se rendre à Paris* : mais depuis près de deux siècles la Cour de France avoit quitté le séjour de Paris ; comment pouvoit-on espérer que , dans un tems de troubles et de factions , le Roi viendrait volontairement habiter au milieu d'une populace soulevée contre ses prérogatives , qui proscrivoit ses défenseurs , applaudissoit à ses ennemis , et dansoit autour des cadavres qu'elle avoit immolés. Ah ! sans doute , pour que le Roi vînt à Paris , il falloit *l'amener* ; et puisque *cette idée ne fût pas due au hasard d'un moment* , elle avoit donc fait naître un projet antérieur dont l'exécution fut terminée le 6 Octobre. Ceux qui avoient conçu ce criminel dessein s'étoient donc promis d'employer la violence , et d'attaquer les Gardes du Roi ; car ils savoient bien qu'il ne pouvoit être conduit qu'à travers les traces de leur sang ; et M. Chabroud ose parler du projet *d'amener* le Roi sans le condamner, comme un horrible forfait, comme un crime de lèse - Majesté , comme un outrage à toutes les Provinces.

Circons- Puisqu'il faut pour la défense de la vérité  
tances des ne rien omettre sur un si triste sujet , parcou-  
crimes du 5 et du 6 rons les circonstances des crimes du 5 et du 6  
Octobre. Octobre ; il n'en est point qui ne présente  
de nouvelles preuves d'un complot.

Le Dimanche 4 Octobre, dans les attroupe- 119.120.  
 mens formés au Palais-Royal, on annonçoit 126.316.  
 la résolution de partir le lendemain pour Ver- 343.349.  
 sailles ; la rareté du pain , le desir de venger  
 la cocarde, celui d'aller chercher le Roi pour  
 le conduire à Paris , étoient les motifs que  
 donnoient les mécontents qui se permettoient  
 les propos les plus affreux contre la Reine.

Le même jour , plusieurs particuliers annon- 10. 20.  
 çoient à Versailles le dessein d'égorger les  
 Gardes du Corps. D'anciens Gardes Françaises  
 étoient venus de Paris sonder la disposition  
 des esprits et conférer avec des Chasseurs et  
 des soldats du Régiment de Flandres. 20. 22.

Le cinq Octobre , dès le matin le soulèvement 182.348.  
 du Peuple éclata. Ceux qui dirigeoient l'insurrec-  
 tion avoient jugé utile de la faire commencer par  
 les femmes ; ils sentoient que leurs présence  
 inspireroit moins d'inquiétude , qu'on se  
 détermineroit plus difficilement à les repous-  
 ser par la force des armes , qu'elles répandroient  
 la confusion , et qu'alors les hommes qui les  
 suivroient auroient moins de dangers à courir.  
 Aussi les femmes précédèrent les hommes à  
 Versailles comme elles les avoient précédés à  
 Paris , sur la place de Grève , qui paroît avoir 12.35.38  
 été le lieu fixé pour le *rassemblement*. On  
 voulut garnir cette place de *Gardes Nationales* ,

mais les soldats, bien loin de contenir la multitude, obéissoient à ses volontés. M. Desfaucherest, Lieutenant de Maire, en rencontra qui s'en alloient confusément, *ayant la crosse de leurs fusils en l'air, et qui se disoient renvoyés par le Peuple.*

35. 39. Ces femmes, et des brigands qui les suivoient armés de haches, de fusils, de sabres et de piques, enfoncèrent les portes de l'Hôtel de Ville, insultèrent les représentans de la Commune qui s'y trouvoient, pendirent l'un d'eux  
44. 351. parce qu'il étoit Ecclésiastique, et laissèrent  
7. 9. 10. cependant couper la corde avant qu'il fût  
33. 34. 44. expiré, enlevèrent les armes, forcèrent les  
59. 61. prisons et partirent à une heure pour Versailles, obligeant tous ceux qu'ils rencon-  
146. 165. troient à marcher avec eux. Parmi les femmes  
179. 201. qui prirent ainsi la route de Versailles, étoient  
271. 316. beaucoup d'hommes déguisés ( 1 ).  
338. 356.  
373.

---

[ 1 ] M. De Blois, membre de la Commune et du Comité de Police, 35<sup>e</sup>. témoin, dit que les premières femmes qui se présentèrent étoient *poudrées, coiffées et vêtues de blanc, ayant l'air enjoué, et n'annonçant aucune mauvaise intention*; successivement leur nombre augmenta, les unes sonnèrent le tocsin, d'autres rioient, chantoient, dansoient dans la cour : ce qui prouve que, parmi ces femmes un grand nombre n'avoit point à souffrir de la disette, et n'étoient envoyées que pour ameuter les autres.

On parvint à ramener de nouveau sur la place les troupes en plus grand nombre. Elles facilitèrent aux représentans de la Commune les moyens de se réunir à l'Hôtel de Ville : mais elles partagèrent encore les résolutions du Peuple. Des grenadiers et des fusiliers , Députés par leurs camarades à M. de la Fayette, lui déclarèrent qu'on vouloit partir pour Versailles. Il résista long-tems ; il réussit à suspendre leur départ jusqu'à cinq ou six heures : mais sa résistance fut vaine. De tous côtés on entendoit sur la place le Peuple et les soldats qui croient, *à Versailles, à Versailles*. Sa vie même fut en danger, et il fut contraint de céder à la force, ainsi que les représentans de la Com- 2. 7. 11. mune. L'armée se mit en marche avec 12.30.35 des canons, des munitions de guerre et tout 38. 39. l'appareil qui précède une bataille et suivie par 101.216. une horde nombreuse de populace armée de 314 piques. Les volontaires de la Bastille les avoient précédés ( 1 ).

---

( 1 ) M. de Fornès, 185°. témoin, a remarqué, *qu'à la suite de chaque Compagnie ou bataillon, il y avoit des hommes en plus ou moins grande quantité portant des piques et bâtons ferrés.*

M. Brissot de Warville, en rendant compte dans son Journal du siège de l'Hôtel de Ville, et après avoir dit que les Grenadiers demandoient à grands

Je suis loin de penser que tous ceux qui se rendirent en armes de Paris à Versailles, fussent dans l'intention de protéger les désordres ; beaucoup au contraire ne s'étoient joints aux soldats 286 révoltés que dans l'intention de les prévenir (1) : mais pour rendre hommage à la vérité , on est forcé de reconnoître que les soldats qui contraignirent leurs chefs et la Municipalité à consentir à leur départ , ne pouvoient avoir que des inten-

---

cris qu'on les menât à Versailles, ajoutoit cette phrase remarquable : *ce feu parut alors bien général et bien préparé , puisque dans presque tous les Districts la troupe soldée tenoit le même langage , et qu'elle déclaroit qu'elle étoit prête à marcher à Versailles ;* et le même M. Brissot m'a ensuite accusé d'avoir inculpé sans raison la milice de Paris ; il a soutenu qu'elle n'étoit allée à Versailles que pour y maintenir le bon ordre.

(1) M. de Doasant , 286<sup>e</sup>. témoin, Capitaine de la Garde Parisienne , avoit ordonné à sa Compagnie d'en lever les piques de ceux qui passaient devant la porte des Feuillans pour aller à Versailles ; mais ensuite, entraîné par ses soldats , *par les préjugés de l'honneur* , il fut obligé de partir avec l'armée. Des soldats de la Milice Parisienne disoient le soir à Versailles , suivant M. Roi, Député, qu'ils étoient venus pour s'opposer aux désordres ; mais je crois qu'il est bien à regretter que tous les Officiers n'aient pas eu le même soin et les mêmes succès que M. Mutel, 29<sup>e</sup>. témoin , qui parvint à retenir un bataillon.



tions hostiles, et que le plus grand nombre de ceux qui allèrent en armes à Versailles, indignement trompés par les factieux, auroient combattu contre le Monarque, s'il avoit tenté de s'opposer à leur entrée dans cette Ville, et s'il eût refusé de traiter avec des sujets qui se présentoient à lui les armes à la main. Je dis le plus grand nombre; car il est évident que, si M. de la Fayette avoit compté sur l'obéissance de la plus grande partie de sa Milice, je dois croire qu'il auroit persisté dans son refus, qu'il auroit fait arrêter ceux qui attisoient le feu de la sédition, et qu'il auroit porté une partie de ses forces sur le chemin de Versailles pour couper le passage aux brigands (1).

Rien n'est plus remarquable que l'ordre donné dans cette circonstance à M. de la Fayette par les membres de la Commune. Ne voulant pas paroître accorder leur consentement au départ de l'armée, sans aucun prétexte, " ils ordonnèrent à M. le Commandant général de se mettre à la tête de l'armée, de présenter au Roi le tableau de la scène qui se passoit à

---

(1) Suivant les dépositions du 52<sup>e</sup>. témoin, dans l'après-midi du 5 Octobre, la Garde qui fut doublée à la barrière de Neuilli étoit chargée d'empêcher la populace de se porter à Versailles.

„ Paris , de lui exprimer les inquiétudes générales de la Capitale „ *sur ce qui s'étoit passé à Versailles , la nécessité de calmer le Peuple et le zèle qu'ils y emploieroient. Quels Députés ? quelle forme de représentation !*

Pendant que l'orage se formoit à Paris , Versailles se ressentoit de l'agitation ; et ceux qui n'étoient pas instruits de ce qui se passoit dans la Capitale , entrevoyoient cependant les signes , précurseurs de la tempête. La réponse du Roi sur les articles constitutionnels et sur la déclaration des droits , étoit l'objet de la délibération. La plupart de ceux qui vouloient que le Roi retirât sa réponse et donnât une acceptation pure et simple , avoient cet air despotique et triomphant que donne la certitude du succès. Ce fut ce jour-là que , pour la première fois , la fête donnée par les Gardes du Corps , fut représentée comme une orgie criminelle ; les tribunes furent tumultueuses , la Reine fut menacée d'une dénonciation. Tous ceux qui défendoient la réponse du Roi étoient interrompus par de violentes clameurs. M. L'Evêque de Langres ne put obtenir qu'on mît aux voix cette question si simple , *est-on satisfait de la réponse du Roi*. Il fallut absolument la considérer comme nulle et délibérer sur le choix

des

des expressions qui devoient contraindre le Monarque à la retracter (1).

On ne peut se rappeler sans frémir, que le Roi étoit encore à la chasse pendant que la première colonne des femmes révoltées s'approchoit de Versailles, et qu'il eut à peine le tems, lorsqu'il fut averti, de revenir précipitamment au Château, qu'un moment plus tard il courroit le danger d'être environné.

Les bruits répandus dans la salle sur ce qui se passoit à Paris, y portèrent la consternation et inspirèrent une obéissance passive aux volontés de ceux qui jouissoient de la faveur populaire (2).

Sur les quatre heures parurent à la barre de l'Assemblée Nationale une vingtaine de femmes, que je permis d'y admettre. Elles

---

(1) Les efforts inutiles de M. l'Evêque de Langres le firent désigner au Peuple le lendemain, comme l'un de ses ennemis les plus coupables. Les brigands menaçoient de lui arracher la langue, s'il fut forcé de se mettre en sûreté; et pendant plusieurs heures, on annonça dans Paris qu'on alloit y porter sa tête.

[2] Comme j'avois l'honneur de leur être suspect, ils déclarèrent que, pour demander au Roi l'acceptation pure et simple, je serois accompagné de douze Députés.

avoient pour leur principal orateur le Sr. Maillard ( 1 ).

On sait que j'exhortai ces femmes à ne pas troubler la tranquillité publique, et que je leur annonçai que le Roi et l'Assemblée Nationale feroient tous leurs efforts pour procurer des subsistances à la ville de Paris. Comme elles ne paroissent point satisfaites de ma réponse, un Député dont je ne me rappelle pas le nom, et dont je n'ai pas connu le motif, proposa d'envoyer une députation vers le Roi pour l'instruire de la situation de la Capitale; cette proposition fut accueillie avec empressement. Douze Députés m'accompagnèrent, et il fallut consentir à conduire quelques femmes avec nous.

J'observe que cette députation n'étoit point envoyée pour solliciter l'acceptation pure et simple. Je devois demander au Roi l'heure à laquelle il voudroit recevoir une autre députation pour ce second objet, et le rédacteur du procès-verbal a commis une erreur à cet égard. Lorsque je parlai à la tête des Députés, je ne dis

(1) Je n'ai jamais donné l'ordre d'en laisser entrer un plus grand nombre; et lorsque M. De Tergat a dit que le Président avoit permis de laisser entrer dans la salle toutes les personnes qui se présentent, il parle d'un fait qui s'est passé en mon absence.

rien de *l'acception*, et aucun d'eux ne se plaignit de mon silence sur un sujet qui les intéressoit si vivement. La réponse du Roi n'étoit absolument relative qu'aux subsistances de Paris, et mon respect pour la vérité m'oblige de dire, que les femmes que Messieurs le Vicomte de la Châtre, Gruerout, du Berville et de Frondeville ont entendu se vanter d'avoir forcé le Roi à *donner la Sanction*, n'avoient pas voulu parler des *articles constitutionnels* dont il ne fut pas question en leur présence, mais uniquement de l'ordre que le Roi leur avoit fait remettre (1).

---

(1) Plusieurs personnes attachées aux principes monarchiques, ont prétendu que je n'aurois jamais dû me charger moi-même de présenter à *l'acception du Roi* les bases d'une Constitution qui détruiroit la monarchie et qui étoit contraire au vœu consigné dans tous les mandats; mais je ne pouvois refuser de me conformer aux volontés apparentes de la majorité. Il auroit fallu non-seulement renoncer à la présidence, mais cesser d'être membre de l'Assemblée Nationale: or, le premier Octobre, jour où je fus chargé de demander l'acception du Roi, je n'étois pas encore convaincu de la nécessité de donner ma démission.

On a dit aussi, que je n'aurois pas dû consentir à me rendre chez le Roi avec des Députés et des femmes pour lui exposer en leur présence la situa-

M. Chabroud, qui a offensé tant de témoins,  
 & cependant payé un tribut d'éloges au com-

---

tion de la Capitale ; que c'étoit persuader au Peuple qu'il étoit au pouvoir du Monarque de faire cesser la Misette ; mais le cinq, comme le premier Octobre, j'étois obligé d'exécuter les ordres de l'Assemblée, et l'osant bien que ce n'étoit pas ce jour-là que j'aurois pu renoncer à mes fonctions, puisqu'elles me laissoient quelque espérance d'être utile au Roi : d'ailleurs, je sentis les inconvéniens de cette démarche ; et je tâchai de les prévenir, en disant aux femmes qui étoient à la barre au moment où je sortois de la salle pour aller au Château, « le Roi ne pourra » que répéter en votre présence ce que je vous ai » déjà assuré ; c'est qu'il a fait de concert avec l'Assemblée, et qu'il fera encore tous ses efforts pour » procurer des secours à la ville de Paris » ; et lorsque je les présentai au Roi, je le priai seulement de renouveler l'assurance que j'avois donnée en son nom.

Ma demande ne contenoit donc rien qui pût compromettre le Roi ; et parmi les femmes qui étoient venues de Paris, celles qui n'avoient eu réellement que l'intention de se plaindre de la rareté du pain, furent très-satisfaites de sa réponse.

On m'a reproché d'avoir pu le 5 Octobre demander au Roi l'acceptation pure et simple. On me jugeroit bien mal, si l'on croyoit que je n'éprouvois pas moi-même une indignation profonde en réfléchissant sur les circonstances où l'on m'avoit chargé de cette mission : mais je n'avois pas à délibérer sur le parti qu'il falloit

*rage, à la présence d'esprit, à la conduite sage de l'un d'eux, le Sr. Maillard. On va cessen*

---

prendre. Après avoir conduit la députation qui n'avoit pour objet que les subsistances de Paris, je remis aux autres Députés la réponse du Roi, et je n'hésitai point de conseiller à plusieurs des Ministres de me faire donner l'*acceptation pure et simple*, sans attendre de nouveaux Députés et de nouvelles instances. Ce n'étoit pas dans le moment où une armée arrivoit de Paris, où les Gardes du Roi étoient poursuivis dans toutes les rues de Versailles, où la populace environnoit le Château, qu'on devoit croire à la possibilité d'un refus. Il ne restoit d'autre ressource que celle de constater la violence et le défaut de liberté du Roi; mais ce défaut de liberté étoit assez évident, puisque le premier Octobre on n'avoit pas voulu autoriser la contribution du quart des revenus avant l'acceptation du Roi, et que cette acceptation n'ayant pas été exprimée comme le desiroit le parti dominant dans l'Assemblée Nationale, il avoit dicté au milieu des sinistres prédictions de l'arrivée des Parisiens, les expressions même dont le Roi seroit forcé de se servir. J'eus raison de penser, que, puisqu'il falloit céder à la contrainte, le moindre retard laisseroit aux factieux un prétexte trop puissant; qu'on pourroit au contraire représenter l'acceptation comme un grand bienfait. Malheureusement ce prétendu bienfait inspira peu de reconnaissance; plusieurs des femmes s'informoient des avan-  
tages qu'elles devoient en retirer. On ne peut pas dire cependant que cette précaution ait été inutile.

d'être surpris de son indulgence. Le Sr. Mail-  
lard , orateur des femmes à la barre de l'Assem-  
blée , affirma dans sa harangue qu'on avoit

---

la Milice Parisienne en reçut la nouvelle avec joie. L'enthousiasme qui régnoit alors en faveur de l'Assemblée , et sur-tout du mot *Constitution* que le peuple n'a jamais entendu , peut faire juger facilement à quel excès de fureur on auroit pu le porter si on lui eût dit , *le Roi refuse la Constitution*.

Il est faux que j'ai fait de vives instances pour obtenir une déclaration de la main du Roi , contenant l'acceptation pure et simple. Je me bornai à faire connoître le Décret de l'Assemblée Nationale , à dire les motifs qui devoient engager à ne pas attendre une seconde députation , et à solliciter avec impatience une réponse quelconque pour pouvoir retourner à l'Assemblée ; et je persiste à soutenir que cette précaution étoit indispensable pour sauver le Roi et pour assurer le succès de tous les moyens qu'on auroit pu tenter.

S'il eût voulu se retirer dans une autre Ville , il ne falloit pas qu'on pût dire qu'il avoit fui pour refuser la Constitution ; s'il eût exigé l'intervention de l'Assemblée Nationale ou combattre les rebelles , il ne falloit pas augmenter le nombre des mécontents , ou donner de nouveaux motifs pour résister. Si l'on eût employé un de ces moyens et qu'il eût réussi , il eût été facile de rectifier ce qu'avoit dicté la violence ; et si ces moyens ne réussissoient pas , ou s'ils n'étoient pas mis en usage ; si l'on prenoit le parti de se soumettre , l'acceptation la plus prompte n'étoit-elle pas la plus utile ?



payé les meuniers pour ne pas moudre ; il demanda le renvoi du Régiment de Flandres, et une *satisfaction pour la cocarde Nationale*. Il s'exprima dans les termes les plus impérieux : *Nous voulons , nous exigeons*. Il desiroit la permission de fouiller dans les maisons où l'on soupçonnoit des accaparemens. Pendant mon absence, il accusa les membres du Clergé de s'opposer au bien du Peuple. Je me rappelle encore le ton fanatique avec lequel il déchira des cocardes noires dont il étoit porteur, menaça d'obliger tout le monde à porter la *cocarde Nationale*, et s'écria, quand il vit

Qu'on ne croie pas que les quatre heures et demie que j'ai passées chez le Roi n'aient été destinées qu'à solliciter une *acceptation pure et simple* que certainement on ne m'accusera pas d'avoir demandé par zèle pour les nouvelles institutions. Qu'on ne croie pas, que, sur les mesures qu'il étoit possible de prendre pour ne pas obéir à tous les ordres des révoltés, j'aie désiré la même condescendance. Je déclare qu'il n'est pas sorti de ma bouche un seul conseil de faiblesse, un seul mot dont je puisse rougir.

Ceux qui seroient tentés de me blâmer, de mêler à d'aussi grands intérêts des détails, qui me sont personnels, doivent considérer que ma Patrie peut exiger de moi le compte le plus sévère de la conduite que j'ai tenue dans ces terribles momens.

que ses menaces avoient déplu, *quoique vous en disiez, nous sommes tous frères.* Je crois que le Sr. Maillard avoit cependant des intentions plus pacifiques que la plupart de ses compagnons ; il a pu d'ailleurs bien exagérer ses services. Sa déposition à cet égard peut d'autant moins servir de règle, qu'il a donné un faux exposé de tout ce qu'il a dit et de tout ce qui s'est passé en sa présence à l'Assemblée Nationale ; il a déclaré dans cette déposition qu'il "avoit accompagné les femmes à Ver-  
 „ sailles pour débarrasser l'Hôtel de Ville, et  
 „ pour leur faire connoître le danger auquel  
 „ elles s'exposaient en faisant une démarche aussi  
 „ peu réfléchie „ ; et en même tems il avoue qu'il prit un tambour à l'Hôtel de Ville pour en rassembler un plus grand nombre. Il est impossible de lire son témoignage sans frémir. Les détails de la marche de sa troupe sont affreux : il se vante d'avoir empêché plusieurs excès ; mais il reconnoît qu'il a pris part à plusieurs actes de violence. Il a désarmé le Suisse des Tuileries, qui au péril de sa vie a long-tems défendu l'entrée du jardin. Le Sr. Maillard assure que M. Bailli et d'autres Officiers Municipaux lui ont fait présent de l'épée du brave et fidèle Suisse, et qu'ils ont signé l'écrit qui en contenoit le don. Cette

anecdote est digne de figurer dans l'histoire du gouvernement Municipal ( 1 ).

Avant le départ des femmes et des brigands, 40.48.89 on avoit annoncé dans la Capitale le projet 101.129. d'exterminer les Gardes du Corps. En arrivant 201.211. à Versailles, ou pendant la route, la populace 225.311. de Paris publioit qu'elle étoit venue dans cette 355.376. résolution. La Reine étoit aussi l'objet des plus horribles menaces ; une foule de témoins 24.48.61 les ont attestées. On parloit publiquement 82.115. *d'apporter sa tête au bout d'une pique.* On 177.183. demandoit un passage pour aller à son appar- 199.214. tement, en montrant le poignard dont on vou- 225.243. loit l'assassiner. Je ne répéterai pas une foule 268.272. d'autres menaces trop atroces, et trop dégoû- 280.316. tantes pour que j'en souille ici ma plume 350.370. M. Chabroud ne parle pas de ces témoignages ; ils prouvent trop évidemment que, dans le plus affreux complot, on avoit juré la mort de la Reine. M. Chabroud assure même qu'il est loin de croire, *qu'un détestable assassinat ait été médité* ( 2 ).

---

(1) On peut consulter sur la harangue du Sr. Mail-  
lard sa déposition, il est le 81<sup>e</sup>. témoin, et celles  
des 120, 148, 155<sup>e</sup>. témoins.

(2) Des menaces contre la Reine ont été faites jusques  
dans l'Assemblée Nationale par plusieurs des femmes  
qui s'étoient présentées à la barre; deux témoins,

Aussi-tôt que des Gardes du Corps furent apperçus par les femmes ou par les brigands, ils furent attaqués et poursuivis. Je vais en donner la preuve, puisque M. Chabroud et les Avocats de M. le Duc d'Orléans n'ont pas voulu la voir dans la procédure, et qu'ils ont soutenu que le ressentiment du Peuple n'avoit éclaté qu'après l'événement particulier à M. de Savonnières, dont nous parlerons bientôt.

Des Gardes du Corps sont envoyés sur la route pour reconnoître la multitude qui arrive de Paris, ils la rencontrent à deux milles 342  
365. 81. de Versailles. Les femmes en les voyant jettent 83. 294  
des cris, et des hommes armés de piques courent après eux : mais ils parviennent à leur échapper ; d'autres Gardes du Corps, venus dans le même dessein, sont de même poursuivis et fusillés. Le cheval de l'un d'eux est tué d'un coup de pique.

M. d'Aubancourt, ingénieur, est pris pour un Garde du Roi par les femmes au moment 305. 318.  
de leur arrivée dans l'avenue de Paris ; on l'entouze, on le désarme, il doit son salut à la vivacité de son cheval ( 1 ).

---

les 268 et 280<sup>es</sup>. ont dit qu'un Député, M. Dillon, Curé du vieux Pousauges, excitoit ces femmes en se permettant contre la Reine les plus horribles propos.  
( 1 ) S'il faut en croire Léonard Chaillot, soldat au Régiment de Flandres, 97<sup>e</sup>. témoin. Pendant qu'on

Les femmes et les brigands étoient si disposés à attaquer tous ceux qu'ils croyoient pouvoir défendre, la Famille Royale, que M. de Montmorin, Major en second du Régiment de Flandres, ayant reçu l'ordre sur les quatre heures de faire prendre les armes à ce Régiment, étant à cheval dans ce dessein, *vis-à-vis le Chenil*, il fut poursuivi par quatre hommes portant l'uniforme de la Garde Parisienne, ayant le ruban à la boutonnière et l'épée nue à la main, qui dirent qu'il falloit le tuer, et qui crièrent de l'arrêter. Un grand nombre de personnes accoururent sur son passage; il fut obligé de fondre l'épée à la main sur cette multitude. Ce fait est attesté

---

battoit la générale, il fut abordé par un homme vêtu d'un surtout bleu, qui lui demanda *pour qui il étoit*; que sur sa réponse, qu'il étoit *pour le Tiers-Etat*, cet inconnu lui porta plusieurs coups d'épée dont il fut blessé dans la main. Si ce fait est vrai, il est bien évident que l'homme en surtout bleu ne pouvoit être qu'un agent, chargé d'irriter les soldats du Régiment de Flandres; car quelle apparence qu'un seul homme eût entrepris de déclarer la guerre à ceux qui étoient *pour le Tiers-Etat* dans le moment de l'arrivée des Parisiens? Ceux qui étoient fidèles au Roi, bien loin de provoquer les soldats de ce Régiment, ne négligèrent rien pour les intéresser à sa défense.

182 par M. de Montmorin lui-même. Pierre de  
 234 la Rivière, cocher du Roi, l'a vu poursuivre  
 l'épée à la main, et crier sur lui, *arrête, arrête*,  
 par un homme habillé de bleu qui lui a paru  
 être en *uniforme des Invalides*.

369 M. de Bessencourt, Maréchal des logis, se  
 rendant sur la place d'armes avec plusieurs Gardes  
 du Corps, est attaqué à la rampe *Satori*. On  
 tente de le désarmer ainsi que sa troupe; son  
 cheval est percé d'un coup de pique.

Des Gardes du Corps qui alloient prendre  
 leur escadron sur la place d'armes au moment  
 300.309. de l'arrivée des brigands, sont insultés et me-  
 355. nacés. Un jeune homme lance une pique au  
 visage de l'un d'eux. Deux Officiers de la  
 Milice de Versailles le font arrêter : mais des  
 attroupemens les forcent à le relâcher, et leur  
 conduite est vivement censurée par une partie  
 de leurs soldats.

M. Chabroud, en parlant de ce fait, a soin  
 de n'indiquer qu'un seul des trois témoins  
 qui l'attestent, et il prétend qu'il peut être  
 postérieur à l'événement de M. de Savonnières.  
 300 A la vérité M. Collet, Capitaine de la Milice  
 de Versailles, dit que ce fait s'est passé entre  
 309 quatre et cinq heures : mais M. des Roches,  
 355 Major de cette Milice, et M. Truffet de  
 Versailles, disent quatre heures ; tous les trois

le placent de même au moment de l'arrivée des femmes et des brigands, et la déposition de M. des Roches prouve clairement qu'il est antérieur à celui qui concerne M. de Savonnières.

Une partie de cette populace étoit restée à la barrière de l'avenue de Paris pour y garder ses canons ; on l'interroge sur l'usage qu'elle veut en faire ; *elle répond, tirer sur les Gardes du Corps.*

355

Des Chasseurs des Trois-Evêchés étant postés près de la salle de l'Assemblée Nationale, des Gardes du Corps viennent les joindre ; on les poursuit, on pointe le canon sur eux, on leur tire plusieurs coups de fusils pendant leur retraite. Les témoins qui parlent de ce fait ne s'accordent point sur l'heure : mais qu'on examine leur déposition, qu'on les compare, et l'on verra qu'il s'est passé immédiatement après l'arrivée des femmes et des brigands (1).

134-139

272-331.

353-356.

369.

Une partie de la Milice de Versailles étoit irritée contre les Gardes du Corps, dans la disposition de faire feu sur eux, et protégeoit ouvertement la populace.

203.290.

346.

(1) M. d'Aubancourt, Garde de M. le Comte d'Artois, a dit que des pelotons de la Milice Parisienne, venus avec la première horde de brigands, tiroient en arrivant sur les Gardes du Corps, que les balles frappoient contre les grilles,

Telle étoit la situation des esprits au moment même de l'arrivée de la première colonne des révoltés ; à mesure que leur nombre s'accroissoit, leur férocité devoit s'enhardir et les crimes se multiplier.

Sur les quatre heures et demie ou cinq heures, un soldat de la Milice Parisienne force et traverse les rangs des Gardes du Corps qui 22.27.73 étoient placés vis-à-vis la grille. M. Chabroud 82. 158. veut jeter sur ce fait de l'incertitude ; mais il 212.214. est attesté par neuf témoins.

216.247. Ce fanatique avoit eu même la témérité de se jeter à travers les rangs des Gardes du

82. 158. Corps, le sabre à la main. Trois témoignages prou-

216. vent cette circonstance, quoique M. Chabroud ait eu la précaution de n'en citer qu'un seul ; cependant parmi ces témoins est la femme la Varenne, une de celles qui étoient allées de Paris à Versailles, qui dit que le soldat étoit armé d'un sabre.

Un soldat qui osoit ainsi forcer un poste le sabre à la main, méritoit la mort. Si un des Gardes ne voulant pas lui céder le passage, l'eût fait tomber à ses pieds, il ne se seroit pas écarté de son devoir : mais résolu de traiter cette populace effrénée avec la plus grande douceur, M. de Savonnières et deux autres Officiers se bornèrent à vouloir arrêter



Cet homme. On espéroit que dans les premiers momens , la capture de ce forcené pourroit intimider ses compagnons. Il fut donc poursuivi. Il fuyoit derrière les rangs le long de la grille. M. de Savonnières lui donnoit pour l'arrêter des *coups de plat de sabre* ; il les paroit avec le sien , lorsqu'un nommé Charpentier de la Milice de Versailles , fit feu 20.21.25 sur M. de Savonnières et lui cassa le bras ; ce 153.163. brave Officier est mort des suites de ses blessures. 380.

M. de Chabroud dit que , suivant M. Madier ; 170 le soldat poursuivi venoit de derrière les rangs , c'est-à-dire , que M. Madier ne l'a vu que dans le moment où il fuyoit devant M. de Savonnières : mais pour aller derrière les rangs , il les avoit donc traversés , ainsi que le disent les autres témoins.

M. Chabroud oppose encore à ces témoignages la déclaration du Sr. le Cointre ; qui prétend que le soldat *tira son sabre pour parer les coups en fuyant* ; et M. Chabroud ajoute qu'en cela le Sr. le Cointre explique les dépositions comme si elles n'étoient pas assez intelligibles , et que les mensonges du Sr. le Cointre pussent détruire la confiance due aux témoins. Si la procédure ne prouvoit pas la fausseté de l'assertion du Sr. le Cointre , je trouverois

cette preuve dans une lettre qui m'a été écrite le 25 Novembre 1789, par l'Assemblée générale de la Garde de Versailles. Il y est dit qu'un soldat de la Garde Parisienne, armé d'une épée, et suivi de quelques femmes, voulut passer à travers les rangs; et qu'il passa en effet malgré l'opposition des Gardes du Corps.

Les Avocats de M. le Duc d'Orléans prétendent que les femmes forcèrent le soldat à marcher avec elles: mais un homme qui marche malgré lui, ne traverse pas les rangs, malgré tous ceux qui s'opposent à son passage. Ces Avocats citent une déclaration de M. Graincourt, suivant laquelle le soldat ayant rencontré dans sa fuite un tonneau qui le fit tomber à moitié, M. de Savonnières profita de cette chute pour lui porter un coup de sabre sur la tête. La déclaration du Sr. Graincourt ne peut détruire la preuve qui résulte de la procédure, c'est que M. de Savonnières ne donnoit à cet homme que des coups de plat de sabre; et puisqu'il le poursuivoit pour l'arrêter, il devoit le frapper jusqu'à ce qu'il consentît à se rendre.

M. Chabroud est forcé d'avouer que les Gardes du Roi pouvoient s'opposer à ce que leurs rangs fussent traversés; *il ne fait pas un crime à M. de Savonnières de sa poursuite*: mais si l'action de M. de Savonnières étoit légitime, il

il ne restoit donc aucune excuse pour l'assassinat commis par Charpentier. La Garde Nationale de Versailles, et sur-tout le Sr. le Cointre, qui dans ce moment étoit à sa tête, devoient donc arrêter le criminel et se justifier auprès de la France entière, par leur sévérité contre le coupable, du reproche d'avoir souffert un pareil attentat: cependant Charpentier conserve paisiblement son poste et ses armes; plusieurs de ses camarades dirent même aussi-27.211: tôt après son action, qu'au premier mouvement que feroient les Gardes du Corps, on tireroit sur eux; et Charpentier a osé dans la suite se faire gloire d'avoir été l'assassin de M. de Savonnières. Les Gardes du Corps dont on avoit enchaîné la valeur, et qui craignoient d'augmenter la fureur des ennemis du Roi, qu'il leur étoit défendu de combattre, dissimulèrent cette offense; et le Sr. le Cointre, sui-22 vant M. de Belville, voyant que, par respect pour les ordres qu'ils avoient reçus, ils se dévouoient à tous les dangers et même à toutes les insultes, s'avança vers ceux qui formoient la première ligne, et s'emporta contr'eux en reproches violens. M. de Miomandre de Ste.-Marie, vit aussi sur la place d'armes un 18 homme *en habit bourgeois*, excitant le Peuple contre les Gardes du Corps; et s'étant informé,

du nom de ce particulier , on lui dit que c'étoit le Sr. le Cointre , Lieutenant - Colonel de la Milice de Versailles.

880 M. de Varelle a dit que le soldat Parisien , poursuivi par M. de Savonnières , se plaignoit amèrement de ce qu'on le laissoit assassiner ; il est le seul qui parle de cette circonstance. M. Chabroud trouve que cette plainte a été la cause du coup de fusil tiré sur M. de Savonnières ; mais prétendrait-il excuser par cette observation le crime de Charpentier ? La Milice de Versailles ne devoit-elle pas se considérer comme auxiliaire des Gardes du Corps , comme destinée à repousser les mêmes ennemis ? Ne savoit-elle pas que les Gardes du Corps étoient placés le long de la grille pour interdire l'entrée des cours ? N'auroit-elle pas dû se joindre à eux pour arrêter le soldat Parisien ? Et Charpentier pouvoit-il , sans l'ordre de ses Officiers , faire feu sur M. de Savonnières qui poursuivait celui que Charpentier auroit dû poursuivre lui-même , et qui ne donnoit que des coups de plat de sabre à l'homme qu'il avoit droit de tuer ?

M. Chabroud , après avoir dit que la poursuite de M. de Savonnières étoit légitime , ce qui conduit nécessairement à regarder l'action de Charpentier comme criminelle , dit ensuite

que le Châtelet n'a pas décrété Charpentier, parce qu'il a pensé qu'il y avoit provocation. Non, sans doute, le Châtelet n'a pas cru que cet assassinat eût été provoqué ; mais l'indulgence, qui lui a été tant de fois ordonnée pour les crimes du 5 Octobre, a été favorable à Charpentier comme à d'autres personnes accusées par la procédure.

Si la Justice eût été libre, non-seulement Charpentier auroit été décrété de *prise de corps*, mais le soldat qui avoit forcé les rangs des Gardes du Roi l'auroit été ainsi que lui. Les Avocats de M. le Duc d'Orléans nomment ce soldat Burmout, et reprochent au Procureur du Roi de ne l'avoir pas fait assigner comme témoin ; c'est-à-dire que, pour plaire à M. le Duc d'Orléans, ce Magistrat auroit dû ne composer la procédure que des dépositions des coupables.

M. Chabroud place cet assassinat au nombre des *accidens imprévus* qui ont *provoqué* le Peuple : mais si les Gardes du Corps ont dû s'opposer de son aveu à ce qu'on traversât leurs rangs, n'est-il pas évident que la provocation venoit des révoltés ? N'est-il pas d'ailleurs démontré qu'ils étoient venus de Paris dans le dessein d'exterminer les Gardes du Corps, et que depuis leur arrivée à Versailles, ils n'avoient cessé de les provoquer par tous les genres

d'outrage ? Et l'on va voir à quels excès ils furent ensuite portés.

Les Avocats de M. le Duc d'Orléans disent que les Gardes du Corps ne ménageoient point la multitude, qu'ils l'écartoient avec des coups de sabre. Ils citent la déclaration du Sr. le Cointre, qui nomme, disent-ils, *parmi les femmes qu'ils ont ainsi blessées ou maltraitées, les Dames Lémeri et le Loutre* ; et ils ajoutent que dans leurs témoignages elles ont confirmé sa déclaration. Qui ne s'attendroit, d'après ce récit, à lire dans les dépositions des femmes Lémeri et le Loutre qu'elles ont été grièvement blessées ; et cependant la première dit qu'étant avec d'autres femmes, et les Gardes du Roi ayant voulu s'opposer à leur passage, elle reçut *dans la mêlée une piqure ou d'épée ou de sabre sur la seconde phalange du doigt annulaire de la main gauche*. La seconde a dit qu'ayant voulu traverser les rangs des Gardes du Roi, elle ne put y parvenir et reçut sur *l'épaule gauche des coups de plat de sabre*. Ces faits ne sont pas prouvés : mais je suppose qu'ils le soient. Qu'on juge de l'extrême patience des Gardes du Roi, puisqu'obligés d'écarter tant de femmes furieuses qui vouloient forcer leur poste et pénétrer dans le Château, une seule dans la mêlée et par accident a été piquée à un doigt de la main

gauche, et une autre frappée sur l'épaule gauche de deux coups de sabre; et je défie les Avocats de M. le Duc d'Orléans de nommer les autres femmes qu'ils prétendent avoir été blessées.

On continua d'attaquer les Gardes envoyés à la découverte. On les fusilloit au coin de la rue de la Chancellerie, on les poursuivoit à coups de pierre. Plusieurs soldats de la Milice 19. 128. de Versailles annonçoient qu'ils ne vouloient 203. 214. se servir de leur poudre et de leurs balles que 233. 300. pour tirer sur eux. D'autres demandoient des 370. 307. munitions dans le même dessein, ou se livroient 374. contr'eux aux plus horribles menaces. Les bons Citoyens qui se trouvoient dans cette Milice étoient accablés de douleur, et l'on ne doit pas être surpris si ses chefs lui témoignèrent peu de confiance, si l'on ne s'empressoit point de donner les munitions que plusieurs Officiers ou soldats demandoient à grands cris, si même on cachoit avec soin celles qu'on pouvoit avoir.

M. de Massé, Capitaine au Régiment de 87. Flandres, dit *qu'à la chute du jour*, un particulier se présenta devant le front du Régiment, et cria aux soldats qu'un de leurs camarades venoit d'être tué, et un autre blessé par les Gardes du Roi. M. de Massé se retourna

devant sa troupe pour attester que *ce fait étoit faux*. M. d'Urre, Capitaine au même Régiment, dit que sur les neuf heures un soldat qui n'avoit aucune blessure, *avoit enveloppé sa main d'un mouchoir, et se disoit blessé par un Garde du Roi pour indisposer ses camarades*. Ce soldat quitta quelque tems après le Régiment pour aller à Paris.

Sur les huit heures, M. d'Estaing fit donner à la Milice de Versailles l'ordre de se retirer. Quelques Compagnies obéirent : mais le plus grand nombre voulut rester jusqu'à ce que les Gardes du Corps eussent eux-mêmes quitté leur poste. Quel pouvoit être le motif de cette condition ? N'est-il pas évident que ceux qui refusoient de se retirer avant les Gardes du Corps, desiroient que la populace pût agir à son gré, qu'ils se considéroient comme ses alliés, et les Gardes comme leurs ennemis ; et qu'ils ne purent se déterminer à laisser ceux-ci les maîtres de la place d'armes. Cette circonstance est avouée dans les déclarations des Srs. le Cointre, Durupt de la Baleine et Mettereau. Le Sr. le Cointre se vante même d'avoir dit aux Gardes du Corps, *que le Peuple se croyoit en danger, qu'on desiroit savoir comment on devoit les regarder*. Par ces aveux, on peut juger de la nature du patriotisme du Sr. le



**Cointre.** Quand une populace furieuse menaçait d'exterminer la Reine et les Gardes du Corps, quand le Roi, quand tous ceux qui lui sont fidèles sont dans les plus vives allarmes, le Sr. le Cointre ne s'intéresse qu'au *Peuple qui se croit en danger*, c'est-à-dire, à de vils brigands pour qui il déshonore le nom de *Peuple* ( 1 ).

Les Gardes du Corps reçurent en effet l'ordre 73. 127. de la retraite ; puisqu'on renonçoit à se défendre 132. 138. , puisqu'on prenoit le parti de se livrer 142. 158. à la discrétion des révoltés, c'étoit agir conséquemment que de ne pas les laisser en présence 187. 229. de leurs ennemis ( 2 ). Ils défilèrent ; la Com- 216. 225. 294. 326.

381.

( 1 ) Le Sr. le Cointre, en présentant à la Municipalité de Versailles les Députés de la populace, pour qui il sollicitoit des vivres, les appeloit *nos frères de Paris*. Voyez les 228, 331, 332, 333<sup>e</sup>. témoins. Il avoue encore dans sa déclaration, qu'il est allé vers le Régiment de Flandres pour sonder aussi ses dispositions, que les soldats remirent à plusieurs détachemens de la Milice de Versailles une assez grande quantité de cartouches, qu'il considéra avec raison comme le gage certain de leur dévouement.

( 2 ) Le 211<sup>e</sup>. témoin dit, que les nouvelles rassurantes qu'apportoit M. Mounier *qui arrivoit de Paris*, ont pu contribuer à déterminer l'ordre de faire retirer les groupes. Ce ne peut pas être de moi qu'il ait voulu

pagnie Ecossaise, dont les écuries étoient à l'Hôtel de Charost, entra dans l'avenue de

---

parler ; mais d'une personne qui portoit le même nom. Je n'arrivois point de Paris, et j'atteste sur mon honneur que je n'ai rien dit qui eût le moindre rapport avec un conseil de cette nature. Je n'examinerai point ici ce qu'on auroit dû faire. Quoique beaucoup de soldats du Régiment de Flandres eussent été séduits d'avance, cependant l'insubordination fit encore de grands progrès le soir, et ne fut complète que le lendemain. On auroit pu trouver beaucoup de Volontaires dans la Milice de Versailles. Il est constaté dans la procédure, que la Municipalité de cette Ville avoit fait une requisition pour repousser la force par la force. Il étoit bien facile de contraindre les femmes et les brigands à reprendre le chemin de Paris et de s'emparer des divers passages : ensuite le Roi eût pu déclarer à l'Assemblée Nationale, que ne devant pas supporter tant d'outrages, il appelleroit au combat contre les révoltés tout ce qu'il pourroit réunir de sujets fidèles, et qu'il la rendoit responsable envers la Nation de tous les malheurs qui alloient arriver, si elle ne se joignoit à lui pour ordonner à l'armée Parisienne de s'arrêter dans sa marche. Et je ne prévois pas, malgré toute l'adresse des chefs du parti dominant, comment ils auroient pu, dans l'incertitude de l'issue d'un combat, ne pas prononcer suivant le vœu du Roi ? Enfin, si l'on eût été vaincu, ou qu'on ne se fût pas cru en état de tenter une bataille, il auroit été possible que le Roi se réfugiât dans une Ville peu éloignée

St. Cloud, sans aucun accident : mais les autres pour aller à leur Hôtel dans *l'avenue de Sceaux*, passèrent devant le Corps de garde des anciens Gardes Françaises ; c'étoit-là qu'étoit rangée la Milice de Versailles. Ils reçurent pendant leur marche les huées de la populace , et une partie de la Milice fit feu sur la der-

avec tous les Députés qui auroient respecté leurs devoirs , et qu'il eût convoqué auprès de lui l'Assemblée Nationale ; mais il est heureux que la Reine n'ait jamais voulu consentir à se séparer du Roi. Parmi tant de tristes détails , je dois une consolation au Lecteur sensible ; je dois fixer son attention sur le patriotisme et le dévouement de plusieurs Militaires , qui , le 5 Octobre sollicitèrent et obtinrent l'honneur de partager le péril dans les rangs des Gardes du Corps ou des Grenadiers du Régiment de Flandres , sur celui d'un grand nombre de Citoyens généreux , qui vinrent offrir le sacrifice de leur vie pour la défense de la Famille Royale ; et enfin sur cette belle réponse de la Reine à M. de Frondeville , 177<sup>e</sup>. témoin , qui avoit été chargé de lui demander des chevaux de ses écuries et de prendre ses ordres. « Je » consens , dit-elle , à vous donner l'ordre que vous » me demandez , à condition que , si les jours du Roi » sont en danger , vous en ferez un prompt usage , et » que si moi seule je suis dans le péril , vous n'en » userez pas ». Un seul témoin a parlé de cette réponse ; mais elle est digne de la Reine , et l'Europe entière la croira , car l'Europe connoît son courage.

nière extrémité de leur colonne. Jusqu'à leur Hôtel, les Gardes du Corps furent poursuivis à coups de fusil, à coups de piques. Plusieurs furent blessés. Le Régiment de Flandres quitta aussi la place d'armes.

M. Chabroud soutient que les Gardes du Roi provoquèrent la Milice de Versailles par 247.347. un ou plusieurs coups de pistolet. Il cite, pour 364.294. le prouver, les dépositions de MM. Berthier, Hiver, Liancourt et le Clerc.

Des coups de pistolet ont pu partir par accident & dans le tumulte. Ils ont pu partir des mains des brigands qui environnoient les Gardes du Corps, et les attaquoient avec toutes sortes d'armes. S'il étoit vrai qu'un ou plusieurs Gardes du dernier rang eussent fait feu de leurs pistolets, ils ne pouvoient avoir d'autre dessein que de se frayer un passage à travers les brigands : mais comment supposer qu'ils eussent dirigé leurs coups contre la Milice de Versailles? Quelle apparence, qu'environnés de tant d'ennemis, ayant reçu l'ordre de ne pas opposer la force, instruits conséquemment que leur sort dépendoit de la volonté de la multitude, quelques hommes du dernier rang eussent pu être assez insensés pour attaquer seuls toute la Milice, bien certains de n'être par soutenus par leurs compagnons qui retournoient paisiblement à leur hôtel !

Analysons les dépositions citées par M. Chabroud. M. Berthier, Officier de la Milice de Versailles, a dit qu'un coup de pistolet étoit parti de la queue de l'escadron des Gardes du Corps : mais il n'a point affirmé que ce coup ait porté sur la Milice. M. Hiver parle de même d'un coup de pistolet, et ajoute qu'un de ses soldats en fut légèrement contusionné, et que ce coup irrita les soldats Nationaux qui tirèrent confusément. M. Hiver est seul témoin de cette contusion dont il auroit dû expliquer le genre, comme il auroit dû nommer le soldat. Si réellement un coup de pistolet a frappé un soldat du Sr. Hiver, il peut avoir été tiré par un brigand qui le destinoit à un Garde du Corps, et qui n'aura causé qu'une contusion légère, parce qu'il tiroit de trop loin. Il ne dit point qu'un des Gardes ait tiré son pistolet ; mais seulement comme M. Berthier, que de la queue de l'escadron est parti un coup de pistolet.

M. Liancourt prétend qu'ayant été chargé de se transporter avec les hommes qu'il commandoit pour empêcher les huées contre les Gardes du Corps, un de ceux qui formoient l'arrière-garde, a pris dans sa soute gauche un pistolet qu'il a tiré sur lui et sur ses soldats ; qu'il a tiré un second coup, que d'autres

Gardes ont imité son exemple, que ni lui, ni ses soldats n'en ont été atteints : mais que les hommes qu'il commandoit, *irrités de la conduite des Gardes du Roi, ont tiré sur eux.*

Si M. Liancourt s'étoit réellement transporté pour empêcher les huées, comment concevoir qu'un Garde du Corps eût voulu le punir de son zèle ? Si les hommes qu'il commandoit ont fait feu, quoiqu'aucun d'eux n'eût été atteint par les Gardes du Corps, que devient le coup de pistolet qui a fait une *contusion* à un homme de M. Hiver, et *irrité les soldats Nationaux* ? M. Liancourt est le seul témoin qui ait dit expressément avoir vu des Gardes du Corps tirer sur la Milice de Versailles. Il est aussi le seul qui ait parlé de *plusieurs coups de pistolet* : mais n'est-il pas évident qu'il a voulu excuser ses soldats ? Il étoit même intéressé à les défendre ; car il est responsable de la conduite de ceux qui étoient à ses ordres, pour ne les avoir pas empêché de faire feu, ou pour ne les avoir pas fait punir comme lui ayant désobéi.

M. le Clerc dit que les Gardes du Roi, *qui fermoient la marche, étant poursuivis par des brigands armés de fusils ou de piques, tirèrent quelques coups de pistolet derrière eux.* Ce récit seroit le seul vraisemblable ; encore

suis-je porté à croire, que dans un moment de confusion, M. le Clerc a pu facilement ne pas bien distinguer dans la foule, et attribuer aux Gardes du Corps des coups de pistolet tirés par les brigands. Au surplus, un des Gardes du Corps, qui étoit au dernier rang, fut enveloppé par les hommes armés de piques, au milieu desquels il avoit beaucoup de peine à se défendre avec son *sabre*; il auroit eu sans doute le droit de se défendre avec ses pistolets, et la Milice de Versailles auroit dû voler à son secours (1). 117.118.

M. Chabroud et les Avocats du Duc d'Orléans soutiennent que les Gardes du Roi ont voulu se venger des huées du Peuple : mais ils auroient dû voir qu'il seroit absurde de prétendre qu'ils se fussent vengés des huées du Peuple sur la *Milice Nationale*.

“ *Un ou plusieurs* coups de pistolet, dit » M. Chabroud, l'effet fut le même. La » *Milice Nationale*, sur laquelle la décharge » avoit porté, répondit vivement,,

---

(1) La partialité du témoignage du Sr. Motte de Vareille de la Milice de Versailles est bien prouvé. Il dit avoir vu et entendu un coup de feu partir du dernier escadron des Gardes du Roi, et n'a pas dit un seul mot de la décharge de mousqueterie faite par une partie de la Milice de Versailles.

*Un ou plusieurs* ne devoient pas produire le même effet. Un seul coup de pistolet devoit passer pour un accident et non pour un acte d'hostilité. Il ne laissoit aucune excuse à ceux de la Milice de Versailles, qui se sont permis de tirer sur les Gardes du Roi. Je répète que cette Milice étoit sur la place d'armes comme les Gardes pour défendre le Château, pour se défendre mutuellement contre la populace. Ils devoient combattre sous les mêmes chefs. Or je demande, si en présence de l'ennemi, de deux corps employés à la défense du même poste, l'un faisoit feu sur l'autre, et qu'il osât dire qu'il a apperçu à l'extrémité de la colonne un seul coup de feu, ne lui reprocheroit-on pas d'avoir supposé malicieusement que ce coup de feu lui étoit destiné, tandis qu'il devoit croire qu'il étoit l'effet du hasard, ou qu'il étoit tiré contre l'ennemi? Ne l'accuseroit-on pas de la trahison la plus insigne? •

C'est bien tard qu'on s'est avisé de dire que les Gardes du Corps avoient tiré plusieurs coups de pistolet. Dans la lettre qui m'a été écrite par l'Assemblée générale de la Milice de Versailles, et que j'ai eu occasion de citer, on ne parloit que d'un *coup de pistolet parti du dernier rang*.

Dans une des lettres de M. d'Estaing, im-



primées au nombre des pièces qui sont à la suite du Rapport de M. Chabroud , on lit les expressions suivantes : “ Le hasard, car il est plus consolant d’y croire qu’aux complots, a fait ensuite partir avant hier deux coups de pistolet.  
 „ *Ils ne sont pas des Gardes du Corps* ; ils  
 „ étoient tirés de trop bas pour venir de gens  
 „ à cheval „ M. d’Estaing, qui étoit alors sur la place auprès de la Milice de Versailles , atteste donc que les coups de pistolet ne venoient pas des Gardes du Corps, qu’ils sont dus au hasard, ou que leurs ennemis les ont tirés dans l’intention de leur nuire. On ne peut pas soupçonner M. d’Estaing d’avoir voulu cacher la vérité dans une lettre où il rappelle avec douleur toutes les circonstances qui lui paroissent avoir contribué à exciter la colère du Peuple ( 1 ).

M. d’Estaing, malgré ses supplications, ne

---

( 1 ) Rien ne démontrera mieux la fausseté de l’imputation faite aux Gardes du Roi que la déclaration du Sr. le Cointre ; il ne craint pas d’insulter au sens commun, jusqu’au point de dire qu’un des Gardes *qui étoit sans manteau à la queue de l’escadron, s’en sépara de vingt pas, et tira sur la Garde Nationale un coup de pistolet.*

put empêcher une partie de la Milice de faire  
 138.312. feu. Il se plaignit vivement de cette atrocité.

Il voulut se retirer, et il fut suivi par des for-  
 cenés qui demandoient encore des munitions  
 pour tirer sur les Gardes du Corps. Il rencontra  
 une députation de ceux qui étoient de service  
 au Château. Ignorant ce qui venoit de se passer

18.307. sur la place, instruits de la haine qu'on avoit

362. inspirée contr'eux à une partie de la Milice de  
 Versailles, ils avoient chargé des Députés de  
 la ramener à d'autres sentimens : mais M. d'Es-  
 taing les conjura de rentrer, leur fit connoître  
 les dangers auxquels ils s'exposoient inutilement,  
 et ceux qu'il venoit de courir lui-même.  
 M. de Gouvernet, alors second Commandant  
 de la Milice de Versailles, ne put dissimu-  
 ler son indignation, et M. le Cointre lui  
 a reproché *d'avoir passé du côté des Gardes du  
 Roi*; il méritoit cette accusation honorable;  
 et quand le Sr. le Cointre ne l'auroit pas dit,  
 on savoit bien qu'avec sa loyauté et son cou-  
 rage, il étoit impossible qu'il n'eût pas passé  
*du côté des Gardes du Roi.*

346 M. Borg, quoique membre de la Milice de  
 Versailles, a rendu hommage à la vérité. Il a  
 dit que ceux qui avoient de la poudre *ne l'em-  
 ploient qu'à tirer sur les Gardes du Roi qu'à*

143 *ne répondoient pas.* M. le Brun, Député, après  
 avoir

Avoir entendu le bruit de la décharge faite sur les Gardes du Roi, rencontra un Citoyen de Versailles armé d'un fusil, qui lui dit *que des malheureux assassinoient les Gardes du Corps ; et qu'il se retiroit pour ne pas partager leurs crimes*. M. le Clerc assure qu'un grand nombre 294 de compagnies de la Milice de Versailles firent de vains efforts pour arrêter cet attentat.

*Alors la guerre fut déclarée*, dit M. Charboud. Il auroit dû dire que l'impunité encourageoit les assassins, que les crimes se multi- 15. 211. plioient d'heure en heure. Dans toutes les rues, 296. 305. les Gardes du Roi étoient attaqués avec toutes 338. 341. sortes d'armes. Tous ceux qui par leurs vêtements pouvoient être soupçonnés d'appartenir 381. 387. à leur Corps, étoient également poursuivis.

Ceux des Gardes du Roi, qui avoient conduit leurs chevaux à l'hôtel de Charost, voulurent ensuite traverser l'avenue de Paris 117. 118. et la cour du grand-maître, ils furent insultés et 158. 170. fusillés.

Bientôt les Gardes du Roi furent avertis qu'on menaçoit de les assiéger dans leur Hôtel. Pour les soustraire à ce danger, on leur donna l'ordre de remonter à cheval ; mais dans ce moment de troubles, plusieurs n'en furent 158. 184. pas instruits. D'autres, attaqués par les brigands, 340.

ne purent rejoindre leur Corps ; d'autres enfin restèrent pour la garde de l'Hôtel.

Au moment où les Gardes du Roi se présentèrent vers la rampe de l'avenue de *Sceaux*, on les prévint que la populace et une partie de la Milice de Versailles, malgré la résistance d'un grand nombre de ses membres, avoient braqué les canons pour les foudroyer sur leur passage. Ils prirent une autre route, et on les fit placer dans la cour des Ministres. Plusieurs de la Compagnie Ecossoise, qui n'avoient pu monter à cheval, entrèrent dans le Château et se réunirent à ceux qui étoient de service auprès du Roi.

Entre neuf et dix heures, on apprit par un Aide-de-camp de M. de la Fayette que l'armée Parisienne étoit en marche.

A dix heures, ayant reçu du Roi un écrit portant les expressions exigées par l'Assemblée Nationale, relativement à ce qu'elle appeloit *l'acceptation de la Constitution*, je rentrai dans la salle de l'Assemblée, où je fus bien surpris de voir que la séance étoit levée, et que la populace occupoit les sièges des Députés. Croyant que dans cette nuit, on devoit être réuni afin de prendre les résolutions qu'exigeroient les circonstances, je priai MM. les Officiers Municipaux de faire proclamer au son du tambour

une invitation à tous les Députés pour se rassembler ( 1 ). Pendant ce tems, dans l'espérance de calmer la foule dont j'étois entouré, ou du moins d'ôter un prétexte aux factieux, je fis lecture de l'écrit signé par le Roi, j'en fis porter une copie à M. de la Fayette pour qu'il en instruisit son armée. Je n'entrerais point dans les détails du tumulte scandaleux, causé par la populace dans l'Assemblée pendant mon absence ( 2 ).

(1) Le moment de cette proclamation est mal indiqué dans le procès-verbal.

(2) Comme un grand nombre de femmes demandoient du pain, je remis aux seuls huissiers un ordre pour leur en procurer ; mais je n'ordonnai point au buvetier de fournir *des cervelas, du vin, des liqueurs*. Je me rappelle même très-positivement, que le 8 Octobre 1789, le mémoire des fournitures faites par le buvetier, me fut présenté pour avoir mon approbation. Comme je venois de quitter la présidence, et que je me proposois de partir pour le Dauphiné, je le renvoyai à M. Chapelier, et j'écrivis au bas de l'état, que je n'avois point autorisé de pareilles fournitures. Le buvetier m'a fait adresser un nouveau mémoire, il y a quinze jours ; ma réponse a été la même. Je ne dis point qu'il ne faille pas indemniser cet homme qui a pu agir de très-bonne foi ; mais je dis seulement, que je ne lui avois pas donné d'ordre ni verbal, ni par écrit qui pût l'autoriser à

307.331. Les ennemis des Gardes du Roi témoignent.  
 346. leur impatience de voir arriver l'armée Parisienne. Elle s'avançoit vers la ville de Versailles. Les feux qui signaloient son approche dans l'obscurité de la nuit, le bruit des tambours, les cris de joie des femmes et des brigands .... O mon Roi ! comme ils ont abusé de tes bienfaits !

Si l'on n'eût pas redouté l'armée Parisienne, il est probable qu'on n'auroit pas voulu endurer tant d'outrages, et qu'on auroit repoussé vers Paris ou contenu dans Versailles, cette populace sortie de la fange et de la corruption de deux grandes Villes ; mais on craignit que l'appareil même de la défense n'irritât cette armée. On fit passer dans le Parc, les Gardes du Corps qui étoient à cheval dans les cours, et ensuite

---

livrer tout ce qu'il avoit dans sa buvette. M. Chabroud cite M. Antoine, qui dit, que j'avois ordonné de distribuer du pain et du vin ; mais ce témoin a jugé de l'ordre par la distribution, qu'il place à sept heures, tandis qu'elle s'est faite après minuit, et qui ne s'est pas rappelé exactement toutes les circonstances de ce jour-là, puisqu'il dit que, pour satisfaire le Peuple, je mis aux voix sur les sept heures une motion sur les subsistances, et à sept heures j'étois chez le Roi ; c'étoit M. l'Evêque de Langres qui présidoit.

On les fit partir pour *Rambouillet*. On donna l'ordre au Régiment de Flandres de se rassembler dans la cour des grandes écuries. On eut soin de lui interdire toute résistance. Aussi ne s'opposa-t-il point aux brigands qui rompirent la chaîne de la grille, pénétrèrent dans le manège, enlevèrent les armes et d'autres effets. 37. 89

Il étoit environ minuit quand le Marquis de la Fayette arriva. Il dit lui-même dans sa déposition, que, parvenu près de la salle de l'Assemblée, il fit prêter à la Milice Parisienne le serment *d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi*. Quel sens donnoit-elle à ce Serment, au moment même où sa présence à Versailles, sans les ordres du Roi, étoit une atteinte aux droits des Provinces, une infraction de toutes les loix, une rébellion ouverte contre l'autorité du Monarque ? 193

On sait que le ressentiment de la Milice Parisienne contre les Gardes du Roi, parut calmé, quand elle vit qu'ils ne lui opposoient aucun obstacle. M. de la Fayette vint en arrivant dans la salle de l'Assemblée Nationale, me parla des distributions d'argent faites par les factieux, et me dit qu'il espéroit que la paix seroit rétablie si l'on condescendoit à des demandes très-importantes en tout autre tems; mais qui le paroissent peu dans

une pareille crise. Ensuite il me quitta pour aller chez le Roi ( 1 ).

- On sait encore que je fus invité par le Roi à me rendre au Château avec tous les Députés que je pourrais rassembler ; mais que M. de 145.190. la Fayette s'étant présenté avant l'Assemblée Nationale, le Roi n'eut plus qu'à nous annoncer la sécurité que lui avait inspirée sa conversation avec le chef de la Milice Parisienne. Plusieurs Députés crurent alors qu'on pouvoit se séparer ; 154.211. mais il me restoit encore trop d'allarmes ; j'insistai pour continuer la séance ; je dis que jamais la réunion des membres de l'Assemblée n'avait été plus nécessaire. Quelques-uns se retirèrent ; mais la plupart revinrent dans la salle, où l'on prit un sujet de discussion pour ne pas rester oisif ; et par une circonstance bien remarquable, ce sujet fut celui de la procédure criminelle ( 2 ).

---

[1] Ces demandes avoient pour objet le départ du Régiment de Flandres, quelques mots du Roi en faveur de la cocarde Parisienne et la garde intérieure du Château.

(2) Environ vingt Gardes du Corps étoient restés dans leur Hôtel. A une heure du matin du 6 Octobre, cinq ou six cent hommes de la Milice Parisienne se présentèrent, firent ouvrir les portes, entrèrent dans les cours, enseignes déployées. M. Noël,



La garde intérieure du Château fut confiée à la Milice Parisienne. Tout étoit terminé avec les chefs avant deux heures du matin. M. d'Ogni, Commandant de bataillon, reçut 167 l'ordre d'annoncer le long de la colonne que tout étoit tranquille, et que le Roi rendoit aux Gardes Françaises la garde du Château. Un

---

un de leurs Officiers, la main appuyée sur la crosse de son pistolet, demanda l'hospitalité. Pendant que plusieurs Gardes étoient occupés du soin de les recevoir, dix autres descendoient de leur chambre. Ils s'adressèrent à un Officier, qui revenoit sur ses pas pour donner des ordres à sa troupe, et qui leur donna à eux-mêmes en termes très-durs et très-impérieux le conseil de sortir de leur Hôtel. Un Garde du Corps qui étoit en sentinelle fut désarmé. Leur sortie fut accompagnée de railleries amères. Ils virent une autre troupe rangée en bataille, et des canons braqués vis-à-vis leur Hôtel. Ils ne savoyent où se réfugier, lorsqu'ils eurent le bonheur de rencontrer un homme de la Milice Parisienne qui leur avoua qu'il avoit été amené de force. Il les conduisit dans une auberge où ils purent se déguiser et s'éloigner de Versailles. Ceux qui étoient dans l'Hôtel vécurent en parfaite intelligence avec M. Noël et sa troupe. Il leur donna pour motif de l'arrivée de la Milice Parisienne les prétendues insultes faites à la cocarde. Ces détails ne se trouvent que dans ma déposition ; mais on ne les a point niés, et ils pourroient être attestés par une foule de témoins.

201. 101. Officier annonçoit à M. de Ste. Croix, et M. de Gouvion annonçoit à M. de Chauchard que la Milice étoit satisfaite, et qu'on alloit repartir pour Paris, en laissant un détachement pour la garde du Château. On peut ajouter 7. 101. à ces dépositions, celles de sept témoins qui 168. 211. attestent les assurances données au Roi par 241. 381. M. de la Fayette. Elles dissipèrent tellement 387. les allarmes de la Cour, que le Roi se coucha vers les deux heures, et qu'on fit sortir de la salle de l'*œil de bœuf* plusieurs Citoyens qui avoient résolu d'y passer la nuit pour défendre la Famille Royale. M. Desfaucherets, alors Lieutenant du Maire de Paris, dit même que M. des Mousseau, l'un des quatre Commissaires nommés par les représentans de la Commune pour accompagner M. de la Fayette, apporta le matin, sur les six heures à l'Hôtel de Ville de Paris, *un billet du Commandant Général qui annonçoit la paix la plus entière*. M. de la Fayette et les autres chefs comptoient donc sur les dispositions de leurs soldats, et croyoient que l'ordre seroit maintenu.

Cette fatale espérance me fut bientôt transmise. Je persistois à tenir la séance de l'Assemblée pour être à portée de surveiller les événemens. J'avois exercé de bien pénibles fonctions, et passé des momens bien cruels

depuis neuf heures du matin de la veille. Beaucoup de membres se plaignoient de leurs fatigues. Il étoit trois heures quand M. de la Fayette vint me faire demander dans la salle. Je ne voulus pas quitter l'Assemblée, et je priai MM. de Lalli-Tolendal et de Clermont-Tonnerre de me rapporter ce qu'il avoit à me dire. Ils revinrent m'assurer de sa part, que les intentions de la Milice Parisienne étoient bonnes, que les postes étoient garnis, de manière à ne laisser aucune inquiétude, qu'il répondoit de tout, qu'il alloit lui-même prendre quelque repos, qu'il m'invitoit à suivre son exemple. Alors je levai la séance. Quand je fus sorti de la salle, j'eus de sa bouche la confirmation de tout ce qu'on m'avoit dit en son nom. J'avois déjà rappelé ces circonstances dans *l'exposé de ma conduite* : elles n'avoient pas été démenties ; mais je dois les répéter, parce que la rédaction du témoignage de M. de la Fayette a été si abrégée, qu'elle pourroit donner lieu à une fausse interprétation, et faire présumer qu'il seroit venu m'attendre près de la salle, que de mon propre mouvement j'aurois levé la séance, et que je lui aurois annoncé que j'allois me coucher.

Ainsi persuadé qu'on ne conservoit plus de projets de vengeance, accablé par de si lon-

gues et de si vives émotions , n'étant pas instruit de tous les événemens , de toutes les menaces faites contre la Reine et les Gardes du Roi , il ne doit pas paroître surprenant que j'aie pu me livrer au sommeil.

Le crime ne dormoit pas. Les desseins criminels étoient moins publiés que la veille , parce que les scélérats se croyant plus près de leur exécution , vouloient inspirer une trompeuse sécurité. Aussi plusieurs témoins disent  
 15. 165. qu'il régnoit beaucoup de calme depuis deux  
 176. 187. heures du matin. Cependant , quelques-uns par-  
 221. 331. loient encore de forcer le Roi à se rendre à  
 350. 374. Paris. M. Hiver avoit entendu à dix heures  
 347 du soir , une troupe de gâns armés se plaindre  
 de ne plus trouver de Gardes du Corps et  
*laisser entrevoir des projets pour le lendemain.*

Un grenadier et un habitant de Versailles  
 348. 346. avoient dit que le lendemain , *il n'y auroit pas un seul Garde du Corps en vie.* Le Sr. François avoit demandé à deux hommes  
 345 de la Milice Parisienne ce qu'ils étoient venus faire à Versailles. Ils avoient répondu , *nous verrons cela au jour. — Tout dort mainte-*  
*nant* , disoit un homme portant un habit uni-  
 330 forme , *mais vienne le jour , nous danserons.*  
 Des hommes et des femmes venoient com-

plimenter les anciens Gardes Françaises, et leur déclaroient qu'il restoit encore des Aris, 375  
*socrates de Gardes du Corps, qu'il falloit tous les exterminer.* Le Sr. Callemard dépose, 373  
 que deux Officiers de la Milice Parisienne lui demandoient *le chemin le plus court pour gagner l'appartement de la Reine, par des passages ou des escaliers dérobés.* Les Gardes du Roi qui étoient en sentinelle étoient provoqués par des soldats de la Milice ou par des 9.18.158  
 brigands armés de piques. On leur disoit, *votre tour ne tardera pas ..... il sera jour demain ( 1 ).*

Il est donc clairement prouvé que les brigands attendoient le jour pour consommer leurs crimes. Suivant le rapport de M. Chabroud, la Milice Parisienne s'étoit retirée de la place d'armes peu de tems après son arrivée, La grille Royale n'étoit pas fermée, et, s'il

---

( 1 ) M. de Bouthilier, 161<sup>e</sup>. témoin, dit avoir vu, vers les trois heures du matin, un Officier petit et bossu courir au galop après une douzaine d'hommes armés de piques et les ramener vers le Château.

M. de la Lain, 210<sup>e</sup>. témoin, a déposé, qu'à quatre heures du matin ce même Officier disoit que la Constitution étant signée, *il n'y avoit plus rien à faire ; que tout le monde lui obéiroit, et qu'il répondoit de tout.*

avoit existé un complot, on auroit profité de l'obscurité de la nuit.

Il est vrai qu'une partie de la Milice s'est dispersée en divers lieux de Versailles pour se reposer ; mais une partie est restée dans les casernes des anciens Gardes François. La grille Royale n'étoit point ouverte, et si toutes les issues n'étoient pas fermées, il faudroit en conclure qu'on avoit une extrême confiance dans le zèle de la Garde Parisienne, et dans la fidélité des sentinelles qu'elle avoit fournies pour tous les postes extérieurs. Peut-être une telle négligence seroit un indice de trahison. Quand il est démontré par la procédure que les assassins attendoient le jour pour se livrer à de nouveaux forfaits, quelle impudente-mauvaise foi, que de nier le complot, parce qu'ils n'ont pas attaqué pendant la nuit ! Le jour leur étoit en effet nécessaire pour rallier leurs forces et reconnoître leurs victimes.

212. M. d'Aguesseau, Major général des Gardes du Roi, étoit à cinq heures du matin dans la Cour Royale. Il considéroit les soldats de la Milice Parisienne, qui étoient sur la place d'armes et dans l'avenue. Des particuliers qui étoient en dehors de la grille lui dirent : *« ce sont de belles troupes celles-là, ce sont les soldats de la liberté, ce ne sont pas les esclaves d'un despote ».*

Mais que de crimes vont être commis impunément en présence *de ces soldats de la liberté*, et quel moment fut choisi pour faire leur éloge ! M. Chabroud a trouvé ces expressions si belles, qu'il n'a pu résister au plaisir de les répéter dans son Rapport ; mais il a eu soin de supposer qu'elles avoient été prononcées le soir à l'instant de l'arrivée des troupes Parisiennes. Si vous lisez la procédure, vous verrez que M. d'Aguesseau les a entendus le six à cinq heures du matin.

Que de funestes événemens se préparoient alors ! Des femmes féroces ou des hommes déguisés, des brigands armés de la manière la plus barbare se rendent de tous les côtés sur la place d'armes. Des tambours les appellent, des étendards qui portent des flammes rouges ou bleues les rallient. Cette multitude s'agite en tout sens : mais sur les six heures, elle se divise en plusieurs colonnes, comme si elle avoit obéi à différens chefs. Elle n'avoit rien à redouter du petit nombre de Gardes du Corps restés pour le service du Château, ni des Gardes Suisses et du Régiment de Flandres. Les soldats de ce Régiment s'étoient mêlés avec ceux de la Milice Parisienne et ne reconnoissoient plus les ordres de leurs Officiers. D'ailleurs le Roi, privé de la plus grande

partie de ses Gardes , et avec une telle disproportion de forces , auroit-il pu , sans une extrême imprudence , donner à ses troupes l'ordre de s'opposer aux rebelles.

Il est impossible de ne pas le reconnoître ; la Milice Parisienne avoit seule l'autorité nécessaire pour punir , pour arrêter les brigands. Elle avoit tous les postes extérieurs. Les grenadiers occupoient les casernes qui sont placées près de la première cour , et dès le point du jour , divers détachemens s'étoient rendus sur la place d'armes.

A six heures moins un quart , les Gardes du Roi qui étoient en sentinelle près de la grille ou du passage de la voûte , entendent crier dans la cour des Ministres : *Ah ! les voilà les gueux ; au*

16. 60. *reverbère les Gardes du Corps.* A six heures , on  
129.375. vient relever et renforcer les postes. A cette vue , les cris menaçans redoublent. Les brigands se présentent inutilement à la grille de  
16. 18. la Cour Royale , elle étoit fermée : mais ils  
158.139. fondent tout-à-coup dans cette cour par divers  
312.373. passages à la fois , par la cour des Princes et  
278.221. par la voûte du côté de la *Chapelle* ( 1 ).

212.

M. de Lisle. [1] Le Sr. Bernard , 34<sup>e</sup>. témoin , s'est évidemment  
M. de Raymond. trompé quand il a dit que cette grille étoit ouverte.  
Les autres dépositions prouvent qu'elle étoit fermée.  
M. de Luillier a déclaré qu'il avoit encore la clef ;



Les sentinelles de la Milice Parisienne ne pouvoient pas ignorer qu'il ne doit pas être permis d'entrer en foule et les armes à la main dans la demeure du Roi ; elles devoient avoir reçu pour consigne l'ordre de s'opposer aux brigands ; ces sentinelles ne jettent pas un seul cri d'alarme, ne résistent point aux assaillans, ne blessent personne et ne reçoivent aucune blessure.

Un des témoins, M. de St.-Aulaire, dit que 158 les brigands paroisoient trembler quand ils se présentèrent dans la Cour Royale ; mais lorsqu'ils virent qu'ils ne courroient aucun danger, ils se jetèrent comme des tigres sur tous les Gardes du Roi qu'ils rencontrèrent. Plusieurs parviennent à s'échapper après avoir été blessés à coups de piques. Les uns remontent dans les salles ; d'autres qui ne peuvent s'y rendre fuient en différens lieux à travers mille périls. M. de Varicourt, qui venoit d'être mis en faction près de la grille, est enlevé. Ceux dont il avoit pris le poste reviennent en vain sur

---

cette grille a été forcée, mais après que les brigands se sont introduits par d'autres passages. Pourquoi la cour des Ministres étoit-elle ouverte ? Pourquoi d'autres portes l'étoient-elles ? Pourquoi ceux qui avoient garni les postes, qui les avoient inspectés... Oh ! que de tristes pensées se présentent en foule !

leurs pas. Ils ne peuvent entreprendre de le sauver, et sont forcés de rentrer dans le Château.

Cet infortuné jeune homme est traîné au supplice par trois ou quatre cent bourreaux [ 1 ]. Ils le conduisent par la cour des Princes et celle des Ministres sur la place d'armes vis-à-vis les casernes. C'est le lieu qu'ils ont choisi pour l'immoler; quelques cris de pitié se font entendre; mais ils sont étouffés par ceux de la rage. Il est frappé à la tête d'un coup de feu; mais il n'est que blessé. Un monstre, qu'une longue barbe, la forme de son chapeau et de ses vêtemens rendoient encore plus horrible, lui coupe la tête. Dans le même moment une autre horde de brigands, beaucoup moins nombreuse, s'étoit précipitée vers la voûte ( 2 ). Elle y avoit saisi M. Deshuttés qui y étoit également en faction. On le fit sortir par la grille de la Cour Royale. La soif du sang humain ne permit pas de le conduire au-delà de la cour des Ministres; ce fut dans cette

---

[ 1 ] Voilà le nombre le plus considérable qui se trouve indiqué par les témoins. D'autres disent trois cent. Il étoit bien facile de contenir une pareille troupe.

[ 2 ] Douze ou quinze hommes seulement l'environnoient, suivant le 101<sup>e</sup>. témoin.

cour qu'il termina sa vie par le même supplice que venoit de subir un de ses compagnons. J'épargne à la sensibilité du Lecteur d'autres détails plus révoltans encore ; mais ils sont consignés dans la procédure pour la honte de l'espèce humaine.

Bientôt après la mort de MM. de Varicourt et des Huttes, leurs têtes furent mises au bout d'une pique et portées publiquement en triomphe. Il eût été si facile d'arracher ces deux Gardes du Corps à leurs vils assassins. M. de Raymond, qui étoit en sentinelle au passage de la Comédie, qui fut saisi, traîné par les cheveux, dépouillé de ses vêtemens, conduit aux casernes des Gardes-Françaises, et qui entendit annoncer pendant sa marche qu'il alloit être pendu ou décapité, n'eût été pour être délivré de ses ennemis que de la protection de deux soldats de la Milice Parisienne (1).

MM. de Varicourt et des Huttes n'avoient point eu de protecteurs. La Milice les avoit vus périr sans leur donner aucun secours. Le Sr. Sirot, Officier de la Milice de Versailles, a déposé qu'il étoit alors dans les casernes, et qu'il étoit monté sur un bois de

(1) Voyez sa déposition.

*dit pour voir passer un grand jeune homme, pâle et défait, qu'on traitnoit au supplice.*

346 M. Borg demandoit aux grenadiers, pourquoi ils n'empêchoient pas ces horreurs; ils répondirent *qu'ils ne le pouvoient pas.* La fille

90 Beaupré dit, que des hommes *en habit de Gardes Nationales*, tenoient au collet un des Gardes du Roi pendant qu'on le conduisoit à

98 la mort. M. de St.-Martin, Officier au Régiment de Flandres, dit qu'au moment de ces meurtres, *il y avoit beaucoup de Gardes Na-*

60 *tionales dans les environs.* M. Guerin, Avocat, membre de la Milice de Paris, étoit alors sur la place d'armes avec 80 hommes de sa division. Il avoue que toute sa troupe a obéi à la populace qui lui commanda de tirer sur les Gardes du Corps. Il a vu mourir MM. de

255 Varicoeur et des Huttes, et s'est retiré dans les casernes pénétré d'horreur. Le Major général des Volontaires de la Bastille, a vu les préparatifs du supplice de l'un des Gardes du Roi; mais il n'a pu le voir en entier, *parce que les différens bataillons qui arrivoient de tous les côtés l'en ont empêché*: il a dit dans sa déposition, *que tout ce qu'il a pu faire a été de chercher à dissiper tous les gens armés de piques, bâtons, lances, et sans uniforme.* Des Militaires peuvent plus que dissiper des assassins;

ils peuvent les arrêter pour les livrer à la Justice, ou les exterminer s'ils font résistance. M. de Plantade, Officier des grenadiers volontaires, dit qu'avec sa Compagnie, il se porta *dès cinq heures du matin* dans la cour des Ministres, pour prévenir les désordres que des femmes ivres se dispoient à commettre, *et qu'il parvint à contenir une partie de ces malheureuses.* M. de la Tontinière, Officier de la Milice de Versailles, a déposé que des brigands *qui portoient des chapeaux et des bandoulières de Gardes du Corps*, vinrent le matin sur les six heures dans les casernes, *au moment où plusieurs Gardes venoient d'être massacrés, et qu'ils se vantoient d'avoir pris part à ce massacre.*

On porta le corps de M. des Huttes près de celui de M. de Varicourt. On les plaça tous les deux à côté des casernes, et là des barbares insultoient impunément à leurs cadavres, M. de Raymond.

Mais d'autres crimes étoient résolus; et les bourreaux de MM. de Varicourt et des Huttes disoient en les égorgeant : *il nous faut le cœur de la Reine.* M. le Comte de la Châtre entendit prononcer le nom de la Reine au milieu de leurs imprécations, et le Sr. Maubuchon avoit entendu les brigands annoncer qu'ils vouloient s'emparer d'elle. Ils pénétrèrent dans le Château

par divers passages. Une partie de ces brigands se présente au grand escalier ; ils disent qu'*ils veulent le cœur du Roi, de la Reine et du Dauphin*. Les Gardes du Corps accourent des différentes salles pour les arrêter. Ils les couchent en joue ; mais plusieurs d'entr'eux s'écrient que tout est perdu si l'on vient à faire feu, qu'on expose la Famille Royale, et dès ce moment ils prennent la résolution de mourir à leur poste sans se défendre. Les brigands saisissent M<sup>r</sup>. de Miomandre de Sainte-Marie, ils l'entraînent pour le massacrer ; mais ses compagnons réussissent à le tirer de leurs mains. Bientôt les Gardes du Roi sont forcés de rentrer dans leurs salles.

100 Le Sr. Bercy a entendu des personnes montrer aux brigands l'appartement de la Reine en leur disant ; *c'est par-là, c'est par-là*. Une femme dans la foule vomissoit contr'elle des menaces et des injures. Le Sr. Bernard, un des Cent Suisses, dit aussi que ceux qui conduisoient les brigands paroissent connoître le Château.

M. du Repaire étoit alors dans la grande salle. Ceux qui étoient de garde avec lui dans la salle de la Reine, luttoient encore sur l'escalier. Il entend des monstres qui, en parlant de la Reine, disoient qu'il falloit *lui manger*

*le cœur.* Il court à la porte de son appartement pour en défendre l'entrée. C'est-là qu'il est saisi par les brigands, jeté à terre, blessé à la tête, traîné à la porte du grand escalier. Il arrache une pique, il s'en sert pour parer les coups qu'on lui donne. La grande salle avoit été forcée dans cet intervalle, et les Gardes du Corps l'avoient abandonnée. M. de Miomandre se trouve en ce moment vis-à-vis les fenêtres de la grande salle. Il avoit vu les brigands s'emparer de M. du Repaire, l'entraîner dans l'escalier. Le danger que couroit la Reine lui fait tout braver. Il trouve M. du Repaire renversé, un homme lui tenant sa pique sur la poitrine; il lui facilite les moyens de se délivrer. M. du Repaire voit la porte de la salle du Roi entr'ouverte; il y dirige ses pas, toujours poursuivi. Deux Gardes qui étoient venus à cette porte pour tâcher de le secourir, le saisissent par son habit et le font entrer dans la salle.

M. de Miomandre, qui étoit resté dans la salle des Gardes de la Reine, entendant ces malheureux proférer contr'elle les plus horribles menaces et témoigner le dessein d'attenter à sa vie, court à son appartement, ouvre la porte, dit à une de ses femmes qu'il apperçoit, *de la sauver*, referme la porte, est ter-

ressé d'un coup de pique. Un homme de la Milice de Versailles lui donne sur la tête un coup de crosse de fusil, dont le chien lui entre dans le cerveau. Les brigands le laissent baigné dans son sang. Sans doute ils le croient mort, *et ils passent dans la grande salle pour s'armer.* Au moment où il ne voit plus que quatre personnes à la porte de cette salle, il ranime ses forces, et parvient jusqu'à l'*Œil de bœuf* (1); il y rencontre M. du Repaire. Ayant besoin de secours à cause de leurs blessures, ils se déguisent et sortent du Château. M. du Repaire erra long-tems dans les bois de St.-Cloud, où il fut obligé de boire de l'eau bourbeuse. M. de Miomandre, plus dangereusement blessé, ne put pas aller aussi loin. Il fut contraint de se réfugier dans une cave, où des personnes de la maison de M. de Poix vinrent le secourir. Il fut porté à l'Infirmerie comme un domestique de M. de Poix, et vêtu de sa livrée.

Après l'avertissement donné par M. de Miomandre, les femmes de la Reine *avoient*

---

(1) Tous ceux qui étoient alors dans la salle du Roi, certifient que la porte fut ouverte pour recevoir MM. du Repaire et de Miomandre, et qu'elle fut aussi-tôt refermée.



*tiré le verrouil derrière la porte de l'antichambre*, et étoient entrées précipitamment dans la chambre pour la faire lever.

Par quel coup du Ciel, les assassins de M. de Miomandre, à l'instant où ils le virent succomber sous leurs coups, au lieu d'entrer dans la grande salle, n'ont-ils pas enfoncé les portes de l'appartement de la Reine ? Il est vraisemblable que dans le moment leurs forces étoient divisées, qu'ils étoient alors peu nombreux dans la salle de la Reine, qu'ils n'osèrent pas se présenter à cet appartement avant d'avoir reçu un renfort, et qu'ils craignirent d'y trouver quelque résistance. Ce qui appuie cette conjecture, c'est que M. du Repaire n'auroit pu leur échapper, s'ils n'eussent pas été en petit nombre. Peut-être aussi pour entrer chez la Reine avec plus de facilité, vouloient-ils massacrer un plus grand nombre de Gardes du Corps ; car en passant dans la grande salle, ils poursuivirent les Gar- 375 des qui s'y étoient réfugiés : mais on verra qu'ils ne tardèrent pas à revenir.

Les événemens se multiplioient avec une rapidité qu'il est impossible de rendre dans le discours. Au moment même où M. de Miomandre venoit de quitter la salle de la Reine, pendant qu'elle se levoit, les Gardes de cette

salle étoient forcés d'y rentrer. La porte qui donnoit sur l'escalier fut aussi-tôt enfoncée. Un paravent leur permit de fermer l'autre porte  
 128.129. sans être vus. Ils vinrent frapper à la porte de l'antichambre qui étoit *harrée en dedans*. Ils annoncèrent encore les périls qui menaçoient la Reine. Une des femmes leur ouvre cette porte. Bientôt on leur ouvre la chambre de la Reine ; elle n'y étoit plus. A peine elle avoit eu le tems nécessaire pour prendre une partie de ses vêtemens ; elle venoit de passer chez  
 158 le Roi avec le Dauphin et Mad. de Tourzel , que M. de St.-Aulaire avoit avertie du danger. Elle étoit allée par un passage intérieur  
 387.388. à une porte de l'*œil de bœuf*. Cette porte étoit fermée. Elle frappe ; Dieu ! quel terrible moment ! Que d'alarmes elle dut éprouver sur le sort de son fils !

Par une fatalité dont la seule idée inspire le plus grand effroi , pendant que la Reine passoit chez le Roi , il alloit la chercher par un passage sous l'*œil de bœuf*. Quelle dut être son inquiétude , lorsqu'arrivé dans la chambre de son épouse , elle ne se présenta  
 128.129. pas à ses yeux ? Il y trouva les Gardes du  
 M. de la Ro. Corps qui venoient d'entrer. Il apprit d'eux  
 que. que la Reine étoit chez lui. Il suivit la route qu'elle avoit prise. Les Gardes du Corps l'accompagnèrent jusqu'à l'*œil de bœuf*. Le Ro<sup>i</sup>

et la Reine furent ensuite chercher MADAME, par le passage intérieur.

Les brigands entrèrent aussi-tôt dans la 387 chambre de la Reine. Le Sr. Rabel, garçon de la chambre, dit que, si le Roi y fût entré un moment plus tard, il y auroit vu *tous les gens à piques*. Le Sr. Callemand, Commis au 373 Secrétariat de l'Assemblée Nationale, a dit que l'homme qui avoit blessé M. de Miomandre le laissa et entra dans l'appartement de la Reine *avec d'autres de ces gens à piques*. Ce témoin assure qu'il a suivi les brigands pour les observer. Son récit ne contredit point celui de M. de Miomandre, parce que les assassins ont bien pu s'éloigner pour revenir en plus grand nombre. D'ailleurs, le Comte de la Châtre 139 qui entra dans le Château quelque tems après, et qui trouva des traces de sang à la porte de la chambre de la Reine, jugea *que son lit avoit été bouleversé par des malfaiteurs*. Il crut même que le crime le plus affreux venoit d'être consommé.

Pendant que les brigands attaquoient les Gardes dans l'intérieur du Château, d'autres les poursuivoient, dans les cours, dans les rues, par-tout où ils pouvoient en découvrir. M. des Roches, Major de la Milice de Versailles, en a vu poursuivre dans les galeries

basses , qui étoient couverts de blessures. Les barbares eurent même la cruauté de chercher  
 23. 56. M. de Savonnières , qu'il fallut déguiser en domestique pour le porter à l'Infirmierie , et les Gardes du Corps qui s'y trouvoient malades ou blessés furent obligés de prendre la fuite.

Le nombre des brigands s'augmentoît sans-cesse dans l'intérieur du Château. Quelque tems après que la Reine eut quitté sa  
 38. 158. chambre, la salle du Roi fut forcée, plusieurs Gardes du Corps avoient été blessés dans les  
 32, 128. différentes attaques. Ceux qui y étoient enfermés, se réfugièrent dans l'antichambre du  
 109. 168. Roi, où ils firent des retranchemens qui furent bientôt emportés. Ils se retirèrent ensuite dans  
 362. 387. *M. de la Roque.* l'*œil de bœuf* dont ils barricadèrent la porte qui fut assaillie par les brigands. Ils restèrent près d'une heure dans cette perplexité cruelle; la porte alloit se briser sous les coups redoublés des assassins , lorsqu'un Officier et des grenadiers de la Milice Parisienne résolurent de sauver la Famille Royale et de faire cesser  
 221 les assassinats. M. de Vaudreuil , qui les rencontra dans l'escalier , jugea qu'ils étoient encore irrités contre les Gardes du Corps ; mais enfin quand on leur ouvrit la porte , ils leur déclarèrent qu'ils venoient à leur secours. Ils obligèrent les brigands à sortir des salles ; ils

firent éloigner les Gardes du Corps des fenêtres pour les mettre à l'abri des coups de fusil qui leur étoient tirés par la populace, et ils firent ainsi avorter une partie des horribles projets des factieux (1).

M. de la Fayette, averti de ce qui venoit de se passer, étoit accouru au Château. M. de Vaudreuil dit que le Roi, accompagné de cet Officier, parcourut les salles où venoient de se rendre divers détachemens de la Milice Parisienne, qu'il leur attesta que ses Gardes du Corps n'étoient pas coupables. Plusieurs soldats furent émus jusqu'aux larmes de voir leur Roi ainsi réduit à solliciter leur pitié.

On amenoit de toutes parts des Gardes du Corps qu'on destinoit au supplice ; mais la Milice Parisienne étoit devenue plus nombreuse dans les cours. Plusieurs personnes attachées à cette Milice ont déposé, qu'instruites des horreurs qui venoient de se com-

---

( 1 ) M. de la Salle, député, 1866. témoin, ayant voulu partir de Versailles pour se rendre à Paris, fut arrêté à Sèvres par des gens armés de fusils, de piques et de bâtons, qui le forcèrent de reprendre le chemin de Versailles, et lui déclarèrent qu'ils ne laisseroient sortir personne de cette dernière Ville, *avant que la Reine eût le col coupé, et qu'ils eussent fait des cocardes avec ses boyaux.*

mettre , leurs divisions s'étoient transportées pour arrêter les désordres. Il est probable que si elles fussent plutôt arrivées , elles auroient eu plus de zèle et d'activité , moins de haine pour les Gardes du Corps , que les premières divisions qui s'y trouvèrent et qui furent témoins du supplice de MM. de Varicourt et des Huttes.

Les brigands , en sortant du Château , poursuivoient devant eux des Gardes du Corps , qui furent secourus ; mais comme dans une Milice aussi nombreuse , aussi peu accoutumée à la discipline militaire , tous n'étoient pas animés du même esprit , pendant qu'on savoit des Gardes du Corps au Château et dans les cours , d'autres étoient au moment de périr sur la place d'armes. Les Gardes du Corps qui avoient passé la nuit dans leur hôtel , avoient voulu le matin se rendre auprès du Roi. M. Noël , Officier de la Milice Parisienne , avoir cru pouvoir les y conduire avec une foible escorte ; mais ils avoient été aussitôt environnés par un grand nombre d'hommes des Milices de Versailles et de Paris , et par une immense populace qui demandoient leur mort. M. Noël avoit eu beaucoup de peine à obtenir la permission de les conduire à M. de la Fayette. Pour éviter la place d'ar-

mes, on passa par la rue de l'*Orangerie*. Les Gardes du Corps furent accablés d'outrages pendant leur route. Quand ils furent arrivés dans les cours, au lieu de leur laisser prendre le chemin du Château, la foule, malgré tous les efforts de M. Noël, les entraîna par la cour des Ministres sur la place d'armes. Des cris affreux de proscription retentissent de tous les côtés. Ils eurent quelque espérance en appercevant un groupe de grenadiers. Ils voulurent être placés près d'eux ; mais ils furent accueillis avec les mêmes menaces, les mêmes symptômes de fureur. On délibéroit en leur présence sur le genre de mort ; les uns demandoient *des cordes*, d'autres le *coupe-tête*, lorsque parut M. de la Fayette qui, en rappelant à ses soldats la parole d'honneur qu'il avoit donnée au Roi, parvint à les sauver et les fit conduire au Château (1).

La Milice Parisienne et quelques personnes  
de celle de Versailles délivrèrent des mains des  
brigands, beaucoup de Gardes du Corps,  
au moment où ils alloient être massacrés.

15.48.73  
80.117.  
118.153.  
158.171.

(1) Ma déposition est la seule qui ait rendu un compte un peu détaillé des dangers qu'ont courus tous les Gardes du Roi, qui de l'Hôtel, furent conduits au Château entre six et sept heures du matin. Mais je puis invoquer leurs témoignages.

286.295.  
314.365.

On craignoit encore le ressentiment de la populace , qui paroissoit toujours altérée de sang. Une foule prodigieuse remplissoit les  
 12. 105. cours. Les femmes , les brigands étoient con-  
 312. 387. fondus avec la Milice. Le Roi et la Reine ,  
 388. accompagnés de M. de la Fayette , parurent sur le balcon pour solliciter la grace des Gardes du Corps. Le Roi fut même obligé d'y revenir plusieurs fois pour céder à la multitude.

468 Avec quel sublime dévouement , la Reine consentit à paroître. Invitée par M. de la Fayette , elle lui demande , si cette démarche pourroit contribuer au retour du  
 12. 90. calme ; il lui en donna l'espoir. *J'y consens , s'écria-t-elle , dussé-je aller au dernier supplice.* Son nom étoit encore prononcé au milieu des  
 365 imprécations , et un témoin dit qu'un scélérat osa la coucher en joue ; mais le Ciel protégea ses jours , et le monstre n'eut qu'une horrible pensée , il ne tira point.

Quelle affreuse destinée ! UN ROI DE FRANCE , entouré de sa famille , est donc forcé de s'humilier devant une populace féroce , pour obtenir la GRACE de ses Gardes qui n'ont commis d'autre crime , que celui de lui rester  
 2. 211. fidèles !

241. 312. Les factieux n'auront pas fait marcher la  
 388. populace et une grande partie de la Milice



Parisienne, pour borner leurs succès à l'assassinat des Gardes du Corps. Un cri universel se fait entendre, LE ROI A PARIS. De nouvelles menaces accompagnent cet ordre de la multitude. Des mouvemens se préparent pour en assurer l'exécution. Le Roi se hâte de promettre d'aller dans la Capitale ( 1 ). La grace des Gardes du Corps est accordée. On crie *vive le Roi*, et la Milice annonce par des décharges de mousqueterie sa joie et son triomphe (2). Il ne paroît pas que les chefs de cette Milice aient tenté de la rappeler à son devoir et de l'engager à défendre la liberté du Monarque.

Les Gardes du Corps voulurent accompagner le Roi. Pour les réconcilier plus sûrement avec leurs ennemis, on les fit paroître aussi sur le balcon. On leur fit lever la main pour prêter le serment qu'on appeloit déjà le Serment Civique. On leur fit arborer la cocarde Parisienne, prendre des bonnets de grenadier et 21 jeter leurs bandoulières et leurs chapeaux. Pendant qu'on les avoit poursuivis dans les cours, dans le Château, d'autres étoient allés piller leur

(1) M. de Digoine, 169<sup>e</sup>. témoin, dit qu'on jeta même des billets par la fenêtre pour annoncer la promesse du Roi.

(2) Les fusils étoient chargés à balles, car M. Mèrtereau dit dans sa déclaration, que lui-même a été blessé.

hôtel, s'étoient saisis de leurs chevaux et de ceux du Roi. La Milice Parisienne envoya des détachemens qui firent restituer tous les effets volés qu'il fut possible de découvrir.

Les membres de l'Assemblée Nationale  
 122 n'étoient pas alors réunis. M. de Blacons et  
 241 M. de Sérent crurent avec raison qu'elle  
 devoit se rendre auprès du Roi, pour l'aider  
 de ses conseils. Ils lui firent part de cette  
 réflexion et se chargèrent de m'avertir. Ne  
 pouvant croire qu'aucun Député osât refuser  
 de remplir un devoir aussi sacré, ils invitè-  
 rent tous les membres qu'ils purent rencon-  
 trer à se rendre au Château. Ils vinrent ensuite  
 chez moi. Je n'étois instruit que depuis quel-  
 ques instans ( 1 ). Pendant que je me dispo-  
 sois à sortir, MM. de Blacons et de Sérent  
 entrèrent dans la salle de l'Assemblée Natio-  
 nale, où ils avoient vu entrer beaucoup de mem-  
 bres. Ils leur annoncèrent en mon nom, que  
 la séance se tiendrait auprès du Roi. Cette  
 proposition ne pouvoit pas plus convenir à  
 M. de Mirabeau l'aîné, qu'aux Parisiens qui  
 remplissoient les galeries : on déclara que les  
 Députés devoient rester dans leur salle. MM.  
 de Blacons et de Sérent vinrent au-devant de

---

(1) On a vu dans l'exposé de ma conduite, que je  
 ne fus éveillé qu'entre huit et neuf heures.

moi , pour m'apprendre cet obstacle imprévu ( 1 ). Je crus qu'il seroit facile de vaincre l'opposition de M. de Mirabeau l'aîné et de quelques autres. Je crus qu'en disant qu'on vouloit forcer le Roi à se rendre à Paris , en prouvant la nécessité de lui faire connoître l'opinion de l'Assemblée sur cette contrainte , de l'aider de nos conseils , de l'environner au milieu des dangers , ceux même dont cet avis pourroit déconcerter les vues , seroient obligés par pudeur de garder le silence ; mais quelle fut ma surprise et mon indignation ! Le Comte de Mirabeau ne rougit pas de soutenir qu'il étoit contraire à la dignité de l'Assemblée de se transporter chez le Roi , je lui répondis seul , quoique je n'eusse pas , comme Président , le droit de donner mon opinion , et le plus grand nombre des membres qui étoient alors dans la salle , eurent la faiblesse de ne pas le combattre et de voter comme il le desiroit.

Le Comte de Mirabeau annonça que le Roi alloit partir pour Paris. Dans l'empressement de délibérer au milieu du tumulte de la

---

(1) Je me rappelle très-positivement , que MM. de Blacons et de Sèrent me dirent , que les galeries avoient aussi exprimé leur résolution sur ce sujet.

Capitale, on se déclara inséparable du Monarque, et on lui porta cette déclaration comme une preuve de zèle pour ses intérêts, tandis qu'elle étoit une approbation expresse de l'attentat commis contre sa liberté ( 1 ).

Si l'Assemblée se fût rendue auprès du Roi, si elle eût délibéré loin des applaudissemens, des cris, des menaces de ces funestes galeries, elle auroit pu s'opposer à son départ en lui évitant les conséquences du refus. Elle auroit pu exhorter les Parisiens, leur faire craindre le mécontentement des Provinces et les faire rentrer dans le devoir; mais elle délibéroit froidement sur la contribution du quart des revenus, quand la Famille Royale sortoit du Château à travers les traces du sang des  
 101.185. Gardes du Corps, empreintes dans l'escalier et  
 211.224. aux portes des appartemens, et quand elle  
 270.339. passoit devant la salle, conduite par une foule  
 M. de L'isle. immense.

La procédure donne les détails de cet affreux cortège; il a eu d'ailleurs tant de témoins. Les têtes de MM. de Vaucourt et des Huttes

~~et de MM. de Vaucourt et des Huttes~~

(1) M. Madier de Monjaux, 170<sup>e</sup>. témoin, dit que pendant cette délibération les galeries étoient remplies d'hommes armés, qui avoient couché leurs armes le long des bancs, et qui, lorsqu'elle fut terminée relevèrent leurs armes et sortirent.

avoient été portées à Paris, et leur départ avoit précédé le départ général. Suivant M. le Marquis de Fournès, les personnes qui les por- 185  
toient ou les accompagnoient étoient en si petit nombre, qu'il faut nécessairement croire, que la plupart de ceux qui les ont vues prenoient plaisir à repaître leurs regards de cet affreux spectacle, ou que les gens de bien étoient timides au dernier excès ( 1 ).

La Milice Parisienne, les soldats du Régiment de Flandres, et cette horde barbare, avec une si grande variété d'armes et de costumes, des hommes déguisés, des femmes dansant et tenant dans leurs mains des rameaux de verdure ornés des rubans qu'elles avoient arrachés des vêtemens ou des coiffures des Dames de Versailles; d'autres assises sur des canons, le Roi et sa Famille au milieu de cette escorte; quelques Gardes à cheval; mais la plupart à pied et sans armes, mêlés avec les femmes et les soldats, des chariots pleins de farine fermant la marche, comme si le Roi maitrisoit à son gré l'abondance ou la disette, d'horribles cris d'allégresse, des injures et des menaces contre les ecclésiastiques qui accom- 120.182.

---

(1) Ce témoin dit, que ceux qui suivoient les deux porteurs de têtes n'excédoient pas le nombre de douze.

pagnoient le Roi, le bruit de la mousqueterie ; tel fut l'appareil funèbre de ce convoi, si digne du jour où venoit de se consommer la perte de la Monarchie Française.

Je dois reconnoître que la Famille Royale et les Gardes du Corps qui étoient le 6 Octobre à Versailles, ont été sauvés par la Milice Parisienne ; mais c'est l'insurrection de cette Milice, c'est sa marche qui a créé leurs périls. C'est elle qui a conduit le Roi dans la Capitale. Si le cinq, elle se fût portée sur la route pour arrêter les brigands, si seulement elle fût restée à Paris, le Roi n'auroit pas éloigné le plus grand nombre de ses Gardes, et les brigands auroient été punis.

Il est trop évident que la Milice Parisienne a traité les brigands, comme des auxiliaires qui abusent de la victoire, qu'elle n'a protégé les Gardes du Corps, qu'en écartant avec douceur ceux qui vouloient leur donner la mort. Elle n'a blessé, elle n'a emprisonné aucun des assassins. Elle a fait restituer une partie du pillage de l'hôtel des Gardes et plusieurs de leurs chevaux, sans s'assurer d'un seul voleur. Elle a souffert le triomphe du crime.

262 M. la Combe, Capitaine dans la Milice Parisienne, dit qu'il est allé avec sa Com-

pagnie sur la place d'armes à six heures du  
 matin. *Un quart-d'heure après, quelle a été*  
*sa surprise de voir arriver une populace sortant*  
*des cours du Château, avec des têtes sur des*  
*piques portées en triomphe au milieu de la*  
*Garde Nationale.* M. de Douàizant dit que 286  
 son bataillon étoit près des grandes écuries,  
 quand les brigands qui portoient les têtes enfi-  
 loient l'avenue de Paris. Celui de M. de  
 St.-Gobert étoit au même instant rangé sur 189  
 la place d'armes. Le Sr. Truffet de Versailles  
 vint au Château sur les sept heures. Arrivé 355  
 devant la grande grille, il aperçut deux têtes  
 sur des piques, et remarqua que dans la  
 grande cour, il pouvoit y avoir cinq cent  
 Gardes Parisiens et soixante gens à piques  
 environ. La publicité de cet horrible trophée 23.73.74  
 est encore constatée par beaucoup d'autres 76. 102.  
 témoins. 117.139.  
 143.171.

On arboroit des dépouilles sanglantes des 185.  
 Gardes du Corps, et l'affreux coupe-tête 161.170.  
 faisoit parade du sang dont il étoit couvert et 178.179.  
 de l'instrument de ses forfaits. 327.330.  
 60. 171.

Ceux même qui invitoient publiquement les 139.  
 soldats au crime ont été respectés. Les membres 189  
 de la Milice qui avoient commis ou favorisé 41. 73.  
 les désordres n'ont pas été punis, non plus 120.182.  
 que les sentinelles qui avoient laissé passer les 211.296.  
 346.

brigands sans opposition. Un Gardé du Roi étoit entre plusieurs grenadiers qui l'avoient sauvé de la fureur de la populace. Dans ce moment un autre soldat de la Milice Parisienne 48. 286. est assez lâche pour lui tirer un coup de fusil 328. 363. dans les reins , et ce vil assassin ne subit point d'autre punition que celle d'être désarmé.

182 Au nombre des attentats impunis, il en est un bien extraordinaire. M. de Montmorin , Major en second du Régiment de Flandres , dit que le matin du 6 Octobre , voyant qu'il ne pouvoit contenir ses soldats *mêlés dans la Garde Nationale* , il resta auprès des drapeaux déposés chez le Lieutenant-Colonel. Bientôt après , un détachement de la Milice Parisienne ayant à sa tête des Officiers et des tambours , vint demander ces drapeaux. Toute réclamation fut interdite par des menaces aux Officiers du Régiment de Flandres. Quand les drapeaux furent partis , ces Officiers se plaignirent à M. de la Fayette qui remit un ordre à M. de Montmorin et chargea un de ses Aides-de-camp de l'accompagner. L'Aide-de-camp , après avoir tenu contre la Reine les propos les plus criminels , abandonna M. de Montmorin au milieu de la route. Celui-ci ayant rencontré les drapeaux au *point du jour* , on refusa de les lui rendre malgré l'ordre de



M. de la Fayette. Il attendit dans ce lieu l'arrivée du Roi, l'escorta jusqu'à Paris avec une partie de son Régiment qu'il avoit rassemblée, et ne put obtenir ses drapeaux que sur la place de Grève.

Oui, les Gardes du Corps ont été traités comme des prisonniers de guerre. Lorsque la Milice Parisienne eut expulsé les brigands du Château, ne devoit-elle pas se borner à garantir les postes extérieurs, et leur laisser ceux qui leur appartiennent ? Mais en leur sauvant la vie, elle voulut leur enlever l'honneur de garder le Roi, ou plutôt se réserver le soin de le garder elle-même ; car on ne confondra pas sans doute l'honneur de garder le Roi, uniquement pour le défendre, avec le soin de le garder pour le retenir dans le lieu où il a été conduit. Aussi la Milice Parisienne eut-elle la précaution de s'emparer des postes intérieurs dans les Tuileries. Les Gardes du Corps furent bien étonnés de voir leurs salles remplies par des soldats Parisiens, et de n'être plus que d'inutiles spectateurs du service militaire que d'autres faisoient auprès de la Famille Royale. Le Roi fut convaincu qu'il n'étoit plus en son pouvoir de conserver ses Gardes. Il les éloigna de sa personne peu de jours après son arrivée à Paris. Qui pourroit croire qu'il ne les éloignoit

que pour donner aux Parisiens des preuves de sa confiance ? Il l'a cependant déclaré dans le mois de Novembre suivant, en répondant aux Officiers Municipaux qui permettoient le retour des Gardes du Corps, mais dont la permission fut inutile, parce qu'elle ne plut pas aux *Districts*. On peut mettre cette réponse du Roi au nombre de tant d'autres discours ordonnés par quelques chefs du parti dominant, ou dictés par la chimérique espérance de calmer leur haine, et qui n'ont servi qu'à compléter l'avilissement du trône.

Que disent M. Chabroud et les autres Avocats de M. le Duc d'Orléans pour affaiblir l'horreur que doivent inspirer tant de crimes ? La multitude, suivant l'Avocat Rapporteur, est venue paisiblement sur la place d'armes et dans les cours sans aucune intention ; et les Gardes du Roi, qui étoient cependant en bien petit nombre, ont voulu se donner le plaisir de l'attaquer, et ont commis plusieurs meurtres. Il suppose que le premier choc a eu lieu du côté de la Chapelle, où les Gardes du Roi ont débuté par donner la mort à deux hommes, circonstance sur laquelle il veut bien avouer quelques doutes. Suivant les Avocats consultants, on peut croire que la haine amenoit la populace ; mais ils s'accordent à dire qu'elle

n'a commis aucun excès avant qu'un coup de feu parti de la main d'un Garde du Roi ait tué un des assaillans. Dès-lors tout est justifié pour eux. Un meurtre a été puni par d'autres ; et M. Chabroud sur-tout n'aperçoit plus qu'une juste vengeance. On va juger, s'il est possible, de porter plus loin l'audace de la mauvaise foi.

La populace ne s'est pas seulement introduite du côté de la Chapelle, où elle a pu passer pour se rendre sur la terrasse. Il est même prouvé que la principale horde qui a livré la première attaque est entrée dans la Cour Royale, par la cour des princes, qu'une partie s'est ensuite portée vers la voûte, où d'autres pénétroient au même instant ; c'est ce que constatent les dépositions de MM. Arnaud, de Miomandre, de la Châtre, d'Aguesseau, de Chevannes, Callemant et Guerin.

Un seul des ennemis des Gardes du Corps a péri dans l'attaque du Château. M. le Cointre, qui a cité le registre mortuaire, n'a parlé dans sa déclaration que de la mort d'un seul de ses frères de Paris, tué au bas de l'escalier de la cour de marbre. Les Avocats de M. le Duc d'Orléans n'indiquent aussi qu'un seul homme tué dans la cour de marbre. M. Chabroud a cru qu'il étoit plus utile à sa cause de parler de

plusieurs ; mais cette fausseté n'est appuyée par aucun témoignage.

Le *rassemblement* d'une populace armée, son entrée dans les cours après les crimes qu'elle s'étoit permis la veille, et les menaces entendues pendant la nuit, étoient une provocation suffisante pour que les Gardes du Corps eussent eu le droit de faire feu. Je défie tous les apologistes des forfaits du 5 et du 6 Octobre, de nier que les Gardes devoient s'opposer à l'entrée des brigands armés de piques et des femmes furieuses ou des hommes déguisés qui les accompagnoient ( 1 ). Si même ils eussent été assez nombreux pour espérer de vaincre par leur résistance et de ne pas exposer inutilement les jours du Roi, il eût été de leur devoir de combattre et d'exterminer tous ceux qui se présentoient en armes aux

---

(1) M. Chabroud avoue que les déguisemens lui sont suspects ; mais comme ils démontroient l'existence d'un complot, il veut qu'on les croie cette fois indifférens, parce que, dit-il, le 6 Octobre, des hommes sans masque *marchoient à la tête et frap-  
poient*. Cela prouve seulement qu'il existe des scélérats plus hardis les uns que les autres ; mais il n'en est pas moins vrai, que le 6 Octobre on remarqua parmi les assassins des hommes déguisés, comme on en avoit remarqué la veille. Voyez les 9, 33, 34, 39<sup>es</sup>. témoins.

portes des cours ou parmi les assaillans ; mais comme ils n'avoient pas des forces suffisantes , et qu'ils craignoient pour la Famille Royale , le dernier degré de l'héroïsme fut d'attendre dans leurs postes la foule des assassins qui en vouloient à leurs jours.

J'en ai dit assez , je crois , pour démontrer que les Gardes du Corps seroient exempts de tous reproches , si le 6 Octobre , à six heures du matin , ils eussent tué un ou plusieurs brigands au moment même de la première invasion des cours du Château , que ceux des assaillans qui ont tué ou blessé des Gardes du Corps n'en auroient pas moins mérité le dernier supplice , ainsi que les hommes coupables qui les avoient fait arriver de Paris.

Mais je soutiens que les brigands ont commis plusieurs crimes dans les cours , avant qu'un des leurs ait été tué dans l'escalier de la cour de marbre. Je soutiens de plus que celui-ci n'a pas été tué par un des Gardes du Roi. Je ne prétends pas répondre pour eux à une accusation ; je veux seulement rappeler les faits tels qu'ils se sont passés.

Les Avocats de M. le Duc d'Orléans et M. Chabroud citent les dépositions de la 82. 255. femme la Varenne , du Sr. Laurent , Major 295.315. général de la Basoche , de Louis Prière , portier

du Luxembourg, du Sr. Duperri, Caporal des grenadiers volontaires.

La femme la Varenne est une de celles qui se sont rendues de Paris à Versailles, qui ont passé la nuit dans la salle de l'Assemblée Nationale, et qui de plus sont allées dès le point du jour au Château. Il est clair qu'elle a déposé dans sa propre cause. Aussi dit-elle qu'elle a vu arriver la populace en grand nombre, qu'elle l'a vue grimper aux grilles *qui n'étoient pas ouvertes pour s'introduire dans le Château, que dans ce moment plusieurs Gardes du Roi de l'intérieur du Château ont tiré des coups de mousquet sur le Peuple*, qu'elle en a reconnu trois ou quatre à leurs habits, *que de cette décharge un Citoyen a été tué dans la cour de marbre, que le Garde du Roi qui l'avoit tué a été saisi par la populace qui l'a conduit sur la place d'armes où il a perdu la vie, qu'un autre Garde du Roi ayant porté un coup de poignard dans le bras d'un Citoyen qui en a été blessé, ce Garde a été tué à côté du premier.*

Que de mensonges dans cette déposition ; si les Gardes du Corps ont fait feu de l'intérieur, comment a-t-on pu reconnoître celui qui a tué l'homme mort dans la cour de marbre ? On verra bientôt que la femme la Varenne a voulu, comme le Rapporteur, le Duc

d'Orléans et le Comte de Mirabeau , excuser des assassinats.

Le Sr. Laurent , *Major Général de la Basoche* , prétend que voulant avancer le matin dans la cour de marbre , il entend tirer un coup de fusil ; — puis son tambour de dire : — *mon Général on tire sur nous* ; qu'il vit paroître un jeune homme tenant un fusil brisé qui lui dit en pleurant : *en voilà un qui ne vous tuera pas , je viens de l'assommer , il a déjà tué mon camarade* ; qu'effectivement quelques hommes armés de piques et de fusils conduisoient alors un grand Garde du Corps saignant et mourant , et le traînèrent pour lui donner la mort vis-à-vis un cadavre , auquel un homme à grande barbe coupoit la tête.

Je frémis en lisant cette déposition. Comment le *Major - Général de la Basoche* , puis- qu'il étoit devenu chef militaire , n'a-t-il pas arraché ce malheureux Garde du Corps à quelques brigands ? Il pouvoit donc empêcher ce crime. Le discours de celui qui tenoit un fusil brisé n'auroit pas dû l'arrêter ; car il devoit savoir qu'en supposant que cet homme n'eût pas dit une imposture , les Gardes du Corps avoient le droit de tuer ceux qui avoient pénétré dans les cours.

Sans examiner ici quel degré de confiance

on peut accorder à cette déposition, j'observe que le jeune homme qui apporta un fusil brisé a pu croire le faux bruit qu'on avoit répandu, que son camarade avoit été tué par les Gardes du Corps. J'observe de plus que de l'aveu du témoin, un Garde du Corps étoit déjà mort quand il en vit massacrer un autre. Ainsi le prétendu coup de fusil ne pouvoit pas avoir servi de prétexte au premier assassinat.

Louis Prière dit avoir vu *le feu d'une arme tirée par une croisée à gauche de la salle des Gardes, autant qu'il peut le croire; que ce coup a tué un homme qui étoit sur les marches de la cour de marbre, et au même instant une tête sur une pique, et encore un instant après, une autre tête coupée.* Avant de prouver la fausseté de ce témoignage; nous remarquerons que Louis Prière n'affirme pas que le coup de feu soit parti de la fenêtre de la salle des Gardes du Roi; et que ce témoin est infiniment suspect. Il étoit si content de l'expédition de Versailles; qu'un Garde du Corps ayant dit suivant lui que, si les Parisiens alloient à Versailles, on avoit des forces suffisantes pour les recevoir; il eut soin en partant le 5 Octobre pour Versailles de le dénoncer à des Officiers de sa Milice.



M. Duperri dit qu'il a vu tomber à ses côtés, d'un coup de feu, un *homme vêtu d'une veste courte*; mais il ne dit pas que ce coup ait été tiré par un Garde du Corps.

Il sera facile de prouver que les Gardes du Corps ont été attaqués, massacrés dans les cours au moment de la première irruption de la populace, et qu'ainsi la mort de l'homme tué dans la cour de marbre ne peut avoir été la cause des assassinats commis par elle.

M. Guerin de la Milice de Paris, a dit que les 60 brigands, avant même d'entrer dans la Cour Royale, contraignirent 80 soldats de cette Milice à *faire feu sur les Gardes du Corps*, qui étoient trop éloignés pour pouvoir en être blessés; qu'après avoir forcé la porte, ils coururent sur eux, qu'un des Gardes du Roi ayant été malheureusement atteint fut désarmé et massacré, qu'un autre Garde qui se réfugioit *du côté de la chapelle*, ayant été aussi atteint, perdit la vie, et que sa tête fut séparée de son corps.

M. d'Aguesseau a vu les brigands se précipiter sur les Gardes du Roi en entrant dans les cours.

M. Gueroult du Valmet venoit de <sup>129</sup> quitter le poste de la grille, quand les brigands entrèrent dans la Cour Royale, et so

jetèrent sur un des Gardes qui l'avoient remplacé au même poste ; il fut impossible de le sauver.

139 M. le Comte de la Châtre a vu les brigands se répandre dans la cour des Ministres ; forcer la grille de la cour des Princes, et courir après les Gardes du Roi *qui étoient en sentinelle dans la Cour Royale et sous la voûte de l'appartement de Mesdames*. Des femmes et des hommes déguisés qui étoient entrés *par la cour des Princes et la colonnade*, avoient conduit une bande considérable à la sentinelle qui étoit à la grille Royale. Bientôt passèrent devant lui successivement deux victimes qu'on traînoit au supplice.

312 M. de Prioreau a vu attaquer et poursuivre *par trois hommes à piques* une des sentinelles de la grille. Ils l'ont atteint près de son poste ; lui ont arraché son mousqueton et  
278 l'ont fait périr. — M. de Chevannes a vu également attaquer le poste de la grille et  
16 enlever un des Gardes — M. Arnaud, qui étoit en faction sous la voûte avec M. des Huttes, a vu entrer la populace, a vu saisir et entraîner son compagnon, a été saisi lui-même et s'est échappé avec beaucoup de peine. La manière dont les postes furent  
attaqués

attaqués et les sentinelles investies , est encore attestée par MM. de L'isle et de Raimond.

Peut-on balancer un moment entre ces témoignages et ceux de Louis Prière et de la femme la Varenne ? Puisqu'il est démontré que les brigands se sont emparés de M. de Vancourt au poste de la grille et de M. des Huttes à celui de la voûte, comment ces deux Gardes auroient-ils pu être du nombre de ceux qui auroient tiré de l'intérieur du Château ? Puisque les assassins se sont jetés sur eux au moment de leur entrée dans les cours, ils n'ont donc pas attendu, pour se livrer à leur fureur, qu'un homme ait été tué dans la cour de marbre.

M. Gondran, Officier de la Milice de 28 Paris, a déposé qu'il se mit en marche avec son détachement, pour se porter au Château et réprimer les désordres qu'on lui avoit dit se commettre. Il se rangea en bataille dans la cour de marbre. *Quelque tems après on entendit le bruit d'une arme à feu, et peu d'instans après, on apporta le cadavre d'un ouvrier qui avoit le crane emporté.* Ainsi les désordres avoient précédé l'arrivée de M. Gondran, puisqu'on l'en avoit averti. Ils avoient également précédé la mort de l'ouvrier, puisqu'il n'avoit été tué qu'après son

arrivée. Cette mort n'étoit donc pas la cause des désordres. M. Gondran a ajouté que la populace vouloit assassiner un Garde du Corps auprès de ce cadavre, *en expiation de l'assassinat de cet ouvrier qu'elle disoit avoir été commis par un Garde du Corps qui l'avoit tué du haut de l'escalier.* M. Gondran ne consentit pas à laisser déshonorer son détachement, il protégea celui qu'on alloit assassiner.

33 Le Sr. Valdoni dit expressément que M. de Varicourt avoit perdu la vie, avant qu'un particulier eût été tué dans la cour de marbre. — M. de Chauchard étant monté au Château à six heures du matin, aperçut un Garde du Corps, *au milieu de dix ou douze brigands qui le firent sortir par la grille Royale.* Il lui vit porter les premiers coups. Il se retira glacé d'horreur. Ayant dirigé ses pas vers la cour des Cerfs, *il vit un homme tué que le Peuple portoit dans la cour de marbre.* Ainsi ce témoin a vu périr un Garde du Corps, avant de voir dans la cour de marbre un homme tué porté par le Peuple; et il est essentiel d'observer que ce Garde du Corps, conduit au supplice par la grille Royale, étoit M. des Huttes, qui n'est mort qu'après M. de Varicourt.

Peut-on douter encore que la mort de l'ou-

ouvrier tué dans l'escalier de la cour de marbre ait suivi l'attaque des Gardes du Corps ? Une autre preuve sans réplique se tire de la situation des lieux. Pour pénétrer dans la cour de marbre, il avoit fallu nécessairement forcer les postes des Gardes du Corps, à la grille Royale, et du côté de la Chapelle. Cet homme n'avoit pas pu les forcer seul. Une partie de la populace s'étoit donc introduite avec lui, et elle n'a pu s'introduire sans massacrer ou mettre en fuite les sentinelles. Ainsi, quand cet ouvrier auroit reçu la mort de la main d'un Garde du Roi, puisque cette mort n'auroit été que la suite et non la cause des assassinats commis par la populace, elle ne pourroit donc leur servir d'excuse.

Pour savoir comment a été tué l'ouvrier porté dans la cour de marbre, il faut aussi comparer les témoignages.

Après les assassinats commis dans les cours, pendant que les brigands se présentoient dans le grand escalier pour entrer dans le Château, l'un d'eux voulut tirer sur les Gardes du Corps, et cette fois la justice dirigea le coup, qui brisa la tête de l'un des assassins. Aussitôt ses complices portèrent son cadavre dans la cour de marbre sous les fenêtres du Roi, et comme ils connoissoient le moyen tant de

de fois employé dans cette révolution, celui d'accuser de ses propres forfaits les personnes qui doivent en être les victimes, ils s'écrièrent, *il a été tué par les Gardes du Corps*. Ce récit est autorisé par plusieurs dépositions; celle du Sr. Valdoni Cent-Suisse, qui étoit en ce moment au bas de l'escalier de marbre, qui a vu partir le coup dont cet homme a été tué d'un endroit où il n'y avoit point de Gardes du Corps; celle de M. du Repaire, qui dans l'instant où il sortoit des mains des brigands dans l'escalier, en a vu tomber un à ses pieds d'un coup de feu tiré par un des assaillans; celle du Sr. Morlet, 383 soldat de la Milice Parisienne, qui a vu le coup de feu tiré par un des brigands et reçu par un autre. M. de L'isle atteste qu'un moment après la mort de ce malheureux, ses camarades lui assurèrent qu'il avoit été tué 34 par un de leurs assassins. Enfin le Sr. Bernard, Cent-Suisse, a entendu une décharge de fusils, dirigée du côté de l'escalier du Roi, et a remarqué un particulier vêtu d'un habit vert qui a donné cette décharge.

L'homme tué dans l'escalier de la cour de marbre, n'est pas la seule victime de la maladresse des brigands. Plusieurs de ces misérables ont été blessés par les leurs; je m'étends

que M. Chabroud n'ait pas fait un crime de leurs blessures aux Gardes du Corps. Suivant le Sr. Callemant, des brigands tiroient avant le 373 jour avec tant d'impéritie, que les coups portoient sur ceux de leur parti qui étoient plus en avant. M. Guerin dit, que, lorsque les 60 brigands eurent commandé aux soldats, dans le nombre desquels il se trouvoit, de tirer sur les Gardes, les scélérats impatients n'attendant pas que le feu fût achevé *pour forcer la porte d'une grille* et se jeter sur leurs victimes, et qu'ils *repurent quelques coups de fusil*. M. Arnaud a déposé que M. des Huttes 16 ayant été entraîné près de la cour de marbre, un pistolet d'arçon partit de la foule, et porta sur un particulier qui étoit à côté de lui (1). Quatre ou cinq hommes blessés furent conduits le 6 Octobre à l'Infirmerie; deux témoins qui 23. 56. parlent de cette circonstance ne disent pas

---

(1) Il est vraisemblable, que celui sur qui porta ce coup de pistolet ne fut que blessé, et qu'il ne faut pas le confondre avec l'homme tué au bas de l'escalier; et quand même, contre toute apparence, M. Arnaud auroit voulu parler de l'ouvrier dont le cadavre fut placé sous les fenêtres du Roi, il resteroit toujours prouvé que la mort de cet homme auroit suivi l'invasion des brigands, l'attaque des sentinelles, et le massacre de M. de Varicourt.

qu'ils aient accusé de leurs blessures les Gardes du Corps. M. Voisin, chirurgien, dit même qu'un de ces hommes prétendoit qu'il avoit été entraîné par la multitude ; ce qui prouvoit ses remords.

Nous ne nous occuperons pas de ce que  
 373 dit le Sr. Callemant, au sujet de l'homme tué dans la cour de marbre ; il s'est évidemment trompé. Il dit avoir vu un Garde National Parisien tirer sur un Garde du Corps, le manquer, et celui-ci lui casser la tête d'un coup de pistolet. L'action du Garde du Corps auroit été légitime ; mais il est prouvé que l'homme tué étoit un ouvrier en veste et non *un Garde National* ; et ce n'est point un Garde du Corps qui a fait feu sur lui. Il n'est pas surprenant que dans un pareil tumulte, un des témoins ait pu juger avec précipitation. M. de St. - Aulaire s'est aussi trompé, quand il a dit que cet homme s'étoit tué d'une chute ; il est vraisemblable qu'il l'a vu tomber de loin et n'a pu connoître la cause de sa mort.

J'ai quelques mots à dire sur le coup de poignard, dont M. Chabroud et les Avocats de M. le duc d'Orleans prétendent qu'un Garde du Corps a frappé un Citoyen. La femme la  
 82 Varnne a déposé, ainsi que nous venons de le voir, qu'un Garde du Corps a donné un



coup de poignard *dans le bras d'un Citoyen* ; elle place cet événement après l'irruption des brigands , et conséquemment après l'attaque des postes. Le Sr. Richer affirme avoir ouï <sup>252</sup> dire qu'un Garde du Corps , *en cheveux blancs*, avoit porté trois coups de couteau *près de la Chapelle à un Garde National de Paris* ; enfin le Sr. le Cointre dit dans sa déclaration , qu'un Garde du Corps *ayant rencontré le nommé Cartaine à cinq heures du matin dans la cour des Ministres* , lui porta un coup de couteau *et lut fit une blessure mortelle* ; il attribue ce coup de couteau au premier des Gardes à qui l'on a coupé la tête.

Il n'y a donc qu'un seul témoin , la femme la Varenne dont nous avons prouvé les mensonges , qui assure qu'un Garde du Corps a blessé un particulier au bras d'un coup de poignard. Il est impossible de rien imaginer de plus bêtement atroce que *Pouï dire* répété par le Sr. Richer , et l'assertion du Sr. le Cointre. Il seroit d'ailleurs bien difficile d'en concilier les détails. M. Chabroud cite la femme la Varenne , et l'ouï dire du Sr. Richer , et se garde bien de relever leurs contradictions ; et les Avocats du Duc d'Orléans ont cité le Sr. le Cointre , qui assure qu'il n'est pas allé au Château le 6 Octobre avant huit heures du

matin , et dont il est inutile de combattre le récit imposteur , puisque nous avons expliqué , d'après un grand nombre de témoignages , comment a été assailli le premier des Gardes dont la tête a été mise sur une pique.

Qui donc pourroit soupçonner un Garde du Corps de se servir d'un couteau pour se défendre quand il a d'autres armes ? S'il étoit vrai qu'une de ces généreuses victimes en eût fait usage , n'est-il pas indubitable qu'elle ne pouvoit y recourir qu'après avoir été désarmée , abandonnée sans secours à ces Antropophages , et dans l'agonie d'une mort cruelle , qu'il est si peu consolant pour un homme d'honneur de recevoir de pareils ennemis ? Avec le moindre sentiment de délicatesse et d'humanité , qui pourroit se représenter un Garde du Corps , combattant avec un couteau , qu'il ne se le représente au même instant environné de lâches assassins ? Oui , si un soldat Parisien , nommé Cartaine , a été blessé par un Garde du Corps , ce soldat mérite le dernier supplice. Qu'on prouve qu'il a reçu un coup de couteau , et l'on fera connoître un des bourreaux du 6 Octobre. Et les Avocats du Duc d'Orléans demandent encore pourquoi Cartaine n'a pas été entendu comme témoin. Que ne font-ils donc aussi un crime-

au Procureur du Roi de n'avoir pas fait entendre le *coupe-tête* ?

Quel prétexte restera maintenant à M. Chabroud pour se laver du déshonneur d'avoir présenté les assassinats du 6 Octobre comme des actes de représailles, d'avoir accusé les Gardes du Roi pour justifier leurs assassins, d'avoir prononcé ces horribles paroles : *Je remarque que deux têtes SEULEMENT sont coupées, bien qu'un plus grand nombre de Gardes du Roi périsse, parce que la VENGANCE épuise dans les premiers momens son atrocité* „ Mais si vous voulez connoître la page la plus honteuse de cet infâme Rapport, jetez les yeux sur la page 60, où il dit que la multitude ne commettoit dans les cours aucun excès qui eût pu provoquer les Gardes du Corps, où il les accuse d'avoir eux-mêmes provoqué. Malheur à celui qui nous auroit suivi dans ce triste examen, sans avoir le cœur oppressé d'indignation, contre tant de forfaits et contre leurs apologistes.

M. Chabroud a nié que les brigands soient entrés dans la chambre de la Reine; le Sr. Rabel, dit-il, ne l'affirme pas, et il est probable qu'il est demeuré dans l'*œil de bœuf*; mais puisque Rabel assure que, si le Roi fût

allé une minute plus tard chez la Reine, il y auroit trouvé les brigands, il faut donc qu'il ait quitté l'*œil de bœuf* au moment où le Roi l'a traversé, et qu'il ait vu les brigands dans la chambre de la Reine.

Le Sr. Callemand ne peut avoir vu entrer les brigands, ajoute M. Chabroud, puisqu'il dit que la porte étoit fermée, et qu'un Garde du Roi *avoit donné avis par le trou de la serrure* ; mais le Sr. Callemand ayant déclaré que les assassins de M. de Miomandre étoient entrés dans la chambre de la Reine, il a bien nécessairement supposé qu'ils avoient ouvert ou forcé la porte.

M. Chabroud n'osant pas démentir expressément M. le Comte de la Châtre, accuse son imagination, c'est-à-dire qu'il ne peut réfuter son témoignage.

Mais, dit le Rapporteur, Blaise Etienne a déclaré qu'aucun de ceux qu'il avoit vu entrer dans la salle de la Reine et poursuivre les Gardes du Corps, n'étoit entré dans la chambre.

Blaise Etienne a eu raison de le déclarer. Il est évident qu'il a parlé de la première entrée des brigands, puisqu'il a dit qu'ils ont saisi les Gardes du Corps dans la salle de la Reine, qu'ils en ont poursuivi d'autres, que l'un des

Gardes a prévenu les personnes de service qui ont prévenu Mme. Thibaut. Il a dit de plus *qu'il a été couché en joue par quelques-uns des brigands , et qu'il s'est retiré.* Les Gardes du Corps saisis dans la salle de la Reine étoient M. du Repaire et M. de Miomandre. Alors la Reine n'étoit pas encore sortie de sa chambre , et le Roi n'y étoit pas encore venu. Suivant Rabel , les brigands ne sont entrés dans cette chambre *que lorsque la Reine et le Roi l'avoient quittée.* Ainsi ce que Blaise Etienne a dit de la première arrivée des brigands , ne contredit point ce qui s'est passé lorsqu'ils sont revenus.

Mais Mme. Augué poussa un verrouil , et M. Chabroud ne trouve pas que cet obstacle ait été forcé. Il n'avoit qu'à lire la déposition de M. de la Roque , où il auroit vu que la porte *étant barrée en dedans* , il parvint à se faire connoître et à la faire ouvrir ; et ce qu'il y a de remarquable , c'est que M. Chabroud dit quelques lignes plus bas : *La porte que la Dame Augué avoit fermée fut ensuite ouverte.*

M. Chabroud prétend que le silence du Sr. Bercy , valet de pied de la Reine , et du Sr. Bernard , Cent - Suisse , vaut une dénégation ; mais comment seroit-on en droit de démentir un fait attesté par plusieurs témoins , parce que deux autres

n'en auront pas parlé, ou qu'ils n'en auront pas eu connoissance? Il tire un autre argument de ce que M. de Miomandre avoit vu passer les brigands dans la grande salle, et de ce que MM. Guérout du Berville, Guérout du Valmet et de la Roque, étoient restés après le Roi dans la chambre de la Reine. Si M. de Miomandre a vu entrer les brigands dans la grande salle *pour s'armer*, c'est-à-dire pour s'emparer de quelques armes que les Gardes du Corps avoient pu y laisser dans le tumulte, il n'en est pas moins constaté que les brigands sont revenus attaquer l'appartement de la Reine, pendant que MM. du Berville, du Valmet et de la Roque s'étoient réfugiés dans la chambre. Deux de ces Gardes du Corps disent qu'ils ont suivi le Roi *à l'œil de bœuf*, et le troisième dit que Roi leur fit donner un instant après l'ordre de se rendre *à l'œil de bœuf*, ce qui est absolument semblable. Les brigands sont ensuite entrés dans la chambre de la Reine, et c'est bien là le sens de la déposition du Sr. Rabel, quand il a affirmé qu'*une minute plus tard, le Roi les auroit vus*.

Nous citerons encore pour démontrer que les brigands sont entrés dans la chambre de la

Reine , l'attestation de M. de Luillier, Maréchal des Logis des Gardes du Corps de la Compagnie Ecossoisse. Il doit nous être permis, quoiqu'elle n'ait pas été donnée juridiquement, de la présenter à l'appui de trois témoignages. Malgré tous les efforts de M. Chabroud, la déclaration de M. de Luillier sera plus respectée que celle de M. le Cointre [1].

*L'asyle de la beauté et de la Majesté fut préservé de la profanation. Je respire, cette certitude me soulage. Auroit-on dû s'attendre à lire ces expressions dans le rapport de M. Chabroud? Qui ne seroit pas révolté par cette dégoûtante hypocrisie? Peut-il être accessible à un sentiment généreux, celui qui pour défendre les monstres envoyés contre la Reine, s'est permis tant d'insinuations perfides et calomnieuses, qui, pour pallier les outrages qu'elle avoit reçus, n'a pas craint de l'en accabler lui-même dans l'excès de ses malheurs? Ah! ne croyez pas que ce soit par respect pour son asyle, qu'il en nie la profanation; mais par intérêt pour les sacrilèges dont il veut cacher les forfaits.*

---

(1) M. de Luillier cite lui-même M. de Barraud.

Il est donc trop certain que les crimes commis le 5 et le 6 Octobre 1789 , ont été médités , annoncés et prévus long-tems avant leur exécution , qu'ils ont été la suite d'un horrible complot , que ses coupables auteurs , quoique parvenus à conduire le Roi dans la Capitale , après avoir proscrit ses Gardes , n'ont pas obtenu tout le succès qu'ils desiroient. Il est trop certain que ces Gardes fidèles ont été provoqués , outragés , assassinés , et que , pour ne pas exposer la Famille Royale , ils se sont livrés sans défense à la férocité de leurs ennemis.

Mais passons maintenant aux charges qui concernent le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau.

*Charges contre M. le Duc d'Orléans et M. le Comte de Mirabeau.*

Dans tout autre tems , j'aurois évité soigneusement les expressions qui pourroient paroître trop amères. Aujourd'hui je n'en rechercherai point l'usage ; mais je déclare que je ne les effacerai pas , lorsque la force de la vérité les placera sous ma plume. J'espère qu'on ne perdra jamais de vue que le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau



Jouissent encore de leur triomphe, et que tous les deux m'ont provoqué.

On ne m'accusera pas non plus d'oublier le respect que je dois aux Princes du Sang Royal ; c'est du Trône qu'ils tiennent toutes leurs prérogatives, et je ne puis balancer entre les droits du Trône et celui qui les a méprisés. D'ailleurs, j'adopterois volontiers pour M. d'Orléans le décret qui supprime son titre de Prince.

Le Châtelet a déclaré que M. d'Orléans et M. de Mirabeau l'aîné étoient dans le cas d'être décrétés. M. Chabroud n'a pas trouvé contr'eux dans la procédure, l'indice du plus foible soupçon.

Il est constaté par cette procédure, que depuis long-tems, plusieurs personnes avoient annoncé des projets en faveur de M. le Duc d'Orléans, qu'on vouloit l'élever au rang de Lieutenant-Général du Royaume, que son nom avoit été lié dans la bouche de plusieurs scélérats, aux desseins les plus criminels. Je ne répéterai pas ici les preuves que j'ai déjà citées.

Il est également constaté, que le nommé Gibiard avoit fait dans les mois de Juin ou de Juillet 1789, des plaques de fer aux armes du Duc d'Orléans, qui portoient cette légende, *vive le Duc d'Orléans*, qu'il ne faut

pas confondre avec les plaques de plomb faites par Rousseau dans l'hiver précédent pour être attachées à des poteaux de limites.

Le Palais-Royal, cet infâme réceptacle de la plus honteuse débauche, comme s'il devoit être à la fois le centre de tous les vices, n'a-t-il pas souvent retenti de motions criminelles contre le Roi, sa Famille ou ses plus zélés serviteurs ? C'est-là que furent entendus les premiers cris de proscription qui devoient si bien seconder les progrès de la tyrannie. C'est-là que furent proposés tous les crimes qui ont signalé cette époque désastreuse et flétri le nom François.

M. le Duc d'Orléans devoit-il voir souiller ainsi le lieu de la demeure d'un Prince du Sang-Royal, sans exprimer son indignation, sans prendre les mesures nécessaires pour y faire respecter les Loix ?

- 214 M. Boisse a déposé qu'il a entendu la populace de Paris, au moment où elle arrivoit à Versailles le 5 Octobre ; proférer des imprécations contre le Roi et la Reine ; et plusieurs disoient *que c'étoit le Duc d'Orléans, qu'il leur falloit pour Roi*. Des femmes demandoient à
- 377 Sr. Mercier, valet de garde-robe de Madame Adélaïde, si leur père étoit à Versailles. Il voulut savoir quel étoit leur père, elles répondirent

pondirent *c'est le Duc d'Orléans*. Suivant M. de la Serre , une des femmes qui furent admises dans le Château sur les cinq heures , s'écrioit , *notre père c'est le Duc d'Orléans* , et s'obstinoit à répéter *vive le Duc d'Orléans* , tandis que ses compagnes témoignioient leur satisfaction de l'accueil qu'elles avoient reçu et croioient *vive le Roi*.

Ainsi trois témoins attestent que dans cette multitude qui venoit à Versailles pour se livrer à tant de crimes , le nom du Duc d'Orléans étoit prononcé avec affection , pendant que le nom du Roi , de la Reine et de leurs plus fidèles sujets étoient accompagnés d'horribles menaces.

M. Boisse a dit de plus , que le 5 Octobre il avoit vu M. le Duc d'Orléans sortir de l'Assemblée Nationale à une heure après midi , monter à cheval , suivi de trois de ses gens , et prendre la route de Paris ; que le soir au déclin du jour , il le vit encore à Versailles , dans l'avenue de Paris , entouré de beaucoup de gens armés de piques , lances , pistolets , bâtons et autres armes.

M. Galland , Commis au bureau de la Marine , a vu le 5 Octobre M. le Duc d'Orléans , allant le soir plusieurs fois de chez lui à l'Assemblée , et de l'Assemblée chez lui. M. le Vicomte de

146 Mirabeau a vu dans l'après-midi du 5 Octobre des *Jockeis* et des chevaux de main appartenant à M. le Duc d'Orléans, dans l'avenue de Paris et devant la salle de l'Assemblée, et le soir il les vit encore au coin de la rue des *Chantiers* près de la barrière.

267 M. de la Corbière, Commissaire-général des Suisses et Grisons, sur les 11 heures du matin, se promenant dans le bois de Boulogne, voit deux hommes à cheval vêtus de mauvaises redingotes, portant en bandoulière des sabres suspendus avec des ficelles ; l'un d'eux demande à son domestique le chemin de Boulogne. Un quart-d'heure après il voit M. le Duc d'Orléans à cheval, suivi de deux *Jockeis*, entrer dans le bois par la porte Maillot. Il le voit s'arrêter, donner des ordres à ses *Jockeis* qui le quittent et prennent deux routes différentes. M. de la Corbière revient à la porte Maillot, y apprend l'insurrection et la marche de la populace, rentre dans le bois, y revoit M. le Duc d'Orléans seul sur la route de Boulogne d'où il paroissoit revenir. M. de la Corbière prend la résolution d'aller à Courbevoie et va à la porte Maillot pour y retrouver ses chevaux. Il se met à la suite du Prince qui prenoit le même chemin. Arrivé à la porte Maillot, il voit M. le Duc d'Orléans

léans sur la route de Paris , s'arrêter , paroître indécis pour revenir sur ses pas et prendre *au plus grand galop le chemin de la révolte.* — Pierre Loustant , domestique de M. de la Corbière , ayant attendu son maître , et tenant en main deux chevaux près de la porte Maillot , n'a pu attester qu'une partie de ces circonstances. Il a parlé d'un inconnu à cheval , qui avoit un sabre attaché en bandoulière avec une corde , et qui lui a demandé le chemin de Boulogne. Il a parlé aussi de l'entrée de M. le Duc d'Orléans dans le bois , et de ses deux *Jockeis.*

M. Cosnier , médecin , dans l'après-midi du 29<sup>o</sup> 5 Octobre , étant près de Neuilli , fit rencontre d'un homme qui lui parut être un boucher. Cet homme fut ensuite abordé par un autre qui étoit à cheval , *vêtu de gris* et suivi de deux *Jockeis vêtus de rouge.* M. Cosnier s'éloigne , et le boucher , après avoir quitté les trois cavaliers qui lui parurent continuer leur route vers Paris , lui dit qu'il croyoit *que c'étoit le Duc d'Orléans.*

M. le Duc d'Orléans a déclaré dans l'*exposé de sa conduite* , qu'il avoit été retenu à Paris le 5 Octobre , *par un travail qu'il avoit à faire avec quelques personnes de sa maison.* M. Chabroud , qui n'a pas voulu révoquer en

doute ce qu'affirme M. le Duc d'Orléans , paroît surpris que le domestique de M. de la Corbière n'ait pas vu tout ce qu'a vu son maître , quoiqu'ils ne fussent pas ensemble. Il demande pourquoi l'un n'a vu qu'un inconnu , et l'autre deux , comme si M. de la Corbière n'avoit pas pu être plus attentif que Pierre-Loustant ?

Comment , dit M. Chabroud, M. le Duc d'Orléans ayant été vu par M. de la Corbière à midi et demi , revenant seul du bois de Boulogne , peut-il se trouver à-peu-près à la même heure , revenant de Neuilli avec ses deux *Jockeis* ?

M. Chabroud crée des difficultés qui n'existent pas. M. de la Corbière dit qu'il a vu M. le Duc d'Orléans sur la route de Paris prendre le chemin de la révolte à midi et demi. Celui-ci a pu facilement retrouver ses deux *Jockeis* dans un lieu convenu. M. Cosnier a pu le rencontrer près de *Neuilli* , accompagné par eux. Il étoit alors plus de midi et demi , puisque M. Cosnier avoit eu le tems depuis midi de prendre des renseignemens à la barrière sur ce qui se passoit à Paris , & d'entrer dans le fauxbourg *St.-Honoré* , avant de partir à pied pour *Ruel*. D'ailleurs , dans moins d'un quart-d'heure M. le Duc d'Orléans avoit pu se rendre de la porte *Maillot* à *Neuilli*. Ce retour

précipité répond à l'indécision remarquée par M. de la Corbière.

Mais M. Boisse dit avoir vu M. le Duc d'Orléans sortir de l'Assemblée Nationale à une heure après midi et prendre la route de Paris. Il est certain, comme l'observe M. Chabroud, qu'il ne pouvoit pas être à la fois à Versailles et près de Neuilli. M. Boisse a pu se tromper sur l'heure. Ceux qui ont quelque habitude de la procédure criminelle, savent que rien ne s'efface plus aisément de la mémoire des témoins, que l'heure précise des événemens; mais il n'en est pas moins certain que deux témoins attestent avoir vu M. le Duc d'Orléans le 5 Octobre dans le bois de Boulogne, et que deux témoins attestent l'avoir vu à Versailles.

M. Chabroud ne voit pas, dit-il, quel rapport peut exister entre ces différentes courses et les crimes de ce jour-là; mais on doit reconnoître que, si M. le Duc d'Orléans étoit étranger à ce qui se passoit à Versailles, il est bien malheureux pour lui, qu'il ait eu le 5 Octobre, autant d'activité et d'agitation, qu'il ait eu des ordres si multipliés à faire exécuter; car indépendamment de ceux qu'il a donnés à ses *Joskeis* dans le bois de Boulogne, M. de Bou-  
161  
thillier dit que dans la nuit du 5 au 6 Octobre,

après la levée de la séance de l'Assemblée Nationale, entre trois et quatre heures du matin, il vit deux hommes à cheval, vêtus d'une redingote rouge, venant du côté de Paris, entrer successivement à deux minutes de distance l'un de l'autre chez M. le Duc d'Orléans, et qu'il en vit sortir un troisième vêtu de même, également à cheval et se porter du côté du Château. Quand on veut intriguer, et cependant pour masquer ses démarches, se montrer en plusieurs lieux à la fois, quand on est accablé d'inquiétudes sur les événemens qu'on prévoit, agit-on d'une autre manière ?

Mais je suppose que M. le Duc d'Orléans n'ait point paru à Versailles le 5 Octobre, alors je lui fais un crime de son absence. Je le dénonce à l'opinion publique comme ayant trahi tous ses devoirs, lui qui n'a pas craint, exposé à tant de reproches, de vouloir prononcer sur ma conduite, a-t-il pu croire que la sienne échapperait à l'indignation ? Oublions pour un moment la procédure du Châtelet. Ne jugeons M. le Duc d'Orléans que d'après sa propre défense. Le 4 Octobre, les environs de son palais avoient retenti de menaces et de projets les plus affreux. Des brigands avoient annoncé leur résolution de partir le lendemain pour Versailles. Le 5 Octobre, à une heure



après midi; il n'existoit pas dans Paris un seul individu qui ne fût instruit de ce départ, et de l'esprit de haine et de vengeance qui animoit les révoltés. Le Duc d'Orléans pouvoit d'autant moins ignorer les dispositions de la multitude, qu'il avoit été rencontré par M. de Foucaud, dès le matin près la porte St.-Honoré, 119 seul, vêtu d'une redingote grise avec un chapeau rond. M. le Duc d'Orléans n'a pas nié et ne niera point cette rencontre.

M. de Foucaud de Lardimalie, bon, courageux et loyal Citoyen, étoit conduit hors de sa demeure par les allarmes que lui avoient inspirées les menaces de la veille. Le même motif ne dirigeoit pas M. le Duc d'Orléans. Le premier apprenant combien ses inquiétudes étoient fondées fit de vains efforts pour sortir de Paris, tandis que M. le Duc d'Orléans soutient avoir été retenu chez lui pour travailler avec des personnes de sa maison.

Quel travail pouvoit donc être assez important, assez pressé, pour dispenser un Prince du Sang de voler au secours du Roi, un membre de l'Assemblée Nationale de se trouver à son poste, dans un jour où tout homme qui n'avoit pas perdu jusqu'au dernier germe de la probité auroit regardé comme un devoir sacré de veiller sur le salut de l'Etat. Les dis-

tricts et la populace ne se seroient pas opposés à son passage. Les brigands l'appeloient leur père. Il eût donc été en son pouvoir de prévenir tant de forfaits. Il devoit se montrer à la populace pendant qu'elle étoit ameutée devant l'Hôtel de Ville, à la Milice pendant qu'elle refusoit de rétablir l'ordre, et prenoit le parti des révoltés. Il devoit leur représenter les suites funestes de cette rébellion, leur parler des vertus du Roi, les conjurer de ne pas l'accabler de douleur, réfuter les calomnies qui égaroient le Peuple. Si malgré lui les révoltés étoient partis pour Versailles, il devoit les suivre, y continuer ses efforts, et passer tous ses momens, ou dans l'Assemblée pour veiller avec les gens de bien, ou auprès de la Famille Royale pour la défendre.

Si M. le Duc d'Orléans n'est pas sorti de Paris le 5 Octobre, je l'accuse donc au Tribunal de l'opinion publique, d'avoir préféré *les affaires de sa maison*, quand tous les bons Citoyens ne songoient qu'avec effroi aux suites funestes que pouvoit produire le départ des rebelles ; mais il est prouvé qu'il ne resta point dans l'inaction, comme il a voulu le faire croire. Ses courses, celles de ses valets, sa présence à Versailles ne pouvoient pas avoir un but indifférent, puisqu'il les a niées.

Et comment pourroit-on croire au prétendu zèle de M. le Duc d'Orléans pour la liberté ; à son attachement pour le Roi , quand l'un de ses fils le 5 Octobre pendant qu'on discutait dans l'Assemblée Nationale , la réponse du Roi , s'abaissa jusqu'à parler le langage de la plus vile populace et en condamnant ceux qui défendoient cette réponse , osa dire à haute voix dans la tribune des suppléans , *oui , il faut encore des lanternes*. M. Chabroud dit qu'un des deux témoins qui rappellent cette circonstance est sourd ; mais un homme d'honneur , tel que M. de Raigecourt , ne répète 204 que ce qu'il est sûr d'avoir bien entendu ; et ce qui prouve que sa prétendue surdité ne l'empêche pas d'entendre , pour peu qu'on élève la voix , c'est qu'il a été nommé Député suppléant du bailliage de Nanci , et qu'il assistoit aux séances de l'Assemblée Nationale. Enfin ce qui ne laisse pas douter qu'il a réellement entendu M. le Duc de Chartres , c'est que M. le Marquis de Beau- 242 harnois , à qui l'on ne reproche point d'être sourd , a très-bien entendu lui-même le propos de M. le Duc de Chartres et les plaintes de M. de Raigecourt , qui ne déguisa point son indignation.

A l'âge de M. le Duc de Chartres , on n'est

point familiarisé avec des idées semblables. Si M. le Duc d'Orléans n'eût jamais parlé qu'avec horreur dans sa Famille des crimes commis depuis la révolution , s'il se [fût toujours montré fidèle au Roi , M. le Duc de Chartres ne se seroit pas permis d'approuver ainsi les assassinats ; mais quelle éducation est réservée à ce jeune Prince ? Il vient d'être admis dans le *Club* trop célèbre où se préparent chaque jour les principaux décrets de l'Assemblée Nationale , dans ce Club qui , à l'aide de ses Agens et de ses *affiliés* , propage dans toute la France les plus absurdes et les plus funestes principes , et porte en tous lieux la discorde , la violence et l'anarchie.

168.177. MM. de Digoine et de Frondeville étant le soir du 5 Octobre dans l'appartement de la Reine , on parloit librement sur ce qui se passoit au - dehors du Château ; mais une personne imposa silence , et l'on avertit qu'un valet de chambre du Duc d'Orléans venoit d'entrer. M. Chabroud , d'après quelques différences qui se trouvoient dans les dépositions sur les vêtemens de cet homme , en avoit conclu la fausseté de l'anecdote ; mais M. le Duc d'Orléans dans son Mémoire à consulter , dit que ce particulier étoit depuis dix ans au service de la Reine. Ainsi M. le Duc d'Or-

léans a été instruit que réellement la vue de ce valet de chambre dans l'appartement de la Reine , le 5 Octobre , avoit fait imposer silence à ceux qui s'entretenoient de la fureur de la populace. Il a reconnu qu'il étoit lui-même tellement suspect , qu'on craignoit de parler avec franchise en présence d'une personne qui lui avoit appartenue dix ans auparavant.

Mais comment s'est conduit M. le Duc d'Orléans dans l'affreuse matinée du 6 Octobre. Il soutient qu'il n'est parti de Paris pour Versailles qu'à huit heures du matin , et qu'il n'est allé au Château que dans le moment où les Gardes du Corps sortoient de l'appartement du Roi avec les Gardes Nationales , où quelques-uns *avoient troqué leurs chapeaux contre des bonnets de grenadiers.*

Nous indiquerons par l'ordre des événemens , les instans où la présence de M. le Duc d'Orléans au Château ou dans les cours , pouvoit être de plus ou moins d'importance ; et nous ne nous réglerons pas sur les heures indiquées par les témoins , ces indications pouvant n'être pas toujours précisément exactes.

M. de la Serre dit que sur les six heures , 226  
il monta le grand escalier avec la populace ,

qui proféroit des imprécations et disoit, *notre père est avec nous et marchons*. Il demanda à l'un de ces hommes qui étoit leur père ? Celui-ci répondit, *c'est le Duc d'Orléans*, et le lui montra *au haut de l'escalier*. Alors M. de la Serre se leva "sur la pointe des pieds et „ vit M. le Duc d'Orléans sur le second „ palier à la tête du Peuple, faisant du bras „ un geste qui indiquoit la salle des Gardes „ du Corps de la Reine. Le Duc d'Orléans „ tourna à gauche pour gagner l'appartement „ du Roi „. Il étoit en frac rayé. M. de la Serre se dégagea de la foule pour entrer dans le même appartement, où étant arrivé, il voulut savoir si M. le Duc d'Orléans n'étoit pas chez le Roi ; tous ceux à qui il fit cette demande dirent qu'ils ne l'avoient point aperçu.

168 M. le Duc d'Orléans fut encore vu par M. de Digoine qui le rencontra dans la cour des Princes, *seul, arrêté entre l'escalier et la porte de cette cour*. Ce témoin dit qu'il étoit cinq heures et demi quand on vint l'avertir qu'on forçoit le Château. L'attaque du Château n'a commencé que vers six heures ou environ ; mais il nous donne d'autres moyens de reconnoître l'instant où il a vu M. le Duc d'Orléans. M. de Digoine étoit monté par la cour de marbre , avoit trouvé *dans le grand escalier*

*une foule innombrable d'hommes et de femmes armés de piques, de lances et d'autres armes, qui entraînoient deux Gardes du Corps blessés. Il se présente à la porte de la salle des Gardes du Roi qui étoit fermée, et qu'il ne peut se faire ouvrir. Alors il se retira par la grande salle des Gardes, où il ne vit que des gens pareils à ceux qu'il avoit trouvés sur le grand escalier. Il descendit par l'escalier des Princes, et ce fut en entrant dans la cour des Princes qu'il aperçut M. le Duc d'Orléans. Ainsi M. de Digoine le rencontra après que la grande salle avoit été forcée; mais avant qu'on eût pénétré dans la salle des Gardes du Roi et dans le tems où les brigands remplissoient encore le grand escalier et la grande salle. Quoiqu'en puisse dire M. Chabroud, ce fait vient clairement à la suite de celui dont a parlé M. de la Serre.*

Le Sr. Morlet, sculpteur, soldat de la Milice 383 de Paris, dit, qu'entre six et sept heures, époque du premier choc, il fut mis en sentinelle à la porte de la salle des Gardes de l'appartement du Roi, qu'il avoit eu la consigne de ne laisser entrer que les Officiers, les grenadiers et les Gardes du Corps; que M. le Duc d'Orléans botté, couvert d'un chapeau rond et vêtu d'une lévite, lui demanda pour-

quoi il n'entreroit pas chez le Roi , et s'il ne le reconnoissoit pas ; il lui répondit, *si Monseigneur, mais personne n'entre* ; qu'alors M. le Duc d'Orléans se retira dans une autre pièce.

Il faut reconnoître ici, comme M. Chabroud , que le Sr. Morlet ne put pas être mis en sentinelle au moment même de l'entrée des brigands dans le Château, et le Sr. Morlet ne le dit pas. Il a dit seulement qu'il avoit été mis en sentinelle , par un Officier supérieur à la porte de la salle des Gardes , où il s'étoit rendu par le grand escalier. Il a parlé des brigands qu'il avoit rencontrés dans l'escalier ; mais il est vraisemblable qu'il se trouvoit depuis quelque tems près de la porte quand on le mit en faction. Il résulte toujours de son témoignage que M. le Duc d'Orléans étoit au Château plutôt qu'il ne le prétend, puisqu'il s'est présenté dans le premier instant où la Milice de Paris commençoit à donner des secours , et il s'en falloit de beaucoup alors que le calme fût rétabli.

Trois témoins affirment donc qu'ils ont vu M. le Duc d'Orléans pendant l'attaque du Château. Il a ensuite été revu plusieurs fois dans l'intérieur ou dans les cours à des heures différentes.

256 Le nommé Jobert dit qu'en allant au Châ-



teau , il rencontra devant l'Hôtel des Gardes , la Milice Nationale qui entouroit 13 ou 14 Gardes du Corps. ( Ce qui suppose environ sept heures ; car c'est entre six et sept heures que les Gardes de l'Hôtel ont été conduits au Château ). En continuant sa route , il vit entre la rampe et les casernes des Gardes Françaises M. le Duc d'Orléans *parlant à la multitude où se trouvoient des hommes à piques*. Après avoir passé long-tems à se promener tant dans le Château que dans les cours , et étant revenu par la Cour Royale , il vit une seconde fois M. le Duc d'Orléans sur la place d'armes. 365

La femme du Sr. Tillet , traître à Versailles , dit avoir vu sur les sept heures M. le Duc d'Orléans *au milieu du Peuple , ayant une petite badine à la main* , traverser la Cour Royale , entrer dans la cour de marbre , où elle l'a perdue de vue. Il n'y a point ici d'incertitude sur l'heure , parce qu'elle rend un compte suivi de ce qu'elle a vu sur la place d'armes depuis sept heures jusqu'au moment où le Roi parut sur le balcon. Depuis sept heures beaucoup de Gardes du Corps furent en danger de périr. Elle en secourut même plusieurs après avoir rencontré M. le Duc d'Orléans.

M. le Vicomte de la Châtre a vu M. 132  
le Duc d'Orléans traverser les cours

avec M. le Duc de Biron longtems avant le rétablissement du calme , puisque *peu de tems après l'apparition du Prince* , le plus remarquable des bourreaux des Gardes du Corps , le coupe tête ,  
 131 *avoir demandé du tabac à Dupont , Suisse de*  
 127 *madame de Talaru*. Celui-ci a dit en effet que sur les neuf ou dix heures du matin , ce monstre , les mains toutes ensanglantées , lui avoit demandé du tabac en disant : *en voilà déjà un , ce ne sera pas le dernier*. Il vit passer un moment après un autre Garde du Roi qu'on alloit immoler. On sait que le meurtre des deux Gardes tués dans les cours , a été com-  
 133.136. mis avant sept heures ; ainsi on ne doit pas s'arrêter à l'heure indiquée par le Sr. Dupont ( 1 ).

M. le Vicomte de la Châtre étoit à sa fenêtre avec les Srs. Guenissey et Eudeline , domestiques de M. le Comte de la Châtre , qui disent aussi avoir vu M. le Duc d'Orléans traverser les cours sur les huit heures , suivi

---

( 1 ) M. le Vicomte de la Châtre ne dit point que les têtes de MM. de Varicourt et des Huttes fussent parties pour Paris , quand il se mit à la fenêtre , comme M. Chabroud voudroit le faire entendre. Ce témoin observe , au contraire , que M. le Comte de la Châtre lui dit : « Viens donc , on traîne les Gardes » du Corps , et on leur coupe la tête sur la place » d'armes ».

de la plus vile populace. M. de Frondeville 177  
l'avu à sept ou huit heures , si l'on peut , a-t-il dit,  
*se rappeler les heures dans des circonstances*  
*où l'attention suffit à peine aux événemens.*

Après avoir passé une heure chez un autre  
Député , il revint sur les neuf heures au Châ-  
teau où il revit M. le Duc d'Orléans.

M. de Miomandre de Châteauneuf , étant 381  
au pied du grand escalier , vit M. le Duc  
d'Orléans à côté de deux femmes qui lui paru-  
*rent deux hommes déguisés.* Il pouvoit être  
alors environ huit heures et quart. Après cette  
rencontre , M. de Miomandre aperçut un  
Garde du Corps , M. de la Motte à moitié  
*déshabillé* au milieu d'une foule de brigands ,  
qui leur recommançoit de lui donner une mort  
prompte , et qui fut sauvé par des grenadiers  
de la Milice de Paris.

Le Sr. André Quence dit avoir vu M. le 254  
Duc d'Orléans dans les cours sur les huit  
heures et demié , et M. de la Borde dit l'avoir 195  
vu sur les neuf heures.

M. le Vicomte de Mirabeau a déposé , 146  
qu'étant à la buvette de l'Assemblée Natio-  
nale , il vit entrer M. le Duc d'Orléans et  
M. de Biron. Il les avertit que la séance se  
tiendrait au salon d'Hercule , et que le Pré-  
sident venoit de le faire dire. Ce fait est

nécessairement postérieur à l'entrée de M<sup>lle</sup> de Blacons et de Sérent dans la salle sur les dix ou onze heures , puisque l'avis donné par M. le Vicomte de Mirabeau n'étoit répété  
 122 que d'après ce qu'ils avoient dit en mon nom.  
 241 Sur cet avertissement , M. le Duc d'Orléans et M. de Biron retournèrent au Château. Aussi le Sr. Brayer dit l'avoir vu traverser les cours  
 217 entre dix et onze heures du matin ; et le Sr. Dodemin , sans déterminer l'heure , dit qu'il l'a  
 205 vu au moment où le Roi se monroit sur le balcon.

M. Chabroud trouve quelque différence , dans ce que les témoins ont dit du costume de M. le Duc d'Orléans ; mais il ne sauroit en tirer aucun avantage. M. le Duc d'Orléans ne nie pas d'être allé au Château. Il s'agit uniquement de savoir dans quelles circonstances il a été aperçu. Or de légères différences dans les désignations du costume ne peuvent atténuer ce qu'affirment les témoins , sur les momens où ils l'ont rencontré , sur sa contenance et sur ses actions. Qu'importe qu'ils n'aient pas bien scrupuleusement distingué *une redingote , un frac , une lévite grise ou rayée* ; ce qui au reste peut se ressembler beaucoup , et que les uns aient cru se rappeler qu'il avoit un chapeau rond , d'autres un

chapeau à trois cornes ? Ils se sont tous accordés sur son air riant , sa badine et sa grosse cocarde.

Je ne regarde point comme suffisamment prouvé, que M. le Duc d'Orléans se soit trouvé sur le grand escalier avec les brigands, et leur aient indiqué l'appartement de la Reine, puisque ce fait n'est attesté que par M. de la Serre. Si plusieurs témoins l'eussent certifié, il seroit inutile de recueillir de nouvelles preuves pour prononcer sa condamnation ; mais le témoignage de M. de la Serre, quoiqu'isolé, ajoutoit au moins un puissant motif pour l'accuser.

M. Chabroud paroît surpris que M. de la Serre se soit trouvé dans le grand escalier ; mais ce témoin n'est pas le seul que le zèle ait conduit au Château. Le Rapporteur observe qu'il n'a rien dit du choc arrivé dans l'escalier, et de ce qui s'est passé dans l'intérieur du Château. Il ajoute que les Gardes du Roi n'ont point vu M. le Duc d'Orléans à la tête des brigands ; mais M. de la Serre, suivant sa déposition, est monté avec les premiers assaillans. Les Gardes sont accourus au bruit. M. le Duc d'Orléans auroit pu disparaître avant qu'ils se fussent présentés. M. de la Serre auroit

bien pu juger inutile de répéter ce qu'il savoit être connu d'une foule de témoins.

„ Mais M. de la Serre est le seul qui ait vu „ M. le Duc d'Orléans en frac rayé, d'autres „ témoins ont dit en frac gris „ ; un frac peut être gris et cependant rayé.

„ Comment M. le Duc d'Orléans put-il „ gagner l'appartement du Roi quand les pas- „ sages étoient condamnés „ ? Ils ne l'étoient pas à l'instant où les premiers brigands ont paru. C'est le bruit qu'ils ont fait, qui a porté les Gardes du Roi à se rassembler pour leur défendre l'entrée, et ensuite à barricader les portes.

„ Comment M. de la Serre est-il allé lui-même dans les appartemens du Roi? „ Comme plusieurs autres. Un ancien Militaire, un Chevalier de Saint-Louis, n'a pas dû trouver d'obstacle, s'il est entré avant que les Gardes du Roi se soient retranchés dans leurs salles.

M. Chabroud s'écrie ensuite. „ L'imposture „ du Sr. de la Serre étant évidente, une si „ positive affirmation n'étant pas un garant „ de la vérité, il est permis de douter de tout, „ et il ne reste d'indices que contre les témoins „. Je ne crois point la déposition de M. de la Serre réfutée. Elle subsiste encore dans toute sa force ; mais je suppose même qu'elle fût

démontrée fausse, n'est-ce pas le comble de l'absurdité de prétendre que sur 393 dépositions, il suffit d'en attaquer une pour les anéantir toutes ?

Puisque trois témoins affirment que M. le Duc d'Orléans étoit au Château ou dans les cours, pendant la première attaque dans l'intérieur, puisque plusieurs autres témoins l'ont aperçu pendant que les Gardes du Corps étoient encore poursuivis, ne devoit-il pas prendre leur défense et calmer la fureur des brigands ? Ne devoit-il pas exhorter ceux qui lui témoignent leur dévouement par leurs acclamations à ne pas violer la liberté du Roi, à ne pas le contraindre de quitter sa demeure ?

Quand M. Chabroud a fait son rapport, il a cru devoir regarder comme une preuve l'assertion de M. le Duc d'Orléans, qui prétend n'être parti de Paris pour Versailles qu'à huit heures ; mais il a fait imprimer au nombre des *pièces justificatives* une déclaration faite par un sieur Bisseau, le premier Octobre dernier, devant le Comité de police du *gros Caillou*, où celui-ci dit que se rendant le six Octobre à Versailles à la tête de 60 hommes, il vit *près le point du jour*, à sept heures et demie, M. le Duc d'Orléans dans un carosse attelé de quatre chevaux. Quatre autres particuliers se

disant du nombre des soixante soldats du Sr. Bisseau, ont souscrit la déclaration.

Si cette déclaration étoit une preuve, les juges du Châtelet qui ne la connoissoient pas ne sauroient être coupables de ne l'avoir pas prévue et de s'en être rapportés à la procédure; mais des témoignages juridiques ne peuvent être combattus que par des témoignages du même genre. Si même les cinq personnes qui ont signé la déclaration eussent déposé dans la procédure, elles n'auroient pas suffisamment constaté l'absence de M. le Duc d'Orléans, contre les dépositions de MM. de la Serre, de Digoine et Morlet. Elles auroient pu se tromper sur l'heure. D'ailleurs, il n'y auroit pas eu impossibilité de partir de Versailles à cheval et de se montrer *au point du jour*.

Si M. le Duc d'Orléans est en état de prouver qu'il n'avoit pas paru à Versailles le 5 Octobre, et que le 6 il n'étoit parti de Paris qu'à huit heures, il auroit été admis à faire cette preuve dans le cours de l'instruction; mais la question que le Châtelet présenteoit à l'Assemblée Nationale étoit uniquement de savoir, si les témoignages contre M. le Duc d'Orléans n'autorisoient pas son accusation, et si, pour un délit aussi grave que celui dont il étoit prévenu, sa personne ne devoit pas être



mise en sûreté, en lui réservant tous ses moyens de défense.

Il paroît que dans la matinée du 6 Octobre, M. le Duc d'Orléans fut toujours en activité comme la veille. Indépendamment de ses diverses courses au Château, M. Galland dit 272  
 „ d'avoir vu “ se rendre plusieurs fois de la salle  
 „ d'Assemblée chez lui, entre dix et onze  
 „ heures, recevant les hommages et les saluts  
 „ de toute la populace „

Les *apparitions* de M. le Duc d'Orléans dans les cours ou dans le Château ne sont pas toutes suspectes. Il est très-simple que, sur l'avis donné 132.133.  
 par M. le Vicomte de Mirabeau entre dix 195.205.  
 et onze heures, il se soit rendu chez le Roi 217.254.  
 comme tant d'autres Députés; mais chaque 256.  
 fois qu'il s'étoit montré, il avoit été suivi par la populace. Elle crioit *vive le Duc d'Orléans*, *notre bon Duc d'Orléans*. On crioit même, *VIVE LE ROI D'ORLÉANS*. Ce dernier cri a 127  
 été entendu par M. le Vicomte de la Châtre, M. de Frondeville, M. Duval de Nampiti. 177  
 M. de Frondeville avoit même entendu, quel- 88  
 ques jours auparavant, la populace le suivre avec les mêmes acclamations. M. Chabroud prend ici le parti dont il fait un si fréquent usage, celui de démentir les témoins. Il assure qu'ils ont écouté avec distraction. Il dit que

d'autres témoins n'ont pas remarqué ces mots : *Vive le Roi d'Orléans*, comme s'il n'étoit pas très-naturel que dans une foule où se font entendre différens cris, les témoins fissent des observations diverses. M. Chabroud, que sa profession feroit supposer juriconsulte, ignore-t-il qu'on ne peut opposer à des témoins qui affirment, ceux qui passent un fait sous silence, ceux même qui le nient ?

M. Chabroud a cependant la précaution de soutenir que ces acclamations étant postérieures aux excès commis par la multitude, *ne peuvent avoir aucun sens*. Postérieures ou précédentes, il n'est point de bons Citoyens qui n'en trouvent le sens odieux ; mais les excès n'étoient pas terminés quand le Vicomte de la Châtre et M. de Frondeville ont entendu les cris de *VIVE LE ROI D'ORLÉANS*, puisqu'il n'étoit alors que sept ou huit heures.

Et comment M. le Duc d'Orléans s'excuseroit-il d'avoir pu, dans ce jour affreux, sup-  
 127. 133. porter sans rougir les acclamations des bri-  
 205. 256. gands ? Comment n'étoit-il pas saisi d'horreur,  
 211. en pensant à tant de crimes, en recevant de si honteux applaudissemens, que M. Chabroud appelle *des bénédictions et la récompense du patriotisme* ? Mais quand tous les bons Citoyens

étoient dans la douleur , M. le Duc d'Orléans ne pouvoit dissimuler sa joie (1).

Ce triste départ de la Famille Royale , qui présentoit un spectacle si déchirant , M. le Duc d'Orléans voulut en jouir sur la terrasse de *Passi* ; mais les faveurs de la populace lui parurent en cet instant d'une conséquence dangereuse et le forcèrent à se retirer.

La conduite de M. le Duc d'Orléans après le 6 Octobre n'étoit pas faite pour détruire les soupçons.

L'arrivée du Roi dans la ville de Paris n'avoit point rétabli la tranquillité. Il sembloit que les auteurs des troubles précédens conservoient encore l'espérance d'achever , au milieu de nouveaux désastres , ce qui avoit manqué à l'exécution de leurs projets.

---

(1) MM. Dupré et de Maison-Blanche , 36 et 47<sup>es</sup> témoins , ont déposé seulement , d'après un oui dire , le second , que M. le Duc d'Orléans avoit paru triste et rêveur dans le Château ; le premier , qu'il avoit frappé du pied lorsqu'il avoit entendu annoncer le départ du Roi pour Paris. Quand même ces dépositions seroient plus affirmatives , elles ne démentiroient pas sa gaîté dans les Cours ; mais elles ne renferment qu'un oui dire ; et M. Chabroud voulant mettre les témoignages en contradiction , a mieux aimé prétendre que MM. Dupré et Maison-Blanche avoient parlé comme témoins oculaires.

M. de la Fayette , l'un des plus zélés défenseurs des nouvelles institutions , mais qui étoit bien éloigné de vouloir servir les desseins qu'on supposoit à M. le Duc d'Orléans , résolut de le faire sortir du Royaume , espérant que son absence donneroit plus de facilité pour prévenir les troubles. On ne crut pas les circonstances assez favorables pour porter sur ses actions un examen sévère ; ou peut-être on ne crut pas possible de se procurer assez de preuves pour l'attaquer juridiquement. Il fallut négocier avec lui ; et soit prudence , soit faiblesse , on imagina de colorer son départ par une mission en Angleterre.

“ M. le Duc d'Orléans déclare que M. de la Fayette lui parla du desir du Roi , et lui  
„ dit que son absence ôteroit tout prétexte  
„ pour se servir de son nom , dont il croyoit  
„ qu'on pouvoit abuser , qu'alors il auroit plus  
„ de facilité pour maintenir la tranquillité dans  
„ la Capitale ; qu'enfin cette marque de confiance de la part de Sa Majesté , détournoit  
„ entièrement tous les bruits que la méchanceté  
„ commençoit à répandre sur son compte , „

On n'est point en usage d'envoyer deux Ambassadeurs en même tems. On n'est point en usage de confier des négociations auprès d'une Cour Etrangère à un Prince du Sang.

Il auroit fallu qu'on eût supposé à M. le Duc d'Orléans une bien grande influence sur la cour de Londres, et dans ce cas l'espoir du Ministère François auroit été bien déçu.

M. le Duc d'Orléans assure que la mission étoit importante. Le tems nous permettra d'en connoître la nature ; mais en attendant la découverte de ce mystère, je ne crains pas d'affirmer qu'elle n'étoit ni bien pressée, ni bien sérieuse. D'ailleurs, il est démontré que la mission avoit été faite exprès pour le voyage de M. le Duc d'Orléans et non son voyage pour la mission.

Dès-lors, à quoi bon s'occuper de cette prétendue mission, puisqu'il est reconnu qu'elle n'étoit qu'un prétexte pour masquer la fuite de M. le Duc d'Orléans. Il fut docile ; il obéit à M. de la Fayette. Le Comte de Mirabeau, qui vraisemblablement ne croyoit pas qu'on osât poursuivre, devant un tribunal, un Prince qui jouissoit de tant de *popularité*, soutient qu'il lui fit donner le conseil de rester en France. Dans le discours qu'il a prononcé le 6 Octobre dernier, il nous apprend que la conversation entre le Duc d'Orléans et le Marquis de la Fayette fut *très-impérieuse d'une part, et très-résignée de l'autre*. Il dit avec raison que le Duc d'Orléans avoit reçu *non la mission, mais*

*la loi de partir pour l'Angleterre.* Il prétend lui avoir fait représenter tous les inconvéniens de sa fuite ; il étoit en effet bien évident que l'obéissance du Prince aux ordres de M. de la Fayette, fourniroit de nouveaux motifs à ceux qui voudroient l'accuser. Il se vante d'avoir dit à l'un de leurs amis communs : *S'il obéit, je dénonce son départ. S'il veut rester, j'offre de dénoncer l'autorité qui prend la place de celle des loix.* Le Comte de Mirabeau , d'après ce qu'il dit lui-même , témoignoit donc le plus vif intérêt au sort de M. le Duc d'Orléans dont il vouloit empêcher le départ parce qu'il en craignoit les conséquences.

Si réellement le projet de dénoncer le départ du Duc d'Orléans n'étoit pas un coup de parti convenu, comme l'avoit ouï dire M. de la Fisse, il faut croire que M. le Duc d'Orléans fut trop effrayé par la conversation *impérieuse* de M. de la Fayette, pour pouvoir l'être par la menace du Comte de Mirabeau. Celui-ci reçut dans l'Assemblée un billet de M. de Biron qui lui annonçoit le départ du Prince. Il avoue que dans l'excès de son indignation, il tint un propos, que le Rapporteur, dit-il, *auroit dû faire connoître pour avoir le droit de le taxer d'indiscret*, et que lui-même permet de trouver *insolent* ; mais il est essentiel d'observer qu'il n'eut garde de faire la dénonciation qu'il

avoit d'abord annoncée ou *promise*. Ainsi ses amis , ou lui , avoient changé de résolution.

Or quel est le propos qualifié d'*indiscret* par le Rapporteur ? C'est celui que M. la Fisse a répété par oui dire : “ *Tenez, lisez; il est „ lâché comme un laquais, c'est un j... f..... „ qui ne mérite pas la peine qu'on s'est donnée „ pour lui „* „

M. de Mirabeau déclare que le départ de M. le Duc d'Orléans fut à ses yeux *plus qu'une faute*. Celui-ci n'auroit pas eu *la lâcheté* que lui impute le Comte de Mirabeau s'il eût été exempt de reproches. Sans doute l'expérience démontre qu'on peut être sans courage et jouir de la faveur populaire; mais elle démontre aussi, qu'à l'abri de la popularité l'homme le moins courageux peut prendre le ton menaçant.

Si M. le Duc d'Orléans n'eût pas craint d'être accusé, auroit-il obéi à M. de la Fayette, malgré les conseils de MM. de Biron et de Mirabeau ? N'avoit-il pas par lui ou par ses amis toute la *popularité* nécessaire pour lutter contre celle du Commandant général ? Il étoit si facile de prévoir qu'en acceptant une prétendue mission pour l'Angleterre, il s'avoit coupable devant l'Europe entière. Pourquoi donc auroit-il été si soumis, si sa conduite eût

été pure ? N'eût-il pas dit à M. de la Fayette qu'il étoit un moyen très-simple pour empêcher qu'on n'abusât de son nom, celui de punir les personnes qui oseroient en abuser ? Il auroit fait une déclaration publique de ses sentimens, condamné tous les désordres, demandé qu'on fit tous les efforts possibles pour découvrir les auteurs des crimes du 5 et du 6 Octobre, et qu'on vengeât le Trône et l'auguste Maison à laquelle il a l'honneur d'appartenir.

Mais *les desirs du Roi* ! — M. le Duc d'Orléans, qui s'enorgueillit de son zèle pour la révolution, se seroit avisé bien tard de seconder les volontés du Monarque. Le Roi auroit-il eu le désir de l'envoyer en Angleterre, s'il n'avoit pas regardé sa présence comme funeste ? Auroit-il exigé un pareil sacrifice, si M. le Duc d'Orléans l'eût convaincu de son innocence ?

J'atteste ici la notoriété publique. Qui me démentira quand je dirai que le départ de M. le Duc d'Orléans fut considéré comme la fuite d'un coupable, sa prétendue mission, comme un exil. Ses partisans gardèrent un profond silence, quand son départ fut annoncé dans l'Assemblée le 14 Octobre.

Lorsqu'on le vit généralement accusé dans toutes les parties du Royaume, on résolut de



déconcerter ses accusateurs par une démarche éclatante. M. de Menou, dans la séance du 22 Octobre, proposa d'ordonner à M. le Duc d'Orléans de venir se justifier *au sujet des bruits répandus contre lui*. Personne ne soupçonnera M. de Menou d'avoir eu le dessein de lui nuire. M. le Duc de Liancourt prit la défense de *l'envoyé extraordinaire*, et dit, que les libelles, les calomnies dirigées contre M. le Duc d'Orléans ne méritoient aucune attention. Il fut décidé qu'on passeroit à *l'ordre du jour*; et M. de la Touche, son Chancelier, offrit de soumettre sa propre conduite au Comité des Recherches. Le Public n'en fut pas moins sévère dans le jugement qu'il portoit sur la conduite du Prince.

La confédération du 14 Juillet étoit annoncée depuis long-tems. Elle étoit autorisée par des décrets du 8 Juin. M. le Duc d'Orléans voulut assister à cette fête. Plusieurs fois précédemment, on avoit parlé de son retour; mais on avoit consulté l'opinion, et l'on n'avoit pas cru le moment propice. Les motifs qui avoient occasionné son départ dans le mois d'Octobre 1789, ne lui parurent plus exister sur la fin du mois de Juin 1790. A cette dernière époque, il fut mieux instruit de sa véritable position. Il écrivit à M. de la Touche, le 3

Juillet, une lettre, qu'il le chargea de lire à l'Assemblée Nationale, elle fut lue dans la séance du six. Il disoit dans cette lettre, " le 23  
 „ Juin, j'ai écrit au Roi pour le prévenir que je  
 „ me disposois à retourner à Paris. J'ai, le 29,  
 „ pris congé du Roi d'Angleterre, et mon  
 „ départ étoit fixé pour le 3 Juillet „

Voilà une singulière mission et un *envoyé* d'un nouveau genre, qui ne sollicite pas son rappel auprès du Roi ; mais qui se borne à lui écrire pour le prévenir de son départ, qui n'attend pas son congé de la Cour qui l'envoie ; mais qui le prend de celle où il est envoyé.

Il racontoit ensuite, qu'un Aide-de-camp de M. de la Fayette l'avoit conjuré, au nom de celui-ci, de ne pas se rendre à Paris, en lui donnant pour principal motif, *que des gens mal-intentionnés pourroient prendre son nom pour exciter des troubles*. Il avoit par cette raison suspendu son voyage, et *laissoit l'Assemblée Nationale juge de la conduite qu'il devoit tenir*. Il se plaignoit de ce qu'il étoit *accusé dans un grand nombre de libelles*. C'étoit s'en appercevoir un peu tard :

" *Il est tems de savoir*, ajoutoit-il, quels sont  
 „ les gens mal-intentionnés. *Il est tems de savoir*  
 „ pourquoi mon nom, plus qu'un autre, servi-  
 „ roit de prétexte aux mouvemens populaires „

Je

Je dis moi, qu'il n'étoit plus tems. C'étoit au mois d'Octobre, quand on lui donnoit ce motif pour le faire éloigner qu'il devoit parler ainsi : mais l'obéir et attendre huit mois pour se révolter contre les soupçons, c'étoit donner lieu de penser qu'il avoit attendu pour tenir ce langage, de connoître plus précisément l'état des preuves et de ses moyens de défense.

Enfin il déclaroit que son séjour à Londres étoit inutile depuis le 25 Juin, qu'il vouloit reprendre ses fonctions de Député, *que l'époque du 14 Juillet sur-tout le rappeloit à son poste*, que, si l'Assemblée Nationale décidoit qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur sa demande, *il en concluroit que rien ne s'opposoit à ce qu'il allât reprendre sa place.*

Le séjour de M. le Duc d'Orléans à Londres étoit inutile long-tems avant le 25 Juin, s'il faut en juger par le degré d'influence et de considération dont il y jouissoit. Il étoit sans doute instruit que le parti dominant de l'Assemblée Nationale, par une sorte de ménagement pour l'opinion publique, ou par ingratitude pour ses services, ne lui témoignoit qu'un bien foible intérêt; il n'espéroit point d'être honoré d'une invitation, il ne vouloit qu'un consentement tacite, et par prudence il déclaroit qu'il prendroit pour tel le refus de délibérer.

M. le Duc de Biron ; après la lecture de cette lettre , dit que dans le tems du régime despotique , le soupçon seul pouvoit perdre un bon Citoyen , l'exiler de son pays , que la liberté ne permettoit pas ces excès , *que M. d'Orléans avoit fait beaucoup pour elle , qu'il étoit accusé depuis huit mois ,* que depuis huit mois aucun de ceux qui l'accusoient ne s'étoient fait connoître , qu'aucun fait n'avoit justifié ces accusations , qu'il demandoit que *M. d'Orléans vînt rendre compte de sa conduite et prendre part à la fête Nationale.*

C'étoit avouer que M. le Duc d'Orléans avoit été exilé par le soupçon , qu'il avoit gardé pendant huit mois le silence le plus absolu , contre des accusations de notoriété publique , et enfin qu'il pouvoit revenir , parce qu'aucun des accusateurs ne s'étoit fait connoître. L'Assemblée décida qu'on passeroit à l'ordre du jour.

M. le Duc d'Orléans a fait une mal-adresse en publiant la Consultation de *M. Bonhomme Commeiras*. Il devoit recommander à son Avocat de ne pas se livrer à une répétition fastidieuse du Rapport de M. Chabroud , et de ne pas faire de vains efforts pour prouver que les crimes du 5 et du 6 Octobre n'avoient pas été la suite d'un complot ; car défendre

un pareil système , c'est montrer trop d'intérêt à ce qu'on puisse croire qu'aucun complot n'avoit existé.

Mais dit *M. Bonhomme*, si M. le Duc d'Orléans avoit eu de l'ambition, ce n'est pas le 5 Octobre, c'est le 12 Juillet qu'elle auroit éclaté. Il est très-vrai que dans le mois de Juillet, les succès auroient été plus faciles; mais une semblable réflexion seroit plus propre à faire naître des soupçons qu'à les dissiper. On sait que le nom de M. le Duc d'Orléans ne fut point étranger aux troubles du mois de Juillet. Il est certain qu'en allant à Paris le 12 et le 13 Juillet, en se plaçant à la tête du Peuple, il auroit pu obtenir de grands avantages. Ceux qui lui croient des projets ambitieux pourroient dire, qu'on ne prend pas toujours les meilleurs moyens pour réussir, que le propos tenu par M. de Mirabeau l'aîné à M. de Virieu, indiqueroit que ses Conseillers n'étoient pas contents de son courage, et qu'un projet manqué dans le mois de Juillet pouvoit fort bien subsister encore dans le mois d'Octobre ( 1 ).

---

(1) Les défenseurs de M. le Duc d'Orléans ont dit, que le 17 Juillet, jour où le Roi avoit été forcé de se rendre au vœu des Parisiens qui voulurent le voir dans la Capitale, M. le Duc d'Orléans avoit eu la

„ abandonnés à toute l'ardeur de leur patriotisme , de ces hommes coupables , qui n'ont „ emprunté les dehors du civisme , que pour „ masquer l'ambition la plus criminelle , en imposant à la multitude si facile à tromper et se rendre complices de leurs crimes „ M. le Duc d'Orléans et ses Avocats ont voulu prendre cette phrase pour lui , et n'ont point été touchés de ce que M. Boucher d'Argis , en parlant de quelques Députés accusés par de nombreux témoignages , avoit ajouté : “ *Ah ! sans doute , ils s'honoreront de descendre dans l'arène de la justice pour y manifester leur innocence* „ !

Ainsi M. le Duc d'Orléans et ses Avocats , lorsqu'ils ont entendu distinguer les Citoyens guidés par le patriotisme , des hommes coupables et ambitieux , ont cru qu'on n'avoit pu présenter cette distinction sans placer M. le Duc d'Orléans dans le nombre de ces derniers , et quand ils ont su que M. Boucher d'Argis annonçoit l'espérance de lui voir manifester son innocence , ils l'ont soupçonné de ne pas y croire. Quant aux dix témoins , ils en accusent trois de faux témoignage , sans donner la plus légère preuve pour justifier cette accusation , et ils prétendent vouloir en attaquer sept , parce que *leurs dépositions* , disent-ils ,

*paroissent pleines de faussetés calomnieuses ; et le sont en outre évidemment d'intentions calomnieuses.* Les principes de Jurisprudence établis dans cette Consultation répondent aux raisonnemens et sont appropriés au régime actuel.

M. le Duc d'Orléans et ses défenseurs ont beaucoup exalté ce qu'il a fait pour la révolution. Je ne sais pas s'ils ont voulu parler de services secrets , ou de services publics. Ceux-ci me paroissent d'une bien foible importance. Les instructions qu'il a fait imprimer avant les Etats-Généraux peuvent bien être une preuve de ses projets *en faveur d'une grande révolution* ; mais je ne crois pas que leur influence ait été bien marquée. Quant aux services secrets , je n'ajouterai rien à ce qui résulte de la procédure et des circonstances que je viens de rappeler. Je ne répéterai point les *ouï dire*. Je ne tirerai pas comme tant d'autres de grandes conséquences de l'évanouissement qui survint à M. le Duc d'Orléans dans la chambre de la Noblesse , lorsqu'après avoir prononcé en tremblant un discours pour obtenir *une vérification commune des pouvoirs* , quelqu'un lui demanda sans malice , *qui seroit président*.

Soit que dans cette question , il eût entrevu qu'on lui soupçonnoit des desseins impor-

tans ; soit que , par une fatalité bien extraordinaire , il ait été frappé d'une indisposition subite au moment où l'on attendoit sa réponse , il est certain qu'il balbutia et fut obligé de prendre l'air , aidé de MM. de la Blache , de Chaléon et d'autres Députés de Dauphiné ( 1 ) ; mais je lui reprocherai du moins ses liaisons avec les ennemis du Trône , son empressement à voter en faveur de toutes les propositions qui tendoient à dégrader la Puissance Royale. Etoit-ce donc zèle pour la Liberté ? Ah ! sans doute ce Prince peut se vanter de son zèle pour la révolution ; mais jamais l'amour de la liberté ne fut séparé de celui de la vertu. Quand on veut défendre les droits du Peuple , on commence par le respecter. Quand on affiche les mauvaises mœurs avec autant de scandale que M. le Duc d'Orléans , il est évident qu'on brave les jugemens du Peuple , et qu'on ne le flatte dans certaines circonstances , que pour le faire servir à ses desseins. Non , M. le Duc d'Orléans n'est pas un des défenseurs de la liberté , mais de la licence. Ce n'est pas le Peuple qui l'honore de son affection , c'est la plus vile populace qui le flétrit de son dévouement.

---

( 1 ) On a beaucoup glosé sur les nombreux gilets dont il étoit couvert ce jour-là.



Parmi les nombreuses imprudences que M. le Duc d'Orléans a commises, on peut compter celle d'avoir laissé insérer dans sa Consultation, *que ma fuite après le 6 Octobre fut un acte de lâcheté qui m'a deshonoré.* — Dans quel tems sommes-nous donc ! grand Dieu ! où M. le Duc d'Orléans et les Avocats qui lui ont vendu leur plume, osent prononcer sur l'honneur ! Et n'a-t-il pas craint un parallèle entre sa fuite en Angleterre et mon retour en Dauphiné ?

Attaqué par M. le Duc d'Orléans, je vais donner quelques explications pour ma défense.

J'aurois dû, quand l'Assemblée Nationale refusa le 6 Octobre de se rendre chez le Roi, et qu'elle se couvrit d'un opprobre éternel en parlant de sa dignité, quitter le fauteuil de la Présidence ; mais l'excès de l'indignation ne me permit pas de réfléchir, et je restai stupide-ment à ma place.

Ayant manqué cet instant, je présidai encore dans la séance du soir et dans celle du lendemain ; mais j'étois accablé de remords, de n'avoir pas cessé de présider au moment du départ du Roi pour la ville de Paris. Malgré les dangers que j'avois courus, les menaces dont j'étois l'objet depuis plusieurs mois, et qui avoient été renouvelles le 5 et le 6 Octobre,

je ne craignis pas de découvrir tous les sentimens que j'éprouvois. Les chefs du parti *soi-disant* populaire pouvoient s'attendre ce jour-là à plus de ménagement. Je n'en eus point, et ma conduite fut telle dans la séance du 7 Octobre, que rien ne pouvoit l'excuser, si ce n'est le zèle le plus ardent pour le bonheur de ma Patrie.

Le soir du même jour, vingt ou trente *Monarchistes* se rassemblèrent, je fus de ce nombre. Ils dirent tous que je ne devois plus présider une Assemblée qui avoit refusé de secourir le Roi et de s'opposer à son emprisonnement. Ma santé étoit affoiblie, ma voix éteinte; ils me conseillèrent d'en saisir le prétexte, et de me démettre de la Présidence. J'envoyai cette démission le 8 Octobre, dans des termes qu'on n'a pas cru devoir insérer dans le procès-verbal,

Je me rappelai les divers témoignages de confiance, dont ma Province m'avoit honoré. Je savois qu'un grand nombre de Citoyens, guidés par le patriotisme le plus pur et pénétrés d'horreur pour le crime, persistoient dans les principes que j'avois soutenus dans les Assemblées de Dauphiné et dans l'Assemblée Nationale. Je savois combien on ourdissoit de trames pour tromper le Royaume sur la véritable

situation du Roi. Je résolus de partir. Je regardois le silence sur les crimes du 5 et du 6 Octobre comme un acte de complicité. Il me paroissoit impossible de parler sur ce sujet avec quelque espoir de succès au milieu de Versailles ou de Paris. Je communiquai ma résolution à beaucoup d'autres Députés, qui avoient jugé comme moi tous les malheurs dont nous étions menacés, puisque le Roi n'étoit pas libre, et que les chefs du parti dominant pourroient plus facilement que jamais, lorsqu'ils le jugeroient à propos, faire délibérer l'Assemblée sous les ordres de la populace. Ils m'annoncèrent aussi leur départ et le projet d'éclairer leurs Provinces. L'Etat étoit dans un si grand péril qu'il falloit tenter des moyens vigoureux pour le sauver. Nous devions nous revoir, nous réunir. Nous devions réclamer la liberté du Roi et le transport de l'Assemblée ou une Assemblée nouvelle dans le centre du Royaume. Je pourrois citer beaucoup de Députés qui m'ont fait leurs adieux et qui ont reçu les miens dans cette espérance, et je ne veux pas les désigner à la vengeance des factieux.

Je partis donc pour le Dauphiné le 10 Octobre, parce je crus pouvoir m'y rendre plus utile à la bonne cause, que je ne pouvois l'être

à Paris (1). M. de Lalli-Tolendal, qui étoit parti le même jour que moi, connoissoit mes projets et comptoit aussi sur le patriotisme des Dauphinois. Plusieurs autres Députés allèrent dans leurs Provinces ; mais l'Assemblée Nationale ayant été instruite du grand nombre de passe-ports délivrés ou demandés, et ayant pris la résolution de les refuser quand elle n'en connoitroit pas les motifs, la plupart de ceux qui avoient eu la volonté de partir, craignirent, ainsi que je l'ai su quelque tems après, qu'on n'eût pris des précautions pour les arrêter en route ; d'autres changèrent de dessein, parce qu'ils réfléchirent que les calomnies dirigées contr'eux ne leur laisseroient aucune influence dans leurs Provinces, et qu'ils pouvoient dans les jours de péril augmenter la garde du Roi.

Je puis assurer qu'en quittant l'Assemblée Nationale, je n'avois pas eu pour but de me mettre à l'abri du danger. J'étois dirigé par des motifs plus dignes d'un bon Citoyen. Ces motifs, je ne les dissimulois point à ceux qui combattoient les factieux. Je puis sans inco-

---

(1) Quoiqu'en aient pu dire quelques Libellistes, dont je rougirois de répéter les mensonges, j'ai voyagé sous mon nom et dans ma voiture avec ma femme et un domestique.

venient attester M. le Vicomte de Mirabeau. Il remplissoit les fonctions de Secrétaire pendant ma Présidence. Il sait si le 5 et le 6 Octobre, je me suis occupé de moi, si je suis parti pour mon propre intérêt. On ne sauroit recuser un tel Juge, car on sait qu'il se connoît en courage.

A l'exception de deux ou trois, tous ceux qui étoient revenus dans le lieu de leur domicile, furent forcés de retourner à l'Assemblée. Ils avoient été dénoncés à leurs Concitoyens comme des traîtres par les Agens des factieux. Les uns furent emprisonnés, d'autres enchaînés et conduits comme des criminels. D'autres prévenus du sort qu'on leur destinoit ne sont pas entrés dans leurs maisons.

Je venois en Dauphiné sous de plus heureux auspices. Les lettres que j'avois écrites à la *commission intermédiaire*, dont j'avois l'honneur d'être membre comme Secrétaire des Etats, ne lui étoient pas parvenues; mais le patriotisme des Commissaires avoit prévenu mes vœux. Dès qu'ils avoient connu les crimes du 5 et du 6 Octobre, ils avoient pris une délibération le dix pour convoquer les Etats et leurs *Adjoints*, c'est-à-dire tous les Electeurs des Députés de la Province. Les cris de fureur des Agens du parti démocratique, firent juger qu'il n'étoit pas convenable de publier

cette première délibération. Le quatorze, ils en prirent une seconde, où ils donnèrent pour motifs de la convocation, la nécessité de réparer les impôts, de nommer plusieurs suppléans; mais ils n'oublièrent pas de fixer l'attention de la Province sur les périls qui menaçoient la liberté publique.

Après mon arrivée, je n'épargnai aucun soin pour faire triompher la vérité. Tous ceux dont les intentions étoient pures, n'apprirent pas sans horreur les détails des crimes du 5 & du 6 Octobre. Plusieurs membres des Etats, dans les diverses parties de la Province, tâchèrent de faire sentir au Peuple les avantages de la convocation pour le 2 Novembre; mais ceux des Députés du Dauphiné, qui étoient restés dans l'Assemblée Nationale, rendirent vains tous nos efforts, en faisant circuler avec profusion une Lettre imprimée qu'ils avoient adressée à la Commission intermédiaire pour la détourner de la convocation des Etats.

Dans cette Lettre où les Députés tâchoient de ranimer l'espérance des Dauphinois, de leur cacher la profondeur du précipice, ils faisoient entendre que le Roi et l'Assemblée étoient libres à Paris. Ils assuroient que *le Roi avoit été le maître d'aller à Paris ou de se transporter dans un autre lieu, qu'il s'étoit déter-*

*miné par son propre choix , . . . que le Monarque et toute sa Famille avoient été respectés.*

La fausseté de ces assertions étoit bien évidente pour ceux qui savoient réfléchir. Le Roi avoit été *le maître* de s'éloigner de Versailles le 5 Octobre ; mais en prenant ce parti qui offroit de grands avantages puisqu'il pouvoit tout sauver , il exposoit sa Couronne et sa vie. Réduit à choisir entre son emprisonnement et de si grands périls , on peut dire qu'il étoit *le maître* de s'éloigner , à-peu-près comme celui que poursuivroient des assassins sur les bords d'un torrent , seroit le *maître* de s'y précipiter pour tenter de le franchir à la nage. Les assassins pourroient donc aussi soutenir qu'il étoit le maître de ne pas les attendre : mais , sans doute , on n'a pas osé prétendre que le 6 Octobre , lorsque la Milice et la populace demandoient à grands cris que le Roi s'en allât à Paris , il fut libre de répondre qu'il vouloit rester à Versailles. Quant au prétendu respect pour la Famille Royale , comment avoit-on entrepris de le concilier avec le sang versé dans le Palais du Roi , avec les imprécations , les menaces des brigands , et les dangers qu'avoit courus la Reine ( 1 ) ?

---

(1) Je dois dire que M. le Comte de Virieu , M. le Comte Antoine d'Agoût et M. Revel avoient refusé

Cette Lettre séduisit cependant la multitude. Elle ne crut pas , quand j'étois démenti par la Députation de la Province , que je pusse dire la vérité. Par des intrigues sans nombre , on parvint à faire prendre des délibérations dans quelques Villes et dans quelques Communautés , pour empêcher la convocation des Etats. On annonça même dans plusieurs lieux , qu'on feroit usage des armes pour en disperser les Membres. Il fallut , pour prévenir les plus grands malheurs , différer le terme de la convocation , et ce délai fut bien inutile , puisqu'elle fut pros- crite par un Décret du 26 Octobre , au mépris de tous les droits de la Province , et que les Dauphinois trompés obéirent.

Le 11 Novembre , je fis paroître l'exposé de ma conduite et des motifs de mon retour. Je m'exprimois sur les causes de mon départ de Versailles avec plus de réserve que je ne le fais aujourd'hui , parce que , conservant encore quelques espérances d'éclairer ma Province sur les mensonges qui l'avoient égarée , je ne voulois pas heurter les esprits sans ménagement.

---

de signer cette lettre. M. le Marquis de Langan étoit alors absent. M. Pison du Galand déclara dans l'Assemblée Nationale , qu'il n'avoit signé que par égard pour la majorité de la Députation.

Quand



Quand je fis paroître ce Mémoire , je n'avois pas la résolution de me démettre de mes fonctions de Député , ou du moins j'hésitois encore. J'avois même écrit quelque tems auparavant à M. Ceruti et à M. de Blacons qu'après avoir publié des vérités utiles , je rentrerois dans l'Assemblée Nationale , si je pouvois croire que les suffrages devinssent libres , et qu'on cessât de dicter les délibérations par des menaces que j'avois bravées , ainsi que plusieurs autres Députés , mais dont je ne pouvois me dissimuler la funeste influence sur le plus grand nombre.

Avec la liberté des suffrages , tous les maux pouvoient se réparer ; mais les détails que je reçus au sujet du décret qui avoit mis les biens du Clergé à la disposition de la Nation , ne me laissèrent plus l'espoir de la liberté des suffrages , et conséquemment celui d'être utile.

Je sus que ce décret étoit depuis long-tems prononcé par les Parisiens ; que le jour où il avoit été rendu , une foule immense étoit aux portes ; que les Prêtres étoient menacés , insultés , forcés de se déguiser pour se soustraire aux outrages ; que les galeries avoient sommé un Ecclésiastique de se taire , que personne n'ignoroit que , si la délibération n'étoit pas conforme aux desirs de la multitude , la

sage populaire devoit tomber sur les membres du Clergé ; que plusieurs Députés avoient méprisé les huées et parlé avec beaucoup de force et de courage ; mais que de leurs discours il étoit seulement résulté que plusieurs Journalistes avoient donné pour preuve de la liberté des suffrages , la bonté qu'on avoit eue de les entendre.

Je vis qu'il ne seroit pas au pouvoir du chef de la Milice ou des *Municipaux* , de protéger la tranquillité des délibérations comme ils l'avoient promis , et que les suffrages seroient encore moins libres qu'à Versailles , où j'avois fait une assez longue expérience de l'inutilité de mes efforts.

Depuis que les fausses mesures , adoptées par la Cour dans le mois de Juillet 1789 , avoient servi les desseins des ennemis du Trône et favorisé la défection des troupes , les factieux ligués avec la populace étoient parvenus à dominer dans l'Assemblée. La majorité étoit toujours juste , modérée ; mais toutes les fois que le parti prétendu populaire avoit voulu obtenir un décret , il avoit renversé tous les obstacles. Il ne laissoit triompher la majorité , que lorsqu'il ne jugeoit pas la matière assez importante pour arrêter d'avance une résolution , ou que les principaux chefs

n'avoient pu s'accorder. Clameurs, huées, applaudissemens des galeries, listes de proscription, menaces, calomnies, libelles, outrages de la populace, toutes ces armes si souvent employées depuis à Paris, l'avoient été à Versailles. *Le club des Jacobins* existoit déjà avec moins de publicité, cependant, dans une salle louée par les Députés de Bretagne. Les chefs du parti dominant préparoient dans leurs Comités tous leurs moyens de succès et régloient ce qu'ils appeloient, ce qu'ils appellent encore *la tactique de l'Assemblée*.

J'avois été moi-même obligé plusieurs fois de signer, j'avois vu signer par d'autres des certificats pour de malheureux membres des Communes qui s'étoient avisés d'être scrupuleux, qui, apprenant qu'on vouloit les en punir par le ravage de leurs propriétés, demandoient qu'on rendit témoignage à leur patriotisme.

Sans doute les Députés fidèles au Trône auroient dû se liguier ensemble pour déconcerter tant de manœuvres ; mais ceux qui s'étoient ralliés avoient fait la triste expérience, que peu d'hommes ont pour faire le bien, l'activité que les méchans ont pour faire le mal.

Combien de fois ayant bravé les insultes d'une populace aux ordres des factieux, les libelles, les lettres anonymes et les huées

d'une partie de l'Assemblée, ( car je puis dire avec vérité, que j'étois un de ceux qu'on honoroit le plus de ces distinctions ), j'avois vu les mêmes personnes qui, au moment où je quittois la Tribune, me donnoient des témoignages d'intérêt et d'approbation, voter le moment d'après contre les principes que j'avois défendus et qu'ils avoient adoptés.

M. Thouret, qui dans les cinq premiers mois professoit une autre doctrine que celle qu'il a soutenue depuis, ayant été nommé Président, j'avois vu une partie de cette minorité, qui est aujourd'hui la majorité apparente, se permettre les plus horribles menaces contre lui, contre ses partisans, contraindre l'un à refuser la Présidence, les autres à choisir entre M. Chapelier et M. Syès. J'avois vu plusieurs fois cette minorité quand elle étoit vaincue dans la forme ordinaire des délibérations, exiger à grands cris l'appel nominal et triompher alors par la crainte que ressentoient beaucoup de Députés d'être inscrits dans la liste fatale.

J'avois vu outrager les Ecclésiastiques pour faire cesser leur résistance à l'abolition de la dîme, les menaces du Palais-Royal, et les plus odieuses intrigues porter la terreur dans le Ministère et dans l'Assemblée pour enlever au Roi le libre concours, et le Droit Négatif

en Législation. On n'avoit pas laissé discuter sur l'organisation du Corps législatif. On avoit établi une seule chambre, on s'étoit emparé de toutes les parties du Gouvernement. Les principes admis par la majorité du Comité de Constitution n'avoient pas été soumis au plus léger examen. Ils étoient monarchiques ; ceux qu'admettoit le parti dominant étoient Républicains , et MM. Bergasse de Lallu-Tolendal et moi , ne voulant pas prendre les principes Républicains pour bases de nos travaux , nous avons été obligés de renoncer à ce Comité.

Ainsi , long-tems avant le 5 et le 6 Octobre , je savois que tout ce que le parti dominant oseroit vouloir , il auroit la puissance de le faire , et que , lorsqu'il n'égareiroit pas par des sophismes , il soumettroit par la terreur. Je pourrois citer ici un grand nombre de Députés de tous les partis , à qui j'avois déclaré qu'après la décision sur la Sanction Royale et sur l'unité de chambre , je croyois la Constitution manquée par les bases , que je ne prendrois plus aucun intérêt aux Décrets qui devoient suivre. Je n'acceptai la Présidence que pour avoir la satisfaction de traiter avec mépris les menaces de ceux qui me réservoient , disoient-ils , le sort de M. Thouret ou *une*

*châte glorieuse*; car ayant perdu tout, crédit auprès de ceux qui faisoient les décrets, je ne fus pas moins nommé Président. La majorité réelle a toujours eu le triste privilège de l'emporter au scrutin pour le choix des Officiers; toutes les fois que ses membres, indifférens à ce foible avantage, n'ont pas déserté les élections.

La délibération sur les biens du Clergé m'annonçoit donc la continuité du triomphe du parti dominant. Il avoit bien plus de moyens encore, puisqu'à Versailles il les tiroit principalement du voisinage de Paris, et mon influence eût été d'autant plus nulle, que j'aurois été considéré comme un ennemi dont les projets sont avortés.

D'ailleurs; ne le dissimulons pas. Pour que je pusse me résoudre à rentrer dans l'Assemblée, il falloit non-seulement que les suffrages fussent indépendans; mais de plus, que Paris rendît au Roi sa liberté; tant qu'il n'en jouissoit pas, je ne croyois point qu'il me fût permis de donner mon opinion. Je n'aurois jamais eu que ces mots à prononcer, *le Roi n'est pas libre*. On n'ignore pas avec quels transports de fureur, les moindres réclamations sur ce sujet étoient reçues dans cette Assemblée, et comment on avoit fait un crime à M. le

*Vicomte de Mirabeau* d'avoir osé seulement indiquer un doute pour la défense du Parlement de Metz.

J'adressai donc ma démission au Président le 15 Novembre, et je n'ai pas eu depuis un seul instant de repentir. Quel décret aurois-je pu me flatter d'empêcher ? Par quels moyens aurois-je combattu le parti dominant, par les principes de la justice, de la raison, de la félicité publique ? Plusieurs Députés les ont rappelés mieux que je ne pouvois le faire lorsqu'on a daigné les entendre ; mais on ne s'est mis en peine de leur répondre la plus souvent, que par des huées et des insultes, et les résolutions presque toujours prises d'avance ont été confirmées.

Voyez comme les viles phalanges des factieux ont environné les *Tuilleries*, quand on'a délibéré sur la religion, sur les biens du Clergé, sur la paix et la guerre, sur les assignats. Lorsque la majorité réelle a obtenu un triomphe de peu d'importance dans la cause des Ministres, comme la minorité a frémi de l'apparence d'une défaite, qu'elle n'avoit subie, que parce qu'elle avoit trop compté ce jour-là sur la victoire, et qu'elle avoit négligé les grandes précautions ! Comme deux jours après, elle s'est replacée fièrement dans sa position précédente ! Comme elle a

**fait arriver des pétitions contre le décret qu'elle n'avouoit pas, tandis qu'elle déclare criminelles les pétitions contre les décrets qu'elle a dictés.**

La tyrannie du parti dominant s'est bien accrue depuis mon absence. Plusieurs de ses chefs ne cessent de menacer du haut de la Tribune ceux dont ils ne peuvent enchaîner les suffrages. Quand ils craignent de ne pouvoir les réduire au silence par d'indécentes clameurs, ils ferment la discussion avant même qu'elle soit ouverte. Il faut que les membres qui luttent contre l'esclavage écoutent avec patience l'apologie du pillage et des assassinats, et si quelques cris d'indignation leur échappent, ils sont emprisonnés. Cependant les factieux peuvent impunément les accabler d'outrages, et leur prodiguant les noms qu'eux-mêmes ont mérités, les appeler des conspirateurs et des rebelles.

Une autre considération m'avoit encore déterminé. Avant le 5 Octobre, toutes les grandes bases d'un mauvais Gouvernement étoient déjà posées, si toutefois on peut honorer du nom de mauvais Gouvernement tant d'institutions extravagantes, qui ne sont propres qu'à répandre le cahos de l'anarchie. Il y auroit eu peut-être trop de perfidie à voter pour les décrets qui pouvoient hâter leur ruine, et je



je n'aurois pas voulu soutenir ceux qui pouvoient prolonger leur existence. Pour éviter cette pénible situation, il étoit plus simple de ne pas opiner.

L'expérience démontre qu'un seul obstacle s'est opposé aux projets de la faction démocratique, c'est l'attachement du Peuple à la *Dignité Royale*. Elle a pu anéantir la Royauté; mais elle a été forcée de conserver pour le Peuple le titre de *Roi*, qu'elle a laissé sans fonctions importantes pour en rendre dans l'avenir la suppression possible (1). Je puis me tromper; mais il me semble que le triomphe du parti dominant, dans les questions les plus importantes, avoit assez annoncé ce qu'il devoit

---

(1) L'un des folliculaires de la faction démocratique, Camille des Moulins, membre à juste titre du club des amis de la Constitution, a dit avec franchise, que la Royauté est placée avec tant d'art dans cette Constitution, que, lorsque le Peuple seroit assez éclairé pour en permettre l'anéantissement, il seroit fait sans convulsion, qu'il faudroit *seulement découdre et non pas déchirer*. Il a dit aussi avec une naïveté très-remarquable, qu'on a laissé à la France le nom de *Monarchie*, pour ne pas trop effaroucher ce qui est cagot, idiot, rampant, animal d'habitude; mais qu'à l'exception de quatre ou cinq décrets contradictoires avec les autres, on nous a constitués **EN RÉPUBLIQUE**.

obtenir dans la suite , que les défenseurs de la Monarchie n'auroient point eu de meilleur moyen , pour lui arracher la victoire , que de retourner auprès de leurs Commettans , d'appeler le zèle de tous les bons Citoyens au secours de la Patrie , et peut-être leurs efforts , ainsi combinés dans les diverses Provinces , auroient eu plus de succès.

A Dieu ne plaise , que je veuille ici diminuer la gloire des Députés qui , restés dans l'Assemblée Nationale , ont combattu les destructeurs de leur Patrie avec un dévouement si généreux , un courage si noble , une énergie si touchante ! Ces Députés m'inspirent chaque jour des sentimens d'admiration ; mais je suis souvent tenté de croire qu'ils seroient encore plus utiles dans les Provinces , qu'ils y feroient entendre la vérité avec plus d'avantages , que leurs efforts dans l'Assemblée sont désignés à la multitude comme la cause de la lenteur avec laquelle le bien s'opère ; que les outrages qu'ils reçoivent servent à satisfaire la curiosité , la haine et le délire démocratique des spectateurs dans les galeries ; que , s'ils quitoient l'Assemblée , leurs adversaires se divertiroient entr'eux , et la responsabilité de ces derniers envers le Peuple deviendrait d'une plus dangereuse conséquence. Aussi dans plusieurs cir-

constances où une retraite prochaine du parti de l'opposition paroissoit vraisemblable , les chefs du parti dominant n'ont pu dissimuler qu'ils en redoutoient les suites.

Ceux même qui ne partageront pas cette manière de voir , réfléchiront sur ma position particulière. Venu en Dauphiné après la captivité du Roi , dans l'espoir d'y rappeler le zèle de la véritable liberté , j'ai été sans doute excusable quand je n'ai plus conservé l'espoir de l'indépendance des opinions , de rester dans ma Province , où je n'ai pas cessé un seul moment de faire tous mes efforts pour servir ma Patrie , jusqu'au mois de Juin dernier. A cette époque la sûreté de ma famille , de mes amis , la tranquillité même de la ville de Grenoble , plusieurs fois menacée à mon occasion , ont exigé mon éloignement.

On ne peut savoir combien de Députés seroient revenus dans leurs Provinces , si plusieurs n'eussent été forcés , après avoir quitté l'Assemblée Nationale , de reprendre la route de Paris , si beaucoup d'entr'eux n'eussent été et n'étoient encore retenus par la crainte d'être persécutés dans leurs domiciles , si d'autres n'eussent été enchaînés par le décret sur les passe-ports. Plusieurs Députés du Dauphiné avoient écrit à la Commission intermédiaire pour être remplacés

par des Suppléans ; mais les Etats n'ayant pu se rassembler , il étoit impossible de remplir leurs vœux. Je suis donc fondé à croire qu'un grand nombre de Députés voudroient , comme moi , ne pas participer par leur présence au mal qu'ils ne peuvent empêcher , et ne pas être forcés de reconnoître un caractère légal où ils sentent bien que ce caractère n'existe pas.

Si j'étois rentré dans l'Assemblée Nationale , combien de fois j'aurois été obligé de donner ma démission. Non, jamais je n'aurois consenti à prêter le serment prétendu civique. Si j'avois pu supporter jusques-là le despotisme du parti dominant , je n'aurois certainement pas obéi à un Ordre qui n'a point d'exemple dans les annales de la tyrannie. Je n'aurois jamais promis de maintenir , fût-ce même contre un seul individu , les décrets qui sont contraires au bonheur du Peuple , qui ont été établis par la violence et sans le libre concours du Roi.

On a dit que le serment prêté le 20 Juin 1789 à Versailles , dans la salle *du jeu de paume* , devoit empêcher ma démission. Lorsque j'avois prêté ce serment , l'imprudence avec laquelle on avoit interdit aux membre des Communes le lieu de leur séance sans les en avoir prévenus , faisoit craindre que la Cour n'eût le projet de dissoudre les Etats-Généraux , avant qu'ils

eussent obtenu un seul avantage pour la liberté publique et qu'un seul abus eût été réformé. On jura de ne pas consentir à cette dissolution, de ne pas se séparer avant que la Constitution fût terminée, c'est-à-dire, de délibérer malgré ceux qui voudroient empêcher de délibérer, mais le lendemain de ce serment, si le Ministère et l'armée, en nous laissant délibérer, eussent voulu nous faire voter à leur gré, alors, sans doute, j'aurois refusé d'opiner sous leur influence, et je me serois éloigné dès qu'ils auroient détruit la liberté des suffrages ( 1 ).

---

(1) La preuve du motif qui dicta ce serment, se trouve dans la délibération même, où l'on promettoit de *se rassembler par-tout où les circonstances l'exigeroient*. La crainte de voir dissoudre les Etats-Généraux étoit tellement répandue dans la Capitale, que les Ministres furent obligés de faire publier par le Lieutenant de Police, que le Roi n'avoit jamais eu cette intention. J'ai dit dans *l'Exposé de ma conduite*, que j'avois proposé moi-même le serment du 20 Juin; mais je n'ai pas expliqué les motifs de cette proposition; elle fut faite dans un tems où l'on entendoit par le mot *Constitution*, quelques loix fondamentales pour fixer les limites des pouvoirs, dans un tems où personne ne paroissoit révoquer en doute la nécessité du libre concours du Roi, où la dissolution de l'Assemblée, deux mois après sa convocation, ne laissoit aucun espoir de voir dé-

D'ailleurs, combien les circonstances étoient changées. Le 20 Juin , on craignoit encore les abus de l'Autorité Royale ; dans le mois d'Octobre , elle étoit anéantie ; le 20 Juin ; le Roi étoit libre et disposoit de toutes les forces militaires ; dans le mois d'Octobre , il étoit à Paris où la multitude l'avoit forcé de se rendre. Pourroit-on enfin considérer un serment inspiré par la crainte du despotisme , comme un serment d'obéissance à la populace de Paris ?

---

truire les abus : cependant , je ne proposai point le serment de mon propre mouvement. J'y fus invité par d'autres membres. Je sentoient qu'il pouvoit avoir beaucoup d'inconvéniens pour l'Autorité Royale ; mais ce qui sur-tout me décida , c'est que , si cette proposition n'eût pas été faite , un plus grand mal seroit arrivé. Plusieurs Députés parcoururent les rangs , déclamoient avec violence contre les auteurs de la clôture de leur salle , et tâchoient de persuader qu'il falloit se rendre à Paris où l'on seroit défendu par le Peuple. J'étois justement effrayé des suites funestes que pouvoit avoir le départ des Députés pour Paris dans une pareille circonstance. La fermentation étoit extrême. Les uns parloient d'aller dans la Capitale , d'autres de prêter le serment. Il étoit facile de juger que celui de ces deux avis qui seroit entendu le premier , obtiendrait la préférence ; je me hâtai de proposer le serment ; mais on ne prit point ma rédaction d'une conséquence moins dangereuse que celle qui fut adoptée.

L'Assemblée Nationale a si bien reconnu elle-même que les démissions n'étoient pas contraires au serment du 20 Juin 1789, qu'elle a permis à ses membres de se démettre lorsqu'ils pourroient être remplacés par des Suppléans, et qu'elle a reçu un grand nombre de démissions.

S'il étoit possible que j'eusse enfreint le serment du 20 Juin, quels membres du parti dominant pourroient m'en faire le reproche, eux qui ont violé un serment bien plus respectable, sans lequel ils ne seroient pas Députés; celui qu'ils ont prêté à leurs Commettans de se conformer à leurs *Mandats*. Combien de décisions qu'ils ne pouvoient approuver sans se rendre coupables de parjures !

Quelques-uns m'ont condamné par un exemple dont ils faisoient une bien fausse application. Un digne combattant ne doit jamais quitter son poste. Ah ! sans doute, quelque péril qui s'y trouve attaché, il faut le défendre contre l'ennemi. Je réponds par un autre exemple. Si je me trouve enrôlé dans une troupe infidèle qui trahisse ceux qui l'ont envoyé aux combats; si elle ravage elle-même le pays qu'elle doit garantir, si, bien loin de me protéger dans mon poste, elle m'empêche de faire mon devoir, si enfin elle est plus dangereuse que l'ennemi qu'elle étoit chargée d'attaquer, l'honneur ne

m'ordonne-t-il pas plutôt qu'il ne me défend , de retourner vers ceux qui m'ont envoyé , de les avertir du péril auquel on les expose , et d'abandonner des enseignes qui ne me guident plus vers le salut public ?

On a dit encore que j'avois manqué à la confiance de mes Commettans ; je le nie , et je soutiens que , si les Etats de Dauphiné et leurs Adjoints , c'est-à-dire mes Commettans , avoient pu se rassembler , ils auroient approuvé ma conduite ; car j'ai constamment suivi les principes qu'ils m'avoient chargés de défendre. Ils vouloient qu'aucune Loi ne pût être faite sans l'autorité du Prince. Ils vouloient une Constitution qui assurât à jamais la stabilité des Droits du Monarque et de ceux du Peuple. Au moment où j'ai quitté l'Assemblée Nationale , l'exécution de mon *Mandat* étoit devenue impossible , puisque le Roi étoit forcé de sanctionner toutes les délibérations qu'on lui présentait ; qu'il étoit dépouillé de ses *Droits* , qu'il étoit même privé de sa liberté , et je suppose ( ce que je suis bien éloigné de croire ) qu'ils eussent adopté les nouvelles opinions ; alors je n'étois pas obligé de les servir ; car j'avois promis de défendre leurs volontés écrites dans mon *Mandat* et non d'être leur esclave.

Maintenant on peut comparer ma conduite  
avec



avec celle de M. le Duc d'Orléans et juges lequel des deux départs fut une fuite déshonorante, ou de celui de M. le Duc d'Orléans pour l'Angleterre, ou du mien pour le Dauphiné. S'il étoit innocent, sa fuite étoit une lâcheté; le Comte de Mirabeau, son ami, a été obligé de le reconnoître. Ainsi, tandis que moi Plébéien j'allois en Dauphiné à travers mille périls pour tenter de conserver une Province au Roi, lui Prince du Sang-Royal masquant sa fuite d'une mission secrète, imaginée pour couvrir sa honte, s'enfuyoit en Angleterre soupçonné ou coupable d'avoir trahi son Souverain.

Examinons les charges que présente la procédure contre M. le Comte de Mirabeau.

En rassemblant les preuves de l'existence d'un complot antérieur au mois d'Octobre 1789, nous avons vu que suivant deux témoins, MM. Bergasse et de Virieu, le Comte de Mirabeau avoit eu, dans le mois de Juillet, l'intention de faire élever M. le Duc d'Orléans au grade de Lieutenant-général du Royaume.

Charges contre le Comte de Mirabeau.

J'ai prouvé que ce projet étoit un crime de lèse-Majesté.

Le Comte de Mirabeau n'a point nié ce que M. Bergasse lui avoit entendu dire au sujet de la Lieutenance-générale, en présence de

**MM. Duport, Duroveray et de moi ;** mais il a nié ce qu'il avoit dit à M. de Virieu , dans le tems de la discussion sur les droits de la Maison d'Espagne. On sait qu'il lui fit part alors de ses espérances en faveur de M. le Duc d'Orléans , et qu'il ne considéra point comme un obstacle l'existence de M. le Comte d'Artois et celle de ses enfans. Il prétend que M. de Virieu ne s'est jamais assez montré *l'ami de la Constitution*, pour qu'un homme dont on a tout dit, excepté qu'il fût une bête, l'ait pris ainsi pour son confident. L'opinion publique décidera lequel des deux il faut croire, ou du Comte de Virieu affirmant sur son honneur et sur la foi du serment, ou du Comte de Mirabeau niant dans la Tribune. Ceux qui connoissent le Comte de Mirabeau, ignorent-ils qu'il n'est pas en son pouvoir de taire ses projets ? Cette indiscretion qui le trahit sans cesse est un défaut pour lui, elle est peut-être pour les autres un bienfait de la Providence. Elle semble l'avoir donné de l'indiscretion, comme suivant quelques observateurs, elle fait croître à côté de certaines plantes vénéneuses celles qui doivent leur servir d'antidote ( 1 ).

---

(1) Il est tellement indiscret, que dans le mois de Juillet 1789, étant dans une société, une Dame

Le Comte de Mirabeau ne sait pas même être discret dans la Tribune, et je vais en citer deux exemples. Sur la fin du mois de Septembre 1789, l'agitation étoit extrême dans tous les Districts de la Capitale ; leurs rivalités, leurs prétentions causoient les plus vives inquiétudes. Des membres de l'Assemblée Nationale s'y rendoient fréquemment, et l'on ne croyoit pas qu'ils eussent le dessein d'y rétablir la paix. Le premier Août, M. Reynaud propose de défendre à tout Député d'aller dans les Districts sans mission. Aussi-tôt le Comte de Mirabeau se lève, dit que cette proposition le concerne, et soutient qu'il ne se rend dans les Districts que pour donner des plans de Municipalité.

Le 7 Novembre dernier, M. Lanjuinais propose d'interdire aux Députés, pendant la session présente, l'entrée dans le Ministère. M. de Mirabeau ne peut dissimuler qu'il se regarde comme

---

ayant comparé son adresse sur l'éloignement des Troupes à celles que présentèrent sur le même sujet les Communes d'Angleterre sous Charles I<sup>er</sup>, il s'écria : *Eh bien ! Madame, Cromwel n'a-t-il pas illustré sa famille ?* Combien il est heureux que la nature, en nous donnant pour cette révolution tant d'hommes qui ont le cœur de Cromwel, elle n'en ait pas produit un seul qui en ait la tête.

l'objet de la motion. Il éclate en reproches, en sarcasmes contre ceux qui détruisent ses plus chères espérances. Qu'on ne soit donc pas surpris, quand il fait ses confidences au Public, qu'il ait pu les faire à M. le Comte de Virieu qui ne les lui demandoit pas ( 1 ).

Quant au propos que MM. Bergasse et Regnier ont rappelé d'après moi : " Qu'importe „ que nous ayons pour Roi Louis XVII au „ lieu de Louis XVI „ : On a vu que M. Chabroud, après l'avoir considéré comme très-coupable, a supposé qu'il n'avoit pas été tenu, parce que je n'en parlois pas. Il est même allé jusqu'à dire que j'en *démentois le rapport*. Il avoit donc espéré qu'on l'en croiroit sur sa parole, et qu'on ne liroit pas ma déposition. Le Comte de Mirabeau n'a point autant d'assurance. Il ne nie pas expressément le propos; il se borne à dire qu'il ne se le rappelle pas; mais il a la précaution de soutenir *avec toute la mesure que lui commande son estime pour M. Chabroud et POUR SON RAPPORT*;

---

(1) La veuve Boutte, 54<sup>e</sup>. témoin, dit que sollicitant depuis 19 ans le paiement d'une somme de 5000 liv. que lui devoit le Comte de Mirabeau pour ses habits de nûces, il tâchoit de la rassurer en lui disant qu'il alloit être *Ministre*.

que cette fois le Rapporteur *a mal raisonné*, qu'il n'auroit pas dû trouver ce propos *repréhensible*, que ce propos étoit tel que tout Citoyen pouvoit s'en honorer, non-seulement justifiable à l'époque où on le place ; mais qu'il est bon *en soi*, mais qu'il est louable !

Quand le Comte de Mirabeau a osé dire que ce propos exécrationnel est *bon en soi*, il faut qu'il se soit senti accablé par la force de la vérité. S'il n'eût pas réellement proféré ce blasphème, il l'auroit nié et non pas défendu.

Après avoir soutenu le propos *bon en soi*, il emploie cependant une hypothèse bien absurde dans le but de le justifier, c'est-à-dire, qu'il restreint sa bonté à une supposition, la plus favorable de toutes celles qu'il a pu imaginer.

Supposez, dit-il, "*un Royaliste exalté, tel que M. Mounier, conversant avec un Royaliste tempéré, et repoussant toute idée que le Monarque puisse courir un danger chez une Nation qui professe en quelque sorte le culte du Gouvernement Monarchique, vous trouverez-vous étrange que l'ami du Trône et de la liberté, voyant l'horizon se rembrunir, jugeant mieux que l'enthousiaste, la tendance de l'opinion, l'accélération des circonstances, les dangers d'une insurrection et*

„ voulant arracher son Concitoyen trop con-  
 „ fiant à une périlleuse sécurité , il lui dise :  
 „ *Eh ! qui vous nie que le François soit Monar-*  
 „ *chiste ? Qui vous conteste que la France*  
 „ *n'ait besoin d'un Roi et ne veuille un Roi ?*  
 „ *Mais Louis XVII sera Roi comme Louis*  
 „ *XVI, et si l'on parvient à persuader à la*  
 „ *Nation que Louis XVI est fauteur et com-*  
 „ *plice des excès qui ont lassé sa patience ,*  
 „ *elle invoquera un Louis XVII „*

Je suis donc un *Royaliste exalté, enthousiaste*. J'accepte avec empressement un titre aussi honorable dans un tems où les factieux ont détruit la Royauté. Je ne crois pas avoir besoin de me défendre du soupçon d'aimer le despotisme, ni de prouver que le Comte de Mirabeau, en me donnant un titre que je ne désavoue pas, en usurpe un que personne ne voudra lui reconnoître, celui d'*ami du Trône et de la Liberté*; et j'ai quelque droit de penser, que nul n'auroit le droit de me refuser à moi-même ce dernier titre.

Mais remarquez, comme le Comte de Mirabeau intervertit les rôles. C'étoit moi *Royaliste exalté*, qui étois confiant, et qui n'appercevois aucun danger pour le Monarque; et c'étoit lui *Royaliste tempéré* qui se chargeoit du soin de m'inspirer des allarmes.

Je puis invoquer ici les témoignages des membres de l'Assemblée Nationale. Il n'est pas un seul de tous ceux avec qui je me suis entretenu pendant cinq minutes sur les affaires publiques, qui ne puisse attester que dès la fin du mois de Juin 1789, j'éprouvois les plus vives inquiétudes sur le sort de la Famille Royale, sur celui de la Monarchie; et je ne sais comment le Comte de Mirabeau concilie cette prétendue sécurité avec *la bile noire et les préventions* qu'il me suppose. L'exprime au contraire toutes mes craintes, quand pour les dissiper, il me parloit de l'objet de ma terreur comme d'un objet indifférent.

Mais je soutiens de plus, qu'un discours tel que celui que le Comte de Mirabeau nous donne par supposition, seroit infiniment criminel. Il prétend avoir pu me dire, *si l'on parvient à persuader à la Nation que Louis XVI est fauteur et complice des excès qui ont lassé sa patience, elle invoquera Louis XVII.* Sans doute la Nation étoit depuis long-temps accablée par une foule d'abus, les droits des Citoyens n'étoient pas assez garantis contre la puissance arbitraire; mais ces abus avoient-ils commencé sous le règne de Louis XVI? N'avoit-il rien fait pour mériter notre reconnaissance?

Quel Prince a prêté une oreille plus attentive à tous ceux qui lui parloient en faveur de son Peuple ? Si l'on est quelquefois parvenu à lui surprendre des décisions contraires au bien de l'Etat, n'a-t-il pas fallu, pour le tromper, lui déguiser le piège sous les apparences de la félicité publique ? Plusieurs de ses Ministres ont commis de grandes fautes ; mais qui donc devoit entreprendre de persuader au Peuple que le Roi en étoit le complice ? A-t-il employé, pour les soutenir, tous les moyens qui étoient en son pouvoir ? A-t-il déshonoré son règne par des ordres sanguinaires, des proscriptions ? A-t-il violé les propriétés ? Et quelle atroce exagération que de qualifier les fautes de ces Ministres d'*excès qui ont lassé la patience du Peuple*, et de les considérer comme des motifs suffisans pour détrôner le Roi ! Je ne parlerai pas ici de tous les avantages que nous devons à sa bienfaisance ; l'abolition de la servitude dans ses domaines, l'abolition des corvées et de la torture, l'établissement des administrations provinciales, l'état civil des Protestans reconnu, la liberté des mers. Auroit-il perdu toute son autorité, s'il avoit eu moins de confiance dans l'amour de son Peuple ?

Ainsi le Comte de Mirabeau reconnoît



qu'il a été capable de me dire que Louis XVI seroit *détrôné*, que Louis XVII seroit invoqué, si l'on parvenoit à persuader à la Nation que le Roi étoit fauteur et complice des prétendus excès commis sous son règne. Ce *détrônement*, il ne l'auroit pas condamné comme le plus grand des forfaits, mais annoncé comme un événement simple et naturel, comme un acte légitime.

Ainsi le Comte de Mirabeau sembleroit avoir tellement accoutumé son esprit à de semblables projets, que lors même qu'il s'en défend et cherche des suppositions pour se justifier, il ne peut réussir, malgré tous ses efforts, à imaginer une pensée qui ne soit pas criminelle.

« *Le Zélateur de la Liberté*, dit ensuite  
 „ M. le Comte de Mirabeau, auroit prononcé  
 „ ces paroles avec d'autant plus d'énergie,  
 „ *qu'il eût mieux connu son interlocuteur et les*  
 „ *relations qui pouvoient rendre son discours*  
 „ *plus efficace* „. Par ces expressions il veut  
 faire entendre qu'il auroit eu le dessein d'ins-  
 pirer des allarmes, et l'espoir que j'aurois le  
 soin de les propager; mais quelles étoient mes  
*relations*? S'il restoit à cet homme quelque  
 sentiment de pudeur, si je n'étois pas assuré  
 qu'il garderoit le plus honteux silence, je

l'interpellerai de s'expliquer sans détour ; je lui donnerai le défi de me trouver une seule relation dont je pusse rougir. Je n'en eus jamais de contraires à l'indépendance de mes opinions. Jamais je ne fus guidé que par le desir d'être utile à mes Concitoyens.

M. le Comte de Mirabeau étoit instruit dix ou douze jours avant le 5 Octobre , de ce qui devoit se passer à Versailles , puisqu'il en avoit averti M. Blaisot. Je ne répéterai point ici les conséquences que j'en ai tirées , pour prouver qu'un complot existoit à cette époque , et que M. de Mirabeau n'ignoroit pas , quelles devoient en être les victimes.

148.155. Le 5 Octobre , le Comte de Mirabeau fut  
168.177. du nombre des Députés qui se permirent dans  
201. la Tribune au sujet du repas des Gardes du  
Corps les déclamations les plus violentes. Il  
devoit connoître les dispositions du peuple de  
Paris. Il ne craignoit donc pas d'exciter le  
ressentiment des personnes placées dans les  
galeries. Il annonçoit la possibilité d'une ven-  
geance prochaine ( 1 ).

---

(1) M. de Lalli-Tolendal , dans ses observations sur la lettre du Comte de Mirabeau au Comité des Recherches , relativement à la dénonciation de M. de St.-Priest , a rappelé les expressions dont il s'étoit servi. Il avoit dit que , *l'orgie du premier Octobre étoit*

Il porta même l'excès de la fureur jusqu'à dire, que, si l'Assemblée décidait que la seule personne du Roi étoit sacrée et inviolable, il feroit une dénonciation. Expliquant ensuite ce propos qui devoit être facilement entendu, il dit à ceux qui l'environnoient : *Je dénoncerai la Reine et le Duc de Guiche.* Ainsi pendant que la populace de Paris s'avançoit vers la ville de Versailles, en publiant le Projet d'assassiner la Reine, il alloit redoubler la rage de ses ennemis par une dénonciation que j'eus le bonheur d'empêcher.

155.168.

177.201.

Entre onze heures et midi, le Comte de Mirabeau vint se placer derrière moi et me dit : *M. le Président, quarante mille hommes armés arrivent de Paris. Pressez la délibération, levez la séance, trouvez-vous mal, dites que vous allez chez le Roi.*

Il est essentiel d'observer que les premières femmes qui arrivèrent à Versailles, y parurent vers les quatre heures et la Milice à minuit; mais ce que je trouve de plus remarquable, c'est que le Comte de Mirabeau vouloit faire lever la séance. Il nie d'en avoir eu le dessein.

---

*D'autant plus imprudente, qu'on pouvoit craindre qu'elle n'en produisît d'autres en sens contraire, qu'il laissoit à dessein quelque ambiguïté sur ces paroles.*

Il prétend qu'il n'étoit pas en mon pouvoir de suivre son conseil. Il est très-vrai que l'Assemblée peut prolonger les séances malgré le Président ; mais c'est toujours le Président qui en prononce lui-même la levée sans délibération, si personne ne réclame.

Voici la version du Comte de Mirabeau :

“ Dans la matinée du 5 Octobre, dit-il, je  
 „ fus averti que la fermentation de Paris re-  
 „ doubloit. Je n'avois pas besoin de connoître  
 „ ces détails pour y croire. Un augure qui  
 „ ne trompe jamais, *la nature des choses* me  
 „ l'indiquoit assez. Je m'approchai de M.  
 „ Mounier et je lui dis : Paris marche sur nous ;  
 „ croyez-moi ou ne me croyez pas, peu m'im-  
 „ porte ; mais Paris, vous dis-je, marche sur  
 „ nous. *Trouvez-vous mal*, montez au Châ-  
 „ teau. Donnez-leur cet avis. Dites même, si  
 „ vous voulez, que vous le tenez de moi,  
 „ j'y consens ; *mais faites cesser cette contro-*  
 „ *verse scandaleuse*. Le tems presse, il n'y a  
 „ pas une minute à perdre „.

De son aveu, le Comte de Mirabeau savoit donc dans la matinée du 5 Octobre, que la fermentation redoubloit à Paris. Elle lui avoit déjà été indiquée *par la nature des choses*, et cependant un moment avant de m'en donner cet avis, il venoit, par ses discours incen-

diaires , de propager cette fermentation à Versailles et de désigner des victimes.

Si le Comte de Mirabeau n'eût eu d'autre intention que d'apprendre au Roi ce qui se passoit à Paris , il pouvoit lui faire parvenir un avis par tout autre que par le Président , et il n'étoit pas d'ailleurs nécessaire de me fournir le prétexte ridicule d'une indisposition. Je me rappelle très-positivement qu'il me recommandoit de presser la délibération et de lever la séance. M. de Frondeville assure que M. 177 de Lalli-Tolendal , qui avoit entendu les propres paroles de M. Mirabeau , les lui répéta à l'instant même , et que d'après ce récit , la recommandation de lever la séance étoit au nombre des instructions qu'il m'avoit données. Le Comte de Mirabeau lui-même soutient qu'il m'a dit : *Faites cesser cette controverse scandaleuse* ( la controverse sur la réponse du Roi ). N'est-ce pas reconnoître qu'il m'avoit invité à presser la délibération , à prendre les voix , à lever la séance ? Existoit-il une autre manière de faire cesser les débats ?

Quand le Comte de Mirabeau vint m'annoncer l'arrivée des Parisiens , je crus voir en lui l'intention de m'effrayer. Je crus qu'il ne m'engageoit à terminer la discussion que dans l'espoir d'empêcher les membres de l'Assemblée

Nationale d'être à portée de délibérer au moment de l'arrivée de la populace. C'est cette conviction qui me dicta ma réponse. J'ai cru inutile de la consigner dans ma déposition. Il en a dit quelques mots dans son plaidoyer, mais avec beaucoup d'inexactitude ; la voici telle qu'elle a été prononcée, telle que l'a entendu M. de Lalli-Tolendal qui étoit placé près de moi. *" Je ne presse jamais les déli-*

*„ bérations. Je trouve qu'on ne les presse que  
„ trop souvent „* Mais, M. le Président, ces 40 mille hommes. . . . *Tant mieux, ils n'ont  
qu'à nous tuer tous ; mais TOUS, entendez-vous  
bien, les affaires de la République en iront  
mieux. —* " M. le Président, le mot est joli „

Quoique le Comte de Mirabeau ait mal rendu mes expressions, il a du moins reconnu que je l'avois bravé le jour même où il avoit le plus de puissance. *" Si l'on se rappelle,  
„ dit-il, les préventions et la bile noire qui  
„ agitoient M. Mounier ; si l'on se rappelle  
„ qu'il voyoit en moi LE BOUTE-FEU DE  
„ PARIS, on trouvera que ce mot qui a  
„ plus de caractère que le pauvre fugitif n'en  
„ a montré depuis, lui fait honneur „*

Oui, j'étois accablé d'indignation en voyant le triomphe du crime. Oui, M. de Mirabeau, vous avez eu raison de le déclarer, je vous

*regardois comme l'un des boute-feux de Paris.* Ce que je vous disois le 5 Octobre ne pouvoit avoir quelque caractère qu'à raison du *rassement* de vos protecteurs ; dans toute autre circonstance , pour vous parler ainsi , aurois-je eu besoin de courage ? *Le caractère* que je vous ai montré ce jour-là ne s'est jamais démenti et ne se démentira jamais.

CE PAUVRE FUGITIF n'a que le sort qu'il a préféré. Ayant obtenu de grands succès , lorsqu'il luttoit contre le pouvoir arbitraire dont on abusoit sous le nom du Roi , il lui eût été facile de rester dans les premiers rangs parmi ceux qui jouissent aujourd'hui de la faveur populaire , s'il eût imité leur exemple , s'il eût voulu comme eux anéantir tous les liens de l'ordre et de la justice , en parlant sans-cesse d'égalité et de liberté. Mais n'étant dirigé que par l'amour de son devoir , il a défendu le Peuple quand on l'oppressoit ; le Roi quand on renversoit le Trône ; il n'a fui que pour se dérober au joug qu'il n'étoit pas en son pouvoir de rompre , mais sous lequel il ne courbera jamais la tête. Il n'est point malheureux , parce que sa conscience est pure ; tandis que celui qui croit l'outrager par ces expressions de mépris n'a jamais servi que la licence et la discorde , a toujours été dévoré d'ambition

et de la soif de la célébrité, que les crimes dont sa vie entière est souillée ne peuvent lui laisser un seul instant de bonheur, et qu'il ne parle dans la *Tribune aux harangues*, que le langage des furies qui déchirent son âme.

Le Comte de Mirabeau ajoute : " Je ne l'ai revu que dans l'Assemblée Nationale., qu'il a désertée ainsi que le Royaume peu de jours après. Je ne lui ai jamais reparlé „

Je donnerai bientôt le récit de notre conversation du lendemain, et l'on verra *que nous nous sommes reparlés*. Oui, j'ai déserté l'Assemblée Nationale après la captivité du Roi, et je me fais honneur de l'avoir désertée; mais je n'ai quitté le Royaume que sur la fin du mois de Mai 1790, c'est-à-dire huit mois après mon départ de Versailles. J'ai développé, dans un écrit adressé aux Dauphinois, les motifs de ma retraite hors de France.

Reprenons l'examen de la conduite de M. le Comte de Mirabeau, pendant les journées du 5 et du 6 Octobre.

Le Marquis de Valfond, Lieutenant-Colonel du Régiment de Flandres, a déposé, que le 5 Octobre vers le soir, étant sur la place d'armes à la tête de son Régiment, il avoit vu le Comte de Mirabeau ayant *un sabre nud sous le bras*, et lui avoir dit; *vous avez l'air d'un Charles XII.*

Le



Le Comte de Mirabeau répondit : “ *On ne sait ce qui peut arriver , il faut toujours être en état de défense* , „ — M. de Bouthillier, 161 membre de l'Assemblée Nationale , étant sur la place d'armes entre quatre heures et demie et cinq heures , aperçut M. le Comte de Mirabeau , *causant avec plusieurs soldats* .

Le Comte de Mirabeau prétend qu'il ne pouvoit pas avoir un sabre sous le bras , parce qu'il s'honoroit alors d'avoir le costume des Députés Plébéiens , et qu'on ne porte pas un sabre nud quand on est en manteau , en habit noir et en cravatte. Il observe cependant que l'action de porter un sabre ne seroit pas un crime.

Il est très-vrai que le moderne *Clodius* , après avoir réussi comme celui de Rome , à se faire adopter par d'imprudens Plébéiens , affectoit de se montrer dans le costume de leurs Représentans , afin de paroître plus occupé de leurs intérêts ; mais il n'étoit pas tellement assujetti à cet acte de prudence qu'on ne le vît quelquefois vêtu comme un autre Citoyen. Sa demeure d'ailleurs n'étoit pas assez éloignée pour qu'en sortant de la salle il lui fût impossible d'aller changer d'habit , de prendre un sabre et de se rendre sur la place d'armes. Si

le Comte de Mirabeau étoit armé d'un sabre, ce ne pouvoit pas être pour sa défense. Il n'étoit pas du nombre de ceux qui courroient quelque danger. On ne le soupçonneroit pas non plus d'avoir eu le dessein d'attaquer personne. Il seroit évident qu'il auroit voulu, en se montrant en armes, ranimer le zèle des révoltés. Ce fait n'est attesté que par un seul témoin. Il n'est donc pas encore prouvé; mais il est constaté par les témoignages de MM. de Valfond et de Bouthilier, que le Comte de Mirabeau a été vu près du Régiment de Flandres, et il ne pouvoit pas être ainsi posté dans une intention légitime. Aussi a-t-il nié qu'il eût été le soir du 5 Octobre sur la place d'armes.

Suivant M. Chabroud, la personne vue par MM. de Bouthilier et de Valfond, pouvoit fort bien n'être pas M. de Mirabeau. Il se fonde sur la déposition de M. de la Morte qui déclare, qu'ayant répété d'après un ouï dire devant un Officier d'Infanterie, que M. de Mirabeau avoit été vu dans les rangs du Régiment de Flandres, l'Officier avoit répondu que ce ne pouvoit pas être le Comte de Mirabeau, et que lui-même avoit vu et reconnu *le Comte de Gamache* parmi les soldats. M. de la Morte a même ajouté que M. de Gamache

che ressemble à M. de Mirabeau *pour la taille et la stature* ; mais un propos d'un Officier inconnu ne peut combattre deux dépositions positives. Il ne prouve point que M. de Gamache fût dans les rangs , ou qu'il n'y fût pas dans le même tems que M. de Mirabeau.

M. Chabroud cite encore la déposition de <sup>369</sup> M. de Bessencourt qui , le 5 Octobre , a été abordé par *un grand homme de la taille de 5 pieds sept à huit pouces , assez bien de figure , en redingote de couleur , ayant un sabre nud sous sa redingote*. Ce signalement ne sauroit convenir à M. de Mirabeau ; mais la rencontre faite par M. de Bessencourt n'exclue point la possibilité de celle du Comte de Mirabeau par MM. de Valfond et de Bouthilier. Ce dernier témoin sur-tout , qui le voit et l'entend chaque jour , n'auroit pu se tromper par une ressemblance *de taille et de stature*.

M. le Comte de Mirabeau , dit avoir passé l'après-midi tout entier du 5 Octobre *chez lui en tête à tête avec M. de la Marck , les yeux fixés sur des cartes géographiques , à reconnaître des positions alors très-intéressantes pour les Provinces Beligiques*. N'ayant pu faire lever la séance de l'Assemblée Nationale , il avoit donc pris le parti lui-même de s'en absenter. Lorsque les brigands inondoient

Versailles , outrageoient les Gardes du Corps et remplissoient d'effroi tous les gens de bien , il examinoit froidement des cartes géographiques ; et comme si les troubles de la France n'eussent pas offert un assez grand théâtre à ses passions , son ardeur pour les révolutions sanguinaires étoit si véhément , qu'il étendoit ses fâcheux soins jusques sur la rébellion des Pays-Bas Autrichiens. Quand le sang couloit à Versailles , il ne cherchoit pas à calmer la fureur des révoltés , et il calculoit sur une carte , dans quelle partie du Brabant , le sang pouvoit couler encore.

Quelle singulière analogie entre les moyens de défense du Duc d'Orléans , et ceux du Comte de Mirabeau ! L'un prétend que le 5 Octobre il est resté chez lui pour les affaires de sa maison ; et l'autre , qu'il est resté chez lui pour s'occuper des affaires Beligiques.

Je n'ai point de peine à croire que le Comte de Mirabeau ait pu , le 5 Octobre , être assez indifférent aux dangers que couroit la Famille Royale , pour s'entretenir paisiblement avec M. de la Mark de la révolution du Brabant ; mais cette conversation n'a pas dû l'empêcher de s'arrêter sur la place d'armes , puisqu'il y a été vu par MM. de Valfond et de Bouthillier , M. le Comte de Mirabeau cité encore un

fait remarquable sur lequel il atteste M. de la Marck : *C'est qu'ayant à peine employé trois minutes à dire quelques mots sur les circonstances du moment . . . , et considérant la funeste probabilité que des Conseillers pervers contraindroient le Roi à se rendre à Metz<sup>o</sup>, il lui dit, la dynastie est perdue, si MONSIEUR ne reste pas et ne prend les rênes du Gouvernement.* Ils convinrent, ajoute-t-il, des moyens d'avoir une audience du Prince si le départ du Roi s'exécutoit.

A PEINE TROIS MINUTES ! — François, connoissez donc l'hypocrisie des Démagogues qui vous égarent. Dans leurs harangues sédi- tieuses, ils ne vous parlent que de leur patrio- tisme, de leur zèle ardent pour votre bonheur. Ils ne respirent, disent-ils, que pour vous servir, et voici l'un des plus célèbres qui ne craint pas de dire que, lorsque ses Concitoyens sont prêts à s'arracher mutuellement la vie, à *peine il emploie trois minutes à dire quelques mots sur les circonstances du moment.*

Le Comte de Mirabeau prétend donc avoir annoncé à M. de la Marck le 5 Octobre, que, si le Roi partoît de Versailles, et si MONSIEUR ne restoit pas et ne prenoit les rênes du Gou- vernement, *la dynastie étoit perdue.*

Je demande à l'Europe entière si le Roi de

France n'avoit pas le droit de s'éloigner de Versailles pour mettre en sûreté sa personne et sa famille, pour éviter de subir le joug, pour rester libre enfin ; s'il n'avoit pas le droit de passer d'une Ville de son Royaume dans une autre. Je demande s'il n'auroit pas fallu le dernier degré de scélératesse pour représenter ce départ comme un crime, et pour *perdre la dynastie*. Je demande si la majorité de l'Assemblée Nationale, délibérant sans contrainte, se seroit rendu coupable d'un pareil forfait.

Si le Comte de Mirabeau a tenu ce langage à M. de la Marck, il savoit donc qu'il existoit un parti qui pourroit profiter du départ du Roi pour s'emparer du Trône. Il savoit donc que des moyens étoient préparés pour enchaîner, par la crainte, la plupart des membres de l'Assemblée Nationale. Sans cette certitude, il n'auroit pas cru qu'elle reconnoîtroit l'usurpateur. M. le Comte d'Artois et ses enfans lui paroissent pouvoir être oubliés. Il étoit donc convaincu que, pour changer de dynastie, il suffiroit de soulever le Peuple contre le Roi, et que les droits des Princes absens ne seroient pas respectés ; ce qui confirme le propos répété par M. de Virieu.

Si le Roi fût parti de Versailles, il est vraisemblable que MONSIEUR l'auroit suivi ; et

s'il fût resté, il est trop fidèle sujet de son frère, pour qu'il eût pu sans son consentement libre, se saisir de son autorité ; mais observez que, s'il en faut croire le Comte de Mirabeau, il ne dit pas qu'il desire que MONSIEUR reste ; mais qu'il prévoit seulement ce qui doit arriver s'il ne reste pas. Observez encore qu'il ne prend pas la résolution d'engager MONSIEUR à rester ; mais de solliciter une audience si MONSIEUR reste, pour l'engager à prendre les rênes du Gouvernement. Or si MONSIEUR restoit, s'il échappoit au danger, s'il mettoit obstacle aux projets d'un autre Concurrent, il eût été très-adroit dans la position du Comte de Mirabeau, de se déclarer alors pour lui, d'obtenir une audience pour l'inviter à s'emparer de l'Autorité Royale et de rechercher par ce moyen des droits à sa bienveillance.

Le Comte de Mirabeau dit ensuite que *ses idées, constatées par un billet à un membre de l'Assemblée Nationale, ne se portoient dans le cas possible d'un Régent que sur le frère du Roi*. Il ne dit point dans quel tems, dans quelle circonstance, à quelle personne ce billet a été adressé. Le propos tenu par M. de Mirabeau à M. de Virieu laisse appercevoir qu'il n'a pas toujours été satisfait de la docilité de M. le Duc d'Orléans. Ayant conçu l'espérance de

diriger le gouvernement de l'État, il a bien pu, connoissant mal MONSIEUR, et se flattant de n'en être pas connu, porter quelques instans ses vûes sur lui ; et ce n'est pas sans raison que je le dis ; car quelle est la voie ouverte à son ambition qu'il n'ait tenté de suivre.

Le Comte de Mirabeau nous fournit donc de nouvelles preuves de la vérité d'une observation que nous avons déjà faite, c'est qu'il ne peut entreprendre de se justifier d'un projet coupable sans s'accuser d'un autre.

Dans la séance tenue pendant la nuit du 5 au 6 Octobre, le Comte de Mirabeau fut présent. J'avois déjà reconnu, et l'information a constaté que des femmes ayant troublé la discussion des formes de la procédure criminelle, il les tança vivement et obtint le silence. Ce fait a été rappelé par le Rapporteur, comme propre à justifier M. de Mirabeau. Il est donc utile de le retracer ici : " Je voudrois bien ,, savoir, leur dit-il, pourquoi l'on s'avise de ,, venir troubler nos séances,,. Ceux qui connoissent la multitude ne seront pas étonnés de la manière dont elle reçut cette verte réprimande de la part d'un de ses plus chers favoris. On entendit parmi les femmes des éclats de rire et des battemens de main.

Vers les trois heures du matin, pendant que



je priois MM. de Clermont-Tonnerre et de Lally-Tolendal de savoir ce que vouloit me dire M. de la Fayette qui me demandoit dans une des salles voisines, le Comte de Mirabeau me fit passer un billet écrit au crayon, pour m'apprendre que tous les membres étoient excessivement fatigués et pour m'inviter à lever la séance. On sait bien que ce ne fut point ce billet qui m'y détermina; mais j'observe que le Comte de Mirabeau n'eut pas besoin, pour desirer le repos, des assurances qui me décidèrent moi-même. Il nie de m'avoir écrit ce billet, M. de Lally-Tolendal m'a vu le recevoir et en a pris lecture. Au surplus, le desir du Comte de Mirabeau de voir lever la séance est prouvé par deux témoins; il ne se contenta point de le manifester par un billet. M. de 161 Bouthillier et la fille Beaupré l'entendirent faire 90 cette proposition à haute voix.

Le lendemain 6 Octobre, le Sr. Callemard, Commis au Secrétariat de l'Assemblée Nationale, qu'on ne peut point soupçonner de ne pas connoître M. de Mirabeau, a dit, qu'étant 373 sur la place d'armes, un moment après l'attaque du Château, une grande partie du Régiment de Flandres lui parut avoir l'air inquiet et occupé à cacher quelqu'un, qu'effectivement il vit dans les rangs plusieurs Députés qu'il ne

*reconnut point, si ce n'est M. le Comte de Mirabeau qui étoit ainsi que les autres fort mal mis, et qu'il reconnut parfaitement ( 1 ).*

M. Chabroud prétend que la fatale scène étant passée, M. de Mirabeau ne pouvoit point avoir de raison pour se cacher dans les rangs du Régiment de Flandres ; mais le Sr. Callemmand venoit de quitter le Château où les brigands étoient encore. Le départ du Roi pour la Capitale n'étoit pas annoncé. Si le Comte de Mirabeau étoit alors avec d'autres Députés parmi les soldats, il ne pouvoit pas y être pour leur recommander les règles de la discipline et la fidélité au Roi. Il a cru devoir ne pas dire un seul mot, dans son plaidoyer de la déposition du Sr. Callemmand.

A dix ou onze heures, quand on dit aux Députés qui se trouvoient dans la salle, que le Roi desiroit qu'ils voulussent se rendre auprès de lui et l'aider de leurs conseils, le Comte de Mirabeau fut le premier qui osa se montrer insensible aux malheurs du Monarque et proposer de répondre à ses vœux par un refus. Lorsque je vins moi-même les presser de rem-

---

(1) Le Rédacteur de la Gazette de Paris a dit, que le Sr. Callemmand a été renvoyé du Secrétariat de l'Assemblée Nationale pour avoir déposé contre M. de Mirabeau ; j'ignore si ce fait est certain.

plir ce devoir, l'homme qui osa dire qu'il étoit contraire à la dignité de l'Assemblée de se transporter chez le Roi fut le Comte de Mirabeau. Il consentit seulement à lui envoyer une députation, qui n'ayant pas le droit de délibérer, ne pouvoit protéger sa liberté, et qui, après le retour de M. le Vicomte de Mirabeau et de M. Target qu'on avoit chargés d'aller au Château pour y prendre des renseignemens, n'eut d'autre but que de communiquer au Roi la résolution prise par l'Assemblée de le suivre par-tout où l'on voudroit le conduire.

Comme j'étois accablé de douleur, je répondis à MM. les Secrétaires qui me pressoient de nommer la députation, qu'ils pouvoient choisir qui bon leur sembleroit; mais quand on fit lecture de la liste, j'entendis le nom du Comte de Mirabeau. Je ne crus pas que sa présence pût être consolante pour la Famille Royale; mais je m'en étois rapporté à MM. les Secrétaires.

Bientôt il fut question de nommer les Députés qui devoient accompagner la Famille Royale à Paris. Je priai M. Feydel, un des Secrétaires, de les nommer pour moi, et je lui recommandai expressément de ne pas choisir le Comte de Mirabeau. Quand la liste

fut faite, M. Desmeuniers y ajouta le nom de celui-ci et en fit lecture à l'Assemblée. Je m'adressai d'abord à M. Feydel qui m'assura qu'il avoit suivi ma recommandation. Je m'adressai ensuite à M. Desmeuniers, il me dit que M. le Duc de Liancourt avoit cru qu'il seroit utile de placer le Comte de Mirabeau dans cette députation, qu'il l'avoit invité à le faire nommer, et que lui-même n'avoit point trouvé d'inconvéniens à insérer son nom dans la liste. Comme je ne partageois point l'opinion que MM. de Liancourt et Desmeuniers paroissent avoir de l'utilité de M. de Mirabeau, je repris la liste et je rayai son nom. M. Desmeuniers l'avertit de ce qui venoit de se passer. Le Comte de Mirabeau vint à moi, et avec le ton de *patelinage* qu'il prend quelquefois, mais qui indigne plus que ses fureurs, il me dit aussi doucereusement qu'il étoit possible : " M. le Président, je viens d'apprendre que „ vous ne voulez pas que j'aille à Paris. Vous „ avez raison si vous consultez mon goût ; „ mais si vous consultez l'intérêt du Roi et „ de la Reine, vous savez que j'ai quelque „ popularité, elle pourroit leur être utile „. Je ne voulus pas répondre de l'usage qu'il feroit de sa popularité, je le lui dis, je persistai dans mon refus. Il répliqua, " j'obéis M. le Président „.

Il est facile de voir que cette anecdote est étrangère à la procédure du Châtelet. Je ne la rappelle ici que pour prouver à M. de Mirabeau que nous nous sommes reparlé après le 5 Octobre, et qu'en citant une de mes réponses qui, ce jour-là, lui a paru avoir du caractère, il avoit oublié celle du lendemain.

Malgré l'intérêt que le Comte de Mirabeau venoit de feindre pour le sort du Roi et de 170 la Reine dans l'espoir de les accompagner à 211 Paris, il crut devoir applaudir aux forfaits qui avoient mis leurs jours en péril, versé le sang de leurs défenseurs, et qui leur coûtoient la perte de leur liberté. Du ton de voix le plus assuré, avec la contenance la plus hardie, il proposa d'envoyer une adresse aux Provinces, pour leur apprendre *que le vaisseau de l'Etat alloit s'avancer vers le port plus rapidement que jamais* [ 1 ].

---

(1) M. Desronet, 211<sup>e</sup>. témoin, à rappelé ces expressions ainsi que M. Madier ; mais il s'est trompé quand il a cru que l'adresse proposée avoit pour objet la contribution du quart du revenu. Cette dernière adresse avoit été préparée et lue plusieurs jours auparavant : elle fut relue dans la séance du 6 Octobre ; mais elle n'avoit aucun rapport à celle que proposoit le Comte de Mirabeau pour rassurer les Provinces.

Il étoit impossible d'approuver plus clairement tous les crimes commis à Versailles. C'est comme s'il eût déclaré qu'ils étoient utiles à la révolution , qu'on sauroit en tirer avantage , qu'on pouvoit sans crainte se livrer à tous les projets , et qu'un Roi prisonnier ne sauroit en empêcher l'exécution. Malgré le triomphe des factieux , cette proposition étoit tellement révoltante , qu'elle fut rejetée le matin et qu'elle fut encore inutilement renouvelée le soir. M. Chabroud a déclaré qu'il ne voit pas *ce que cette tournure oratoire a d'important et de suspect.*

1<sup>er</sup>. tém. M. Peltier a déposé que le 6 Octobre , le Comte de Mirabeau dit en sortant de la séance à une personne qui étoit à ses côtés : *Le Peuple a besoin qu'on lui fasse faire de tems en tems le saut du trempain.* Le Comte de Mirabeau n'a rien dit de cette remarque , et M. Chabroud a prétendu que M. Peltier n'avoit parlé que par ouï dire , quand ce témoin assure avoir *entendu distinctement.*

Le Comte de Mirabeau a reconnu la vérité du propos qu'il a tenu au sujet du départ de M. le Duc d'Orléans , et qui est consigné dans la déposition de M. la Fisse ; mais s'il a dit : *“ Le lâche, il ne mérite pas la peine qu'on s'est*

„ donnée pour lui „ Le genre de cette peine ne sauroit être équivoque.

Il s'est plaint avec amertume *du ton impé-rieux* avec lequel M. de la Fayette avoit exigé, dans le mois d'Octobre 1789, le départ du Duc d'Orléans pour l'Angleterre. Il l'a accusé d'avoir mis son autorité à la place des Loix, et d'avoir éludé l'*inviolabilité* des membres de l'Assemblée Nationale; c'est que le Comte de Mirabeau, au mois d'Octobre 1790, avoit besoin, pour justifier son protégé, pour se justifier lui-même, de parler ainsi de M. de la Fayette; mais dans le mois d'Octobre 1789, étant exempt d'inquiétudes sur son propre intérêt, et ne pouvant se dissimuler que le chef de la garde Parisienne n'avoit fait que son devoir, il eut soin de ne pas témoigner contre lui le moindre ressentiment. Le 19, le jour même où l'on apprit que M. le Duc d'Orléans partant pour l'Angleterre, avoit été arrêté à Boulogne, où cette nouvelle auroit dû ranimer l'indignation du Comte de Mirabeau contre la dictature de M. de la Fayette; celui-ci étant venu avec M. Bailli porter ses hommages à l'Assemblée, le Comte de Mirabeau leur décerna un tribut de louanges et demanda qu'il leur fût voté des remerciemens.

Quand le Comte de Mirabeau a su qu'il

étoit nommé dans la procédure du Châtelet ; il n'a négligé aucune occasion pour représenter le soulèvement du 5 Octobre comme un acte légitime. Dans la séance du 12 Mai 1790, en soutenant la cause des assassins de M. de Beausset et de ceux qui s'étoient emparés des Forts de Marseille, il disoit : " Pourquoi le 5 Octobre „ ne seroit-il pas coupable ici , et le 30 Avril „ seroit-il coupable à Marseille ? Pourquoi la „ Municipalité ne diroit-elle pas à ceux qui Voyez le „ appellent sur elle les foudres du pouvoir Moniteur, „ exécutif ; appelez donc la hache sur vos têtes. N°. 133. „ Etes-vous donc si étrangers aux mouvemens „ illégaux, pour oser récriminer contre nous „ sans connoître les faits ? „ Ensuite il ne déguisa point qu'il connoissoit les bruits répandus contre lui d'après la procédure du Châtelet. Il ajouta que *ses ennemis n'avoient jamais pu le faire varier de ses invincibles principes.*

Le Comte de Mirabeau prétend que le Châtelet étoit incompétent pour les crimes du 5 et du 6 Octobre, et les Avocats de M. le Duc d'Orléans ont dit que leur client auroit pu faire usage de cet absurde moyen.

Ce n'est pas ici le lieu de dire ce que je pense de cette expression si vague de *lèse-Nation*, qui fournit au parti dominant autant d'armes terribles contre les victimes qu'il veut sacrifier



persécuter, que les mots de *lèse-Majesté* en avoient fourni aux tyrans de Rome, et ceux de *haute trahison* à quelques Rois d'Angleterre avant que la Constitution Britannique fût solidement affermie; mais je demande si une Nation peut éprouver des offenses plus nuisibles à son bonheur que celles qui lui sont faites dans la personne de son chef, si les prérogatives du Roi, comme le disoit le Comte de Mirabeau; un jour où il croyoit convenable de les soutenir, si les prérogatives du Roi ne sont pas *un des plus beaux domaines du Peuple*; quelle sûreté, quelle liberté on pourroit se promettre dans un Etat où le Roi, qui doit les garantir à ses Sujets, n'auroit pas la certitude d'en jouir lui-même? Oui, tout crime contre le Roi blesse plus essentiellement qu'aucun autre, les droits de la Nation, puisqu'il attaque l'ordre public dans son principe.

La marche des révoltés vers le séjour du Roi, l'invasion du Château de Versailles, le massacre de ses Gardes dans son propre Palais, les menaces contre son Epouse, et les tentatives faites pour lui arracher la vie, n'étoient-ils donc pas des crimes contre le Roi et conséquemment contre la Nation? Mais je veux supposer que les crimes du 6 Octobre ne pussent pas être appelés crimes de *lèse-Nation*;

le Châtelet avoit le droit de les poursuivre sans se servir de l'attribution qu'il a reçue de l'Assemblée Nationale , puisqu'il étoit le juge du domicile de la plupart des accusés , du lieu où avoit commencé le délit et où il avoit été continué. On connoît la maxime que tout Juge est *compétent pour informer*. D'ailleurs, l'Assemblée Nationale avoit reconnu la compétence du Châtelet, puisque dans la séance du 15 Mai elle avoit ordonné au Comité des Recherches de fournir à ce Tribunal tous les renseignemens qu'il avoit pu se procurer sur les assassinats du 6 Octobre.

Le Comte de Mirabeau , comme le Duc d'Orléans , rappelle ses services. *Il a la conscience*, dit-il, *d'avoir toujours voulu être utile à son Pays et de ne lui avoir pas toujours été inutile.*

Si le Comte de Mirabeau fût utile à la France, quel sera donc celui qu'il faudra considérer comme l'ennemi de sa Patrie ? Il est vrai qu'il a parlé quelquefois de justice , de modération , d'Autorité Royale ; mais ces tentatives, il les faisoit en tremblant. Elles n'étoient jamais avantageuses , ou plutôt elles étoient funestes. Des cris de rage s'élevoient du sein même du parti auquel il est le plus constamment attaché , lui reprochoient sa défection et

le forçoient bientôt à surpasser tous ses rivaux en délire démocratique pour reconquérir sa popularité, l'objet de ses plus ardens desirs ; parce qu'elle est son seul moyen de puissance. Je sais, qu'encouragé par ses nombreuses contradictions, on a cru possible de l'employer à la défense des bons principes ; mais ceux qui avoient conçu cette espérance, ignoroient-ils donc que le Comte de Mirabeau n'a jamais été l'un des chefs du parti dominant, que dans ses conversations particulières, il les censure eux et leur Constitution dont il reconnoît les vices, dont il n'a dicté qu'un petit nombre de décrets ; que cependant il a puissamment secondée par ses diatribes sanguinaires ; mais qu'il est toujours ramené aux chefs de ce parti par la facilité de jouer à leur service un rôle important, d'y trouver un sujet plus convenable à son genre d'éloquence, celui des menaces, des injures et des déclamations, et surtout par l'impossibilité de braver la haine de la multitude ( 1 ) ?

---

(1) Je vais justifier ces réflexions par des exemples. Le 15 Juin 1789, voulant empêcher les Communes de se qualifier d'*Assemblée Nationale*, il soutenoit avec raison qu'on alloit exciter les prétentions et nous conduire à l'anarchie par d'absurdes systèmes.

Par une fatalité exclusivement réservée au Comte de Mirabeau, on a changé pour lui un

---

*« Vous n'aurez pas même, disoit-il, l'exécrable honneur de la guerre civile ; mais des massaores, des pillages, des incendies, dans toutes les parties du Royaume »* ; et depuis ce tems il n'a cessé d'excuser les crimes qu'il avoit prévus. — Il avoit aussi soutenu le 15 Juip, que la sanction du Roi étoit indispensable pour tous les actes extérieurs de l'Assemblée, que l'autorité du Monarque ne pouvoit jamais sommeiller, qu'il aimeroit mieux vivre à Constantinople qu'en France, si le Roi n'avoit pas *li veto* ; et le 16 Juillet, il appeloit l'Assemblée Nationale le *Souverain, le Représentant du Souverain* ; il prétendoit que les pouvoirs du Roi étoient suspendus s'il ne marchoit pas d'accord avec elle. — Le 7 Août 1789, les Ministres, dont plusieurs étoient membres de l'Assemblée Nationale, étoient venus demander un emprunt de trente millions, un Député ayant proposé de voter en leur présence, le Comte de Mirabeau s'écria : *Je demande la proscription de ce vil esclave* ; et dans le mois de Novembre suivant, il proposa de donner aux Ministres séance et voix consultative. — Le 7 Août, il combat l'emprunt de trente millions par respect pour la lettre impériouse des mandats, et soutient qu'il faut avoir une autorisation des Commettans ; depuis ce jour il n'a traité qu'avec dédain les mandats et ceux qui vouloient les suivre. — Le 7 Août, il défie le plus respectable de ses collègues de porter plus loin que lui le respect religieux pour la Prérogative Royale ; et le 20

des axiômes les plus certains de la morale.  
On croit que les autres ne peuvent pas faire

Mars 1790, il ne laisse pas même au Roi la faculté d'écrire à l'Assemblée sans le contre-seing d'un Ministre. Il appelle l'*inviolabilité individuelle du Roi*, une faveur purement précaire et idéale ; et dans la séance du 20 Mai, en discourant sur la paix et la guerre, il suppose qu'un Roi peut *périr sur un échafaud*. — Le premier Septembre 1789, il défendoit la Sanction Royale, et disoit que du choix des Représentans, il résulteroit toujours une *Aristocratie qui voudroit s'égaliser au Monarque* ; et le 18 du même mois, il prétendoit que les arrêtés du 4 Août n'avoient pas besoin de cette Sanction. — Le 22 Février 1790, il dit que les Officiers Municipaux, qui n'usent pas avec courage et fermeté du pouvoir qui leur est confié, commettent un grand crime et doivent en être responsables ; et le 12 Mai, il dit que les Officiers Municipaux de Marseille devoient céder aux desirs du Peuple et demander la reddition des Forts. — Il a commencé par réfuter la doctrine des conventions Nationales ; il a fini par vanter la toute-puissance du Corps constituant. Il s'est opposé à la lecture des pétitions contre les Assignats, et quelques jours après, il a parlé du droit sacré de pétition.

Pour ne pas être inscrit dans la liste de ceux qu'on accusoit de voter contre l'intérêt du Peuple, il s'étoit absenté le 17 Juin, au moment où l'on recueilloit les suffrages sur la dénomination d'*Assemblée Nationale*, et dans le mois de Septembre, sur la sanction.

le mal sans intérêt ; on paroît croire que c'est le mal qu'il préfère , et que pour faire le bien ,

---

du Roi. Camille des Moulins , alors son protecteur , imprimoit que M. de Mirabeau n'avoit pas soutenu la Sanction , que ceux qui l'en accusoient étoient des calomniateurs. Camille des Moulins ne pouvoit pas ignorer ses véritables opinions , puisqu'il logeoit chez lui quand il venoit à Versailles. Je fus instruit de cette circonstance , lorsque dans le mois de Septembre 1789 , je rencontraï M. de Mirabeau se faisant peindre chez M. Boze , où il avoit été accompagné par Camille des Moulins , qu'il me fit connoître comme *le procureur-général de la lanterne* , avec lequel il se disputa ; mais qu'ensuite il eut soin de traiter avec beaucoup de tendresse ; j'ai raconté cette Anecdote dans mon *Exposé* , et j'en ai cité les témoins.

Ce que le Comte de Mirabeau avoit dit le 15 Juin 1789 , il voulut l'expier les jours suivans par des déclamations emportées contre la Cour. Ce qu'il avoit dit en faveur de la Sanction Royale , il voulut l'expier en s'opposant à l'institution de deux Chambres par un puérile jeu de mots. Ce qu'il avoit dit sur la paix et la guerre contre la doctrine du parti dominant , il voulut l'expier le lendemain en proposant d'établir un Comité pour examiner tous les Traités passés avec les Puissances Etrangères , afin que l'Assemblée connût *quels étoient ceux qui devoient être ratifiés*.

Voilà celui que jamais on n'a pu faire varier de *ses invariables principes* , et qui disoit un jour dans

il faut qu'il soit corrompu. Il ne peut jamais se montrer juste impunément, et sans être accablé de soupçons injurieux. Voyez dans sa conduite, au sujet du droit de paix et de guerre, ce qu'on peut attendre de son utilité pour l'Autorité Royale. Ceux qui ont le plus d'influence sur le parti dominant *avoient prédit huit jours d'avance son opinion sans la connaître*. Ils l'avoient accusé d'être *un vil stipendié*; c'est lui-même qui s'en est plaint. Ils avoient donc eu quelque motif de penser qu'il devoit combattre leur système. Il fut alors obligé de s'envelopper dans un style obscur et entortillé dont il fait un assez fréquent usage. Il n'osa plus proposer de reconnaître que le Monarque eût le droit de faire la paix et la guerre. Il fit à son projet tous les retranchemens désirés par les membres du Club des Jacobins, et leur fut assez soumis pour le rendre digne d'eux, et de la foule des affidés qui environnoient la salle, et qui, témoins de la satisfaction de leurs protégés, s'écrioient: *La Nation a gagné contre le Roi*.

Comme on reprochoit dans cette occasion au Comte de Mirabeau d'avoir trahi le Peuple,

---

l'Assemblée, que ses adversaires seroient trop heureux de pouvoir lui découvrir une seule contradiction.

Il dévoila les manœuvres du parti. Il se plaignit cette fois de ce qu'on invoquoit les vengeances populaires *pour soutenir la tyrannie des opinions* . . . . . " C'est une étrange manie , disoit-  
 „ il , c'est un déplorable aveuglement que celui  
 „ qui arme ainsi les uns contre les autres ,  
 „ des hommes qu'un même but , un senti-  
 „ ment unique devroient , au milieu des débats  
 „ les plus acharnés , toujours rapprocher ,  
 „ toujours réunir , *des hommes qui substi-*  
 „ *tuent ainsi l'irascibilité de l'amour-propre et*  
 „ *se livrent les uns les autres aux préventions po-*  
 „ *pulaires* „ Le 30 Mai , il n'affectoit donc  
 pas autant de dédain pour les outrages de la  
 multitude , qu'il en avoit montré si souvent  
 lorsque d'autres Députés courroient des dan-  
 gers qu'il ne redoutoit pas.

Il est donc démontré que le Comte de Mirabeau ne fut jamais utile qu'aux factieux qui ont plongé la France dans un abîme d'infortunes. C'est à lui qu'ils doivent d'avoir mis en doctrine que les Représentans du Peuple peuvent calomnier et persécuter impunément ; et il les surpasse tous dans l'art d'attiser la fermentation populaire par des discours véhémens. Il les surpasse tous dans l'art d'enivrer la multitude par de perfides louanges. Il n'en est point qui se joue de la vérité avec plus



d'audace. Ne l'a-t-on pas entendu le jour où il célébroit la dévastation de l'hôtel de M. le Duc de Castries comme un acte de *justice*, de *patriotisme* et d'*honneur*, louer les brigands d'avoir respecté un portrait du Roi quand il n'y avoit point de portrait du Roi, d'avoir témoigné les plus grands égards pour M<sup>de</sup> la Maréchale de Castries tandis qu'elle étoit à Lausanne, et de n'avoir commis aucun vol lorsque des sommes d'argent ont été volées. Il n'est point de Démagogue qui menace avec autant d'arrogance de la hache de ses satellites, ceux qui s'opposent à ses fureurs. C'est sur-tout depuis son dernier triomphe et sa rentrée dans le *club des Jacobins*, que se croyant assuré de l'impunité, il ose, méprisé de l'Europe entière, prononcer le mot de *mépris*.

En terminant son plaidoyer, le Comte de Mirabeau a dit que le secret de la procédure est dans le cœur des Juges, *tel qu'il sera buriné dans l'histoire par les traits de la plus implacable vengeance*. Oui, la sévère et l'impartiale histoire conservera les traits *de la plus implacable vengeance*; mais c'est la justice et la raison qu'elle vengera. Quand l'homme vicieux, qui par son hypocrisie a pu surprendre l'estime de son siècle, ne sauroit égarer ses jugemens, comment donc pourroit la tromper celui dont

la conduite publique et privée fut le scandale de tous ses contemporains ?

*Du décret rendu le 2 Octobre 1790.*

Les Magistrats du Châtelet, en jugeant l'information prise sur les assassinats du 6 Octobre, ont déclaré que le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau *leur paroissoient être dans le cas d'être décrétés*. Dans la séance du 7 Août, ils présentèrent la procédure à l'Assemblée Nationale. Ils annoncèrent que des témoignages accusoient quelques-uns de ses membres *qui s'honoreroient sans doute de descendre dans l'arène de la justice pour y manifester leur innocence*. Ils ajoutèrent qu'elle les avoit mis dans l'impossibilité de les citer en jugement ; et qu'ils attendoient sa décision. L'examen de la procédure fut renvoyé au Comité des Rapports ; mais il est peut-être utile d'examiner l'origine et la nature du *privilège* qui interdisoit aux Juges du Châtelet le droit de décréter deux Députés sans le consentement de l'Assemblée Nationale.

Le 23 Juin 1789 , on avoit déclaré que la personne de chaque Député *étoit inviolable*. Cette étrange maxime n'étoit heureusement qu'un vice d'expression ; car dans le Corps du décret, cette *invio<sup>l</sup>abilité* étoit réduite au

droit de ne pouvoir être poursuivi, arrêté ou détenu, pour les propositions, avis ou discours dans les Etats-Généraux.

Ce décret n'auroit pu garantir le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau des sentences du Châtelet ; mais le 25 Juin 1790, plusieurs membres du parti dominant profitèrent de l'accusation la plus absurde, intentée contre M. de Toulouse Lautrec, pour soutenir que les Tribunaux n'avoient pas le droit de décréter les membres de l'Assemblée Nationale sans son consentement. Cette observation parut si intéressante, qu'elle fut renvoyée au Comité de Constitution, qui fit prononcer le lendemain que jusqu'à l'établissement des jurés, *les Députés ne pourroient être décrétés par aucun Juge, avant que le Corps législatif sur le vu des informations et des pièces eût décidé qu'il y avoit lieu à accusation.*

L'Assemblée Nationale s'est donnée le plus d'angereux des privilèges, le plus contraire aux droits du Peuple ; car le premier de ses droits est l'impartialité des jugemens et l'égalité de tous les hommes devant la justice. Le Roi seul doit être inviolable, parce que, chargé de faire exécuter la Loi, il faut qu'elle règne par lui, et que leurs sceptres réunis dominent sur tous les sujets de son empire, parce que ;

s'il pouvoit être condamné, ceux qui auroient le droit de le juger seroient ses supérieurs, et conséquemment les véritables Rois; qu'il n'auroit plus assez d'indépendance pour soumettre au joug de la Loi tous les Citoyens sans distinction; mais l'*inviolabilité* des Députés choisis dans les diverses parties du Royaume, est un véritable attentat à la liberté publique.

Qu'il fût déclaré qu'aucun Tribunal ne doit se dispenser, après l'emprisonnement d'un Député, d'avertir l'Assemblée dans un court délai, et de l'instruire non du genre des preuves, mais de la nature de l'accusation, cette règle seroit peut-être juste. Elle donneroit à cette Assemblée les moyens de s'assurer qu'un de ses membres n'est pas persécuté pour ses opinions, et de réclamer en sa faveur l'exécution des Loix, si par haine ou par vengeance on les enfreignoit à son égard; mais se réserver la faculté de soustraire arbitrairement des accusés aux poursuites des Tribunaux! Un Député pourroit donc se rendre impunément coupable de tous les crimes! S'il a pris seulement les précautions nécessaires pour ne pas être arrêté en flagrant délit, il ne peut plus être emprisonné, Pendant qu'on rassemble les preuves, qu'on les présente à l'Assemblée, qu'on les discute, il aura le tems de sortir de l'Europe.

Un autre inconvénient plus terrible encore de ce funeste privilège, c'est que toutes les fois qu'une faction domineroit dans une assemblée de Représentans, elle mettroit à l'abri de toute recherche ceux de ses membres dont les crimes lui seroient utiles.

On sait que les Tribunaux supérieurs, en contestant au Monarque le droit de faire des Loix nouvelles sans leur approbation, en faisoient eux-mêmes sans l'autorité du Roi, sous le nom de *Règlement*. Ils avoient imaginé de défendre aux Juges inférieurs de poursuivre et d'emprisonner un de leurs membres; mais cette espèce d'*inviolabilité*, qui prouve la nécessité de restreindre les Tribunaux aux fonctions de Juges et de les assujettir rigoureusement à l'observation des Loix, avoit bien moins d'inconvénient, qu'elle ne peut en avoir pour un Corps aussi puissant que l'Assemblée Nationale.

Voilà le seul exemple qu'il soit possible de comparer à l'injuste privilège, usurpé par la majorité apparente de l'Assemblée Nationale. Je ne connois rien de semblable dans aucun autre Gouvernement. Il est vrai que dans le Parlement d'Angleterre, les membres de la Chambre Haute ne sont jugés pour les crimes de *félonie* que par leurs Pairs; mais ayant moins d'autorité et étant moins nombreux que les

membres de l'Assemblée Nationale, ils sont forcés d'user avec sagesse de leur prérogative, et de la justifier par leur impartialité. D'ailleurs, c'est le jugement et non l'accusation qui est en leur pouvoir. Un Pair tout comme un autre membre des Communes peut être emprisonné pour un crime public en vertu du *Warrant* d'un Juge de paix, ou par ordre du Conseil privé, ou par celui des Secrétaires d'Etat ; et l'on sent qu'il est bien plus difficile de prévariquer, lorsqu'on doit prononcer sur une accusation solennelle, déjà soumise auparavant à l'examen du *grand Juré*.

Les membres du Parlement d'Angleterre n'ont des exemptions qu'en matière civile. Blackstone observe que, lorsqu'ils sont accusés de crimes, ils sont poursuivis, envoyés en prison et jugés pendant la séance même du Parlement. *Il parolt, dit-il, que le plus grand et peut-être l'unique privilège que le Parlement peut avoir dans ces circonstances, est d'être informé sur le champ de la détention et des raisons qui l'ont occasionnée.*

On a prétendu que l'Assemblée Nationale, en examinant les informations prises contre ses membres, remplissoit les fonctions du grand Juré d'Angleterre. Ainsi tour-à-tour on cite les institutions Angloises, ou pour les mépriser

avec une présomptueuse ignorance, ou pour les dénaturer, afin de s'autoriser par de fausses applications. Les membres du *grand Juré* sont de francs tenanciers, choisis dans le Comté par le Shérif. Ils sont pris dans la masse des Citoyens et non dans le Corps auquel appartiennent les accusés. Ils recueillent eux-mêmes les preuves qui peuvent les mettre en état d'approuver ou de rejeter l'accusation. Si l'on adopte en France le *grand Juré*, il devoit être formé de la même manière pour tous les Citoyens ; mais s'il étoit permis à l'Assemblée Nationale d'être elle-même le *grand Juré* pour ses membres, il faudroit donc aussi accorder la même faveur à toutes les *corporations*, aux départemens, aux districts, aux Municipalités, aux Gardes Nationales, et subordonner toutes les accusations à l'influence de l'esprit de Corps. De plus, il faut considérer qu'en Angleterre, si l'accusation est grave, l'accusé est décrété interrogé avant l'examen du grand Juré ; que l'Assemblée Nationale s'est réservée au contraire la faculté de prononcer sur l'accusation, avant que l'accusé ait pu donner ses réponses. Je pourrois étendre mes réflexions sur ce privilège tyrannique ; mais la longueur de cet écrit m'oblige à ne dire que ce que je crois indispensable.

Mais enfin , puisque l'Assemblée Nationale avoit créé un privilège en faveur de ses membres , elle devoit s'en servir avec justice. Je ne prétends pas qu'elle eût pu , sur les preuves actuellement rassemblées , condamner le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau , comme auteurs ou complices des crimes du 5 et du 6 Octobre 1789. Ce n'étoit pas leur condamnation qu'elle étoit chargée de prononcer. Elle devoit seulement examiner s'il existoit assez de preuves non pour les juger coupables ; mais pour les accuser , ou plutôt pour autoriser contre eux un décret judiciaire.

Je distingue deux espèces d'accusation , l'accusation principale et l'accusation incidente. J'appelle accusation principale , celle qui est dirigée nommément par le premier acte , c'est-à-dire par *la plainte* contre un ou plusieurs particuliers. Pour se porter ainsi accusateur , il faut une grande circonspection ; car si l'on ose imputer un crime , et que l'instruction achevée ne fournisse aucune preuve , on mérite d'être puni comme calomniateur. J'appelle accusation incidente , celle que présente au Ministère public , le résultat des informations prises pour découvrir les auteurs d'un crime. Dans ce cas la plainte n'a pas été faite contre tel ou tel accusé ; mais uniquement sur un tel délit.

Alors



Alors le Ministère public , qui trouve dans les témoignages des indications , est forcé de requérir un décret et les Juges de décréter. Il n'y a point d'accusateur, c'est la procédure elle-même qui accuse. L'information du Châtelet nous donne un exemple de ce dernier genre d'accusation. La plainte du Procureur du Roi a été générale contre *les auteurs , fauteurs ou complices*. Des témoins ont chargé MM. d'Orléans et de Mirabeau, il étoit impossible de ne pas les décréter. Aussi rien n'est plus extravagant , que leurs réserves contre les Magistrats.

Nous connoissons dans nos formes criminelles trois sortes de décrets. Quand le délit est peu important ou les indices très-foibles , on ordonne simplement que l'accusé sera entendu , ce qui ne suspend pas même ses fonctions publiques. Avec plus de gravité dans les crimes ou dans les preuves, on *ajourne* l'accusé ou on *le saisit au corps*.

Il suffit pour qu'il soit nécessaire de rendre un décret quelconque, contre les personnes nommées dans une procédure, que les témoignages donnent lieu à de justes soupçons, et qu'on entrevoie des motifs d'exiger un compte sévère de leur conduite.

Il y a plus que des indices contre M. le Duc d'Orléans et M. le Comte de Mirabeau. Pour le premier, sa patience sur les préparatifs

incendiaires du Palais-Royal, ses courses répétées le 5 Octobre, dans le bois de Boulogne ou sur les traces des révoltés, et jusqu'à Versailles où deux témoins disent l'avoir vu, sa présence le 6 Octobre dans les cours du Château au milieu des brigands, les cris de *vive le Roi d'Orléans* pendant les assassinats; ajoutez qu'un témoin dit l'avoir vu à la tête des assassins leur indiquant l'appartement de la Reine; et n'oubliez pas sa fuite en Angleterre. Quant à M. de Mirabeau, ses projets dans le mois de Juillet pour faire le Duc d'Orléans Lieutenant-Général du Royaume, la manière dont il a expliqué le propos qu'il a tenu devant moi, ses prédictions à M. Blaisot dix ou douze jours avant le fatal événement, deux témoins disant l'avoir vu le 5 Octobre parmi les soldats du Régiment de Flandres, l'un d'eux l'ayant vu armé d'un sabre, un autre témoin disant l'avoir reconnu le 6 Octobre dans les rangs du même Régiment où il paroissoit se cacher, sa protection déclarée pour les forfaits qu'on venoit de commettre; enfin tant d'autres circonstances qu'il est inutile de répéter et sur lesquelles les Juges du Châtelet avoient le droit de demander à ces deux accusés des éclaircissemens.

Si l'on attendoit, pour rendre un décret sur une information, qu'on eût réuni toutes les

preuves nécessaires pour condamner, on ne trouveroit presque jamais de coupables; car ne pouvant interroger un accusé sans décret, on seroit privé de toutes les lumières que procureroient ses réponses, les récolemens des témoins et les confrontations. Qu'on ne m'oppose pas ici l'exemple du *grand Juré* d'Angleterre. Avant sa décision, l'accusé a été décrété et interrogé, et deux informations ont été faites, celle du grand Juré et celle du Juge de paix. Blackstone dit même que les membres du grand Juré, sans se borner à de simples probabilités, doivent seulement entendre les preuves favorables à la poursuite, qu'ils doivent seulement informer s'il y a des raisons suffisantes pour appeler la partie. S'ils rejettent l'accusation par le défaut de preuves suffisantes et qu'il survienne d'autres preuves, elle peut être renouvelée devant une autre assemblée; tandis que dans nos usages, la véritable accusation n'existe que par le décret, qu'une fois rejetée par un jugement, elle ne peut plus être poursuivie. On ne sauroit donc comparer nos *décrets* sur les informations qu'aux *warrant* des Juges de paix qui peuvent faire emprisonner avant que l'accusation soit reçue.

M. Chabroud prétend qu'on ne doit pas admettre aussi facilement une accusation sous le règne de la liberté que sous l'ancien régime.

J'ignore s'il prétendrait aussi qu'il n'existe point d'autre Pays libre dans le monde que le Pays dans lequel lui et ses collègues exercent le pouvoir *constituant* ; mais je suis convaincu qu'on ne rencontreroit pas dans toute l'Europe un seul Jurisconsulte connu par ses lumières ou sa probité , qui pût dire que sur l'information du Châtelet , le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau ne dussent pas être interrogés et conséquemment décrétés. M. Chabroud a parlé des atteintes portées à l'honneur ; l'honneur n'est pas blessé par une accusation quand on parvient à se justifier ; mais il l'est lorsqu'on élude le jugement, qu'on refuse de soumettre ses actions à l'examen de la Justice , et qu'on préfère d'être entaché par les soupçons. Ce seroit trop aussi de vouloir , qu'avant la toute-puissance du parti dominant dans l'Assemblée Nationale , des Départemens , des Districts , des Municipalités , de la Populace ou des Démagogues , avant ce tems de calamités où chaque jour est marqué par de nouveaux crimes , on n'eût aucune idée de l'honneur et de la vertu. M. Chabroud croit-il aussi que la révolution doit s'étendre jusqu'à changer toute la morale de l'Univers.

Par-tout où les Loix obtiennent quelque respect , dans tous les Corps dont un membre est accusé d'un crime , bien loin de le dispenser de répondre à l'accusation , on lui en fait un

devoir. On ne lui permet pas de la laisser tomber dans l'oubli , il faut que son innocence soit reconnue par un jugement ou qu'il soit honteusement chassé.

Il est même évident que l'Assemblée Nationale, en déclarant le 2 Octobre, qu'il *n'y a lieu à aucune accusation* contre le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau, les a mis dans l'impossibilité de se justifier. M. le Duc d'Orléans soutient qu'il est en état de prouver juridiquement qu'il ne parut point à Versailles le 5 Octobre, et que le 6 il ne partit de Paris qu'à huit heures du matin. M. le Comte de Mirabeau dit aussi qu'il est en état de prouver qu'il n'est point allé au milieu des soldats du Régiment de Flandres. S'ils pouvoient faire cette preuve et donner sur d'autres imputations des éclaircissemens satisfaisans, ils devoient desirer qu'on suivit envers eux les règles prescrites. S'il n'étoit point survenu de nouvelles charges, on auroit pu les mettre hors de cour. L'opinion publique auroit conservé de grands soupçons autorisés par des circonstances, qu'il n'eût jamais été en leur pouvoir d'expliquer à leur avantage; mais enfin, le Tribunal auroit pu les absoudre. Encore une fois, tant qu'ils n'ont pas prouvé légalement l'erreur ou la fausseté des témoignages qui leur sont contraires, ils restent sous le poids

de l'accusation, et s'ils sont encore libres, c'est parce que la Justice ne l'est pas.

Le respect de M. Chabroud, pour l'honneur des accusés, est absolument semblable à son respect pour le secret des lettres. Il ne se le rappelle que pour des accusés privilégiés, tels que le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau. Autant il a paru craindre de les inculper trop légèrement, autant il s'est empressé de condamner sans preuves dans son Rapport des troubles d'Uzès; et sous quels Tyrans vit-on un si grand nombre d'accusations calomnieuses et d'emprisonnemens arbitraires, qu'on en voit ordonner chaque jour par l'Assemblée Nationale ou par les Corps qu'elle a institués.

M. Chabroud avoit mis deux mois à préparer son Rapport. Une information de 393 témoins étoit imprimée et distribuée depuis peu de jours. Il en fait lecture dans les séances du 30 Septembre et du premier Octobre. Dans cette dernière séance, on ne put entendre que le beau discours de M. de Bonnai pour la défense des Gardes du Roi. Le 2 Octobre, plusieurs membres représentèrent vainement que la question doit être ajournée et le Rapport distribué, pour qu'on ait le tems de le comparer avec la procédure. Deux ou trois membres seulement obtiennent la permission de parler et ne peuvent présenter que des réflexions

générales ; de sorte que le décret du 2 Octobre, qui met les accusés à l'abri des poursuites de la Justice, a été rendu sans discussion, sans examen, le lendemain même du Rapport, et que la plupart de ceux qui ont opiné dans une affaire d'une si grande importance, ont donné leur avis sans la connoître.

Comment pourroit-on révoquer en doute la partialité qui a dicté le décret du 2 Octobre 1790, sur-tout si l'on compare cet empressement de reconnoître innocens M. le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau, avec celui de déclarer coupables tous ceux qu'on croit opposés au parti dominant ? Il est vrai que le 26 Juin, on avoit ordonné l'élargissement de M. de Lautrec, emprisonné à Toulouse ; mais son affaire étoit d'un examen si facile, les deux témoins entendus contre lui étoient si évidemment des délateurs gagés ; d'ailleurs, puisqu'on vouloit profiter de sa position pour mettre les membres de l'Assemblée hors du pouvoir des Tribunaux, il falloit bien ordonner qu'il sortiroit de prison ; mais on eut la prudence de décider que la procédure seroit continuée ; ceux qui avoient ordonné sa détention furent remerciés de leur zèle. Ce ne fut qu'après de nouvelles recherches pendant plus d'un mois, que l'Assemblée Nationale consentit à déclarer qu'il n'y avoit lieu contre lui à aucune accusation.

Mais, le 23 Août, M. l'Abbé de Barmond avoit été accusé par un décret et emprisonné dans sa maison, malgré l'*inviolabilité* promise à tous les membres le 26 Juin, et cependant il n'existoit contre lui aucune information.

Le 2 Septembre, on avoit décidé qu'il y avoit lieu à accuser M. le Vicomte de Mirabeau, et on l'avoit renvoyé à un Conseil de guerre. Non-seulement il n'y avoit contre lui aucun commencement de preuve d'une action reprehensible ; mais il étoit au contraire prouvé qu'il n'avoit fait que son devoir et qu'il s'étoit conduit envers des soldats rebelles avec courage et loyauté.

Ce qui est plus remarquable encore, c'est que, pendant la discussion de l'affaire de M. de Barmond, les mêmes membres qui ont soutenu depuis, que le Duc d'Orléans et le Comte de Mirabeau ne devoient pas être accusés sans des preuves certaines, soutinrent alors qu'il y avoit une *présomption* contre M. l'Abbé de Barmond, et qu'elle devoit suffire pour l'accuser, jusqu'à ce que l'information étant complète eût prouvé son innocence.

Mais, rien ne démontre mieux la protection accordée aux crimes du 5 et du 6 Octobre, que le décret par lequel on a interdit au Châtelet les crimes de *lèse-Nation*. On avoit formé dans ce Tribunal une de ces Commissions



qu'on regardoit autrefois comme des actes du pouvoir arbitraire ; mais ce que jamais on n'avoit osé , le despotisme qui créa cette Commission l'anéantit dans le cours de ses travaux , parce qu'elle n'étoit pas assez docilement soumise à l'influence de ses instituteurs , qu'elle n'étoit pas assez prompte à condamner ceux qu'ils veulent sacrifier , et qu'elle poursuivoit des crimes qu'ils veulent laisser impunis. On craignoit que la continuation de la procédure et les décrets de prise de corps , lancés contre plusieurs des Agens subalternes des auteurs du complot , contre Therouenne de Méricourt , la femme le Duc et les nommés Armand et Blangez , et contre d'autres personnes dont les noms n'étoient pas connus , ne procurassent de nouvelles lumières sur les crimes et sur les coupables. O François ! combien vous êtes indignes de la liberté , si , avec une pareille tyrannie , vous croyez être devenus libres !

Les accusés et leurs défenseurs ont dit que la procédure du Châtelet étoit un procès contre la révolution. Quel étrange aveu ! Ils reconnoissent donc qu'elle est maintenant appuyée sur le crime ; et comment espérer qu'avec un pareil appui , elle justifie l'espoir chimérique dont on berce la crédulité du Peuple ? Non , jamais elle ne pourra le rendre heureux que lorsque la justice et la vérité en auront retranché ce que

le crime a fait établir. Ils disent que la plupart des témoins ont été choisis dans le parti *anti-patriotique*. Voilà bien le langage qu'ont tenu, dans tous les tems de révolution, ceux qui aspiraient à la tyrannie ou voulaient l'élever sous ses auspices. N'ont-ils pas toujours décoré leur ambition des apparences du patriotisme, et qualifié d'*ennemis du Peuple* ceux qui n'avoient d'autre but que son bonheur? Les témoins qui sont étrangers à l'Assemblée Nationale ne peuvent être classés dans aucun parti, puisqu'on ne connoît pas les principes qu'ils ont adoptés. Quant à ceux qui sont au nombre des Députés, et dont les dépositions n'ont pas été favorables au Duc d'Orléans et au Comte de Mirabeau, en est-il un seul qui puisse être soupçonné d'avoir sacrifié les intérêts de la vérité et de son honneur à celui de ses systèmes politiques?

M. Chabroud va même jusqu'à censurer l'existence de cette société intime, dont j'avois l'honneur et la consolation d'être membre. Il la regarde comme une séparation funeste dans l'Assemblée Nationale. Il ne parle pas de ces nombreux Comités secrets, ou de ce club de Versailles devenu plus puissant encore à Paris où se préparoit la ruine du Royaume.

Je vais retracer ici cette liste honorable de Citoyens qui s'étoient réunis pour s'occuper

ensemble du soin de sauver leur patrie, dont les efforts étoient impuissans ; mais le zèle, la vertu et les talens dignes d'obtenir plus de succès. MM. l'Evêque de Langres, de Lallu, Tolendal, Bergasse, Mallouet, de Virieu, de Marnesia, Henri de Longueve, Rédon, des Champs, Madier, de Chabrol, Guillermi, du Freisse, Foydel, Taihardat de Maison-Neuve, la Chaise, Durjet, Paccquart, Mathias et plusieurs autres dont les noms ne sont pas présens à mon souvenir. Ah ! je consens, si ceux-là sont considérés comme des ennemis du Peuple, d'être aussi considéré comme tel ! Je ne voudrois pas être estimé si eux-mêmes ne l'étoient pas, et l'honneur dont je serois le plus jaloux seroit que mon nom ne fût jamais séparé dans l'opinion publique de ceux que je viens de rappeler. J'ose espérer qu'ils ne refuseront pas cette alliance dont je retirerai tout l'avantage ; mais dont je suis peut-être digne par mon zèle pour ma Patrie et par les sentimens que je leur ai voués.

Je ne me serois jamais attendu que M. Chabroud pût un jour me regarder comme un fauteur de l'esclavage, et lui-même se compter au nombre des amis de la liberté. Je connois M. Chabroud. Il est Député de Dauphiné. Il étoit membre des Etats ; dont j'avois été nommé le Secrétaire par les Assemblées de la Province.

Dans le tems où des Ministres insensés avoient conçu cet absurde projet de *cour-plénière*, aussi contraire à la liberté du Peuple qu'à l'autorité du Roi, il étoit en Dauphiné un des soutiens de leur despotisme ; il étoit à la tête d'un parti qui, dirigé par l'influence ministérielle, cherchoit à rendre vains tous les efforts des bons Citoyens. Quand il les vit triompher, il ne put résister au desir de partager leurs succès. Il se soumit au parti le plus fort, devint membre des Etats, et successivement fut Député aux Etats-Généraux, où fidèle à son caractère, il a long-tems gardé le silence, afin de reconnoître avec plus de certitude le système qui prévaudroit, et parler ensuite en faveur de ceux dont il croiroit la puissance bien établie. Si ce n'est pas ainsi que M. Chabroud s'est conduit en Dauphiné, dites-lui de faire attester le contraire par les autres Députés de cette Province, et s'il obtient d'eux un témoignage favorable, je me charge d'y répondre.

M. Chabroud déclare qu'il ne sauroit voir que des malheurs dans les crimes du 5 et du 6 Octobre. Il les livre à l'histoire *pour l'instruction des races futures et pour donner une leçon utile aux Rois, aux Courtisans et aux Peuples*. Il ose donc aussi parler de l'histoire ; elle auroit ignoré son nom sans son Rapport : mais on ne parlera jamais de tant d'horribles forfaits sans

nommer celui qui n'a pas rougi de se déclarer leur apologiste ; et le voilà condamné à une éternelle , mais honteuse célébrité.

Il est vrai que nos neveux trouveront dans ces attentats une leçon utile ; car il faut citer en exemple les grands crimes comme les grandes vertus pour montrer toute l'horreur des uns et tout le prix des autres ; mais cette leçon sera semblable à celle qu'ont donné les forfaits des Habitans de Syracuse , ceux de la faction du prévôt Marcel et de Charles *le mauvais* pendant la prison du Roi Jean , ceux des ligueurs dans le seizième siècle , ceux du parti de Cromwel en Angleterre , ceux de tant d'autres factions qui ont bouleversé les Empires et fait éprouver aux Peuples les plus grands excès de la tyrannie. Quand la justice et la raison auront repris leurs droits , les François indignés de rencontrer dans leurs annales l'affreux récit des crimes du 5 et du 6 Octobre , pour effacer , s'il est possible , la honte qu'ils impriment au caractère National , compteront ces jours , chaque année , au nombre des jours malheureux et les destineront à un deuil général , à des expiations solennelles.

M. Chabroud , copiant le style du Comte de Mirabeau , résume à sa manière les résultats de la procédure ; il en parcourt les circonstances les moins importantes. Il se plaint de

ne que MM. de Batz et de Frondeville ont parlé de l'adresse des forçats de Toulon, qui offroient leurs bras et leurs services pour le maintien de la Constitution; comme s'ils n'eussent pas eu le droit de rappeler cette anecdote remarquable. Il oppose aux faits les plus certains des conjectures dénuées de toute vraisemblance; il voit dans la procédure les preuves d'une conspiration, d'une ligue formée pour le renversement du *nouveau régime*. Il accuse cette ligue du *rassemblement* des troupes dans le mois de Juillet, des nuages qui ont obscurci ces jours purs où les bons Citoyens n'avoient qu'une ame, et de la division cruelle qui règne dans l'Assemblée. Je ne connois point la ligue dont parle M. Chabroud. Je vois avec regret qu'il n'existe point encore de ligue de bons Citoyens; mais l'opinion publique, qui s'éclaire chaque jour, anéantira bientôt l'esprit de vertige, réunira les sentimens et les volontés de tous ceux que l'erreur et non le crime avoit égarés. Alors sera dissipée cette ligue formidable des ennemis de la Monarchie et de ceux qu'ils corrompent ou qu'ils séduisent.

Il accuse une ligue qui n'existe pas, et moi j'accuse celle qui existe, d'avoir dirigé vers le malheur du Peuple une révolution qui devoit assurer son bonheur. Je l'accuse d'avoir accoutumé la multitude au mépris de toutes les

Loix, d'avoir encouragé par l'impunité le retour des mœurs féroces qui dévastèrent la France pendant les guerres de Religion. Je l'accuse d'avoir abusé des vertus du Roi, d'avoir détruit toute espèce de Gouvernement pour y substituer l'anarchie la plus violente, au milieu de laquelle elle exerce tous les jours de nouveaux actes de tyrannie. Je l'accuse de vouloir contraindre jusqu'à la pensée de reprocher à ceux qu'elle assassine de ne pas aimer la paix. Je l'accuse d'avoir imaginé des institutions qui, bien loin d'assurer la tranquillité générale, ne sont propres qu'à favoriser les désordres qui entraînent un énorme accroissement de subsides, qui mettroient l'Etat, si elles pouvoient subsister sans aucun changement, dans l'impuissance d'acquitter ce qu'il doit à ceux qui en traitant avec le Monarque se sont confiés en l'honneur de la Nation, au respect de la foi publique ; mais pour ne pas présenter ici une trop longue énumération, je dirai tout en peu de mots, je l'accuse, quand il étoit si facile de faire le bien, d'avoir causé tous les maux que la France éprouve et tous ceux qui lui sont encore réservés.

F I N.





